

Université de Montréal

**INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX ET
DYNAMIQUES DE SURVIE POLITIQUE DES LEADERS
PERSONNALISTES EN AFRIQUE : UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE DES
LEADERS BURKINABÈ ET TCHADIENS**

Par Aboubacar Maiga

Département de sciences politiques
Faculté des Arts et des Sciences

Thèse présentée
en vue de l'obtention du grade de doctorat
en Science politique

Septembre, 2022

©Aboubacar Maiga, 2022

Cette thèse intitulée :

Investissements politico-militaires internationaux et dynamiques de survie des leaders
personnalistes en Afrique : Une perspective comparative des leaders burkinabè et
tchadiens

Présentée par
Aboubacar Maiga

A été évaluée par un jury composé ainsi qu'il suit :

Mamadou Gazibo
Président rapporteur
Représentant du doyen

Théodore McLauchlin
Directeur de thèse

Lee Seymour
Membre du jury

Bruno Charbonneau
Examineur externe

RÉSUMÉ

Comment les investissements politico-militaires internationaux contribuent-ils à la survie des leaders personnalistes en Afrique ?

L'analyse du règne de tels leaders révèle un double constat : les menaces à leur survie sont essentiellement de nature irrégulière (les coups d'État, les rébellions, les insurrections populaires, etc.) ; et leurs principales stratégies internes de survie politique, la cooptation et le *coup-proofing*, semblent moins aptes à les protéger contre celles-ci sur le long terme. Aussi, leurs politiques internationales, fondées sur les interventions militaires directes en appui aux États et/ou les alliances transnationales en appui aux groupes armés, constituent-elles des ressorts stratégiques au service de leur gestion de la « longue durée ».

Suivant la thèse du politicien investisseur de Lacam (1988), nous appréhendons ces deux actions politico-militaires internationales susmentionnées comme des investissements porteurs de retombées (politiques, économiques et militaires), dont la captation stratégique par le leader affecte positivement sa survie politique de deux façons distinctes : directe et indirecte. Il y a impact direct, lorsque les retombées à l'œuvre suppléent les stratégies internes de survie du leader à l'occurrence d'une menace ; et indirect, lorsqu'elles les renforcent plutôt à l'occurrence ou non d'une menace. A contrario, le refus ou encore l'incapacité du leader à s'investir dans de telles actions politico-militaires le priverait de soutiens extérieurs décisifs dans la gestion de sa survie politique, et lui ferait subir, généralement, des ingérences extérieures directes et/ou indirectes à sa chute du pouvoir.

À travers une approche comparative des présidents Déby et Compaoré, notre recherche repose sur le *theory building process-tracing*, pour analyser leur « longue durée », respectivement 30 et 27 ans, contrairement à leurs prédécesseurs immédiats, Hissène Habré et Thomas Sankara, 8 et 4 ans.

Mots clés : *Leaders personnalistes, survie politique, politicien investisseur, investissements politico-militaires internationaux, alliances transnationales, coup-proofing.*

ABSTRACT

How do international politico-military investments contribute to the survival of personalist rulers in Africa?

The analysis of the reign of such leaders reveals a double observation: the threats to their survival are essentially of an irregular nature (coups, rebellions, popular insurrections, etc.); and their main internal strategies for political survival, cooptation and coup-proofing, seem less able to protect them against these in the long term. Also, their international policies, based on direct military interventions in support of States and/or transnational alliances in support of armed groups, constitute strategic drivers at the service of their management of the “long-term”.

Following the thesis of the politician investor of Lacam (1988), we apprehend these two international politico-military actions reported as redemptive investments (political, economic and military), whose strategic capture by the leader positively affects his political survival in two distinct ways: direct and indirect. There is a direct impact, when the content at work supplements the leader's internal survival strategies in the event of a threat; and indirect, when they are reinforced rather with the occurrence or not of a threat. Conversely, the leader's choice, refusal or even inability to invest in such politico-military actions would deprive him of decisive external support in the management of his political survival, and he could generally suffer external direct and/or indirect interference to his fall from power. Through a comparative approach of Presidents Déby and Compaoré, our research is based on theory building process-tracing, to analyze their "long duration", 30 and 27 years respectively, unlike their immediate predecessors, Hissène Habré and Thomas Sankara, 8 and 4 years.

Keywords: *Personalist leaders, political survival, politician investors, international politico-military investments, transnational alliances, coup-proofing.*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
ABSTRACT.....	4
LISTES DES SIGLES :	9
DÉDICACE	12
REMERCIEMENTS	13
INTRODUCTION	15
I. MISE EN CONTEXTE ET ARGUMENTS DE LA THÈSE.	21
1. MISE EN CONTEXTE.	21
2. ARGUMENTS DE LA THÈSE.	27
II. JUSTIFICATION ET INTÉRÊT DU CHOIX DES CAS.	29
III. MÉTHODOLOGIE.	33
IV. DÉMARCHE DE TERRAIN.	36
1. LE SÉJOUR DE TERRAIN.....	37
2. LES STRATÉGIES D'ÉCHANTILLONAGE.	37
3. LES LIMITES ET DÉFIS DU TERRAIN.	38
4. L'ADMINISTRATION DES ENTRETIENS.	41
5. LA RETRANSCRIPTION ET L'ANALYSE DES DONNÉES.	42
IV. PLAN DE LA THÈSE.	43
CHAPITRE I. GÉRER LA « LONGUE DURÉE » PAR LES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX.	45
SECTION I. DES PRINCIPALES VARIABLES EXPLICATIVES DE LA RÉSILIENCE AUTORITAIRE À LA NÉCESSAIRE INTÉGRATION DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONALES.....	45
I. LA REVUE DE LITTÉRATURE DES APPROCHES EXISTANTES.	46
II. LA NÉCESSAIRE INTÉGRATION DE LA SPHÈRE INTERNATIONALE DANS SA DOUBLE DIMENSION : MENACE ET OPPORTUNITÉ.	61
1. L'international comme source de menaces.....	64
2. L'international comme source d'investissement.....	65
SECTION II. DE LA CONSTRUCTION DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX COMME UNE VARIABLE EXPLICATIVE DE LA SURVIE POLITIQUE.....	67
I. LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX.	70
1. Les interventions politico-militaires directes en soutien aux États.	70

2. Les alliances transnationales en soutien aux groupes armés (rebelles et/ou terroriste).....	71
II. LA CONSTRUCTION DU STATUT DE <i>SECURITY PROVIDER</i> OU D'INCONTOURNABLE DANS LES PROCESSUS DE STABILISATION ET DE SÉCURISATION.....	73
III. DES RETOMBÉES LIÉES AUX INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX DU LEADER.....	77
1. Les retombées politiques.....	78
2. Les retombées économiques.....	81
3. Les retombées militaires.....	82
IV. DE L'IMPACT DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX SUR LA SURVIE DU LEADER.....	85
1. L'impact positif direct ou la suppléance des stratégies domestiques de survie politique.....	87
2. L'impact positif indirect ou le renforcement des stratégies domestiques de survie politique.....	90
3. L'impact négatif ou l'ingérence extérieure dans la chute du leader.....	93

CHAPITRE II : BLAISE COMPAORÉ VS THOMAS SANKARA : DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES DISTINCTES À UNE GESTION ANTITHÉTIQUE DE LA « LONGUE DURÉE »..... 97

SECTION I : BLAISE COMPAORÉ ET THOMAS SANKARA : UNE ANALYSE CONTRASTÉE DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES DE GESTION DE LA « LONGUE DURÉE ».....	98
I. LES STRATÉGIES DOMESTIQUES DE SURVIE POLITIQUE.....	99
1. Les stratégies de coup-proofing : entre répression et dissuasion.....	99
2. La constitution des réseaux de loyautés internes : entre cooptation et clientélisme politiques.....	110
II. LES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX DE SURVIE POLITIQUE.....	120
1. Des orientations politico-militaires internationales des présidents Compaoré et Sankara : un préalable aux investissements stratégiques.....	121
2. Les alliances transnationales en soutien aux groupes armés.....	126
3. Les interventions politico-militaires directes en appui aux États.....	133
SECTION II. L'INTERNATIONAL À L'AUNE DE LA GESTION DES MENACES À LA SURVIE DE BLAISE COMPAORÉ.....	142
I. LA CRISE NÉE DE L'ASSASSINAT DE NORBERT ZONGO ET LA LIBÉRALISATION DE LA CRITIQUE POLITIQUE.....	143
II. LES MUTINERIES DE 2011 ET LA DÉLIQUESCENCE DU CONTRÔLE MILITAIRE.....	155
III. L'INSURRECTION POPULAIRE D'OCTOBRE 2014 ET LA CHUTE DE BLAISE COMPAORÉ.....	163

CHAPITRE III : IDRIS DÉBY VS HISSÈNE HABRÉ : DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES DIVERGENTES À UNE GARANTIE ASYMÉTRIQUE DE LA SURVIE POLITIQUE..... 180

SECTION I. DE LA SPHÈRE DOMESTIQUE À CELLE INTERNATIONALE : UNE ANALYSE CONTRASTÉE DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES DE GESTION DE LA « LONGUE DURÉE ».....	180
I. LES STRATÉGIES DOMESTIQUES DE GESTION DE LA « LONGUE DURÉE ».....	181
1. Les stratégies de coup-proofing : une organisation élitiste, clanique et répressive de l'armée.	181
2. La constitution de réseaux de loyautés internes : entre clientélisme et corruption politiques.....	192
II. LES STRATÉGIES INTERNATIONALES DE GESTION DE LA « LONGUE DURÉE ».....	202
1. Les orientations politico-militaires internationales des présidents Habré et Déby.	202
2. Les alliances transnationales en soutien aux groupes armés.	210
3. Les interventions militaires directes en appui aux États.....	220
SECTION II. LE PRÉSIDENT DÉBY ET LA GESTION SUCCESSIVE PAR L'INTERNATIONAL DES MENACES « IRRÉGULIÈRES » À SA SURVIE POLITIQUE.....	228
I. L'ÉCHEC DE LA RÉBELLION DE 2006 : ENTRE INCONSISTANCES INTERNES ET SOUTIENS EXOGÈNES.	229
II. LA RÉBELLION DE 2008 : ENTRE L'ENCERCLEMENT DU PALAIS PRÉSIDENTIEL ET L'INTERVENTION DÉCISIVE D'ACTEURS EXTÉRIEURS.	238
III. SE GARANTIR L'ACCALMIE À LA GESTION DES RÉBELLIONS DE 2019 ET 2021 : ENTRE LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS RÉPRESSIVES ET L'INSTRUMENTALISATION DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME.....	245

CHAPITRE IV : SYNTHÈSE COMPARATIVE DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES ET LEURS IMPACTS VARIÉS DANS LA GESTION DE LA « LONGUE DURÉE » AU BURKINA FASO ET AU TCHAD..... 259

SECTION I : LES USAGES VARIÉS DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES DE SURVIE POLITIQUE.....	259
I. DE LA COOPTATION À DES FINS DE CONSTITUTION DE RÉSEAUX DE LOYAUTÉ INTERNES.	260
II. DU COUP-PROOFING FONDÉ SUR UNE INSTRUMENTALISATION DE L'ARMÉE	262
III. DES ALLIANCES TRANSNATIONALES EN APPUI AUX GROUPES ARMÉS.....	263
IV. DES INTERVENTIONS POLITICO-MILITAIRES DIRECTES EN APPUI AUX ÉTATS.	266
SECTION II. IMPACTS VARIÉS DE L'INTERNATIONAL DANS LA GESTION DE LA « LONGUE DURÉE » DES LEADERS À L'ÉTUDE.....	270

CHAPITRE IV : CONCLUSION, APPORTS THÉORIQUES, EMPIRIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES..... 277

SECTION I. APPORTS EMPIRIQUES.	278
SECTION II. APPORTS THÉORIQUES.	282
SECTION III. APPORTS MÉTHODOLOGIQUES.	286
SECTION IV. DES LIMITES DE LA THÈSE.....	287
SECTION V. ESQUISSES DE QUELQUES AGENDAS DE RECHERCHE.	289

I. CONFIGURATIONS OPPOSITIONNELLES INTERNES ET STRATÉGIES DE SURVIE POLITIQUE.	289
II. OPPOSITION INTERNE ARMÉE ET IMPACT POSITIF DIRECT DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX.	290
III. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET DYNAMIQUE DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES.	291
IV. TERRORISME ET RÉSILIENCES AUTORITAIRES EN AFRIQUE.	292
V. SOUS-TRAITANCE POLITICO-MILITAIRE ET SURVIE POLITIQUE.	294
VI. RÉGIONALISATION DU <i>SECURITY PROVIDER</i> ET GARANTIE DE LA DYADE DÉMOCRATIE ET SÉCURITÉ.	295
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	297
<u>ANNEXES</u>	327
I. CARTE DU BURKINA FASO AVEC LES PAYS LIMITROPHES.	327
II. CARTE DU TCHAD AVEC LES PAYS LIMITROPHES.	328
III. TABLEAU CATÉGORIEL DES RÉPONDANTS.	329

LISTES DES SIGLES :

AAPS : Architecture Africaine de Paix et de Sécurité

ADF-RDA : Alliance pour la démocratie et la Fédération/Rassemblement démocratique africain

AJB : Association des journalistes du Burkina

ANR : Agence nationale de renseignement

ANS : Agence nationale de sécurité

APL : Armée patriotique libyenne

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb Islamique

BSIR : Brigade spéciale d'intervention rapide

CAR : Collectif anti-référendum

CCMSR : Conseil de commandement militaire pour le salut de la République

CCVC : Coalition contre la vie chère

CDP : Congrès pour la démocratie et le progrès

CDR : Comités de défense de la révolution

CDR : Conseil Démocratique Révolutionnaire

CEMGA : chef d'état-major de l'armée

CFOP : Chef de file de l'opposition politique

CGT-B : Confédération générale des travailleurs du Burkina

CMRPN : Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National

CMT : Comité militaire de transition

CNEC : Centre National d'Entraînement Commando

CNR : Conseil National de la Révolution

CNT : Conseil National de Transition

COFEDEC : Collectif des femmes pour la défense de la Constitution

COS : Commandement des Opérations Spéciales

CPDC : Coordination pour la défense de la constitution

CRCR : Centre de recherche et de coordination de renseignements

CSP : Conseil de Salut du Peuple

DDS : Direction de la documentation et de la sécurité

DGSSIE : Direction générale de service de sécurité des institutions de l'État

DOP : Discours d'orientation politique

FACT: Front pour l'alternance et la concorde au Tchad

FAN : Forces armées du Nord

FANT : Forces armées nationales tchadiennes

FAR: Fédération, action pour la république

FIMATS : Force d'intervention du ministère de l'Administration territoriale et de la sécurité

FMM : Force multinationale mixte

FNDJT : Front de la Nation pour la Démocratie et la Justice au Tchad

FP : Front populaire

FRC : Front de résistance citoyenne

FROLINAT : Front de libération nationale du Tchad

FSR : Front pour le Salut de la République

FUC-D : Forces unies pour le changement — Démocratique

FUCD : Front uni pour le changement démocratique

GCB : Groupe des communistes Burkinabè

GNTT : Garde Nationale et Nomade du Tchad

GUNT : Gouvernement d'union nationale de transition

JEM : Mouvement pour la justice et l'égalité

MATS : Ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité

MBDHP : Mouvement Burkinabè des droits de l'homme & des peuples

MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

MNLA : Mouvement National pour la Libération de l'Azawad

MOSANAT : Mouvement du Salut National du Tchad

MPCI : Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire

MPP : Mouvement du peuple pour le progrès

MPS: Mouvement patriotique du Salut

NMRD : Mouvement National pour la réforme et le développement

OBU : Opposition burkinabè unie

ODP/MT : Organisation pour la démocratie populaire/Mouvement du travail
OSC : Organisation de la société civile
PAI : Parti africain de l'indépendance
PDC : Parti pour le développement et le changement
RaFD : Rassemblement des forces démocratique
RDL : Rassemblement pour la démocratie et les libertés
RECAMP : Renforcement des capacités de maintien de la paix
RFC : Rassemblement pour les forces du changement
RFI : Radio France internationale
RPB : Rassemblement patriotique burkinabè
RPC : Régiment parachutiste commando de Dédougou
RSP : Régiment de sécurité présidentielle
RUF : Revolutionary United Front
SCUD: Socle pour le changement, l'unité et la démocratie
SLA : Sudan Liberation Army
SNEAHV : Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta
SP : Sécurité présidentielle
SPLA : Soudan People's Liberation Army
TPR : les Tribunaux populaires de la révolution
UA : Union Africaine
UCB: Union des communistes burkinabè
UFB : Union des femmes burkinabè
UFDD : Union des forces pour la démocratie et le développement
UFR : Union des forces de la résistance
UGEB : Union générale des étudiants du Burkina
ULC : Union des luttes communistes
UNAB : Union nationale des anciens du Burkina
UNIR : Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution
UNITA : Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola

DÉDICACE

*À ma grand-mère et mon père partis très tôt...
À Lassé Felix Ouédraogo et David Diasso partis également sans en être témoins...*

À ma maman pour tout ce qu'elle représente.

REMERCIEMENTS

L'inspiration de cette thèse m'est venue lors d'un moment d'échanges avec des camarades de la cohorte sur les résiliences autoritaires de certains leaders politiques, notamment ceux africains. De ces discussions, m'est apparu un constat paradoxal de l'existence de certains leaders explicitement autoritaires, mais bénéficiant d'une légitimité plus ou moins certaine à l'international, qui me semblait davantage porter sur leur rôle singulier, des sortes de *Security provider*, dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation dans certains foyers de crises. D'autres échanges avec mon directeur de thèse, des amis comme **Alioune N'Diaye** et **Abel Pli**, les séminaires doctoraux, etc., m'aideront à mieux en définir les termes. Et pour davantage soutenir la portée de la thèse, notamment sous l'angle d'une étude de cas comparative, les présidents Compaoré et Déby se sont imposés comme des plus heuristiques.

Somme toute, la rédaction de cette thèse a été un chemin aux longs cours, marqué par des moments de doutes, de stress et d'anxiété. Malgré tout, je trouvais dans des voix et présences académiques, fraternelles et amicales de l'espoir, l'espoir d'aller au bout pour en faire une réalité. L'horizon du bout tunnel était à la fois proche et lointain selon les périodes. Et un jour, mon directeur de thèse me dira en substance : *Aboubacar retient ce conseil que j'ai reçu de mon beau-père, il n'y a pas de travail fini, il n'y a que des dates limites*. De cette formule, la leçon que j'en ai tirée me convaincra que la perfection n'est pas de ce monde, et que, quel que soit mon dévouement dans la rédaction de cette thèse, des limites elle en aura. Il me faudrait juste les accepter humblement, accepter encore plus humblement les critiques des membres du jury que je devrais recevoir comme constructives aux fins de sa meilleure finalisation. Au final, elle ne sera jamais parfaite, mais tu auras le mérite de l'avoir conduite à terme.

Ma conviction faite sur cela, à cette date limite de la thèse en vue de la soutenance, mes sincères remerciements vont à ces personnes, ainsi qu'il suit :

À mes parents et mon cercle familial pour les multiples et divers efforts consentis, qui ont fait de moi l'homme que je suis ;

Au département de Science politique et au corps enseignant de l'Université de Montréal (UdeM) pour m'avoir rendu cette aventure académique, humaine et sociale possible ;

À mon directeur de thèse, Monsieur **Théodore McLauchlin**, pour avoir accepté de diriger mon travail avec un réel et sincère dévouement. Je pourrais l'affirmer, sans aucun doute, que c'est le meilleur accompagnement à la fois intellectuel, humain et financier, à moi reçu jusque-là dans le milieu académique. Sans pression, mais toujours très réactif et inspirant, il a su m'aider à mieux tracer les sillons de mes réflexions théoriques, méthodologiques et empiriques pour rendre ce document en l'état.

À Messieurs **Mamoudou Gazibo** et **Lee Seymour**, pour leurs confiances, accompagnements et précieux conseils, ainsi que d'avoir accepté d'être membres du jury. Mes diverses sollicitations ont toujours trouvé un bon écho auprès d'eux, et nos moments d'échanges sans complexe et intellectuellement enrichissants. Une reconnaissance supplémentaire à Monsieur **Lee Seymour** pour son soutien financier, à travers sa Chaire sur les violences politiques, qui m'a beaucoup aidé dans la facilitation de mon étude de terrain.

À Messieurs **Émile Ouédraogo**, de m'avoir conseillé cette aventure académique canadienne ; **Benjamin Traoré**, pour sa présence fraternelle, **Brahima Guiré**, **Ahmed Guindo**, **Christophe Zouré**, **Touwendé Roland Ouédraogo**, **Adama Koussoubé** et **Mahamady Ouédraogo**, pour leurs fraternités et soutiens multiformes, **Abel Pli** et **Carlos Toé**, pour les conseils et relectures, **Alioune N'Diaye** et mes autres camarades de cohorte pour les moments d'échanges passés ensemble, **Christian Lipelba Pofinet** et sa famille pour l'amitié et l'hospitalité au Tchad ;

Aux épouses **Alima Traoré**, **Maryanne Sanou**, **Hyasmine Zongo** de mes frères pour avoir été mes « femmes à l'africaine » ici au Canada ;

À mes ami(e)s, **Léon Herman Bakolo**, **Jean Bazié**, **Boureima Salouka**, **Jean-Claude Kam**, **Alassane Koulibaly**, **Aboubacar Sidik Koulibaly**, **Orokia Dembélé**, pour tout ce qu'ils représentent dans ce parcours de vie ;

À toutes ces nombreuses personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de cette thèse.

Puisse chacun de vous trouver dans ce travail des motifs de satisfaction et l'expression de ma profonde gratitude.

Merci infiniment...!

INTRODUCTION

Comment les investissements politico-militaires internationaux contribuent-ils à la survie des leaders personalistes en Afrique ?

À travers cette question de recherche, la présente thèse entend analyser la survie de certains leaders politiques, notamment ceux personalistes, à l'aune de leurs investissements stratégiques dans certains types d'actions politico-militaires à l'international. Elle trouve davantage sa pertinence dans un contexte politique post-1990 censé avoir sonné le glas des autoritarismes politiques en Afrique, ou du moins leur « longue durée », au travers de l'institutionnalisation plus ou moins généralisée de la limitation des mandats présidentiels (Zoethout, Pietermaat-Kros, et Akkermans 1996 ; Bourgi 2002 ; Loada 2003). Cependant, plus de trente ans après, on y observe encore et toujours des cas de leaders politiques, entendus au sens de présidents ou chefs d'État, passés comme présents, dont la longévité au pouvoir excède les limitations de principe à deux mandats présidentiels.

À l'évidence, ces leaders sont de nature autoritaire et généralement personaliste, bien qu'ils semblent très souvent couvrir leur autoritarisme d'oripeaux démocratiques. « In such regimes, the leader exercises power with little restraint; other institutions often exist, such as a political party, but they do not operate independently of the leader » (Frantz et al. 2020 b, 373). La réalité de l'État, sinon du pouvoir, surtout dans ses dimensions régaliennes¹ au sein de ces régimes, repose essentiellement sur le pouvoir discrétionnaire du leader (Geddes, Wright, et Frantz 2014 ; 2018 ; Frantz et al. 2020 b). Sont considérés comme personalistes, « autocracies in which discretion over policy and personnel are concentrated in the hands of one man, military or civilian » (Geddes, Wright, et Frantz 2014, 319).

Or, il convient de reconnaître avec Jackson et Rosberg (1982, 7) que « Constitutional and institutional offices that are independent of the personal authority of rulers have not taken root in most Black African countries ». Ce constat de plus d'une quarantaine d'années

¹ Toutefois, il y a lieu de distinguer les leaders personalistes de ceux charismatiques, en ce sens que ces derniers s'accrochent bien avec la démocratie et ses nécessités d'alternances pacifiques. On peut citer parmi les présidences de l'après 1990 des leaders charismatiques comme Nelson Mandela en Afrique du Sud, Jerry John Rawlings au Ghana. Le qualificatif personaliste dans la littérature scientifique est, au contraire, attribué aux leaders des régimes autoritaires disposant d'un pouvoir discrétionnaire dans l'exercice du pouvoir d'État (B. Geddes et al, 2014 ; Goemans Hein E et al, 2009).

garde toute sa pertinence dans une Afrique encore marquée par des leaders plus ou moins détachés des contraintes constitutionnelles, singulièrement, et institutionnelles en général. C'est pourquoi il est donc fréquent d'y observer toujours des cas de leaders personnalistes, malgré leurs vernis démocratiques, sous des rhétoriques et des stratégies plus ou moins différenciées². À ce titre, on peut citer quelques exemples : José Eduardo Dos Santos³ (Angola), Blaise Compaoré (Burkina Faso), Paul Biya (Cameroun), Yuwéri Museveni (Ouganda), Paul Kagamé (Rwanda), Idriss Déby (Tchad), etc.

Dès lors, l'analyse de la longévité de tels leaders politiques nous semble heuristique dans le cadre de la problématique plus générale des résiliences autoritaires et, plus spécifiquement, de la survie des leaders personnalistes (Gandhi et Przeworski 2007 ; Bueno de Mesquita et Smith 2009 ; Bellin 2012).

Il est communément admis que l'occurrence des alternances au pouvoir au sein des États se réalise à travers deux voies principales : une régulière par l'entremise des élections et des cas de vacances de pouvoir (morts naturelles, maladies ou incapacités), et une irrégulière à travers les coups d'État, les guerres civiles, les rébellions et les insurrections populaires (Goemans, Gleditsch, et Chiozza 2009 ; Svobik 2012 ; Escribà-Folch 2013 ; Lutscher 2016). Si la voie régulière est plus observable dans les démocraties, celle irrégulière est davantage l'apanage des régimes autoritaires ou hybrides (Diamond 2002 ; Levitsky et Way 2010), au sein desquels le sort des leaders se joue le plus souvent entre la rue et l'armée. C'est dans ce sens que Lutscher (2016) distingue les menaces venant des élites (*elite threat*) de celles initiées par les masses populaires (*popular threat*). En Afrique, cela n'est pas exempt d'ingérences régionales et/ou internationales souvent instrumentalisées ou soutenues par des alliances diverses (Reno 1999 ; Day et Reno 2014 ; Sawyer, Cunningham, et Reed 2015 ; Tamm 2016 ; Cunningham 2016). Qui plus est, la porosité des frontières et les imbrications politico-identitaires inscrivent la majorité des pays dans des systèmes de conflits (Marchal 2006 ; 2012 ; Marchal, Ero, et Ferme 2012 ;

² Ce fut notamment le cas au lendemain des indépendances sous la formule de père de la nation, garant du développement et de l'unité du peuple, pour justifier les partis uniques.

³ Il convient de souligner que Dos Santos a décidé, à l'occasion des élections du 23 août 2017, de céder son pouvoir, après 38 ans de règne. Toutefois, même si sa succession par Joao Lourenco, son dauphin du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), et ancien ministre de la défense, pourrait être vue comme une continuité du régime, elle marque la fin de son règne personnel en tant que leader au pouvoir.

Porteous 2003). Aussi, les relations d'extériorité, tant avec les voisins régionaux qu'avec les partenaires internationaux, principalement la France et les États-Unis, constituent-elles de forts déterminants des processus et dynamiques politico-militaires internes de la plupart des pays africains (Benchenane 1983 ; Bayart, Ellis, et Hibou 1997 ; Reno 1999 ; Bayart 1999 ; Porteous 2003 ; Day et Reno 2014).

Au regard de la nature des menaces susmentionnées, et de l'importance que revêtent les acteurs et facteurs internationaux dans les dynamiques qui les sous-tendent, les leaders intéressés par la « longue durée » développent des stratégies politico-militaires internes bien définies. Celles-ci visent à éviter l'occurrence desdites menaces, sinon les mettre en échec quand elles se produisent. Il s'agit principalement de la cooptation et du *coup-proofing* (Davenport 2007; Fjelde et De Soysa 2009 ; Gerschewski 2013 ; Frantz et al. 2020 b; Xu 2021). D'une part, « While co-optation often involves using formal institutions such as parties and legislatures to cement enduring commitments to provide benefits to co-opted groups, even dictatorships without strong formal institutions appease popular discontent with policy concessions or material handouts » (Xu 2021, 312). D'autre part, « If the essence of a coup is the seizure of the state by a small group within the state apparatus, the essence of coup-proofing is the creation of structures that minimize the possibilities of small groups leveraging the system to such ends » (Quinlivan 1999, 133). Appréhendées ainsi, bien que ces stratégies soient d'importants ressorts de gestion de la « longue durée » (Fjelde et De Soysa 2009 ; Gerschewski 2013 ; Escribà-Folch 2013), elles n'en demeurent moins très souvent limitées (Roessler 2011; De Bruin 2018). Elles ne constituent donc pas une garantie absolue, ou du moins durable, de la survie des leaders politiques, notamment ceux autoritaires.

La cooptation reste en effet très souvent difficilement tenable sur la longue durée. La limitation des ressources internes et la pauvreté qui caractérisent la plupart des pays africains rendent les leaders plus ou moins vulnérables sur le temps long. Bien que suivant Chenoweth et Stephan (2011, 13) « nonviolent resistance campaigns appear to be more open to negotiation and bargaining because they do not threaten the lives or well-being of members of the target regime », la gestion des menaces plus violentes (les coups d'État, les

rébellions et les guerres civiles) fait moins appel à la cooptation qu'aux capacités répressives du leader, comme réponse ou stratégie de mise en échec.

Quant au *coup-proofing*, bien qu'il semble assez apte à garantir la survie politique contre les coups d'État (Quinlivan 1999 ; Svolik 2012 ; J. Powell 2012), il n'en constitue pas forcément un meilleur gage. Selon De Bruin (2018, 1452), « the creation of a new counterbalancing force increases the odds of a coup in the following year ». Suivant l'auteur, la création d'une nouvelle force de sécurité, à travers l'effet de provocation qu'il induit, susciterait des vellétés d'initiation des coups à l'encontre du leader. Cependant, une fois cette création entérinée et la nouvelle force bien mise en place, elle réduirait, non pas le nombre des tentatives de coups d'État, mais leur taux de succès. Par ailleurs, le *coup-proofing* présente également des limites face aux guerres civiles, aux rébellions ou encore aux insurrections populaires (Roessler 2011 ; Pilster et Böhmelt 2011 ; Makara 2013 ; Albrecht 2015 ; Albrecht et Ohl 2016 ; Roessler 2016). Ces différentes limites sont encore plus importantes au sein des régimes personalistes (Dahl 2016 ; Lutscher 2016 ; McLauchlin 2021).

Concernant les rébellions et les guerres civiles, l'impact négatif caractéristique des stratégies de *coup-proofing* sur les capacités organisationnelles, opérationnelles et l'efficacité des forces de sécurité (Pilster et Böhmelt 2011 ; Brooks 1998 ; Talmadge 2015 ; Roessler 2016) rend le leader moins apte à y faire face (J. Powell 2012 ; Jonathan. M. Powell 2014). Selon J. Powell (2012, 1024), « Coup-proofing undermines the fighting capacity of a military by creating coordination challenges ». De façon plus concrète, le *coup-proofing* sape les capacités contre-insurrectionnelles des forces de sécurité. Avec la fragmentation des forces de sécurité qu'il induit, il est un facteur d'augmentation à la fois des vellétés d'initiation et de succès des rébellions et des guerres civiles (Roessler 2011 ; J. Powell 2012). À l'occurrence d'une menace, la fragmentation pose de nombreux défis de coordination et de communication entre les forces de sécurité (Roessler 2011 ; J. Powell 2012 ; De Bruin 2018), et entraîne souvent des défections (Lutscher 2016 ; Dworschak 2020). Ces dernières opèrent « when members of the security forces desert, instead of fighting for the regime, leaving the military and the conflict site, or leaving the military and joining forces with the opposition » (Dahl 2016, 2). Suivant Dahl (2016, 4), elles sont encore plus plausibles au sein des régimes personalistes. Dans le même sens,

McLauchlin (2021) soutient que les régimes personnalistes sont plus prompts à connaître ce qu'il qualifie de « army-splinter rebellions »⁴.

Les raisons qui rendent les défections plausibles à travers le coup-proofing sont résumées par Dworschak (2020, 1335) en ces termes : « Fragmenting the security forces into parallel units leads to oversight problems and grievances among soldiers, which raises the risk of members of the security forces defecting to the opposition movement ». Toutefois, il distingue la fragmentation en termes de *counterbalancing* de celle en termes de *differentiation*. Si le premier s'inscrit dans des objectifs de *coup-proofing* et de survie politique, le second est beaucoup plus orienté vers des buts de spécialisation, de professionnalisation et d'efficacité des forces de sécurité. Les défections peuvent également répondre à des choix plus ou moins rationnels relatifs, entre autres, à l'utilité de la coopération avec ou pas les forces insurrectionnelles, à des considérations économiques, les probabilités de sanctions, à la fragilité du régime, etc. (Gates 2002; Lee 2009; Nepstad 2013; Dahl 2016.) De façon plus large, les défections peuvent provenir des politiques ethnicistes et exclusionnistes (Cederman, Wimmer, et Min 2010; Harkness 2016; Roessler 2016).

Les mêmes probabilités de défections se posent au sein des régimes caractérisés par plusieurs stratégies de *coup-proofing*, à l'occasion des insurrections populaires (Dahl 2016; Lutscher 2016). En effet, « in nonviolent mass uprisings, extensive fragmentation of the armed forces may backfire and lead to military defection » (Lutscher 2016, 355). Or, les défections constituent des facteurs multiplicateurs des chances de succès des insurrections populaires. Les campagnes non violentes contre les leaders, entraînant des défections, ont en effet 46 fois plus de chance de succès (Chenoweth et Stephan 2011, 22). « In total 54 percent of the non-violent campaigns are successful. For the non-violent campaigns that generate defection the number is as high as 91 percent » (Dahl 2016, 2). La chute de Blaise Compaoré en 2014 en est illustrative avec la défection d'une partie de sa garde présidentielle et de l'armée.

⁴ Il s'agirait des hypothèses de rébellions composées pour l'essentiel par des éléments du personnel sécuritaire gouvernemental et ne conduisant pas à un coup d'État.

En outre, l'usage de la répression, qui sous-tend le *coup-proofing* lors des insurrections populaires et/ou non violentes, peut avoir des effets pervers ou contreproductifs.

Whereas governments easily justify violent counterattacks against armed insurgents, regime violence against nonviolent movements is more likely to backfire against the regime. (...) Backfire leads to power shifts by increasing the internal solidarity of the resistance campaign, creating dissent and conflicts among the opponent's supporters, increasing external support for the resistance campaign, and decreasing external support for the opponent (Chenoweth et Stephan 2011, 9 -11).

Au regard donc des limites de ces deux principales stratégies internes de survie politique face aux menaces irrégulières, d'autres leaders trouvent à l'international des ressorts supplémentaires ou supplétifs de gestion de la « longue durée ». À cette fin, ils s'investissent dans des actions politico-militaires spécifiques, notamment les interventions politico-militaires directes en appui aux États et les alliances militaires transnationales en appui aux groupes armés. Celles-ci sont en effet porteuses de retombées diverses (politiques, économiques et militaires), dont la captation stratégique concourt positivement à la gestion de la survie des leaders politiques. Dès lors, **comment les investissements politico-militaires internationaux contribuent-ils à la survie des leaders personnalistes africains ?**

Nous partons de l'hypothèse que les investissements politico-militaires internationaux retenus, en articulation avec les stratégies internes, affectent positivement la survie des leaders politiques. Ils contribueraient soit à la suppléance, soit au renforcement desdites stratégies dans la gestion générale du pouvoir par le leader, et/ou à l'occurrence des menaces à sa survie. En effet, les retombées politiques, économiques et militaires qu'ils induisent constituent des ressources stratégiques à la disposition de tout leader dans la gestion de sa « longue durée ». En l'occurrence, des leaders comme Mouammar Kadhafi, Paul Kagamé, Yuweri Museveni ont, à plusieurs égards, assuré leur « longue durée » à travers soit des alliances transnationales en appui aux groupes armés, soit des interventions militaires directes en appui aux États. L'un dans l'autre, ces investissements politico-militaires leur ont permis de mieux fragiliser ou contenir leurs oppositions civiles comme armées, tout en entretenant et en élargissant leurs réseaux de loyautés internes.

Aussi, pour une meilleure intelligibilité de notre question et de l'hypothèse qui la sous-tend, la présente recherche s'inscrit-elle dans une perspective comparative de la survie politique principalement de deux leaders personnalistes, Idriss Déby (Tchad) et Blaise Compaoré (Burkina Faso), qui ont su et pu se garantir une « longue durée », avec chacun plus d'un quart de siècle. Toutefois, pour mieux mettre en relief leur singularité, l'analyse portera également sur leurs prédécesseurs immédiats, Hissène Habré au Tchad et Thomas Sankara au Burkina Faso, afin d'en faire une sorte de test de validation de notre modèle.

À cet effet, une mise en contexte de la recherche **(1)** s'impose avec la justification du choix des cas d'étude **(2)** comme préalable. À la suite, un exposé donne une meilleure lisibilité de notre approche méthodologique **(3)** avec la recherche de terrain **(4)** qu'elle a impliqué en vue de la collecte des données y relatives. Enfin, l'annonce de notre plan de rédaction **(5)** informe sur le contenu d'ensemble de la thèse dans ses grands axes d'analyse.

I. Mise en contexte et arguments de la thèse.

Ce volet informe sur les préalables nécessaires à une bonne compréhension de la présente thèse : son contexte **(1)** et ses arguments **(2)**.

1. Mise en contexte.

Cette thèse tire sa genèse d'une double observation en Afrique : la persistance des leaders autoritaires qui malgré leurs dérives domestiques restent plus ou moins légitimés ou incontestés au niveau international. Ils en arrivent même à se garantir une « longue durée » excédant une double décennie de règne à travers des soutiens extérieurs variés. Dans une ère internationale de diffusion, ou de promotion, de la démocratie comme référentiel en termes d'organisation politique, un tel paradoxe est à plusieurs égards intrigant. Une des explications qui semble se dégager dans la bonne compréhension de ce paradoxe est liée au profil des leaders en cause. Ce sont généralement des leaders personnalistes qui ont fait de l'international une sphère d'investissements politico-militaires. Ils s'y distinguent en effet par un certain leadership politico-militaire régional, au travers d'interventions militaires directes et/ou d'alliances transnationales. Dans la récurrence et au fil des années,

de manière stratégique et opportuniste, ils ont su se forger un statut d'incontournable et/ou d'indispensable dans les enjeux de sécurisation de leur région, voire au-delà. Ils se présentent comme des alliés privilégiés du duo franco-américain. Vis-à-vis de leurs pairs africains, ils bénéficient également d'une certaine reconnaissance en la matière. Un tel statut de quasi *security provider* semble leur offrir une sorte de garantie d'impunité relativement à leurs dérives autoritaires internes d'une part ; et de soutiens variés de l'international quant à la gestion de leur « longue durée » au pouvoir, d'autre part.

Suivant ces observations, deux leaders personnalistes africains se dégagent particulièrement. Il s'agit de Blaise Compaoré au Burkina Faso et Idriss Déby au Tchad, avec respectivement 27 et 30 ans de règne. La « longue durée » de ces leaders, nonobstant leurs dérives autoritaires et les multiples contestations qui en découlent, induit en effet des interrogations. Qui plus est, leurs règnes respectifs s'inscrivent dans des contextes internes instables marqués par une succession d'alternances irrégulières au pouvoir (les coups d'État et les insurrections populaires au Burkina Faso, les rébellions au Tchad). Comment ont-ils donc su et pu briser le cercle vicieux de ces alternances irrégulières pour asseoir leur règne dans la durée ? Comment ont-ils pu mettre en échec, à défaut d'en éviter les occurrences, les différentes menaces à leur survie politique ? Ce sont ces différentes interrogations qui ont orienté notre choix de sujet de thèse.

Alors, nous avons voulu au final questionner la corrélation qu'il pouvait y avoir entre leurs investissements dans les alliances transnationales et les interventions politico-militaires directes et leur survie politique. Plus spécifiquement, nous avons voulu analyser les impacts variés, sinon les rôles et/ou influences, de ces investissements politico-militaires dans la gestion de la « longue durée » ; d'où notre question de recherche évoquée plus haut. Par la suite, en voulant répondre à la question au travers des cas de Blaise Compaoré et Idriss Déby, nous avons voulu inscrire l'analyse dans une perspective comparative pour dégager les similitudes et les dissemblances entre ces deux leaders présentant une longue survie politique. Cependant, pour une meilleure validation de notre réponse, il nous est apparu encore plus heuristique de développer notre argumentaire comparatif en intégrant des cas discordants en termes de survie politique. Dans ce sens, les prédécesseurs immédiats de ces deux leaders, Thomas Sankara et Hissène Habré, nous ont semblé être des choix pertinents. Ils avaient l'avantage de nous inscrire dans un même contexte

structurel interne (des leaders politiques d'un même pays), pour nous permettre de mieux mettre en relief les différences stratégiques entre ceux-ci (l'agentivité des leaders) et au niveau desquelles nous devrions trouver les explications à notre variable dépendante : la survie politique. Bien évidemment, il y a lieu de reconnaître que des variations contextuelles au niveau régional et international, en l'occurrence la guerre froide et sa fin dans les années 1990, et la lutte contre le terrorisme depuis la décennie 2000, ont affecté les choix et les stratégies d'investissements de nos différents leaders à l'international.

C'est fort de ces différentes observations que la présente thèse porte sur une étude de cas comparative entre ces leaders burkinabè et tchadiens : Thomas Sankara et Blaise Compaoré au Burkina Faso, Hissène Habré et Idriss Déby au Tchad.

Le Burkina Faso, pays dit des « hommes intègres », avec ses 274 000 km², est situé au cœur de l'Afrique occidentale⁵. Ancienne Haute-Volta, il est bordé par le Bénin au sud-est, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo au Sud, le Mali au nord et à l'ouest, et le Niger au Sud-est. Cette position stratégique fait du pays une plaque tournante, dont ne peut faire l'économie aucune politique d'intégration sous régionale⁶. Elle constitue *a priori* le principal atout diplomatique du pays, même si elle le rend aussi vulnérable aux menaces transnationales, telles que le terrorisme, les trafics (armes, drogues, métaux précieux, etc.) et les criminalités transfrontalières. L'enclavement du pays avec la faiblesse de ses ressources naturelles (principalement l'or) et de ses sources de revenus (essentiellement agricoles) le prive de réelles fondations économiques, leviers crédibles de toute puissance qui se veut régionale.

Quant au Tchad, il est situé en Afrique centrale et fait le tampon entre la Corne de l'Afrique et l'espace Sahélo-Saharienne (Bennafla 1997 ; Marchal 2012). Il est le pivot entre l'Afrique noire subsaharienne et le monde arabo-musulman. Une position stratégique qui fait également du Tchad un pivot dans la lutte contre les menaces transnationales et les extrémismes religieux. Il partage en effet ses frontières avec le Soudan à l'est, la Libye au nord, la Centrafrique au sud, le Niger à l'ouest, le Nigéria à l'ouest et au sud-ouest, le Cameroun au sud et sud-ouest. Avec une superficie de 1 284 000 km², marqué néanmoins

⁵ Le pays s'appelait Haute-Volta depuis les indépendances. C'est à la faveur de la révolution que Thomas Sankara décida du changement de nom en Burkina Faso.

⁶ Entretien, acteur politique et ancien diplomate, Ouagadougou, mars 2018

par une faible densité humaine, le Tchad est le 5^e pays le plus vaste en Afrique. Il est subdivisé en trois grands espaces géographiques (le désert, l'espace semi-aride et la savane), avec une économie principalement agricole (coton, arachide, sucre, etc.). C'est en 2003 que la mise en exploitation du pétrole fera entrer le pays dans le cercle restreint des États rentiers.

Ces positions stratégiques du Burkina Faso et du Tchad les inscrivent dans ce que Marchal (2006) qualifie de système de conflits. Ce système se traduit par le potentiel de contagion que peut avoir un conflit sur d'autres pays voisins ou d'autres foyers latents ou manifestes de crise, brouillant ainsi les frontières spatiales, sociales et politiques à leur origine. Et suivant Marchal (2006, 136), « une telle intrication de violences armées et internationales fait système ». Cela témoigne par là même de l'importance des facteurs exogènes et de leur prise en compte dans l'observation et l'analyse des dynamiques politico-militaires de ces deux pays. C'est dire aussi que nos choix portés sur ces deux cas, dans une analyse qui appréhende les investissements politico-militaires internationaux comme des facteurs qui concourent à la gestion de la survie des leaders politiques, ne sont pas anodins. L'inscription de ces pays dans des systèmes de conflits fait observer d'une part leur exposition à des menaces exogènes venant de leur environnement extérieur régional et/ou international, et d'autre part la nécessaire intégration de telles menaces dans les stratégies de survie de tout leader intéressé par la « longue durée ». La porosité des frontières, les proximités sociopolitiques et les enjeux sécuritaires qu'ils induisent l'imposent. Bien que ces configurations conflictuelles révèlent une certaine singularité, il n'empêche qu'elles restent extrapolables au niveau de la plupart des régions africaines. En outre, indépendamment de cette singularité, l'international reste toujours une dimension affectant d'une manière ou d'une autre les dynamiques politico-militaires internes des pays, certes, avec des portées plus ou moins différentes suivant les régions.

Par-delà, nos deux pays sont également de nature cosmopolitique au double plan ethnique (plus d'une soixantaine) et religieux (musulmans, catholiques, protestants et animistes). Au Burkina Faso, l'ethnie dominante est les Mossis (environ 52,5 %) et l'islam est la religion dominante avec environ 61,6 % (les chrétiens représentent environ 22,5 % et les animistes 15,4 %) ⁷. Ces deux dominations communautaires évidentes (les Mossis et les musulmans)

⁷ <https://africa.la-croix.com/statistiques/burkina-faso/>

devraient *a priori* constituer une grille de lecture de toute politique autoritaire de la « longue durée » au Burkina Faso. Toutefois, ni le régime de Thomas Sankara (1983-1987), ni celui de Blaise Compaoré, et ses 27 ans de règne, ne permettent l'intégration explicite d'une telle grille, sauf à l'observer dans des stratégies plus souterraines et élargies sous des lentilles d'experts avertis de l'histoire et de la politique burkinabè bien avant même les indépendances⁸.

La pluralité ethnique du Tchad est généralement observée sous les lentilles réductrices des clivages nord-sud (Buijtenhuijs 1987 ; Dumont 2007 ; Dingammadji 2011 ; Klen 2016 ; Bucumi 2019). Ces clivages se transposent également au niveau religieux avec des nordistes musulmans et les sudistes chrétiens, d'où la mise en relief de l'existence d'une « menaçante frontière religieuse » (Bucumi 2019). Toutefois, se laisser aller dans de telles réductions fait très souvent perdre de vue la profondeur des rivalités ethnoreligieuses entre les nordistes et sudistes, et surtout les rivalités ethniques intranordistes. Les sudistes, à travers notamment les Saras (34 %), sont majoritaires face à des nordistes beaucoup plus éclatés en plusieurs groupes ethniques, clans et sous clans, minoritaires. On retiendra que les principaux groupes politiquement déterminants et impliqués sont les Saras, les Gorane (3,9 %), les Zaghawa (1,2 %), les arabes (14 %), les Hadjarai (2,6 %) (Dumont 2007, 271-72). Mais, la religion dominante demeure l'islam dont l'instrumentalisation a toujours fait partie intégrante de la gouvernance sociopolitique, notamment des leaders nordistes depuis 1979 avec Goukouni Oueddei (M. T. Bangoura 2005 ; Dingammadji 2011 ; Debos 2013 ; Debos et Powell 2017 ; Fadoul Khidir 2017). « Globalement, le Tchad compte 45 % de musulmans sunnites, 30 % de chrétiens (répartis en 20 % de catholiques et 10 % de protestants) et 25 % d'animistes » (Klen 2016, 178).

En plus, contrairement au Burkina Faso, on observe au Tchad une forte ethnicisation de la politique, notamment au plan militaire. L'armée y est caractérisée par des phénomènes d'« ethnicisation » et de « milicianisation » (Dingammadji 2011 ; Debos 2013). Selon Debos (2008, 171), « les forces armées tchadiennes ont été façonnées par les conflits : elles

⁸ Pour rappel, la communauté Mossi en 1958, à travers le Mogho Naaba Koubri, avait voulu faire de la Haute-Volta une monarchie qui serait sous leur domination ethnique. Mais l'échec de cette tentative ne se traduira pas par un retrait politique. Le Mogho maintiendra une mainmise certaine dans l'écheveau politique burkinabè et très singulièrement sous Blaise Compaoré qui en avait fait un de ses ressorts privilégiés. Les présidents qui ont voulu les reléguer au second plan ont connu tous des exercices difficiles et une fin précoce (en l'occurrence Maurice Yaméogo et Thomas Sankara).

sont principalement composées d'anciens combattants qui ont été réintégrés à la faveur d'accords de paix ». Et, « la politisation de l'ethnicité est (...) un trait structurant de l'armée tchadienne, et plus encore de ses corps d'élite (...). » (Debos 2013, 169)

C'est dire que l'ethnie constitue une grille de lecture indéniable dans la bonne compréhension des dynamiques politico-militaires tchadiennes rythmées par une succession de rébellions. Une telle posture est moins pertinente au Burkina Faso, bien qu'on note une prédominance des Mossis à travers le rôle central qu'occupe le « Mogho naaba »⁹ dans les dynamiques et conjonctures politiques (Beucher 2010 ; Hilgers et Mazzocchetti 2010 ; Hilgers et Loada 2013).

Pour revenir à nos quatre leaders, il convient de souligner qu'à l'exception d'Hissène Habré qui était un administrateur de formation, bien qu'ayant pris le maquis en tant que « seigneur de guerre », les trois autres étaient tous des militaires. Cependant, les quatre ont en commun d'avoir tous accédé au pouvoir par des voies irrégulières, des coups d'État au Burkina Faso et des rébellions au Tchad. Parallèlement, ils en seront également tous déchus par ces mêmes voies irrégulières. Le président Sankara, venu au pouvoir en 1983 par coup d'État, en sera victime 4 ans plus tard, mais de façon sanglante, le 15 octobre 1987. Quant à son successeur Blaise Compaoré, ayant pris le pouvoir à la suite de ce coup d'État sanglant, il sera à son tour déchu à la faveur des insurrections populaires des 30 et 31 octobre 2014. Avec un sort plus reluisant, il sera exfiltré par l'armée française pour un exil forcé en Côte d'Ivoire.

Au Tchad, la prise de pouvoir d'Hissène Habré¹⁰ s'est opérée en 1982 à la suite d'une plus ou moins longue rébellion. Huit ans plus tard, c'est une autre rébellion conduite par Idriss Déby, avec sa coalition du MPS, qui le contraindra à l'exil forcé. Ce dernier quant à lui perdra le pouvoir et la vie en avril 2021, officiellement, des suites de blessures sur le champ des combats contre les forces rebelles du Front pour l'alternance et le changement au Tchad (FACT).

⁹ Il représente le chef du royaume mossi de Ouagadougou et de l'Oubritenga, bien qu'il soit au fil du temps abusivement considéré comme un empereur qui serait à la tête des différents royaumes mossi du Burkina Faso (Tenkodogo, Fada N'Gourma, Boussouma, Ouahigouya). Mais, on peut néanmoins admettre dans la pratique son rôle central chez les Mossis et aussi dans les dynamiques sociopolitiques burkinabè.

¹⁰ Il est finalement décédé en exil à Dakar le 24 août 2021.

Les présidents Compaoré et Deby ont eu des règnes plus longs (27 et 30 ans) au contraire de leurs prédécesseurs respectifs (4 et 8 ans), bien que tous les quatre soient inscrits dans des contextes domestiques fortement marqués par une succession de violences et d'alternances irrégulières au pouvoir. Il faut rappeler que ces deux présidents, Compaoré et Déby, avaient su se constituer un certain statut tant à l'interne qu'à l'international pour se présenter comme des incontournables dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation à la fois de leur pays et de leur région. À l'international, le qualificatif de « *gendarme du sahel* » d'Idriss Déby et l'étiquette de « *médiateur* » de Blaise Compaoré durant leurs règnes respectifs, en sont caractéristiques. À l'interne, les slogans du « *moi ou le chaos* » au Tchad, ou du « *on n'a pas le pétrole, mais on a Blaise* » sont aussi révélateurs de l'envergure politique de ces leaders constituée au fil du temps, et au gré des conjonctures nationales, régionales et internationales.

Ainsi présentés, nos deux pays cas d'études et les quatre leaders à l'analyse, les lignes qui suivent développent les principaux arguments de la présente thèse.

2. Arguments de la thèse.

L'argument central de cette thèse est fondé sur l'affirmation que les deux principaux investissements politico-militaires internationaux retenus dans la présente étude, avec les retombées politiques, économiques et militaires qu'ils induisent, affectent positivement la survie des leaders politiques. De manière plus spécifiquement, les retombées à l'œuvre constituent des ressources additionnelles et/ou supplétives dans la gestion de la « longue durée ». Dans ce sens, elles se traduisent soit par le renforcement des stratégies internes de survie politique, soit par la suppléance de celles-ci à l'occasion de menaces manifestes à l'encontre du leader.

Par ailleurs, le caractère international de ces investissements politico-militaires se fonde sur leur orientation et/ou leur inscription vers des sphères et/ou des acteurs non internes. C'est à cet effet, et suivant la thèse du politicien investisseur de Lacam (1988) que l'international est appréhendé ici comme une sphère d'investissements stratégiques dans laquelle tout leader intéressé et investi, dans des interventions militaires directes et/ou des alliances transnationales, peut tirer des retombées au service de sa « longue durée ». Avec

les retombées politiques, économiques et militaires qu'ils induisent en effet, de tels investissements constituent des ressources stratégiques déterminantes au service du renforcement et/ou de la suppléance des stratégies internes de survie selon les contextes et conjonctures sociopolitiques.

Si les retombées politiques se traduisent par des prébendes qui renforcent la légitimité et entretiennent les réseaux de loyauté du leader, à l'international et à l'interne; celles économiques, composées de gains formels et informels, renforcent son pouvoir économique et élargit de ce fait ses capacités de cooptation. Quant aux retombées militaires, elles se traduisent par des formations et des soutiens militaires variés dans la gouvernance générale du leader et/ou à l'occasion des menaces manifestes à sa survie politique. Elles contribuent donc au renforcement de ses capacités répressives, et peuvent avoir un effet dissuasif quant à l'initiation des menaces à sa survie du leader.

C'est dire que nous excluons dans le cadre de la présente recherche, les autres axes généraux de toute politique étrangère, notamment ceux impliquant des considérations militaires et/ou sécuritaires : les opérations de maintien de la paix (OMP). Celles-ci, quoique consistant en l'envoi de contingents militaires dans des foyers de crises, font partie d'une catégorie d'actions politico-militaires internationales plus ou moins partagée par les différents États. Et leur initiation repose sur des bases légales explicites : les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies conformément au chapitre VII de sa Charte, ou encore celles des organisations comme l'Union Africaine (UA) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹¹. En plus, à l'exception des opérations plus intrusives de *peace making* ou de *peace enforcement*, ce sont généralement des opérations de police n'ayant pas de mandat offensif, sauf en cas de légitime défense (C.-P. David 2013). Par ailleurs, elles ne sont pas les plus caractéristiques des interventions politico-militaires des présidents Compaoré et Déby, encore moins celles qui ont véritablement soutenu leur gestion de la « longue durée ».

Au contraire, suivant notre perspective, ce sont plutôt les interventions politico-militaires directes et les alliances transnationales, avec les retombées qu'elles induisent, qui

¹¹ Toutefois, on note le cas d'opérations comme celle de l'ECOMOG dont les bases légales étaient moins contraignantes. Cette dernière a en effet été marquée par plusieurs dérives d'où que ce qualificatif qui lui fut attribué : « Every Car Or Movable Object Gone ».

concourent au mieux à l'objectif de *survival seeking* et même parfois de *statut seeking*. À cette fin, l'activation ou non de ces investissements politico-militaires internationaux, avec l'usage privatiste et stratégique des retombées en découlant, affecte la survie du leader à travers deux impacts distincts : direct et indirect.

Il y a impact direct lorsque les retombées découlant des investissements politico-militaires internationaux suppléent les défaillances des stratégies internes de survie politique à l'occasion des menaces manifestes à la survie du leader. Il y a impact indirect quand les retombées renforcent ou élargissent plutôt les stratégies internes de survie politique. Cela peut s'opérer de manière spécifique à l'occurrence des menaces manifestes à la survie du leader, mais aussi de manière plus diffuse dans la gouvernance générale du leader. Cette seconde dimension permet de comprendre la non-occurrence des menaces à la survie du leader, malgré ses dérives autoritaires et la réunion de nombreux griefs à son encontre. C'est dire que ces deux types d'impacts sont appréhendés dans une perspective qui tienne compte de l'articulation entre les stratégies internes et internationales.

Après avoir identifié les types d'investissements politico-militaires à l'international, les retombées dont ils sont porteurs, et les impacts variés de ces dernières, on retiendra que les principales menaces à l'œuvre ici sont essentiellement de nature irrégulière : les insurrections populaires, les rébellions et les coups d'État. Qui plus est, avec les leaders personnalistes, les élections, généralement caractérisées par la récurrence des fraudes et corruptions, ne constituent pas des alternatives crédibles d'alternance au pouvoir (Banégas 2006 ; Tulipe 2008). « Je ne suis pas venu au pouvoir avec un billet d'air Afrique », disait le président Déby pour signifier qu'il ne partirait pas du pouvoir par la voie des urnes. L'histoire lui aura donné raison. Venu au pouvoir par les armes, il en est parti par les armes.

À la suite de l'exposé des arguments de la présente thèse, il y a lieu d'aborder les éléments de justifications qui sous-tendent nos choix des cas du Burkina Faso et du Tchad, avec les quatre leaders ci-dessus évoqués.

II. Justification et intérêt du choix des cas.

Comme susmentionné, notre principal choix de cas porte sur les présidents Compaoré et Déby. Mais, pour davantage consolider la pertinence de ces cas, et l'accent porté sur l'influence des investissements politico-militaires internationaux dans leur longue survie, nous avons ajouté à la comparaison les cas de leurs prédécesseurs immédiats : Thomas Sankara au Burkina Faso et Hissène Habré au Tchad. Avec des durées de survie différenciées et des divergences dans les stratégies de survie politique, les cas des présidents Compaoré et Déby servent en effet de *theory building*, tandis que les cas de leurs prédécesseurs, les présidents Sankara et Habré, dans une perspective plus restreinte, servent de test et/ou de contrôle.

En combinant des cas concordants et discordants dans une même analyse comparative, nous avons voulu faire nôtres les recommandations de Skocpol (1985, 64), selon lesquelles pour surmonter les critiques de la « méthode dite des concordances ou des discordances » et consolider la validité de nos variables explicatives, « il est souvent souhaitable et souvent possible de combiner ces deux logiques comparatives. On peut le faire en opposant simultanément plusieurs cas positifs à des cas négatifs exemplaires ».

Toutefois, il faut retenir que la comparaison entre des cas plus ou moins similaires comporte bien évidemment une valeur heuristique certaine. Elle permet la neutralisation de certaines différences pour mieux en analyser d'autres (Gazibo et Jenson 2015), même si cette « méthode dite de concordance », développée par John Stuart Mill depuis 1843, reste critiquée par des auteurs comme Geddes (1990).

Du reste, les facteurs qui sous-tendent la justification de cette étude comparative, mettant l'accent sur les présidents Compaoré et Déby, sont observables sous plusieurs axes de concordance et discordance.

Primo, ce sont des leaders autoritaires qui présentent une longue survie politique au pouvoir, avec chacun plus d'un quart de siècle de règne. Toutes choses qui rendent leurs longévités dignes d'intérêt, d'autant plus que la durée moyenne de survie de tels leaders en Afrique est de deux décennies sans interruption. Qui plus est, leurs prédécesseurs¹² ont connu des règnes plus courts, voire éphémères, ce dans des contextes et dynamiques politico-militaires marqués par des cycles de violences et d'alternances irrégulières au

¹² Felix Malloum, Oueddei Goukouni et Hissène Habré au Tchad ; Maurice Yaméogo, Saye Zerbo, Jean-Baptiste Ouédraogo et Thomas Sankara au Burkina Faso.

pouvoir : des rébellions nourries et entretenues par des crispations identitaires depuis l'indépendance au Tchad¹³, et des successions de coups d'État au Burkina Faso, faisant très souvent suite à des soulèvements ou insurrections populaires¹⁴.

Au niveau formel, *a priori*, on pourrait affirmer que leurs longévités ont été rendues possibles par les multiples tripatouillages constitutionnels levant ou prolongeant le verrou de la limitation des mandats présidentiels, instituée depuis les années 1990¹⁵. Il faut dire que ces leaders sont en réalité inscrits dans des régimes d'autoritarismes compétitifs (Levitsky et Way 2010) ou encore des régimes hybrides (Diamond 2002). C'est pourquoi dans le fond, il y a lieu plutôt de questionner leurs pratiques politico-militaires de verrouillage de l'occurrence de toute alternance politique, régulière comme irrégulière.

Secundo, ces deux leaders partagent en commun une prise de pouvoir violente à travers un coup d'État sanglant en octobre 1987 pour Blaise Compaoré, et une rébellion en décembre 1990 pour Idriss Déby¹⁶. Il convient de rappeler qu'ils sont en effet inscrits dans de cycles

¹³ Le Tchad dès les années 1968 a vu le régime de François Tombalbaye menacé par des rébellions venues du Nord, représentées par le FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad) et une première intervention française. L'assassinat de Tombalbaye, un sudiste, en 1975 sera suivi d'un bref intérim de Felix Malloum, un autre sudiste. La première bataille de N'Djamena en 1979 mettra Goukouni Oueddei au pouvoir, avec l'aide des troupes libyennes, avant qu'il n'en soit chassé lors de la deuxième bataille de N'Djamena, en 1982, qui consacra la prise du pouvoir de Hissène Habré, aidé lui par la France, les USA et le Soudan. Ce dernier en sera déchu en décembre 1990 par l'actuel président Idriss Deby, alors colonel de l'armée à la faveur d'une rébellion venue de l'Est et à partir du Soudan voisin. Depuis, Idriss Deby a dû faire face à de nombreuses rébellions et tentatives de coups d'État.

¹⁴ Au Burkina Faso, le pays a connu 6 régimes d'exception. Le premier président, Maurice Yaméogo, dès janvier 1966 a été renversé par une insurrection populaire soutenue par l'armée avec à sa tête le général Aboubacar Sangoulé Lamizana. Celui-ci, quoiqu'élus 2 fois (1970 et 1978) avec un régime d'exception entre février 1974 et mai 1978, sera déchu par un coup d'État de Saye Zerbo en novembre 1980. Ce dernier sera à son tour victime, en novembre 1982, d'un coup d'État ayant porté Jean-Baptiste Ouédraogo au pouvoir. À son tour, il subira un coup d'État qui ouvrira le régime révolutionnaire du CNR sous Thomas Sankara en août 1983. Assassiné le 15 octobre 1987 à la faveur d'un autre coup d'État perpétré par une junte militaire, le CNR cédera la place au Front Populaire du capitaine Blaise Compaoré.

¹⁵ Avec Blaise Compaoré, la constitution du 02 juin 1991 avait été modifiée le 27 janvier 1997 pour lever le verrou de la limitation des mandats présidentiels à deux. Le 11 avril 2000, le verrou sera réintroduit avec une réduction de la durée des mandats présidentiels de 7 à 5 ans. Cette nouvelle modification devrait consacrer la fin de règne du président Compaoré en 2015. C'est en voulant réintroduire une nouvelle levée du verrou en octobre 2014 qu'il sera déchu du pouvoir à la faveur d'une insurrection populaire.

Sous Idriss Déby, la constitution du 31 mai 1996 avait été modifiée le 15 juillet 2005 pour lever le verrou de la limitation. Après une seconde révision en 2013, elle sera de nouveau retouchée le 4 mai 2018. Cette nouvelle constitution de mai 2018 sera remplacée par une nouvelle instaurant la 5^e République le 14 décembre 2020. Toutes ces révisions et adoptions de nouvelles constitutions concourraient à davantage consolider son régime sur le temps long.

¹⁶ Il est à rappeler que cette rébellion fait déjà suite à une tentative, en 1989, de coup d'État de Déby, alors chef d'état-major des FANT (Forces armées nationales tchadiennes). Le coup d'État ayant échoué, Déby s'est vu contraint à la fuite pour la Libye. Il regagnera le Soudan, où il constituera une armée, le Mouvement patriotique de salut (MPS), organisera et conduira, avec l'aide de Béchir, la rébellion de 1990.

d'alternances irrégulières, et ont dès lors dû faire face, avec succès et dans la durée, à plusieurs menaces successives à leur survie. Néanmoins, ils en seront finalement victimes à la faveur d'une insurrection populaire en octobre 2014 pour Blaise Compaoré, et d'une rébellion en avril 2021 pour Idriss Déby.

Tertio, les deux leaders semblent avoir fait usage de stratégies politico-militaires internes et internationales de survie politique, à l'intérieur desquelles des similitudes et des divergences se dégagent.

En effet, si à l'interne les deux se sont tous investis dans des stratégies de *coup-proofing* et la cooptation, leurs stratégies de *coup-proofing* comportent quelques divergences. Certes, les deux ont mis en place des gardes présidentielles, le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) au Burkina Faso et la Direction générale des services de sécurité et des institutions de l'État (DGSSIE) au Tchad, mais le RSP était d'une composition plus élitiste et hétéroclite, tandis que la DGSSIE repose plus sur un mode de constitution identitaire avec principalement les Zaghawa.

En plus, au niveau de l'organisation à proprement dit de leur armée, il y a lieu de souligner que celle tchadienne est plus pléthorique et marquée par un phénomène de « milicianisation », fait de ralliements-démotions des groupes armés, ou encore de purges au gré des conjonctures politico-militaires (Debos 2013). Quant à l'armée burkinabè, les recrutements y sont davantage fondés sur des tests officiels et le passage par l'école militaire ; quoiqu'on puisse relever des cas de recrutements clientélistes¹⁷ et aussi des purges. Par ailleurs, « l'armée burkinabè n'a jamais été pléthorique (...). Ses officiers supérieurs ont tous reçu une formation de haut niveau et l'équilibre entre les différents grades a toujours été respecté » (International Crisis Group 2013, 15).

À l'international, les divergences entre nos deux leaders s'observent dans leurs investissements politico-militaires. Idriss Déby s'est particulièrement illustré dans les interventions militaires plus offensives contre les groupes armés et, surtout, terroristes, ce, depuis les années 2010 (au Mali, dans le cadre du G5-Sahel, l'opération Barkhane, contre

¹⁷ En effet, certains recrutements au sein de l'armée burkinabè se font plus sur la base des liens de parenté ou des réseaux relationnels. Ce qui se traduit par les facilités d'adhésion dans l'armée des enfants, parents ou connaissances de militaires en activité ou à la retraite.

Boko Haram, etc.). En la matière, bien que Blaise Compaoré ait beaucoup servi dans la surveillance et le renseignement militaires, on ne compte pas vraiment à son actif des offensives militaires contre-terroristes.

Relativement aux alliances militaires transnationales, les deux leaders présentent plus ou moins les mêmes propensions dans l'entretien de plusieurs alliances avec des groupes armés intéressés par la prise du pouvoir central. Toutefois, Blaise Compaoré se distingue d'Idriss Déby, en ajoutant à ces alliances, des alliances plus ou moins tacites avec certains groupes djihadistes et/ou terroristes.

Quarto, il y a une différence fondamentale dans les types de menaces à l'étude dans les deux cas : les rébellions au Tchad et les insurrections populaires au Burkina Faso. S'agissant du Tchad, seules seront analysées de manière profonde les rébellions armées de 2006 et 2008, celles de 2019 et 2021 le seront moins. Il faut dire que les rébellions de 2006 et 2008 sont les seules à avoir atteint N'Djamena, la capitale, de l'accession au pouvoir d'Idriss Déby à sa mort en avril 2021. Cependant, bien que n'ayant pas atteint N'Djamena, les rébellions de février 2019 et d'avril 2021 ont eu des portées significatives. La première a été un fort révélateur de l'impact éprouvé des investissements politico-militaires internationaux dans la survie du président Déby. La seconde est celle durant laquelle il mourut.

Au Burkina Faso, ce sont plutôt les insurrections populaires de 1998 et 2014, et les mutineries de 2011, qui seront analysées. Celles-ci ont constitué à notre sens les menaces les plus crédibles à la survie politique de Blaise Compaoré. On comprend qu'en l'absence de toute opposition militaire, annihilée principalement par ses stratégies de *coup-proofing*, les insurrections populaires restaient les principales voies de contestations possibles.

Après avoir exposé ces similitudes et divergences qui sous-tendent l'intérêt et la justification de la comparaison de nos cas d'études (Burkina Faso et Tchad), avec l'accent porté principalement sur Blaise Compaoré et Idriss Déby, il y a lieu de faire l'esquisse de la méthodologie qui oriente la présente recherche.

III. Méthodologie.

La méthodologie de la présente recherche se veut comparative à travers une étude de cas à la fois concordants et discordants suivant les recommandations précitées de Skocpol (1985). L'exposé de la justification et de l'intérêt de la comparaison, ci-dessus, nous en donne les grandes articulations et la valeur heuristique.

Cependant, aux fins d'une meilleure mise en relief des mécanismes causaux à l'œuvre dans l'explication de notre variable dépendante, la survie politique, notre recherche se fonde sur la méthode du *process tracing*. Le *process tracing* est une méthode « that attempts to identify the intervening causal process—the causal chain and causal mechanism—between an independent variable (or variables) and the outcome or dependent variable » (George et Bennett 2005, 206). Elle est donc appropriée dans l'analyse des mécanismes causaux complexes où plusieurs variables (ici les stratégies politico-militaires internes et internationales) peuvent concourir à l'explication de la variable dépendante (la survie des leaders politiques). En effet, « process tracing is a powerful means of discriminating among rival explanations of historical cases even when these explanations involve numerous variables » (Bennett 2010, 219). Il se distingue donc de la simple narration historique et repose sur l'identification de certains événements clés, leurs descriptions plus ou moins détaillées de la genèse au dénouement, afin d'appréhender le poids des variables explicatives à l'œuvre. Toute chose qui permet une meilleure mise en relief des mécanismes causaux. « We must be able to characterize key steps in the process which in turn permits good analysis of change and sequence » (D. Collier 2011, 824).

Cependant, au regard du fait que le *process tracing* présente plusieurs variantes, 18 selon Trampusch et Palier (2016, 438), il y a lieu de préciser ici que notre méthode se fonde singulièrement sur la variante *Theory building process tracing*. Suivant Beach et Pedersen (2013, 16), cette dernière est opérationnelle suivant deux types de configurations : (1) quand on sait qu'il existe une corrélation entre X et Y sans une connaissance explicite des mécanismes potentiels reliant les deux et une théorie clairement définie (Construction théorique fondée sur XY) ; (2) quand on connaît un phénomène X sans aucune certitude sur ses causes potentielles (Construction théorique fondée sur X).

Dans le cas d'espèce, la justification de notre choix méthodologique s'inspire davantage sur la première configuration. En l'occurrence, la construction théorique fondée sur de

potentielles corrélations entre les investissements politico-militaires internationaux (X) et la survie des présidents Compaoré et Déby (Y).

Dès lors, l'analyse de telles corrélations entend se fonder sur la gouvernance générale des leaders d'une part, et sur les menaces manifestes à leur survie, portant sur les rébellions au Tchad et les insurrections populaires au Burkina Faso, d'autre part. Elle devrait permettre de mettre en relief les influences positives des investissements politico-militaires internationaux, au travers de leurs retombées, dans la gouvernance générale des présidents Compaoré et Déby. « Au concret », il s'agira, à travers l'exposé plus ou moins détaillé de chacune des menaces retenues, d'analyser s'il y a eu ou non des ingérences extérieures, liées à leurs investissements politico-militaires internationaux, dans l'orientation du sens des dénouements observés. Plus singulièrement, il sera question d'analyser, à l'occurrence d'une menace déterminée, la présence d'acteurs et/ou de facteurs exogènes, d'une part en raison des investissements politico-militaires internationaux du leader ; et d'autre part, dans le sens d'aider le leader à y faire face ou la mettre en échec. Cela témoigne par là même de la pertinence de notre choix du *process tracing* qui invite à aller dans la profondeur des événements clés à l'analyse pour mieux mettre en relief les évidences causales.

Cependant, le *process tracing* n'est pas la panacée de l'analyse des inférences causales. Il comporte des limites comme toute autre méthode (Brady et Collier 2010). Néanmoins, à travers l'étude de cas, elle sert ici comme susmentionné dans une perspective de *theory-building*. À la suite, la confirmation de notre hypothèse de recherche serait un indicateur sur les possibilités d'ouverture de l'analyse à des cas tests pour une meilleure consolidation. C'est dire que notre recherche offre également des voies possibles de *theory-testing* (George et Bennett 2005; Beach et Pedersen 2013; Trampusch et Palier 2016). Il s'agira donc, à partir de nos conclusions, d'analyser d'autres cas de leaders aux longues survies politiques ou non à l'aune de leurs investissements politico-militaires internationaux. Dans la présente, le cas des présidents Compaoré et Déby sert de *theory-building*, et celui de leurs prédécesseurs immédiats, Thomas Sankara et Hissène Habré, tout en consolidant la validité de notre modèle, pourrait déjà s'inscrire dans une perspective *theory testing*.

Au regard de nos deux méthodes, la comparaison et le *theory building process tracing*, la présente thèse se fonde sur deux principales techniques de collecte de données : la

recherche documentaire et l'étude de terrain. D'une part, la recherche documentaire a essentiellement porté sur l'analyse de la littérature scientifique relative aux résiliences autoritaires et aux stratégies de survie des autocrates, avec un accent particulier sur le contexte africain. Nous avons aussi consulté des archives, des monographies et des biographies relatives au règne de nos quatre leaders à l'étude. À ces sources, il faut ajouter le visionnage de quelques vidéos et documentaires, relativement surtout aux principales menaces qui ont marqué les règnes des présidents Compaoré et Déby.

Mises ensemble, ces sources ont contribué à un meilleur enrichissement de nos données. Elles nous ont aidés à mieux modéliser notre cadre théorique et à confronter les différentes données ainsi obtenues à celles du terrain à proprement dit pour des analyses plus approfondies et heuristiques. Les limites inhérentes à l'exploitation des sources primaires et secondaires, qui invitent à une véritable posture critique, et les exigences du *process tracing*, fondé sur l'analyse approfondie d'évènements clés, nous ont en effet imposé l'intégration d'une dimension empirique : l'étude de terrain.

IV. Démarche de terrain.

Nous avons voulu à travers l'étude de terrain nous approprier la recommandation de Leopold von Ranke, selon laquelle les sources doivent reposer sur « the purest, most immediate documents » (Moses et Knutsen 2012, 121). Il s'agit entre autres des témoignages, des archives et des rapports directement liés aux évènements étudiés. À cette fin, l'étude de terrain se trouve être un bon révélateur d'informations pertinentes à travers le contact plus ou moins direct avec les lieux, les acteurs et les dynamiques qui animent, ou ont animé, les évènements à l'étude. Comme l'affirment Moses et Knutsen (2012, 125), « it is useful to visit the places where the action occurred to get a sense of the geography, the landscape and the climate in which the events occurred ». Dès lors, la phase empirique de cette recherche est essentiellement articulée autour de cinq principales dimensions : le séjour de terrain (1), les stratégies d'échantillonnage (2), les limites et défis du terrain (3), l'administration d'entretiens semi-directifs (4), la retranscription et l'analyse des données recueillies (5).

1. Le séjour de terrain.

Le séjour de terrain a consisté en un voyage de six mois de terrain, dont quatre au Burkina Faso (janvier-avril 2018) et deux au Tchad (mai-juin 2018). L'objectif des séjours de terrain étant de nous entretenir avec certains acteurs politiques, militaires et civils clés, il s'imposait à nous un système d'échantillonnage approprié en vue de la collecte de données pertinentes.

2. Les stratégies d'échantillonnage.

La bonne conduite de notre étude de terrain nous exigeait en effet de trouver des acteurs ayant une connaissance assez profonde des dynamiques politico-militaires de nos deux pays et des événements clés à l'analyse. Contrairement à l'expérimentation et aux études larges N, le système d'échantillonnage est ici non probabiliste. Car, pour avoir une lecture claire et approfondie des événements, on ne saurait choisir les répondants de manière aléatoire.

Pour ce faire, le choix des répondants a été fondé sur des critères de position et de réputation. Suivant le premier critère, les répondants ont été choisis selon leur position au sein des élites civiles, politiques et militaires des pays concernés. Cela s'est fait au regard des occupations officielles, antérieures ou présentes, des acteurs. Le deuxième critère nous a conduits à choisir d'autres répondants sur la base de leur réputation. L'avantage de ce dernier est qu'il nous a permis de nous entretenir avec des acteurs qui n'avaient pas nécessairement une position administrative ou politique particulière, mais qui étaient par contre assez impliqués ou renseignés dans les événements à l'étude. On pourrait également les ranger sous la catégorie d'acteurs influents dans les dynamiques politiques de leur pays. La stratégie positionnelle correspondait à un échantillonnage délibéré (*Purposive sampling*), tandis que celle réputationnelle était relative aux mécanismes des chaînes de référence (*Snowball sampling*). Une telle combinaison était bien appropriée à notre approche méthodologique, car comme le souligne Tansey (2007, 771), « the ideal strategy when using the process tracing method is to combine the positional and reputational approaches when sampling potential interview subjects ».

Sur le fondement de ces deux stratégies, nous avons donc pu nous entretenir avec plus d'une soixante de personnes durant notre séjour de terrain au Burkina Faso et au Tchad. Nous étions partis sur la base d'entretiens avec trente personnes dans chacun des deux pays, répartis comme suit : 10 militaires et éléments des groupes armés, singulièrement au Tchad, 10 acteurs politiques et 10 acteurs civils ou de la société civile. Cependant, la réalité du terrain et les conjonctures politico-militaires présentes ne nous ont pas permis d'atteindre cet objectif. Au final, nous n'avons pas pu nous entretenir avec le nombre souhaité des éléments des forces de défense et de sécurité (FDS) dans chacun de nos deux pays. C'est dire que notre terrain n'a pas été sans défis et limites qui ont quelque peu compliqué la collecte de données.

3. Les limites et défis du terrain.

On avait déjà des appréhensions quant aux difficultés de nous entretenir avec certaines catégories de répondants, notamment les FDS, pour des événements où ils auraient joué un rôle particulier. Les réalités du terrain ont davantage confirmé ces appréhensions.

Il convient de relever qu'au Tchad particulièrement, les entretiens avec des acteurs civils et politiques ne sont pas exempts de soucis, à plus forte raison ceux avec des militaires. « Parler du pouvoir, c'est comme être contre le pouvoir », nous avait lancé un de nos répondants¹⁸. Une affirmation qui témoignait de la non-libération effective de la parole au Tchad, surtout quand cela concerne le pouvoir du président Déby. Il faut dire que nos sorties dans la ville de N'Djamena ne se font jamais sans l'observation d'une certaine omniprésence des hommes en tenues dans les grandes artères de la ville. N'Djamena nous donnait toujours l'impression d'une ville militairement quadrillée et surveillée. Qui plus est, nous y avons effectué notre séjour de terrain à un moment de conjoncture politique spécifique relative au changement de République. En effet, la promulgation de la IV^e République a été faite le 4 mai 2018. Cette promulgation s'est tenue dans un contexte de fortes critiques de l'opposition tchadienne, dont la majorité des députés ont boycotté l'adoption de la nouvelle constitution, et son refus de ce que Saleh Kebzabo qualifiait de

¹⁸ Entretien avec un acteur de la société civile tchadienne, N'Djamena, mai 2018,

« coup d'État constitutionnel contre la démocratie et le peuple tchadien »¹⁹. Cette constitution en supprimant le poste de premier ministre réunissait l'essentiel du pouvoir aux mains du président de la République. Un présidentielisme qui venait renforcer davantage le caractère personnaliste du président Déby, tout en lui garantissant une sorte de « présidence à vie ». C'est dire que les premiers moments de notre séjour de terrain étaient inscrits dans un contexte de tumulte politique qui a compliqué la disponibilité et l'accessibilité de certains répondants.

Au Burkina Faso, le séjour de terrain qui aurait dû être *a priori* aisé, en raison de notre citoyenneté, n'a pas forcément été comme espéré. Néanmoins, on peut affirmer que ce fut plus facile d'investiguer sur la gouvernance d'un leader politique déchu, Blaise Compaoré, que dans le cadre d'un leader toujours en activité comme c'était le cas au Tchad avec Idriss Déby. L'exil forcé de Blaise Compaoré en 2014, et la prise du pouvoir par le président Kaboré, un ancien fidèle compagnon rentré en dissidence politique à quelques mois de sa déchéance, ont plus ou moins facilité l'obtention de certaines rencontres et aussi de meilleurs échanges avec des acteurs plus ou moins libérés. Toutefois, le séjour ayant été fait dans le contexte du procès politico-judiciaire contre les putschistes de septembre 2015²⁰ avait quelque peu compliqué les rencontres souhaitées avec les FDS. Il nous est d'ailleurs revenu à plusieurs reprises, via certains intermédiaires par qui nous sommes passés pour avoir des rencontres, que le moment était délicat et les militaires ne souhaitaient pas s'exposer. Malgré les assurances sur la confidentialité, le caractère scientifique, et non journalistique, de notre recherche, il nous fut quasi impossible d'accéder à certains acteurs clés. Certains éléments des FDS, qui avaient été pressentis suivant le critère positionnel, étaient en prison ou en résidence surveillée. On peut évoquer les cas des généraux Gilbert Diendéré, Djibril Bassolé, le Colonel Auguste Denis Barry. C'est par l'intermédiaire du père d'une amie que nous aurions, très exceptionnellement, une rencontre avec un acteur clé du régime Compaoré, à sa résidence surveillée à Ouaga 2000, un quartier de la capitale burkinabè.

¹⁹ <https://www.france24.com/fr/20180506-tchad-idriss-deby-constitution-ndjamena-quatrieme-republique-pouvoirs-renforces>

²⁰ Pour rappel, il y avait eu une tentative de coup d'État en septembre 2015 par des éléments de l'ancienne garde présidentielle de Blaise Compaoré, le RSP. Par la force de la mobilisation populaire et du reste de l'armée, les putschistes avaient dû abdiquer.

Il s'agit là de l'exposé de quelques réalités du terrain, avec les défis et les limites rencontrées qui au final ne nous auraient pas permis d'atteindre nos objectifs de départ. Cependant, nous avons su et pu nous adapter tant bien que mal à ces réalités pour au final avoir 62 entretiens, certes avec très peu d'éléments des FDS. Au Burkina Faso, nous nous sommes entretenus avec 32 acteurs, dont 4 éléments des FDS et un officier supérieur retraité de la gendarmerie. Les 27 autres répondants se répartissent entre les acteurs de la société civile, les responsables politiques, les universitaires et les journalistes. Au Tchad, avec un total de 30 répondants, l'accent a également été mis sur ces trois groupes d'acteurs avec seulement 2 éléments des FDS.

À ces entretiens formels, nos séjours de terrain ont aussi été animés par des entretiens informels au détour d'échanges avec des personnes lambda ou certaines personnalités (des citoyens, des universitaires ou certains spécialistes du Tchad ou du Burkina Faso, etc.). Ceux-ci nous ont permis d'enrichir notre collecte de données au gré de nos différentes sorties : les participations à certaines conférences ou activités déterminées, les promenades et/ou les visites de la ville.

Au Tchad, nous avons particulièrement aimé les échanges avec les conducteurs de taxi moto, appelés « Clandoman ». Vu que c'était notre principal moyen de déplacement pour la prise et la tenue des rendez-vous avec nos répondants, les trajets avec les « clandestin » sont toujours riches d'enseignements quand on sait faire preuve d'empathie et de curiosité. Par ailleurs, notre séjour au Tchad ayant eu lieu durant le ramadan, notre confession religieuse et notre pratique du jeûne nous ont aussi permis d'avoir quelques échanges informels. Ces échanges qui ont souvent eu lieu aux heures de rupture du jeûne nous ont permis d'approfondir un peu plus nos connaissances de la société tchadienne et aussi de mieux appréhender ses dynamiques sociopolitiques. Il y a lieu de souligner que notre séjour y a aussi été facilité par un ancien camarade de la faculté de droit de l'université de Ouagadougou, Christian Lipelba. Sa disponibilité et son dévouement pour le succès du séjour nous ont ouvert plusieurs portes de contacts et d'entretiens formels comme informels. Nos moments de sortie nous ont également permis d'apprécier la géographie et les infrastructures de N'Djamena. Une information que j'avais trouvée intéressante est que le président Déby avait fait en sorte, dans ses projets infrastructurels, d'avoir des ponts centraux aux principaux axes d'entrée de la ville. Ces ponts, selon certaines rencontres,

devraient permettre de mieux contrer l'entrée de toute colonne de rebelles dans la ville en leur imposant des passages obligés qu'il pourrait facilement maîtriser.

4. L'administration des entretiens.

Les entretiens formels étant semi-directifs, ils avaient deux fonctions principales : une corroborative (dans le sens de la confirmation des informations découlant des sources primaires et secondaires) et une additive (dans le sens de corriger, d'infirmer ou d'ajouter des éléments d'informations récoltés dans les différentes sources). Cela nous a permis d'aller au-delà des déclarations officielles et des écrits déjà existants pour surmonter et compenser les limites de la recherche documentaire. Pour ce faire, les entretiens ont porté sur un questionnaire semi-directif, comportant des questions fermées et des questions plus ouvertes. Ce choix était orienté par une meilleure maximisation de la validité des réponses en établissant un cadre d'échange qui nous garantissait une bonne réceptivité des répondants. En effet, certaines élites sont souvent plus réfractaires aux questions fermées (Aberbach et Rockman 2002), et « the best interviewers are not one who writes the best questions. Rather, excellent interviewers are excellent conversationalists » (Berry 2002, 679). Nos seules questions fermées étaient relatives à des aspects bien définis, notamment le statut, la fonction ou la biographie des répondants. Toutefois, il faut souligner que bien que les questions ouvertes comportent des avantages certains, des échanges plus riches et une meilleure compréhension des affirmations des répondants, elles demeurent coûteuses et chronophages. C'est donc pour en réduire l'impact, que notre questionnaire s'est voulu mixte avec des questions fermées en début d'entretien. Cela nous a permis de mieux mettre en confiance nos répondants, avant de les introduire dans le vif du sujet et les laisser s'exprimer plus ou moins largement sur nos différentes questions. Une autre manière de les mettre en confiance a été de les rassurer « that their identities would remain confidential, be presented only in aggregate or anonymous form, and be used only in academic research » (Rivera, Kozyreva, et Sarovskii 2002, 686). En plus, nous les avons rassurés qu'il n'y avait pas de réponse juste ou fausse, et que l'essentiel pour nous était qu'il nous relate de manière plus ou moins exacte les événements et nous en donne leurs interprétations le plus objectivement possible. Toutefois, suivant le profil des répondants, nous nous sommes vite rendu compte de certains biais selon qu'ils soient des partisans ou

non du régime ou du leader concerné. Cela nous a imposé un réel recul et un esprit critique, afin d'éviter de se laisser aller par ces biais qui auraient pu nous éloigner de certaines objectivités.

Somme toute, les entretiens ne sont jamais exempts des problèmes de fiabilité, des trous de mémoire, de falsification ou d'instrumentalisation de la part des répondants (Olivier de Sardan 2008 ; Moses et Knutsen 2012). Aussi, de tels enjeux nous imposent-ils une analyse beaucoup plus approfondie et rigoureuse des données recueillies. Nous avons d'abord procédé à la retranscription des données et par la suite à leur analyse à proprement dit.

5. La retranscription et l'analyse des données.

La retranscription a été faite par plusieurs voies. Nous avons eu recours à des étudiants de premier cycle universitaire à Ouagadougou pour une grande partie des entrevues. Mais pour plus d'assurance et de fiabilité, nous avons dû réécouter les vocaux desdites entrevues, afin de mieux les confronter avec les retranscriptions faites. Cela nous a permis de mieux rendre aux entrevues la fidélité qu'elles imposent au nom de l'éthique et de la transparence. Une sorte de renvoi au « pacte ethnographique » cher à Olivier de Sardan (2008). Il invite à ce que le texte « parle de la réalité et s'efforce de la décrire et de la comprendre de la façon la moins infidèle possible » (Olivier de Sardan 2008, 28). Il implique aussi le sérieux et le professionnalisme que doit avoir tout enquêteur de terrain : « (...) les propos que je vous rapporte ont réellement été tenus, le réel dont je vous parle n'est pas un réel de fiction ni le produit de mes fantasmes » (Olivier de Sardan 2008, 28).

Par ailleurs, certaines retranscriptions ont été faites via un logiciel de reconnaissance vocale. Une proposition fort utile qui nous avait été suggérée par notre directeur de thèse. Elle nous a permis de mieux gagner en temps et aussi de garantir par nous-mêmes la fidélité des propos tenus.

Dans l'analyse à proprement dit des données recueillies, le *processing phase* chez Sherlock Holmes, nous nous sommes fondés sur trois principaux axes. Ils ont concouru de manière cumulative à dégager les principaux mécanismes causaux dans la survie des leaders politiques à l'étude. D'abord, il y a eu une préanalyse qui a consisté en des confrontations à « chaud », à mesure de l'avancement de nos entretiens, entre les données recueillies

auprès de nos répondants et les enseignements de la recherche documentaire. Ensuite, on est passé à la phase de construction des séquences chronologiques pour mieux identifier les dynamiques politiques évolutives d'une part des règnes de nos quatre leaders, et d'autre part des menaces majeures à leur survie politique, notamment pour les présidents Compaoré et Déby. Cette phase aura permis de mieux délimiter les événements à l'étude tant dans leur occurrence que dans leur dénouement. Cela nous a fait sortir d'une perspective essentiellement historique et linéaire pour davantage centrer l'analyse sur des événements particuliers. Enfin, il y a eu une phase portant sur la confrontation systémique des données et informations sur un même événement ou une même variable. Elle nous a permis de dégager de grandes tendances et les rationalités relatives à chacun de nos événements retenus dans la présente recherche, en particulier leurs dénouements en lien avec notre variable explicative. Ce point fait échos dans une certaine mesure à la triangulation fondée sur le croisement des données relevant de plusieurs sources sur un même sujet ou événement. Il s'agit là de ce que Norman K. Denzin, cité par Olivier de Sardan (2008, 80), qualifie de « triangulation par les données ». La pluralité des sources et les différences qu'elle dégage font en effet sens, et permettent au chercheur de ne pas « être prisonnier d'une seule source » (Olivier de Sardan 2008, 80).

En plus de ces trois phases dans l'analyse des données, nous avons également fait usage des trois systèmes de codage (manifeste, latent et global) identifiés par Aberbach et Rockman (2002). Dans ce sens, les réponses aux questions fermées, qui n'impliquent pas d'interprétations particulières, ont fait l'objet d'un codage manifeste. À la suite, le codage latent nous a permis de catégoriser et d'interpréter les réponses aux questions plus ou moins ouvertes, en lien notamment avec les causes, les dynamiques et les dénouements des événements et/ou des crises à l'étude. Ce système de codage s'apparente plus ou moins à la phase précitée de construction des séquences chronologiques. Enfin, le codage global qui correspond également plus ou moins à la phase de la confrontation systémique susmentionnée nous a permis un meilleur croisement des réponses, afin de dégager des tendances générales et mieux mettre en évidence la portée explicative de notre variable.

IV. Plan de la thèse.

La présente thèse s’articule autour de cinq chapitres, dont un théorique, trois empiriques et un conclusif. Le chapitre théorique porte sur la modélisation de notre cadre d’analyse avec les investissements politico-militaires internationaux comme variables explicatives et la survie politique comme variable dépendante. Il se veut être une réponse théorique à la question du comment gérer la « longue durée » par les investissements politico-militaires internationaux (**Chapitre I**). Les trois chapitres empiriques portent sur nos deux cas d’étude et les synthèses comparatives qu’on peut en tirer. Le premier chapitre porte sur le cas du Burkina Faso dans une analyse antithétique de la survie politique des présidents Compaoré et Sankara (**Chapitre II**). À cette fin, une première section aborde leurs (non) stratégies politico-militaires, internes et internationales, de gestion de la « longue durée » (**Section 1**). Le président Compaoré étant le leader présentant la longue survie politique, la deuxième section met le focus sur son règne pour analyser « au concret » l’influence des investissements politico-militaires internationaux dans la gestion des menaces à sa survie politique (**Section 2**). À l’identique, le deuxième chapitre empirique analyse l’asymétrie de la survie politique des présidents Déby et Habré à l’aune de leurs stratégies politico-militaires (**Chapitre III**). Suivant toujours la même perspective, une première section analyse leurs stratégies politico-militaires internes et internationales, dans les similitudes et divergences qu’elles présentent (**Section 1**). La deuxième section, elle, appréhende l’impact des investissements politico-militaires internationaux retenus dans la gestion des principales menaces à la survie politique du président Déby (**Section 2**). À la suite de l’analyse comparée de ces deux études de cas, le troisième chapitre empirique fait la synthèse pour en dégager, suivant notre modèle d’analyse, les grands axes de convergences et de divergences entre nos quatre leaders (**Chapitre IV**). À ce titre, un exposé préalable porte sur un regard comparatif de l’usage ou non, par nos quatre leaders, de principales stratégies de survie politique retenues (**Section 1**). Cela ouvre par la suite l’analyse à l’identification des principaux impacts de l’international dans la longue ou courte survie de chacun de nos quatre leaders politiques (**Section 2**).

Pour finir, le dernier chapitre présente les conclusions de notre recherche, à travers ses différentes contributions théoriques, empiriques et méthodologiques ; ses limites et l’esquisse de quelques potentiels agendas de recherche (**Chapitre V**).

CHAPITRE I. GÉRER LA « LONGUE DURÉE » PAR LES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX.

La problématique de la survie des leaders politiques est un chantier assez battu au sein de la thématique plus large des résiliences autoritaires. Elle tire sa genèse des échecs (persistance ou transformation des autoritarismes), et des résultats mitigés (cas des régimes hybrides) des processus de démocratisation engagés sous la troisième vague de démocratisation (Huntington 1991). Au « déluge de la rhétorique optimiste » des années 1990, succédera le désenchantement démocratique des années 2000 (Diamond 2002 ; Levitsky et Way 2010). Toutefois, les analyses de ces constats de résiliences autoritaires, et plus singulièrement de la survie politique, font très sommairement place aux stratégies politico-militaires internationales, comme variables explicatives de la gestion de la « longue durée ».

Par conséquent, pour relever la pertinence de telles variables, il y a lieu d'identifier au préalable les variables explicatives déjà existantes dans l'exposé de leurs principales articulations et limites (**Section I**). Par la suite, l'analyse portera sur la construction des investissements politico-militaires internationaux susmentionnés comme variables explicatives de la survie politique (**Section II**).

Section I. Des principales variables explicatives de la résilience autoritaire à la nécessaire intégration des stratégies politico-militaires internationales.

Dans la pratique, les premiers écrits sur les résiliences autoritaires, notamment dans le champ de la politique comparée et après ce qui a été qualifié de troisième vague de démocratisation (Huntington 1991), ont porté sur les régions du MENA (Middle East and North Africa) (Brownlee 2002 ; Hibou 2006 ; Gandhi 2010 ; Ferrié 2012) et les pays asiatiques, notamment la Chine (Cai 2008 ; Landry 2008). Sur les États de l'Afrique subsaharienne, la littérature y relative a essentiellement porté sur le *coup-proofing* (Belkin et Schofer 2003 ; 2005 ; J. Powell 2012). Suivant ces différents écrits, plusieurs facteurs ont été identifiés comme explicatifs des résiliences observées (**I**). Essentiellement

domestiques, ces facteurs semblent moins intégrer l'international dans sa double dimension : menace et opportunité (II).

I. La revue de littérature des approches existantes.

De manière générale, la littérature existante dans l'analyse des phénomènes de résiliences autoritaires s'articule autour de quatre facteurs explicatifs : institutionnel, économique, culturel et sécuritaire.

Au niveau institutionnel, l'analyse des dynamiques de résilience et de survie des leaders autoritaires porte sur trois institutions majeures : les élections, les assemblées législatives et les partis politiques (Brownlee 2007 ; Greene 2007 ; Lust-Okar 2006 ; Gandhi et Przeworski 2007 ; Magaloni 2008). Si ces institutions sont *a priori* caractéristiques des démocraties, elles semblent plus servir de *proxies* à la disposition des autocrates pour renforcer leur régime et se maintenir au pouvoir. Car, « when they need to neutralize threats from larger groups within society and to solicit the cooperation of outsiders, autocrats frequently rely on nominally democratic institutions » (Gandhi et Przeworski 2007, 1280). « These institutions might preserve authoritarian power by decreasing both the likelihood of being replaced by a rival dictator and the chances of democratization » (Wright et Escribà-Folch 2012, 284). Aussi, servent-elles à prévenir et contenir les menaces à travers des mécanismes de négociation, de clientélisme et de cooptation qui garantissent d'une part, la loyauté des *winning coalitions* qui protègent les intérêts des autocrates, et d'autre part l'adhésion et le soutien de certains opposants et entrepreneurs politiques (Bueno de Mesquita et Smith 2009 ; Svobik 2009 ; 2012). Elles contribuent également à annihiler les voies de contestations violentes et à saper les possibilités de toute « transaction collusive » (Dobry 2009).

Les logiques fonctionnelles de ces institutions sous les autoritarismes s'articulent comme suit : les assemblées législatives encapsulent l'opposition politique ; les partis politiques mobilisent les multiples soutiens populaires ; et les élections cooptent les opposants politiques, sélectionnent les élites et les clients (Lust-Okar 2006), tout en servant de façade démocratique et de légitimation à l'international (Schedler 2006; Magaloni 2008). Elles y servent aussi à réguler les problèmes de « power sharing » (Magaloni 2008 ; Svobik 2009 ;

2012). Ces institutions ne sont donc que de simples « window dressing » au service des autocrates, surtout au sein des régimes personnalistes où le leader est loin d'en être prisonnier. Cependant, l'approche institutionnelle, ayant une validité certaine dans les régimes hybrides, reste essentiellement élitiste et n'appréhende les menaces à la survie du leader que venant du haut, soit à travers les *insiders* (dont il faut entretenir et maintenir la loyauté – le *winning coalition*) ou les *outsiders* (parmi lesquels il faut coopter les opposants et les entrepreneurs politiques les plus menaçants, ou à tout le moins les plus modérés)²¹. Il va sans dire qu'elle n'est pas forcément adaptée à la prévention ou à la résolution des menaces venant d'en bas telles les insurrections populaires (cas du Burkina Faso), ou même des menaces résultant des rébellions (cas du Tchad). Qui plus est, les fraudes et corruptions électorales, la forte domination du parti au pouvoir face à la double faiblesse organisationnelle et financière des partis d'opposition (Loada 2006), et la configuration des assemblées législatives aux couleurs du parti dans nos deux cas, en annihilant les possibilités d'alternances régulières au pouvoir, n'offrent aux *outsiders* que des voies de menaces dites irrégulières.

Au niveau économique, c'est la théorie des États rentiers qui a été le principal fondement des analyses sur la résilience autoritaire (Mahdavy 1970 ; Beblawi et Luciani 1987b). Elle suppose une dimension essentiellement externe des rentes qui en sont constitutives, principalement le pétrole, et qui entretiendraient la domination patrimoniale et l'autoritarisme de l'État (Skocpol 1982 ; Beblawi et Luciani 1987 a ; Najmabadi 1987 ; Matsunaga 2000 ; Hachemaoui 2012). À côté des rentes extérieures, d'autres facteurs, comme les performances économiques, ont été utilisés comme explicatifs de la persistance et du renforcement des autoritarismes (Cheibub et al. 1996; Magaloni 2008). « Economic growth boosts electoral dictatorships—as citizen rally in support of the dictator, there are fewer incentives for elites to defect from the ruling party » (Magaloni 2008, 729).

Quant à la théorie des États rentiers, elle se fonde sur le postulat que les ressources naturelles, principalement le pétrole, à travers les rentes qu'elles induisent, contribuent au

²¹ Toutefois, on reconnaîtra avec Svoblik (2009) que la majorité des cas de renversement des autocrates sont venus des *insiders*. Le suivant, sur un total de 303 autocrates, plus des deux tiers ont été renversés par des « *government insiders* », avec 205 coups d'État et 20 assassinats.

maintien et à la survie des autocrates. Trois postulats de base s'y dégagent. D'abord, « resources rents are said to reduce or eliminate a government's need to tax its citizens to raise revenue, and the absence of a tax burden, in turn reduces those citizens' interest in government accountability » (Ulfelder 2007, 997). Résumant la théorie, Matsunaga (2000, 46) soutient qu'elle se fonde sur l'idée que l'absence d'un quelconque fardeau fiscal, en raison de la rente pétrolière, est un facteur à la fois d'autonomisation politique (Anderson 1987), de dépolitisation de la population (Najmabadi 1987), et par voie de conséquence d'élimination, ou du moins de réduction, de la revendication démocratique (Luciani 1987). Bien que certains auteurs soulèvent les faiblesses de la théorie sur ces deux fondements (Matsunaga 2000 ; Hachemaoui 2012), l'argument de l'État rentier, tel que présenté ainsi, fonde ses postulats sur le principe de « pas d'impôt sans représentation » que Luciani (1987, 75) reformule en « pas de représentation sans impôt ». Cela induit dès lors une certaine limitation des voies de contestations de l'État²² à travers une « dépolitisation » des populations entretenue par des politiques distributives et clientélistes. Car, comme le soutient Hachemaoui (2012, 208 -9), ces pratiques seraient destinées, entre autres, à acheter la paix intérieure et la dissidence, à neutraliser les revendications populaires de reddition des comptes, et à garantir l'autonomie politique de l'État.

Ensuite, s'il est vrai que les rentes générées soutiennent les capacités de cooptation du leader, fondées sur des politiques distributives et clientélistes, elles lui permettent également de mettre en place des appareils sécuritaires robustes lui permettant de dissuader et d'empêcher toute dissidence révolutionnaire ou insurrectionnelle (Skocpol 1982 ; Ross 2001 ; Jensen et Wantchekon 2004 ; Bellin 2012). Car, comme le soutient Matsunaga (2000), on ne saurait entretenir la dépolitisation des populations et l'autonomie de l'État essentiellement par l'absence de taxation et la mise en œuvre de politiques distributives, qu'elles soient sélectives ou indiscriminées. Ces dernières ne sont pas constitutives d'une garantie absolue d'absence de contestations et/ou de revendications. Certes, « en répandant sa manne sur la population en général [l'État rentier distributeur] jouira de l'« assentiment » populaire et de la loyauté des masses vis-à-vis d'un système dont elles dépendent de plus

²² L'idée principale soutient que le prélèvement de l'impôt octroie aux populations des voies de marchandages démocratiques. En effet, selon ces auteurs « un État qui augmente sa pression fiscale sera confronté à une revendication croissante de contrôle démocratique institutionnalisé » (Luciani 1987, 73)

en plus » (Matsunaga 2000, 49) ; mais il se fonde également sur la coercition pour davantage soutenir son contrôle domestique, d'où l'usage ou l'allocation d'une partie des rentes à des fins de renforcement de ses stratégies de *coup-proofing*.

Enfin, la convoitise dont ces ressources font l'objet de la part des grandes puissances conduit ces dernières à renforcer et à soutenir les régimes en vue de leurs approvisionnements (Bellin 2012). Ces soutiens visent d'une part pour ces puissances à se garantir une certaine captation ou une meilleure accessibilité aux ressources, et d'autres pour le leader à s'offrir un certain parapluie, très souvent politico-militaire, dans le sens de la préservation de son pouvoir.

Par la suite, la théorie sera élargie à d'autres types de ressources qualifiées de *free resources* : les minerais et l'aide internationale (Smith 2004 ; Morrison 2009 ; Bueno de Mesquita et Smith 2010). Si la tendance utilisatrice de ces ressources porte sur la construction d'appareils sécuritaires robustes, en Afrique, elles servent encore à entretenir les logiques néopatrimoniales des pouvoirs en place (Médard 1983 ; 1990 ; 1992 ; Lacam, 1988). Ce qui permet aux autocrates d'entretenir et d'élargir leurs réseaux de loyauté à travers la fourniture des *private goods* (Bueno de Mesquita et Smith 2009 ; 2010). Ce « mode de redistribution de type clientéliste est plus particulariste que celui du “welfare state” » (Médard 1992, 188). C'est pourquoi en Afrique, la gestion des ressources naturelles est symptomatique du syndrome hollandais²³, et a été généralement associée à une « malédiction »²⁴ (Ross 1999 ; Jensen et Wantchekon 2004 ; Brass 2008).

Il résulte de ce qui précède que l'appréhension de la théorie des États rentiers, et son élargissement au-delà de la rente pétrolière, avec le stratocentrisme qui le caractérise, fait échos également au concept de *gatekeeper state* (Cooper 1981 ; 2018 ; Dorman 2018 ;

²³ Il résulte d'une étude sur la stagnation économique des Pays-Bas dans les années 1970, où la découverte et l'exploitation de gisement de gaz naturel ne s'étaient pas accompagnées d'une croissance économique. À la suite de cette étude, Sachs et Warner (1995) ont, sur la base d'un échantillon de 95 pays, démontré une corrélation négative entre un ratio élevé d'exportation de ressources naturelles et la croissance économique des pays. Toutefois, sur fond de considérations démocratiques et de la solidité des institutions économiques, des pays comme l'Australie, le Botswana, le Canada et la Norvège constituent des exceptions au syndrome hollandais.

²⁴ Pour plus de détails sur les raisons qui sous-tendent un tel impact négatif des ressources naturelles sur les dynamiques économiques et politiques des États, l'article de Ross (1999) en donne quelques grandes lignes à travers 4 arguments économiques principaux et 3 politiques. L'article de Brass (2008), tout en abordant la même thématique, met plutôt l'accent sur des ressources non naturelles ou tangibles. En l'occurrence, elle analyse le cas de Djibouti, au travers de sa position géostratégique.

Andreasson 2018). Il met en relief la distinction et les intersections entre l'externe et l'interne dans les dynamiques sociopolitiques des États, à travers la captation et l'usage stratégiques des rentes extérieures au niveau domestique. Dans les cas d'espèce en effet, l'État gardien, tout comme l'État rentier, est représenté par ses leaders, notamment ceux autoritaires, qui contrôlent sinon monopolisent les ressources extérieures au service de leurs politiques domestiques de domination.

Cependant, certains auteurs estiment que la forte dépendance d'un État de l'aide internationale, notamment sous le patronage d'une puissance internationale, peut constituer des facteurs restrictifs et contraignants de la capacité répressive du leader et faciliter ainsi son renversement à l'occasion d'une menace à sa survie (Snyder 1998 ; Brownlee 2002). Cela est aussi vrai lorsque le patron se désolidarise ou retire son soutien au leader (Reno 1999 ; Arriola 2009 ; Day et Reno 2014). Toutefois, ces différentes logiques comportementales semblent plus soumises aux intérêts géostratégiques en jeu de la puissance internationale, entre le statu quo et le changement (Clapham 1996 ; Carothers 2000 ; Brownlee 2002).

Si la théorie des rentes est crédible à plusieurs égards, dans son appréhension *stricto-sensu*, elle s'applique difficilement dans le cas des pays pauvres et non pétroliers comme le Burkina Faso. Par ailleurs, et par-delà, les niveaux d'exploitations de l'or au Burkina Faso ne génèrent pas suffisamment de rentes pour soutenir, sur le long terme, le régime dans ses stratégies de redistribution vis-à-vis de ses ressorts de loyauté, ou de cooptation des opposants, des élites et entrepreneurs politiques. Quant au Tchad, il est certes pétrolier, mais cela ne date que de 2003, soit 13 ans après l'accession d'Idriss Déby au pouvoir. En outre, suivant les premiers termes du contrat d'exploitation avec la Banque mondiale, les ressources générées ne pouvaient servir de rentes alimentant les appareils de sécurité ou les réseaux de clientélismes politiques. Ce n'est qu'à partir de 2006, qu'Idriss Déby modifiera les termes de l'accord pour affecter une grosse partie des recettes pétrolières aux secteurs de la sécurité et de la justice (International Crisis Group 2009b). Ce qui lui permettra de renforcer son appareil sécuritaire tout en alimentant ses stratégies de clientélisme et de cooptation. Toutefois, la gestion de ces rentes pétrolières est soumise au même problème de pérennisation et d'usure à l'épreuve des crises économiques (Foucher

2009). Au Tchad, les aléas du marché et la chute du prix du baril de pétrole ont occasionné une crise qui a secoué la stabilité du régime depuis 2014.

Ainsi, au regard de la pauvreté des deux États, de l'absence du pétrole au Burkina Faso, et du problème de l'usure et de la pérennisation de la rente pétrolière au Tchad, les leaders sont donc contraints à des stratégies d'extraversions de *rent-seeking* fondées, non pas sur des considérations idéologiques et/ou économiques, mais plutôt sur des actions politico-militaires bien définies. Celles-ci seront développées après dans le sens d'une meilleure articulation de notre modèle d'analyse.

Au niveau culturel, l'approche explicative des résiliences autoritaires se veut structurelle pour soutenir l'enracinement des autocrates. La culture y est définie comme un ensemble de traits et de valeurs partagé par une communauté humaine donnée. À cet effet, la religion (au niveau des pays du MENA à travers l'idéologie islamique), la tradition, les divisions et les instrumentalisation ethniques (au niveau des États africains) ont constitué les variables explicatives des résiliences autoritaires de ces aires géographiques (Londregan, Bienen, et van de Walle 1995 ; Daley 2006 ; Roessler 2016). Par ailleurs, la thèse polémique de l'inadaptation des États aux multipartismes et à la démocratie²⁵ avait eu des échos chez des africanistes qui relevaient des schèmes culturels : l'héritage d'une civilisation de l'oralité, la sacralisation de l'autorité, les répertoires de l'invisible et l'éthos égalitariste lignager (Bayart, Mbembe, et Toulabor 1992). Mais l'approche culturelle comporte des limites à plusieurs égards avec des risques d'un essentialisme et d'un statisme tout aussi problématique et contestable suivant les États et les contextes. Dans la critique de cette thèse, J-F Bayart dénonçait par la suite des « traditions inventées » au service des régimes de parti unique ou du chef d'État demiurge. Par ailleurs, d'autres auteurs ont appréhendé l'autoritarisme des régimes africains sous l'angle du legs colonial et de sa reproduction au lendemain des indépendances (Gazibo 2010 ; Bach et Gazibo 2012).

Enfin, un dernier niveau d'analyse de la survie des leaders autoritaires porte sur les variables sécuritaires. Suivant cette perspective, et les menaces auxquelles ils font le plus souvent face, les leaders politiques adopteraient des stratégies de *coup-proofing*

²⁵ L'ex-président français Jacques Chirac avait également soutenu une telle thèse.

(Quinlivan 1999 ; Belkin et Schofer 2005 ; Svolik 2009 ; Pilster et Böhmelt 2011 ; Wright et Escribà-Folch 2012 ; Svolik 2012 ; Makara 2013 ; Daguzan et Valter 2014). Celles-ci visent « to secure the loyalty of their armed forces and, at the same time, keep ambitious officers in their barracks. » (Albrecht 2015, 37) « Coup-proofing accomplished a dual benefit of both reducing the military's ability to organize a plot and reducing their ability to execute one » (J. Powell 2012, 1036). L'engagement des militaires constitue en effet un facteur déterminant de l'issue des menaces d'alternances irrégulières au pouvoir²⁶. Et comme le souligne Dahl (2016, 2), citant Brinton (1965), « No government has ever fallen before attackers until it has lost control over its armed forces or lost the ability to use them effectively ». Dans la majorité des régimes autoritaires, « le pouvoir est véritablement au bout du fusil », avec des militaires qui en sont les *final guarantor* (Brooks 1999). Ils sont indissociables des conjonctures politiques d'alternance au pouvoir et y jouent un rôle capital (Benchenane 1983). Le succès ou l'insuccès de celles-ci repose généralement sur leurs logiques comportementales (Bellin 2012 ; Makara 2013 ; Albrecht 2015 ; Albrecht et Ohl 2016), ce qui explique la constitution de forces paramilitaires (D. Bangoura 1996), dont la loyauté « is guaranteed only if coup-proofing measures have been designed to tie them to the incumbent » (Albrecht 2015, 41). Ces forces paramilitaires ou parallèles peuvent être des milices civiles, des gardes républicaines ou présidentielles, des polices militarisées, etc. (De Bruin 2018)

Dans la pratique, la *coup-proofing* se décline principalement comme suit : la constitution d'une armée ou des forces parallèles²⁷ (particulièrement les gardes présidentielles et/ou les polices militarisées en Afrique) (1), fondée souvent sur des liens étroits (ethnique, religieux ou personnel) avec le leader (2), et/ou bénéficiant de privilèges économiques et financiers singuliers (3), avec des officiers quelques fois soumis à des politiques rotatives, afin

²⁶ Depuis la vague de démocratisation des années 1990, le seul leader personnaliste qui ait été déchu du pouvoir par les élections est l'ancien président gambien Yahya Jammeh en décembre 2016. Toutefois, il est à noter qu'il ne cédera son fauteuil pour l'exil qu'à la faveur de pressions diplomatiques-militaires de la CEDEAO et de certains chefs d'États africains. Pour ce qui est du reste, leur perte du pouvoir d'État s'est faite par mort naturelle (Houphouët Boigny en 1993, Gnassingbé Eyadema en 2005), par coups d'État (Mobutu Sese Seko en 1997, Pascal Lisouba en 1997) ou par insurrections populaires.

²⁷ Il y a lieu de souligner que l'analyse de ce point invite à aller au-delà des subdivisions classiques des forces armées, d'une part entre les forces militaires et paramilitaires, et d'autre part entre l'armée de terre, de l'air et de mer. Il s'agit plutôt d'observer la création parallèle de forces militaires au sein de l'armée plus ou moins dévouées à la défense exclusive de la personne et des intérêts privés du leader.

d'éviter l'émergence de pôles menaçants (4) (Quinlivan 1999 ; Belkin et Schofer 2005 ; Svolik 2012 ; Makara 2013 ; Daguzan et Valter 2014).

Une autre stratégie sécuritaire de survie des leaders repose sur l'initiation de la guerre ou tout autre conflit à l'international. « Several studies show that dictators who fear punishment after ouster are more likely to start wars » (Geddes, Wright, et Frantz 2014, 314). Cette approche s'inscrit dans la théorie générale de la guerre comme diversion (Tir et Jasinski 2008 ; Luttwak 2010 ; C.-P. David 2013). Elle se fonde sur l'idée d'une instrumentalisation des conflits par certains leaders à des fins de survie politique. « When leaders take steps to protect themselves from their own armed forces, international conflict can result ». (Belkin et Schofer 2005, 144) Toutefois, deux types de stratégies sous-tendent une telle approche. Elle viserait soit à créer l'union sacrée autour du leader, sous le couvert du fameux *ralliement au drapeau national*, soit à créer une division au sein des forces de sécurité. Dans le premier cas, le leader instrumentaliserait le conflit en des luttes de défense de la nation, de l'intégrité du territoire national²⁸, ou encore de défense des groupes identitaires, d'où la nécessité du *ralliement au drapeau national*. Ainsi, sous le couvert d'un tel ralliement, le leader s'autorise la prise de mesures répressives et restrictives contre les éventuels « ennemis de la nation », généralement ses opposants, tout en cherchant à renforcer son audience publique nationale. Dans le second cas, l'objectif de division vise à saper les capacités de nuisances des forces de sécurité à son encontre. Certes « Many external conflicts are designed to promote public cohesion, but leaders who fear a coup often also engage in foreign disputes to promote divide-and-conquer politics within their own militaries » (Belkin et Schofer 2005, 147).

Au regard de la rareté, sinon de la quasi-disparition, des guerres interétatiques, notamment en Afrique, la théorie de la guerre comme diversion serait moins opérante dans nos cas d'étude, quoique la diversion puisse être utilisée, notamment dans la lutte contre le terrorisme ou des conflits civils, pour renforcer les appareils sécuritaires du régime et, par ricochet, dissuader ses potentiels ennemis politico-militaires (cas du Tchad).

²⁸ Le récent cas du Mali en mars 2012 avec le coup d'État du capitaine Amadou Sanogo contre le président Amadou Toumani Touré, au motif de la libération du nord Mali occupé par les forces djihadistes, en est illustratif

Du reste, il convient de noter qu'outre les limites de la théorie de la guerre comme diversion, l'approche du *coup-proofing* comporte, elle aussi, quelques limites la rendant souvent inopérante. En rappel, certaines ont déjà été relevées à l'introduction. On retiendra ici que le *coup-proofing* est très souvent limité quant à son effectivité et efficacité dans la garantie de la survie du leader. Il en est ainsi particulièrement face aux insurrections populaires, aux rébellions et aux menaces extérieures (Decalo 1973 ; 1986 ; Emizet 2000 ; Stephan et Chenoweth 2008 ; Pilster et Böhmelt 2011 ; Roessler 2011 ; J. Powell 2012 ; Talmadge 2015). Le *coup proofing* peut en effet échouer dans l'évitement et/ou la mise en échec de ces menaces, et entraîner la chute du leader, dont le sort peut se jouer entre l'exil, l'emprisonnement, l'assassinat (Goemans 2000 ; Geddes, Wright, et Frantz 2014).

Parmi les raisons qui sous-tendent les limites du *coup-proofing*, nous pouvons ici en décliner trois. Primo, il sape les capacités organisationnelles, opérationnelles et contre-insurrectionnelles des forces de sécurité (Pilster et Böhmelt 2011 ; J. Powell 2012 ; Talmadge 2015), en ce sens qu'il a « a negative impact on soldiers' leadership qualities, initiative skills, and the ability to coordinate different military units, which in turn negatively influences a country's performance on the battlefield » (Pilster et Böhmelt 2011, 332). C'est dire que le *coup-proofing* est plus sujet à rendre moins efficace l'adresse du leader face aux insurrections populaires et aux rébellions. Secundo, certaines stratégies de *coup-proofing*, notamment le *counterbalancing*, facilitent les défections (Dahl 2016; Lutscher 2016; Dworschak 2020). En effet, « One cost of coup-proofing measures is that it erodes the organization of the security forces, and increases both the willingness and opportunity for individual soldiers to defect » (Dahl 2016, 4). Or, « When large parts of the security forces defect and side with the protesters, the campaign is much more likely to be successful » (Dahl 2016, 1). Tertio, et suivant la même logique, « coup-proofing may work in the sense that it decreases the likelihood of coups, but also increases the likelihood of rebellions » (McLauchlin 2021, 13).

Somme toute, plusieurs écrits font la démonstration des limites et/ou des impacts négatifs du *coup-proofing* quant à son efficacité vis-à-vis des menaces violentes et/ou non violentes (Decalo 1973; 1986; Quinlivan 1999 ; Stephan et Chenoweth 2008 ; McLauchlin 2010 ; Pilster et Böhmelt 2011 ; Gaub 2013; Albrecht 2015 ; Albrecht et Ohl 2016 ; Dahl 2016; Lutscher 2016 ; Dworschak 2020).

À la suite de l'exposé de ces différentes variables explicatives à l'œuvre, particulièrement dans la littérature sur la résilience et la survie des leaders autoritaires, la littérature françafricaine, proprement dite, engage également quelques pistes de réflexion sur la « longue durée » de certains leaders africains, notamment francophones. Appréhendée péjorativement comme la poursuite de la colonisation, sinon la domination, française après les indépendances, la Françafrrique²⁹ a en effet, au travers de ses politiques et stratégies de défense de ce que Vauban avait qualifié de « pré-carré » français, contribué activement à l'accession, aux soutiens et/ou maintiens de certains leaders africains au pouvoir. Au nom de la défense de ses intérêts, la France, suivant ses leaders successifs depuis le général De Gaulle, ne s'est effectivement pas privée de défendre, par plus ou moins tous les moyens, des dirigeants africains jugés « amis et loyaux ». Pour Charbonneau (2008, 2), elle est fondée sur la prévalence des relations privilégiées entre la France et les élites africaines dans le sens de la défense de leurs intérêts mutuels au service du maintien et de la reproduction du statu quo. Par-delà, elle s'inscrit également dans la stratégie française de puissance, de domination mondiale et de contrôle de la gouvernance (Biarnès 1987; Verschave 2000; Bolle 2001; Banégas, Marchal, et Meimon 2007; Charbonneau 2008). Comme le résume bien l'ancien correspondant du journal le Monde en Afrique occidentale, Biarnès (1987), cité par Bat (2011, 43-44), la Françafrrique se fonde sur un triptyque : « consolider le pouvoir des dirigeants qui jouaient loyalement le jeu de l'amitié franco-africaine [...] et faire sentir le mors à ceux qui regardaient un peu trop dans d'autres directions ; contrer en même temps les visées des puissances concurrentes dès qu'elles étaient jugées menaçantes ». Ce qu'il faut retenir ici, dans le sens de l'analyse de la « longue durée » des leaders, est la mise en exergue de la première dimension du triptyque : la consolidation du pouvoir des dirigeants loyaux et amis qui se traduisait par de multiples soutiens politiques, économiques, et surtout militaires. À l'évidence, les qualificatifs « loyal et ami » étaient surtout adressés aux leaders africains qui participaient à la promotion et à la défense des intérêts du « pré-carré ». Dès lors, quels sont les fondements

²⁹ Le terme est utilisé pour la 1^{ère} fois par l'ancien président ivoirien, Félix Houphouët Boigny, pour caractériser ce qu'on a appelé une « indépendance association » des anciennes colonies françaises. Certes, elles acquéraient leur indépendance formelle, mais elles restaient, dans la pratique, associées à la France à travers de multiples accords officiels, à côté desquels d'autres liens plus ou moins officieux et informels garantissaient le maintien et la défense du précarré français.

d'une telle loyauté et/ou amitié? *A priori*, ce qualificatif a plus été porté par les leaders africains qui se sont montrés les plus impliqués dans la défense des deux instruments principaux de la Françafrique : la zone CFA et la francophonie. Sur le plan sécuritaire, la logique d'action était beaucoup descendante de la France vers les leaders concernés, d'où l'évocation communément reconnue de « parapluie militaire ». Ces leaders étaient donc moins actifs sur le plan militaire, avec quelques exceptions liées à leur participation dans des guerres *proxies* françaises. Il faut convenir avec Benchenane (1983a) que l'assistance militaire en soutien aux leaders à l'époque y était indispensable en raison de l'absence d'infrastructures liées à la production de l'armement, à la formation, au perfectionnement et à la professionnalisation des soldats. Ces leaders étaient portés vers la construction d'armées prétorienne destinées à la protection du régime, au détriment de la mise en place d'armées nationales républicaines et professionnelles, potentiellement aptes à défendre l'intégrité du territoire et à se projeter dans la sécurisation d'espaces sous régionaux.

Aussi, les soutiens politiques, économiques et militaires français étaient-ils plus fondés sur des implications non militaires de ces principaux récipiendaires. C'est dire que leurs loyauté et amitié portaient moins sur leurs capacités d'investissements stratégiques dans des expéditions armées contre-insurrectionnelles ou contre terroristes, ou dans le tissage d'alliances transnationales. Les cas d'interventions françaises en défense à des leaders tels que Léon Mba au Gabon (1964) et David Dacko en Centrafrique, en sont illustratifs.

Bien que certains auteurs soulignent une continuité de la Françafrique sous plusieurs formes et/ou formats, nous postulons que les mutations internationales majeures des années 1990 notamment avec la fin de la guerre froide et le discours de la Baule³⁰ ont ouvert d'autres voies des possibles de captation des soutiens multiformes français et non français. Certes, Charbonneau (2008, 173-74) soutient que "French hegemony survives and is constantly reformulated, re-legitimized, and re-authorized in the name of France, progress, and civilization". Mais, il convient de souligner que malgré les différentes stratégies d'« adaptation conservative » de la domination française, les mutations majeures

³⁰ Pour rappel, ce discours fait partie des facteurs exogènes qui avaient conduit la majorité des pays africains dans la « troisième vague de démocratisation » (Huntington 1991). Cela s'était traduit par des conditionnalités invitant les pays réceptifs à la mise en place d'institutions démocratiques (notamment les élections, le multipartisme, la liberté d'association, le droit de suffrage, etc.), contre l'obtention de certaines aides économiques et financières.

susmentionnées ont induit, depuis la promotion de la doxa démocratique et libérale à l'international, une nécessaire observation analytique différenciée des dynamiques sociopolitiques des États africains et des trajectoires de ses leaders. On ne soutiendra donc pas que « tout a changé pour que rien ne change ».

Les interventions françaises militaires ne sont plus systématiques sous le couvert d'un alignement anticomuniste, ou passives sans un certain activisme et leadership des dirigeants africains dans la défense du fameux précarré. « Désormais, il était dit que Paris n'assumerait plus systématiquement sa fonction traditionnelle de « gendarme de l'Afrique » (Banégas, Marchal, et Meimon 2007, 16). Au lieu donc d'être systématique, nous soulignons que celle-ci se fait désormais « à la tête du client », pour ne pas dire du leader. Un client qui n'est plus passif comme auparavant et avec seul paravent crédible la défense de la zone Franc et la francophonie, mais plutôt actif dans des investissements politico-militaires lui permettant de se positionner comme un incontournable des défis et enjeux sécuritaires de sa région et voire au-delà. Il ne s'agit donc plus d'être anticomuniste, un fervent défenseur du Franc CFA, ou un laudateur francophile ³¹, malgré quelques rares exceptions et entorses³².

Pour illustrations, si certains leaders comme les présidents Hissène Habré (1990), Moussa Traoré (1991), André Kolingba (1993) ont été déchus au nom de leur rejet des conditionnalités démocratiques de la Baule, d'autres comme Pascal Lissouba et Henri Konan Bedié ont été victimes de la doctrine du « ni-ingérence ni-indifférence » sous Lionel Jospin (Bolle 2001). Il s'agissait de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de la non-indifférence démocratique au service d'une présence critique de la France et non son absence moralisatrice, suivant les termes de Lionel Jospin. Par ailleurs, la doctrine,

³¹ Le cas du président Kagamé en est un parfait exemple, lui qui bénéficie de nos jours d'un certain soutien de Paris, malgré le virage linguistique donné à son pays au profit de l'anglais. Faut-il le rappeler que c'est une Rwandaise, Louise Mushikiwabo, qui assure le secrétariat général de la francophonie depuis 2018 ?

³² Sous cet angle, on retient que les cas contemporains les plus prégnants sont ceux des présidents Sall au Sénégal et Ouattara en Côte d'Ivoire. Ces derniers, sans être véritablement des fournisseurs de sécurité investis dans des actions politico-militaires, bénéficient néanmoins des soutiens indéfectibles de la France, en raison de leur francophilie et de leur ferme défense du Franc CFA. Les interventions politico-militaires de la France à l'accession au pouvoir du président Ouattara en 2011, puis ses postures différenciées vis-à-vis du 3^e mandat des présidents Ouattara et Condé en Guinée, plus en soutien du premier, sont assez révélatrices. Par ailleurs, les envies de 3^e mandat plus ou moins explicites du président Sall qui ne semblent pas rencontrer jusque-là une certaine dénonciation de Paris pourraient donner à voir une posture identique à celle du président Ouattara.

notamment dans sa dimension non-indifférence, ouvrait les portes aux sanctions françaises contre les « infractions » à la démocratie.

On note également le retour des coups d'État contre des leaders qui, loin d'être « ennemis » de la France, étaient même des francophiles reconnus (Mamadou Tandja au Niger, Amadou Toumani Touré au Mali, Alpha Condé de la Guinée, etc.). Cela pour souligner le non-systématisme du parapluie militaire français post 1990, mais plutôt une captation conditionnée de celui-ci. Certes, il y avait auparavant une certaine sélectivité ou discrimination des soutiens français avant les recompositions géopolitiques des années 1990, mais ceux-ci étaient refusés aux leaders qui avaient plus ou moins affiché explicitement leurs divergences d'avec Paris.

À ce titre, les nouvelles voies des possibles post 1990 dégagent des particularités qui se déclinent comme suit : le développement d'agenda politico-militaire propre à certains leaders africains suivant des logiques instrumentales, le développement par ceux-ci d'alliances transnationales ne s'inscrivant pas dans les logiques des guerres *proxies* françaises, la conquête affirmée de rentes économiques, politiques et militaires régionales auprès d'autres leaders et/ou au travers d'alliances transnationales avec des groupes armés. À cela, il faut ajouter une diversification de l'offre sécuritaire à la fois au plan africain, avec des leaders devenus plus actifs dans les dynamiques politico-militaires des États, et à l'international, avec des Américains non moins actifs et les présences militaires de plus en plus affirmées et assumées de la Chine et de la Russie.

Néanmoins, pour être plus nuancé et critique, on pourrait soutenir que la longue période de la Guerre froide n'aura pas totalement privé les leaders africains de jouer d'autres cartes de captations stratégiques de rentes internationales. Autant la France ne s'était pas limitée à la seule défense de son précarré traditionnel (cas de ses implications au Nigéria et au Libéria), autant certains leaders africains ont également joué soit la carte américaine (cas des présidents Mobutu, Habré, etc.), soit la carte communiste (cas des présidents Sekou Touré en Guinée et Modibo Keita au Mali). Par conséquent, s'il est vrai que les mutations internationales post 1990 ont donné plus de proportions et de portées aux marges de manœuvre des leaders africains, il y a lieu de noter que ceux-ci n'étaient pas non plus tous prisonniers de la Françafrique et de ses désidératas. Certains leaders avaient fait le choix d'un certain non-alignement, comme d'autres se sont orientés, ou ont tenté de s'orienter,

vers des puissances internationales autres que la France, avec les aléas que cela comportait. Ces cas de figure donnent à comprendre les deuxième et troisième dimensions du triptyque identifié plus haut : faire sentir le mors aux leaders qui s'orientaient vers d'autres partenaires et contrer les puissances concurrentes menaçantes. Dès lors, bien que les marges de manœuvre semblaient plus réduites avant 1990, elles n'étaient pas inexistantes, le tout reposant sur le volontarisme politico-militaire international du leader. Comme nous le démontrerons plus loin, si le président Sankara s'était plus ou moins refusé à un certain activisme politico-militaire à l'international, donc un choix plutôt qu'une impossibilité et et/ou incapacité; le président Habré s'est investi dans des alliances transnationales et a même joué la carte américaine au détriment de celle française vers la fin de son règne.

C'est dire qu'une lecture essentiellement françafricaine des dynamiques politico-militaires africaines et de la « longue durée » des leaders africains serait partielle et partielle. En plus, comme le postulait déjà Bayart (1990, 49), « le pré carré de la présence française au sud du Sahara *s'est transformé* en peau de chagrin du fait de ses propres contradictions, mais aussi de l'évolution du contexte international dont il est tributaire ». En l'occurrence, si l'inscription de la lutte contre le terrorisme dans l'agenda politique africain a offert des fenêtres d'opportunités d'investissements politico-militaires à certains leaders, dans le cas d'espèce les présidents Déby et Compaoré, elle a aussi donné de l'écho aux voix de rejet et/ou de contestation de la présence militaire française en Afrique. Dans cette veine, il convient de rappeler que la gestion du génocide rwandais en avait déjà posé le prélude. Il faut, par ailleurs, souligner avec Bayart (1990, 49) que le renouvellement de la démographie africaine a également conduit à une certaine sclérose de la Françafrique. La décennie 1990-2000 a vu « s'exprimer un rejet de plus en plus virulent des héritages et des pratiques de la « Françafrique », souvent couplé à des revendications de « seconde indépendance » et à des conflits sur la mémoire coloniale » (Banégas, Marchal, et Meimon 2007, 10).

Mises ensemble, ces différentes dynamiques évolutives ont alors conduit certains leaders africains à sortir du simple rôle de clients passifs du lendemain des indépendances, pour se positionner progressivement comme des fournisseurs de sécurité, soit au service des États, soit au service des groupes armés.

Outre ces aspects, il y a lieu de souligner qu'au plan méthodologique, voire théorique, la Françafrique a été observée principalement sous l'angle français, avec des dirigeants successifs de la Vème République, jouant toujours la carte coloniale et la défense du pré-carré, malgré les divergences idéologiques qui les caractérisent (Biarnès 1987; Bayart 1990; Banégas, Marchal, et Meimon 2007; Charbonneau 2008; Bat 2011). Les multiples réformes de désengagements et/ou de conditionnalités³³ portées par ceux-ci, annonçant ou déclarant officiellement la « fin du pacte colonial », ont été l'objet d'analyses critiques dévoilant les entorses à l'œuvre et la continuité empiriques des anciennes pratiques. Ce sont donc les stratégies de (re)adaptation, de (re)légitimation de Paris qui y sont mises en exergue (Verschave 2000; Banégas, Marchal, et Meimon 2007; Charbonneau 2008; Marchal 2015), sans un véritable regard du pendant de telles pratiques du côté des leaders africains. C'est-à-dire leurs stratégies de (re)adaptation aux différentes mutations de l'ordre international et (re)légitimation vis-à-vis non pas seulement de la France, mais de leurs pairs africains et d'autres puissances internationales.

Face à un tel « franco-centrisme », notre recherche se veut être une analyse centrée sur les leaders africains et leurs investissements politico-militaires de captation stratégique des retombées politiques, économiques et militaires au service de leur « longue durée ». Ce sont donc ces investissements qui emportent, à notre sens, la captation de telles ressources qui concourent soit au renforcement de leurs stratégies internes de survie politique, soit à la suppléance de ces dernières.

In fine, il y a lieu de relever que chacune des littératures susmentionnées, suivant des contextes et des conditions bien précis, peut se révéler très heuristique. Cependant leurs limites, ci-dessus évoquées, nous invitent à l'élaboration d'une approche théorique encore plus heuristique dans le cadre de la présente thèse. Qui plus est, les variables explicatives portent principalement sur des considérations et des stratégies internes. Quand elles mettent

³³ À partir des années 1990, on peut citer, entre autres, le discours de la Baule de François Mitterrand (subordination de l'aide au respect des normes démocratiques), la doctrine Balladur (subordination des engagements financiers aux respects des réglementations des institutions de Bretton Woods), la doctrine d'Abidjan, la doctrine du ni-ni de Lionel Jospin (ni ingérence ni indifférence), la régionalisation et la multilatéralisation des engagements sécuritaires (priorité aux forces africaines, européennes et/ou onusiennes), le RECAMP (programme de renforcement des capacités africaines de maintien de la paix), la « Zone de solidarité prioritaire » (politique de coopération allant au-delà des pays hors sphère française-Afrique du Sud, Angola, Nigéria...), etc.

en relief la dimension internationale, la littérature françafricaine en l'occurrence, elles sont essentiellement centrées sur un acteur extérieur, la France. Or, aux côtés de la France d'autres acteurs extérieurs, régionaux comme internationaux sont, ou peuvent aussi être, bénéficiaires des investissements politico-militaires du leader qui, en retour, peut en tirer des retombées au service de sa « longue durée ».

Du reste, la particularité du contexte africain et la nature des menaces à la survie des leaders autocrates nous imposent d'aller au-delà de la seule France et des considérations essentiellement internes. D'une part, les menaces à la survie des leaders sont très souvent initiées ou soutenues par une pluralité d'acteurs et/ou facteurs exogènes et, d'autre part, la sphère internationale offre des fenêtres d'opportunités, non seulement françaises, tant dans la conquête que dans la préservation du pouvoir des leaders politiques (Clapham 1996 ; Bayart 1999 ; Herbst 2000 ; Kalyvas et Balcells 2010 ; Day et Reno 2014).

Comme le soutient Bourmaud (1997, 99), « comprendre la politique en Afrique interdit d'exclure la dimension internationale », et nous ajouterons dans sa pluralité.

II. La nécessaire intégration de la sphère internationale dans sa double dimension : menace et opportunité.

Dès l'abord, il convient de rappeler que l'intégration de la sphère internationale dans l'analyse des régimes politiques en Afrique relevait plus du contexte de la guerre froide. La prédominance de la logique bipolaire, et des guerres interétatiques, y faisait reposer d'office la plupart des États africains sous le patronage militaire d'une ou plusieurs puissances internationales (Clapham 1996 ; Chehabi et Linz 1998 ; Reno 1999 ; Herbst 2000 ; Kalyvas et Balcells 2010). Ces analyses présentaient les États africains, ou du moins certains leaders, comme de simples *security consumers* ou des clients plus ou moins passifs, bénéficiant directement des aides militaires et économiques extérieures, au nom essentiellement de leur « alignement idéologique » ou des considérations géostratégiques (Clapham 1996 ; Kalyvas et Balcells 2010 ; Day et Reno 2014). “Prior to the 1990s, French military cooperation was part of a Western anticommunist strategy” (Charbonneau 2008, 4).

Ces analyses s'inscrivaient pour la plupart dans une perspective structuraliste et systémique plutôt que stratégique. Car, elles mettent moins l'emphase sur le jeu des acteurs et leurs

logiques d'investissements stratégiques en vue de la captation des appuis internationaux. Suivant ces littératures en effet, le bénéfice du parapluie militaire, américain et surtout français, était la résultante d'un alignement idéologique et/ou géostratégique. En l'occurrence, les États-Unis ont à plusieurs reprises apporté un soutien décisif au président Mobutu au Congo (Herbst 2000 ; de Villers 2005 ; Tamm 2016), la France est intervenue dans les deux rébellions des gendarmes katangais, dans le conflit biafrais au Nigéria, et dans la plupart des alternances politiques africaines : les coups d'État et les rébellions (Médard 1991 ; Bayart, Mbembe, et Toulabor 1992 ; de Villepin 2002).

Cette configuration géopolitique pourrait s'inscrire dans la littérature générale de la dépendance faisant reposer le sort de plusieurs régimes africains au bon vouloir du patron extérieur (Clapham 1996 ; Herbst 2000 ; Kalyvas et Balcells 2010 ; Day et Reno 2014), notamment la France pour la plupart des pays d'Afrique francophone.

De façon plus spécifique, les écrits évoqués plus haut sur la Françafrique s'inscrivent dans la même veine, en mettant plus en évidence une approche fondée sur les relations interpersonnelles et/ou privilégiées des présidents français de la Vème République avec certains leaders africains. Toute chose qui se traduisait soit par la consolidation du pouvoir des dirigeants amis et loyaux, soit par la déstabilisation ou la déchéance des dirigeants jugés comme « ennemis » ou regardants vers d'autres directions ou puissances concurrentes (Biarnès 1987; Bat 2011). "French military presence in Africa has never been one of an impartial arbiter or of an honest broker whose main goal was to favour peaceful resolutions to indigenous conflicts" (Charbonneau 2008, 2).

Cependant, avec la fin de la guerre froide, les exigences et les injonctions de démocratisation³⁴ qu'elle a induites, il sera mis officiellement³⁵ fin à ces systèmes de parapluies et de patronages. D'une part, les changements induits contraindront les États africains à prendre en main leur sécurité, avant tout recours à l'aide militaire

³⁴ Il s'agit du fameux discours de la Baule prononcé par le président français François Mitterrand, le 20 juin 1990, dans le cadre de la 16^e conférence des chefs d'État d'Afrique et de France. Il y invitait les chefs d'État africains à embrasser le vent de démocratisation déclenché à l'Est en conditionnant désormais l'aide française à la démocratisation de leurs pays respectifs.

³⁵ L'utilisation du terme « officiellement » n'est pas ici anodine. Elle porte plus sur les discours et les changements plus ou moins institutionnels, mais ne reflète pas les réalités du terrain marquées par la persistance de la présence des puissances extérieures sous diverses formes.

internationale³⁶. D'autre part, les puissances occidentales préféreront se trouver des relais sécuritaires à l'intérieur du continent plutôt que d'y intervenir directement ou prioritairement. Une posture qui fait échos à la formule de Vaissière (2003, 14), observant l'évolution de la Françafrique d'une coopération de substitution à un partenariat guidé par l'autonomisation et la responsabilisation des États africains. On devrait donc passer d'une politique de présence ou d'intervention militaire plus ou moins directe³⁷ à une politique de coopération et d'intervention indirecte. Mais dans les faits, la France ne se privera pas de continuer à protéger certains leaders sous diverses formes plus ou moins indirectes (appuis politiques, militaires et économiques). On comprend alors Charbonneau (2008, 4), lorsqu'il soutient que "The revamping of French security policy was designed more to retain the elite-based and undemocratic status quo of the special relationship rather than encourage the emancipation of African nations".

Qui plus est, on pourrait souligner que les coopérations africaines avec les puissances internationales, notamment la France, ont pris de nos jours, au-delà des programmes de formations et de soutiens militaires, la forme d'intervention militaire plus directe dans le cadre de la lutte contre le terrorisme³⁸.

In fine, ce qu'il y a lieu de retenir est qu'à partir de l'avenue officiellement ouverte par la fin de la guerre froide, ses changements géopolitiques, les revendications et exigences de transformations démocratiques, certains leaders trouveront les moyens de s'investir activement dans des actions politico-militaires internationales pour s'imposer non plus comme de simples clients plus ou moins passifs, mais plutôt comme des *security providers*, principalement vis-à-vis de Paris, et à plusieurs égards de Washington. Et à travers cela, ils ont pu et su donner une certaine effectivité à ce qui a été qualifié de « restauration autoritaire ». Toute chose qui met en relief, dans le cadre de la présente recherche³⁹, le sens

³⁶ Plus ou moins livrés à eux-mêmes sur les questions sécuritaires, les États africains se devaient de s'organiser, individuellement ou collectivement, pour garantir leur propre sécurité et stabilité. Toute chose qui conduira à l'intégration et la formalisation d'objectifs militaires et sécuritaires au niveau, entre autres, de la CEDEAO au début des années 1990 et de l'Union africaine (UA) dans les années 2000.

³⁷ On retient cependant l'existence de bases militaires françaises dans certains pays (Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Tchad, etc.), ainsi que la persistance de certains accords de défense bilatéraux.

³⁸ À ce titre, les opérations Serval, Barkhane, Takuba du côté franco-européen ou Africom sont illustratives de ces nouvelles formes de présence occidentale, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

³⁹ On peut en effet observer les tentatives réussies ou non de la quête du statut de *security provider* dans les différentes zones de systèmes de conflits telles, la région du centre sahélo-saharien avec Idriss Deby du

et la pertinence de notre approche fondée sur les investissements politico-militaires internationaux comme variables explicatives de la survie politique, et l'international dans sa double dimension : menace et opportunité.

1. L'international comme source de menaces.

Bien que les guerres interétatiques fassent partie, depuis la fin de la guerre froide, de la catégorie résiduelle des conflits armés (Mueller 2004), en Afrique l'origine et les dynamiques évolutives de certaines menaces à la survie des leaders politiques découlent le plus souvent des ingérences politico-militaires extérieures (Gazibo 2010 ; Marchal 2012 ; Marchal, Ero, et Ferme 2012). Celles-ci se traduisent le plus souvent par des rébellions (Reno 1999 ; Kalyvas et Balcells 2010 ; Tamm 2016), des guerres civiles (Roessler 2011 ; Emizet 2000 ; Gleditsch 2007 ; Cunningham 2016), voire des coups d'État (Benchenane 1983 a ; Johnson, Slater, et McGowan 1984 ; Jackman et al. 1986 ; Decalo 1986 ; Clark 2007). Ces menaces prospèrent ainsi avec des appuis extérieurs militaires (formations militaires, fournitures d'armements et de soldats), territoriaux (fourniture de base arrière) et économiques (réseaux économiques transnationaux et informels)⁴⁰. En l'occurrence, les différentes rébellions ayant conduit à des alternances politiques au Tchad ont toujours eu pour base arrière le Soudan (que ce soit sous Gaafar Nimiery avec Hissène Habré en 1982, ou Omar el-Béchir avec Idriss Déby en 1990 et les rébellions de 2006 et de 2008). Les dernières, les plus récentes (2019 et 2021), ont été initiées à partir de la Libye. Les premières rébellions, bien qu'initiées à partir du Soudan, ont également toutes connu la participation de la Libye de Mouammar Kadhafi, qui avait d'ailleurs fortement soutenu la prise du pouvoir des FAP (Forces armées populaires) de Goukouni Oueddei et sa résistance face à l'offensive d'Hissène Habré en 1980 (Otayek 1986 ; M. T. Bangoura 2005 ; Dingammadjji 2011 ; Fadoul Khidir 2017). À ces deux acteurs extérieurs, il faut souligner une certaine omniprésence de la France dans les alternances politiques au Tchad depuis son indépendance (Buijtenhuijs 1987 ; Dingammadjji 2011 ; Marchal 2015).

Tchad, la région des grands lacs avec Yoweri Museveni de l'Ouganda, Jose Eduardo Dos Santos en Angola, ou la région de l'Ouest avec Blaise Compaoré du Burkina Faso.

⁴⁰ Sans être exhaustif, c'est le cas entre autres des guerres civiles au Libéria, en Sierra Leone, au Congo RDC (1997 et 1998), la rébellion tchadienne de 1990, etc.

Du côté du Burkina Faso, la participation d'une partie de l'armée sous l'instigation du président Compaoré dans les crises au Libéria et en Sierra Leone, et aussi l'utilisation du pays comme base arrière dans la crise ivoirienne sont également révélatrices de la pertinence de la prise en compte de l'international, sinon des acteurs et facteurs exogènes, dans les dynamiques de survie des leaders politiques.

Par ailleurs, beaucoup de ces crises ont lieu dans des systèmes de conflits, où les répercussions d'une crise dépassent les frontières territoriales de son espace de naissance (Marchal 2006 ; 2012 ; Marchal, Ero, et Ferme 2012) pour menacer la stabilité d'un ou plusieurs États voisins. Dans la même veine, des auteurs se fondant sur la logique du *spillover effect* estiment que l'occurrence de conflit chez le voisin renforce les risques de conflits internes (Sambanis 2001 ; Gleditsch 2007). En effet, on note l'existence d'une multitude de réseaux transnationaux et de groupes armés à cheval entre certains pays qui s'offrent des fenêtres d'opportunités d'actions suivant les conjonctures politiques. Ces réseaux transnationaux et les groupes armés constituent de réelles menaces à la stabilisation et à la sécurisation des différentes régions, tels le Maghreb et l'Égypte, les Grands Lacs, la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest (Gazibo 2010). Qui plus est, l'essor du terrorisme aujourd'hui dans la zone sahélienne, même au-delà, ne peut qu'imposer la prise en compte de l'international. À côté du terrorisme, on peut évoquer les différentes menaces transnationales (trafics divers, les criminalités transfrontalières, etc.) qui entachent la stabilité des pays et donc des régimes en place.

Nonobstant cet aspect menaçant, l'international est également constitutif d'opportunités dans la gestion de la survie politique.

2. L'international comme source d'investissement.

Au-delà des menaces d'instabilité et de crises, l'international est aussi une source d'investissement créatrice de ressources au service de la survie des leaders politiques. Ayant affaire à des États pauvres, les leaders ne disposent pas suffisamment de ressources internes dans l'entretien et la pérennisation de leurs réseaux de loyauté, encore moins dans leurs stratégies de cooptation. Aussi, ont-ils besoin de créer des rentes ou de s'offrir des facilités d'obtention de rentes pour lesquelles l'international sert de source. Ce qui devrait leur permettre de renforcer la patrimonialisation du pouvoir et de consolider leurs

politiques clientélistes de redistribution des *private goods* (Bueno de Mesquita et Smith 2010). Cette quête de rentes extérieures peut donc se faire à travers une politique de marchandage des actions politico-militaires internationales (Reno 1999 ; Dietrich 2000 ; Day et Reno 2014).

Par ailleurs, l'international peut également servir de supplétif ou de multiplicateur d'influence des capacités répressives et dissuasives d'un leader politique, en ce sens que le *coup-proofing*, comme relevé plus haut, peut se révéler inefficace face à certaines menaces (Stephan et Chenoweth 2008 ; Svobik 2009 ; Roessler 2011 ; Dahl 2016 ; Lutscher 2016). C'est le cas, lorsqu'il y a des défections au sein de l'armée dans un contexte où le leader ne parvient pas à s'assurer la loyauté des éléments de sa garde présidentielle à l'occurrence d'une menace à sa survie (McLauchlin 2010 ; Makara 2013 ; Dahl 2016 ; Lutscher 2016 ; Dworschak 2020). En plus, l'investissement à l'international du leader, tout en lui offrant des ressources supplétives ou additionnelles dans la répression de telles menaces, lui permet également de rendre le coût de toute défection politique ou militaire encore très élevé. Il faut dire que les alliances internationales du leader tendent à renforcer d'une part la loyauté de son armée, et d'autre part à lui éviter certaines défections (Nepstad 2013). Enfin, l'international peut servir de source de (re) gain de légitimité politique. Si on part du postulat que toute menace à la survie d'un leader est d'une certaine manière une crise de légitimité (Pye 1971), ses actions politico-militaires à l'international sont porteuses de retombées politiques pouvant lui fournir des soutiens spécifiques (Easton 1976) à l'interne par la persuasion qu'il est « l'homme de la situation », ou le « héros national ».

De cette observation de la dimension internationale, à la fois comme source de menaces et d'opportunités, comment contribue-t-elle dans le concret à la survie des leaders politiques intéressés par la « longue durée » ?

Section II. De la construction des investissements politico-militaires internationaux comme une variable explicative de la survie politique.

Notre analyse des investissements politico-militaires internationaux comme variable explicative de la survie politique procède d'une démarche de construction qui emprunte à Lacam (1988) sa thèse du politicien investisseur. La thèse du politicien investisseur est une approche dynamique de la carrière des politiciens, qui « gèrent bien la durée ». Elle donne « le moyen de comprendre le succès ou au contraire l'échec d'une carrière politique » (Lacam 1988, 39), et offre au chercheur un inventaire exhaustif des types de ressources (personnelles, institutionnelles et contextuelles) dont se servent les hommes politiques dans la conquête et/ou la préservation du pouvoir. Il faut entendre par ressource, « tout moyen à la disposition d'un entrepreneur politique dont l'activation, en faisant reculer la frontière de ses contraintes, élargit son champ des possibles, c'est-à-dire augmente son autonomie initiale et facilite le développement de ses stratégies » (Lacam 1988, 27). À cette fin, le politicien investisseur s'inscrit dans un double processus d'accumulation dynamique et variée des ressources, ainsi que de leur restructuration stratégique, à travers « le double mouvement de déclassement (usure-obsolescence) et d'innovation (montée en force de nouvelles ressources » (Lacam 1988, 35).

Par ailleurs, suivant l'auteur l'accumulation et la restructuration des ressources sont soumises essentiellement à quatre stratégies de gestion : le renforcement, l'élargissement, le déclassement et l'innovation. Le renforcement « vise à donner plus de poids à une ou des ressources déjà contenues dans le stock de l'homme politique » (Lacam 1988, 37). Il porte généralement sur des ressources jugées importantes dont le stock serait plus ou moins limité chez l'entrepreneur politique. En l'occurrence, il pourrait s'agir ici des ressources économiques devant davantage permettre au leader d'entretenir ses réseaux de loyauté internes et de coopter au sein de certaines élites civiles, politiques et/ou militaires. Au regard des conditions économiques et financières de nos deux États à l'étude, on pourrait aisément soutenir la limitation de telles ressources dans l'entretien sur le long terme des stratégies de clientélismes ou corruptions politiques. Dès lors, la quête de gains formels et informels à travers des alliances transnationales ou encore des interventions militaires

directes répondrait à un besoin de renforcement des ressources économiques dans la conduite des politiques de cooptation.

L'élargissement vise à développer la variété des ressources détenues pour s'assurer une gamme de combinaisons plus larges au moment de l'activation des ressources. Il se fonde sur la conviction : « plus la matrice des possibles est complète plus la combinaison sélectionnée *in fine* a de chances de s'avérer pertinente et efficiente » (Lacam 1988, 37). En effet, face à certaines menaces, tout leader politique est plus à l'aise quand sa marge des possibles est plus large. Par exemple, certaines insurrections populaires et/ou mutineries sont gérées à la fois par la négociation et la répression. Car, la seule négociation ne suffit pas souvent, tout comme la seule répression pourrait avoir des conséquences plus nuisibles à la survie du leader. À cela, l'obtention ou la garantie par le leader de soutiens extérieurs, politiques, économiques et/ou militaires, constituent également des atouts pour une gestion plus efficace ou efficiente de la menace.

Le déclassement correspond à la stratégie de gestion des ressources devenues plus ou moins obsolètes, inutiles ou moins pertinentes suivant les évolutions contextuelles et les dynamiques politiques internes et/ou internationales. Il amène le leader à se défaire donc de telles ressources ou à y accorder moins de temps, d'énergie et de fonds. En l'occurrence, l'observation des dynamiques évolutives du contexte international témoigne plus ou moins d'un certain déclassement des alliances transnationales et/ou des interventions militaires directes qui étaient manifestes dans les guerres interétatiques. L'inscription de la lutte contre le terrorisme dans l'agenda politique des États africains semble aussi de plus en plus faire peu de place aux alliances transnationales avec les groupes armés intéressés par la prise du pouvoir central⁴¹. En plus, avec la démocratisation des années 1990 et la pluralité politique qu'elle a engendrée, les stratégies répressives faites de purges et de violences physiques arbitraires se sont avérées de moins en moins efficaces et efficientes, pour aussi faire plus de place à la cooptation politico-militaire.

Enfin, l'innovation « recouvre toutes les entreprises visant à doter le politicien de ressources ayant un caractère novateur au regard de celles habituellement détenues par

⁴¹ Par-là, on est loin de soutenir la fin des alliances transnationales avec des groupes armés intéressés par la prise du pouvoir central. L'Afrique centrale, à travers le Congo RDC et la Centrafrique, donne des exemples de la continuité de telles pratiques. Il s'agit ici de mettre en exergue un amenuisement de telles pratiques plus observables en Afrique occidentale plus marquée de nos jours par la menace terroriste au Sahel.

ensemble de la classe politique ». Elle répond généralement à la troisième stratégie de déclassement : face à des investissements et/ou des ressources devenant obsolètes émergent logiquement des champs d'investissements nouveaux porteurs de ressources elles-mêmes nouvelles. Dans le cas d'espèce, si certaines formes d'alliances transnationales sont devenues moins présentes et pertinentes, la lutte contre le terrorisme, depuis la décennie 2010, a offert aux leaders politiques intéressés de nouvelles sphères d'action en vue de la captation de ressources politiques, économiques et militaires. Dans cette veine, le président Déby a su en faire un leitmotiv de sa politique étrangère pour se positionner comme « gendarme du Sahel ». Quant au président Compaoré, il a davantage utilisé de cette opportunité à travers le tissage d'alliances transnationales plus ou moins tacites avec certains groupes terroristes, tout en faisant de la libération des otages un champ d'action renforçant son statut dans les enjeux de sécurisation et de stabilisation de la zone ouest-africaine.

Au regard de ces principales stratégies, on comprend alors pourquoi Lacam (1988, 40) soutient qu'« aucun entrepreneur politique ne termine sa carrière avec un stock de ressources identique à celui de ses débuts ». Les dynamiques évolutives de sa carrière sont toujours marquées par l'accumulation et la restructuration des ressources suivant les contextes et les menaces, le conduisant soit au renforcement, à l'élargissement, au déclassement ou encore à l'innovation de celles-ci.

Aussi, s'inspirant de la thèse du politicien investisseur, notre modèle d'analyse appréhende-t-il l'international comme une source d'investissements stratégiques accessibles à certains leaders volontaristes et actifs dans des actions politico-militaires définies (I). La répétition et la reconnaissance de ces actions concourent à la construction d'un statut d'incontournable, sinon de *security provider*, du leader dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation et de sa région, voire au-delà (II). Elles sont par ailleurs productrices de retombées diverses (III), dont l'usage stratégique, en articulation avec la sphère domestique, impactent positivement la survie politique des leaders concernés à des fins de gestion de la « longue durée » (IV).

I. Les principaux investissements politico-militaires internationaux.

Deux principales actions politico-militaires orientent la présente recherche : les interventions politico-militaires directes en soutien aux États (1) et les alliances transnationales en soutien aux groupes armés (2). Ces actions, suivant certains critères, contribuent à la construction d'un statut international du leader (3), le rendant plus ou moins incontournable dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation de son espace régional, voire au-delà.

1. Les interventions politico-militaires directes en soutien aux États.

Les interventions politico-militaires directes portent essentiellement ici sur les opérations contre insurrectionnelles et/ou contre-terroristes face aux groupes armés menaçant la sécurité et la stabilité d'un ou plusieurs États. Dès lors, elles sont entendues au sens des engagements proactifs d'un leader dans de telles opérations, en aide aux régimes déjà établis, de fait ou de droit. Sous cet angle, elles se déclinent sur deux principales dimensions : la participation directe aux opérations de contre-insurrection ou de contre-terrorisme, et les implications indirectes à travers d'autres soutiens militaires en logistiques et/ou en renseignements. Il va sans dire que de telles implications militaires, en plus de ne pas être partagées par tous les leaders politiques, ou du moins toutes les armées, sont fortement liées à un volontarisme politique éclairé, généralement orienté vers le *statut-seeking* et/ou le *survival seeking* (Larson et Shevchenko 2010 ; Wolf 2011 ; Dafoe, Renshon, et Huth 2014 ; Renshon 2016 ; 2017). De nature offensive, la participation directe aux contre-insurrections et/ou aux contre-terrorismes constitue des interventions d'aide aux États en vue de réprimer une menace manifeste de renversement d'un régime, de contenir une telle menace, ou encore d'éradiquer toute autre menace de déstabilisation. Il peut donc s'agir de menace provenant de groupes armés rebelles intéressés par la prise du pouvoir central (contre-insurrection), ou de groupes terroristes intéressés par la déstabilisation d'un ou plusieurs régimes ou par la conquête d'espaces politiques (contre-terrorisme).

De nature moins offensive, mais toujours militaire, les implications indirectes renvoient quant à elles aux divers appuis en termes logistiques, de renseignements et de surveillance dans le cadre des opérations militaires susmentionnées. Il convient néanmoins de souligner

que de nos jours cela semble davantage mis en relief dans les opérations contre-terroristes (notamment dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, contre les groupes terroristes au Sahel, etc.).

Il y a lieu de retenir que ces différentes interventions en appui aux États sont loin d'être l'apanage de tous les leaders, d'où leur inscription, dans le cadre de la présente thèse, sous l'angle des investissements stratégiques à des fins de gestion de la survie politique.

Si la problématique des groupes armés ou rebelles est très ancienne et date en Afrique de la grande période des seigneurs de guerre⁴² et des coups d'État (Reno 1999 ; Herbst 2000 ; Malafosse 2008), la lutte contre le terrorisme, telle qu'elle se présente de nos jours, s'est inscrite dans l'agenda politique africain de façon plus ou moins tardive. C'est en 1999 que l'OUA adoptait sa Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, à la suite des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en août 1998 par une branche locale d'al-Qaïda⁴³ (Schraeder et Crouzel 2005). Mais, la lutte contre le terrorisme ne prendra véritablement de l'ampleur dans l'agenda politique international, et donc africain, qu'à la faveur du 11 septembre 2001.

À ces actions de contre-insurrection et/ou de contre-terrorisme, les alliances transnationales constituent la deuxième catégorie d'investissements politico-militaires stratégiques.

2. Les alliances transnationales en soutien aux groupes armés (rebelles et/ou terroriste).

Elles sont relatives à tout "formal or informal arrangements for security cooperation (...) between states and nonstate armed groups from different states" (Tamm 2016, 151). Il s'agit d'alliances fondées sur « the leader of the state rather than the state itself » (S. R. David 1991, 237). Elles peuvent également concerner des alliances entre leaders, en vue de la conquête ou de la consolidation du pouvoir de l'un ou l'autre (ce sont les cas des alliances stratégiques Blaise Compaoré/Charles Taylor, Blaise Compaoré/les Forces nouvelles, Mouammar Kadhafi/Charles Taylor, Idriss Déby/le JEM, Idriss Déby/La

⁴² Pour une actualisation des études sur les seigneurs de guerre, notamment dans le sens de leur survie, voire l'étude de Malejacq (2019) sur l'Afghanistan.

⁴³ Les États-Unis riposteront à ces attaques via l'*Opération Infinite Reach* avec des frappes de la *United States Navy* sur plusieurs camps d'entraînement d'*Al-Qaida* en Afghanistan et la destruction d'une usine pharmaceutique au Soudan.

Seleka, Mobutu/Unita de Jonas Savimbi, Paul Kagamé/les rebelles Banyamulege, etc.). Ces alliances se distinguent donc des alliances classiques entre États inscrites dans une perspective essentiellement stratocentrée et non interpersonnelle entre un leader et des chefs ou groupes armés non étatiques (Walt 1987). Les alliances transnationales ont en effet fait l'objet de plusieurs écrits relatifs aux problématiques des États faibles ou des seigneurs de guerre en Afrique (Reno 1999 ; Herbst 2000 ; Day et Reno 2014 ; Tamm 2016).

On peut alors retenir que les alliances transnationales concernent les liens informels d'un leader et/ou de son armée avec des chefs et groupes rebelles ou terroristes qui sévissent dans d'autres États, ou même dans son propre État, si les configurations domestiques donnent lieu à l'existence de tels groupes. Ces alliances peuvent donc être de nature explicite ou implicite.

Si les interventions politico-militaires directes confèrent de principe au leader un statut positif, en lien souvent avec celui d'un statut de *quasi security provider*, les alliances transnationales sont généralement présentées de manière négative. Il faut dire que ces dernières s'inscrivent dans des stratégies politiques de nuisance ou de déstabilisation de régimes établis⁴⁴. À cet effet, elles servent souvent un double objectif : le renforcement des capacités répressives du leader à travers l'appui dont il peut bénéficier en retour de ces groupes armés à l'occurrence des menaces à sa survie ; et l'appui à la mise en place de régimes alliés ou clients pouvant davantage concourir à la sécurisation de son régime, notamment sous l'angle militaire, mais aussi économique et politique (Perrot 1999 ; Reno 1999 ; Hugon 2006 ; 2009 ; Jensen et Wantchekon 2004). Les alliances transnationales peuvent en effet servir d'atout au leader en termes de marchandages politiques, économiques et militaires. D'un autre point de vue, elles permettent au leader d'avoir un pouvoir de leadership certain dans les processus de négociation de paix (la stratégie du pompier pyromane), d'être plus craint et/ou respecté par ses pairs⁴⁵.

⁴⁴ Les cas du genre sont légion en Afrique avec, entre autres, Kadhafi et les groupes au Tchad depuis les indépendances de ce pays jusqu'à la chute de Hissène Habré, Charles Taylor avec le RUF en Sierra Leone, Paul Kagamé en RD Congo avec les rébellions des Banyarwandas ainsi que dans les deux grandes guerres congolaises, Yoweri Museveni avec les rébellions katangaises, etc.

⁴⁵ On pourrait souligner pour le cas de nos deux leaders que ce sont les accords de Ouagadougou de 2007 (entre Laurent Gbagbo, président de la République de Côte d'Ivoire et Guillaume Kgbafori Soro, secrétaire général des Forces Nouvelles), sous l'égide de Blaise Compaoré, alors président en exercice de la CEDEAO, qui poseront les véritables jalons de la sortie de crise en Côte d'Ivoire ; tandis qu'en Centrafrique, les

Somme toute, en exposant ses capacités de nuisance, le leader s'offre, d'une part, des moyens de protection de son régime, par la dissuasion de toute ingérence extérieure déstabilisatrice de son régime ou de tout soutien extérieur quelconque à son opposition politique. D'autre part, il se rend incontournable dans la plupart des stratégies de gestion des foyers de crises de sa région.

Toutefois, ces alliances transnationales connaissent aussi le revers de la médaille. Elles entraînent facilement le rangement du leader et de son régime dans la fameuse catégorie : « État-voyou ». En l'occurrence, le Burkina Faso sous Blaise Compaoré, en raison de ses alliances transnationales et de ses implications dans les réseaux occultes de trafics d'armes et de diamants, « était apparu comme une sorte d'État-voyou en Afrique de l'Ouest » (Loada 2006, 23). Une commission d'enquête onusienne avait effectivement incriminé le Burkina Faso dans la violation de certains embargos relatifs aux conflits libériens et sierra-léonais (Champin 2000 ; Banégas et Otayek 2003 ; Loada 2006).

Au final, on peut affirmer qu'indépendamment des critiques qu'on peut leur adresser, ces deux principaux investissements politico-militaires permettent au leader de jouer un rôle déterminant dans les foyers de crises. Ils le rendent le plus souvent incontournable et indispensable dans les processus de sécurisation et de stabilisation de sa région, voire au-delà. Une telle posture se construit singulièrement au travers de la répétition de ces investissements, dans le temps et dans l'espace.

II. La construction du statut de *security provider* ou d'incontournable dans les processus de stabilisation et de sécurisation.

Se rendre incontournable dans les processus de stabilisation et/ou de sécurisation procède a priori d'un volontarisme politico-militaire à l'international. Autrement dit, se constituer un statut de *security provider* repose sur les capacités d'actions du leader qui se traduisent dans ses interventions militaires directes et/ou ses alliances transnationales. Toutefois, une

démissions forcées du président de la transition Michel Djotodia, après à peine 10 mois d'exercice du pouvoir, et de son premier ministre, Nicolas Tiangaye, seront obtenues à N'Djamena le 10 janvier 2014. Dans ces deux crises, c'est devenu un secret de polichinelle que Blaise Compaoré a été le soutien des forces rebelles ivoiriennes, pendant que beaucoup d'experts et de spécialistes, dont R. Marchal, dénoncent les liens ambigus de Déby avec les forces de la Seleka dans le cadre du conflit centrafricain.

telle posture, comme la réputation, se fonde sur des conditions bien particulières. Suivant la théorie du « *past actions* » (Weisiger et Yarhi-Milo 2015), la réputation se fonde sur les actions antérieures d'un pays (probabilité de continuité) ou d'un leader (probabilité de changement en cas d'alternance au pouvoir), à l'occasion de certaines crises données (1). Ces actions doivent bénéficier d'une reconnaissance sociale et internationale (Lindemann 2010 ; Wolf 2011) (2). Et une fois acquise, elle n'est pas irréversible, d'où la nécessaire répétition des actions dans le temps pour la confirmer et la consolider (3).

S'inscrivant dans cette perspective, nous considérons donc que le statut de *security provider* ou d'incontournable du leader se fonde sur ses actions internationales (les interventions politico-militaires directes et les alliances transnationales), répétées dans le temps (source de confirmation et de consolidation) et reconnues (par ses pairs et d'autres acteurs internationaux). Cette reconnaissance peut se traduire soit par la crainte qu'inspire le leader, soit par le respect qui lui est dû. Est donc considéré comme *security provider* ou incontournable au niveau international, tout leader qui, soutenu par toute ou partie de son armée, joue un rôle déterminant dans la sécurisation et la stabilisation des foyers de crises, par rapport à ses pairs, et reconnu comme tel.

Ce statut du leader est ici appréhendé dans une perspective instrumentale de survie politique, conformément à la logique du politicien investisseur, en vue de sa « longue durée » au pouvoir. Comme pour le statut ou la réputation, elle se fonde sur la conviction « that leaders and states are motivated by the instrumental value (...), such as the material benefits derived from greater deference from others » (Dafoe, Renshon, et Huth 2014, 382). En référence au débat entre le *country-specific reputation* et le *leader-specific reputation*, le statut du leader est envisagé ici conformément à la seconde perspective (McGillivray et Smith 2006 ; Dafoe, Renshon, et Huth 2014 ; Renshon, Dafoe, et Huth 2018 ; McManus 2018). Il est fondé sur l'idée « that reputations attach most to those actors most influential in the relevant decision-making process » (Renshon, Dafoe, et Huth 2018, 326). Autrement dit, il doit être indexé à l'agent politique (l'État, le leader, le parti politique, l'organisation, l'institution, etc.) le plus déterminant dans les processus décisionnels du domaine d'analyse concerné. Toute chose qui, dans notre cadre théorique, fait du chef d'État, l'acteur décisif. En raison de la nature des régimes, avec un fort accent personnaliste, le leader est en effet l'acteur principal qui initie et engage les actions politico-militaires, et donc la projection

de son armée, généralement les corps d'élite, à l'international. C'est d'ailleurs pourquoi le décès ou la déchéance de certains leaders sont souvent suivis de cycles de violences ou d'instabilités⁴⁶. La multiplicité des attaques terroristes au Burkina Faso depuis 2015 (trois fois au cœur de la capitale Ouagadougou et plusieurs fois dans le nord et l'est du pays⁴⁷) n'est pas sans lien avec le départ forcé de Blaise Compaoré, et la dissolution subséquente du RSP. Ce départ a laissé un vide que n'a pas pu combler son successeur⁴⁸, Roch Marc Christian Kaboré, notamment sur les plans sécuritaires. En effet, durant son règne, le Burkina Faso n'a jamais connu d'attaques ni de prises d'otage sur son sol⁴⁹. On pourrait donc interpréter cette transformation du Burkina Faso en une des cibles privilégiées des mouvements terroristes, comme une résultante de la chute du président Compaoré (International Crisis Group 2017). On pourrait également y voir l'incapacité de ses différents successeurs⁵⁰ à maintenir la stabilité qui caractérisait son régime ou à riposter convenablement aux attaques terroristes. Toute chose qui conforte, d'une part l'inscription de notre analyse dans la perspective du *leader-specific reputation*, et d'autre part l'exclusion des OMP plus en lien avec le *country-specific reputation*.

Par ailleurs, contrairement au statut des grandes puissances reposant davantage sur leurs potentialités structurelles militaires et économiques⁵¹ (Waltz 2010 ; Dafoe, Renshon, et Huth 2014), le statut d'incontournable à l'international envisagé ici repose moins sur ces facteurs que sur les capacités stratégiques des leaders. Il est également plus restrictif et s'applique au niveau régional. Le Burkina Faso et le Tchad ne disposent pas de capacités

⁴⁶ Ces constats sont caractéristiques des pays qui ne se sont pas véritablement inscrits dans un réel processus de démocratisation. En l'occurrence, si en Côte d'Ivoire le décès d'Houphouët-Boigny en 1993 a été suivi par des crispations politiques qui ont finalement abouti à une longue guerre civile, au Ghana, pays résolument plus démocratique, le décès de John Atta Mills en 2012, n'a aucunement affecté la poursuite de la consolidation démocratique du pays et sa stabilisation politique.

⁴⁷ Ce sont principalement les attaques du 15 janvier 2016 du restaurant le Cappuccino et du Splendide hôtel, celles du 13 août 2017 du restaurant turque Aziz Istanbul, et celles du 02 mars 2018 de l'État-major des armées et de l'ambassade de France à Ouagadougou.

⁴⁸ Il convient de souligner que bien avant Roch Marc Christian Kaboré, successeur issu des urnes, les périodes transitoires ont été assurées successivement par le colonel Isaac Zida (Novembre 2014) et Michel Kafando (novembre 2014-janvier 2015).

⁴⁹ La première prise d'otage sur le sol burkinabè date du 16 janvier 2016, soit plus d'une année après le départ forcé de Blaise Compaoré, avec l'enlèvement du médecin chirurgien Ken Elliot et sa femme installés à Djibo, chef-lieu de la province du Soum.

⁵⁰ Roch Marc Christian Kaboré et aujourd'hui Paul-Henri Sandaogo Damiba.

⁵¹ Ces deux pays traînent à la queue des classements successifs de l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ce qui en dit long sur leur état de pauvreté, avec le Burkina Faso qui dépend fortement de l'aide internationale à environ 80 % de ses budgets annuels.

militaires structurelles et opérationnelles exceptionnelles (notamment en termes d'armements, de logistiques, de renseignements et de formation) ni de puissance économique propre (ils occupent les dernières places des classements successifs de l'Indice du Développement Humain -IDH- du PNUD)⁵².

Cependant, il convient de reconnaître que ces pays disposent de quelques atouts. Le Tchad dispose d'une armée relativement efficace, en raison de son histoire politique guerrière de laquelle a émergé une culture du combat (M. T. Bangoura 2005 ; Debos 2013 ; Debos et Glasman 2013). Il bénéficie également d'une position géostratégique faisant de son territoire une interface entre le monde arabe et l'Afrique noire, un État tampon entre la Corne de l'Afrique et l'espace Sahélo-Saharienne (Bennafla 1997 ; Marchal 2012). Par ailleurs, son inscription dans le cercle des pays pétroliers depuis 2003⁵³ est un autre atout non négligeable même s'il demeure insuffisant.

Quant au Burkina Faso, les véritables faits de guerre de l'armée remontent aux conflits frontaliers avec le Mali, en 1974 et en 1985. Et, il est difficile d'y voir des campagnes victorieuses de l'armée voltaïque. Elles lui ont plutôt porté des coups humains et matériels (Roger 2015). Toutefois, on peut noter que jusqu'à sa dissolution, le RSP constituait la véritable unité d'élite, mieux formée, équipée, et investie dans les actions politico-militaires internationales. Bien qu'il ne se soit pas véritablement illustré dans des guerres conventionnelles, il semble plus ou moins efficace dans les expéditions de mercenariat ou dans la gestion des alliances transnationales. En plus, l'installation d'une base française et la coopération stratégique avec les États-Unis⁵⁴ ont davantage renforcé le poids stratégique de cette unité. Par ailleurs, le Burkina Faso dispose d'un atout géostratégique en étant au cœur de l'Afrique occidentale. Il est de ce fait quasiment incontournable dans la mise en œuvre des politiques d'intégration régionales. Ce positionnement comporte néanmoins un désavantage certain. Le pays est difficilement épargné par les menaces transnationales,

⁵² Le récent classement du rapport de 2019 donnait respectivement le Burkina Faso et le Tchad 182^e et 187^e sur 189 États.

⁵³ En effet, depuis 2003, l'exploitation du pétrole au niveau du bassin de Doba, grâce à l'accord obtenu de la BM et les consortiums américains, procure au Tchad des revenus substantiels. Toutefois, ces revenus demeurent plus destinés à un usage clientéliste et privé, en faveur du cercle restreint du président, ainsi qu'au renforcement de ses forces militaires et sécuritaires (la DGSSIE et la GNNT — Garde nationale et nomade du Tchad) affectées à la protection et la défense de son régime personaliste.

⁵⁴ La France avait en effet installé un détachement de 80 hommes du Commandement des opérations spéciales (COS), tandis que les États-Unis avaient installé une base aérienne aux alentours de la capitale, Ouagadougou, en vue de la surveillance régulière du Sahara.

d'autant plus qu'il partage plus de 1600 km de frontières poreuses avec le Mali et le Niger, cibles des mouvements armés et terroristes.

On pourrait donc affirmer à la suite de ce qui précède, que la répétition, dans le temps et dans l'espace, des deux investissements politico-militaires internationaux contribue à rendre plus ou moins incontournable le leader dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation. Cela concourt par ricochet, avec la reconnaissance des pairs et des partenaires internationaux, à la construction de son statut en une sorte de *security provider*. En l'occurrence, la qualification du président Déby de « gendarme du Sahel » répond à une telle construction.

Outre cette construction du statut de *security provider*, il y a lieu de souligner que les investissements politico-militaires produisent également des retombées diverses au triple plan politique, militaire et économique.

III. Des retombées liées aux investissements politico-militaires internationaux du leader.

Suivant la logique du politicien investisseur, il va sans dire que les investissements politico-militaires internationaux susmentionnés sont porteurs de retombées diverses constitutives de ressources, à des fins de préservation de son pouvoir, et donc de gestion de la « longue durée ». De nature fongible, celles-ci reposent sur des usages stratégiques selon les conjonctures sociopolitiques et la gouvernance générale du pouvoir par le leader. Comme souligné ci-dessus, elles peuvent être sujettes à des restructurations stratégiques conformément au « double mouvement de déclassement (usure-obsolésence) et d'innovation (montée en force de nouvelles ressources » (Lacam 1988, 35). En l'occurrence, si les investissements dans les alliances transnationales avec les seigneurs de guerre ou dans les luttes contre les groupes rebelles semblent de moins en moins présents, le contre-terrorisme se présente de nos jours comme la ressource dont la montée en puissance offre des fenêtres d'opportunités aux leaders intéressés par la « longue durée ». Parallèlement, le terrorisme ouvre également les voies des possibles à de nouvelles formes d'alliances transnationales.

On retiendra que les principaux investissements politico-militaires à l'œuvre ici, sont principalement porteurs de trois retombées : politiques (1), économiques (2) et militaires (3).

1. Les retombées politiques.

Les retombées politiques sont principalement composées du (re) gain de légitimité et des prébendes politiques, dont peut bénéficier le leader en raison de ses investissements politico-militaires internationaux.

La problématique de la légitimité résulte des travaux classiques de Weber sur les fondements et les modes d'exercices de l'autorité et de la domination. Dans le champ politique, « legitimacy involves the capacity of the system to engender and maintain the belief that the existing political institutions are the most appropriate ones for the society » (Lipset 1959, 86). Weber en distingue trois types : la légitimité charismatique (fondée sur le charisme du leader à travers ses qualités personnelles et intrinsèques), la légitimité traditionnelle (reposant sur le caractère sacré de la tradition et de la coutume ou sur une transcendance) et la légitimité légale rationnelle (basée sur la légalité et la bureaucratie). À travers ses typologies, il entend poser les fondements du droit de commander du leader et le devoir d'obéissance de son peuple : l'adhésion et le consentement à son autorité et à sa domination (Kauffmann 2014). Au-delà de ces fondements, Grauvogel et Soest (2014, 4) identifient six fondements à la légitimité : « ideology, foundational myth, personalism, international engagement, procedural mechanisms and performance ».

Dans l'analyse des régimes autoritaires, la légitimité fait partie des trois piliers de résilience (Gerschewski 2013). Elle fait également partie intégrante de ce que Boulding (1992, 10) qualifie d'« integrative power » qui représenterait selon lui « the most dominant and signifiant form of power ». Cependant, la légitimité est vue ici dans sa dimension internationale et fondée sur les performances du leader dans ses investissements politico-militaires internationaux relatifs aux enjeux de sécurisation. Elle comporte néanmoins une dimension interne, car ces performances du leader concourent également à une certaine garantie de soutiens politiques domestiques divers.

Les soutiens politiques en jeu sont « spécifiques » au sens de Easton (1976) et sont généralement adressés au leader dans des moments de crise ou de menace à sa survie. Dans

sa typologie des soutiens aux systèmes politiques, Easton (1976, 438) distingue en effet le « soutien spécifique » du « soutien diffus ». Si le premier est lié aux performances du régime dans les divers domaines politiques, économiques, sociaux, culturel, etc., le second fait référence à la représentation générale du système, le plus souvent l'idéologie qui le sous-tend (Easton 1976). Le « soutien spécifique » fait référence à l'impact des *outputs* ou à la satisfaction des *inputs* adressés aux gouvernants, tandis que le « soutien diffus » fait appel à la confiance générale accordée au régime. Par ailleurs, le « soutien spécifique » joue sur le court ou moyen terme, contrairement au « soutien diffus » inscrit dans le long terme. Toutefois, les deux types de soutiens sont plus ou moins complémentaires en ce sens que le régime ne saurait garantir sa longévité sur les seuls soutiens spécifiques, et le « soutien diffus » pourrait se voir détériorer en raison de certaines défaillances du régime (Easton 1976 ; Dobry 2009).

Dans le cadre de cette thèse, on retiendra qu'il est plus question de « soutiens spécifiques » liés aux investissements politico-militaires du leader à l'international. Partant du postulat que les moments de crise sont d'une certaine manière des crises de légitimité (Pye 1971), les divers soutiens politiques du leader en lien avec ses investissements politico-militaires internationaux, contribuent à une certaine (re) légitimation interne, et surtout internationale, qui sert à sa survie politique.

À l'externe, et à l'occurrence d'une menace, les soutiens peuvent se traduire dans les dénonciations des insurgés (groupes rebelles ou protestataires) et le déni de leur reconnaissance, indépendamment des considérations démocratiques domestiques qui fondent, ou peuvent fonder, leur légitimité. « On préfère un diable qu'on connaît à un ange qu'on ne connaît pas », me confiait un opposant politique tchadien⁵⁵. Une telle posture tend à persuader l'audience domestique et internationale de la légitimité du leader, ou du moins de la nécessité de son maintien au pouvoir. Aussi, ces soutiens extérieurs accordent-ils au leader une sorte de « prime à la répression » élargissant ses marges de manœuvre pour contrer les menaces à sa survie (Boutton 2019). En effet, tant que le leader s'inscrit dans les logiques de stabilisation et de sécurisation internationales comme un acteur déterminant, ou fait le jeu de certaines puissances internationales, les rideaux sont généralement baissés sur les dérives de sa gouvernance interne. Cela fragilise quelque peu

⁵⁵ Entretien du mois de mai 2018.

la thèse des contraintes pesant sur les stratégies répressives du leader dans les moments de crises, soit par le patron international (Snyder 1998), soit par la menace de sanctions économiques (Saideman et Zahar 2008).

Somme toute, le gain de légitimité internationale du leader comporte deux implications majeures dans sa survie : la garantie d'interventions multiformes à son profit et celle, généralement, de ne pas subir véritablement de sanctions dans sa répression des menaces à sa survie.

À l'interne, la légitimation internationale peut être également instrumentalisée à travers cette fois-ci une rhétorique liant la survie du leader à la survie de l'État, d'où les slogans du « *sans untel, c'est le chaos* ». Blaise Compaoré et Idriss Déby ont pu bénéficier de tels slogans, exprimés et entretenus par leurs affidés jusqu'à leurs chutes, et même après. En l'occurrence, la chute du président Compaoré aura précité le Burkina Faso au cœur des attaques terroristes⁵⁶.

Quant aux prébendes politiques, deuxième variante des retombées politiques, elles sont relatives aux récompenses et reconnaissances politiques dues ou octroyées au leader en raison de ses investissements politico-militaires internationaux. D'une part, elles lui permettent d'élargir et renforcer sa sphère d'influence et de se positionner comme un leader incontournable dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation. D'autre part, elles lui servent de moyen de rétribution à travers notamment la promotion de certains éléments de son *winning coalition* à des postes de responsabilité dans les instances internationales et régionales (ONU, UA, CEDEAO, etc.).

Il découle de ce qui précède que les retombées politiques sont de deux ordres : la (re) légitimation du leader tant à l'externe qu'à l'interne, avec pour conséquences la captation de divers soutiens politiques; et les prébendes politiques servant au renforcement de ses capacités et stratégies de cooptation, donc de ses réseaux de loyautés internes. Ces retombées, tout en renforçant le pouvoir du leader, élargissent ses marges de manœuvre dans la fragilisation de ses opposants civils comme armés. Qui plus est, « The perception of regime strength is also shaped by allied nations' willingness to intervene » (Nepstad 2013, 340).

⁵⁶ Entretiens avec des acteurs politiques et de la société civile burkinabè, Ouagadougou, janvier-avril 2018.

En plus des retombées politiques, et ses différentes implications au service de la gestion de la « longue durée », les investissements politico-militaires internationaux du leader sont également porteurs de retombées économiques.

2. Les retombées économiques.

Les retombées économiques sont relatives aux gains économiques formels et informels découlant des investissements politico-militaires internationaux du leader. Ces gains proviennent d'une sorte de marchandage et de commercialisation de ces investissements, et sont généralement affectés à un usage privé (Perrot 1999 ; Dietrich 2000 ; Hugon 2006 ; 2009).

En l'occurrence, les interventions militaires directes produisent des gains formels pour le leader. Ces gains proviennent principalement des institutions internationales (ONU, UE, UA) ou encore des partenaires étatiques (USA, France, Grande-Bretagne, Allemagne, etc.). Ils peuvent aussi provenir des leaders politiques des pays bénéficiant directement ou non de telles interventions. Si la plupart des gains formels sont en principe destinés au trésor public des États, leur usage repose le plus souvent sur des logiques discrétionnaires du leader.

Les retombées économiques sont également relatives aux gains informels résultant davantage des alliances transnationales en soutien à certains groupes armés. Le leader, avec le soutien d'une partie de son armée, le plus souvent ses forces d'élite, se présente comme un entrepreneur de la violence s'enrichissant des économies de guerre générées de certaines rébellions ou guerres civiles (Perrot 1999 ; Reno 1999 ; Dietrich 2000). En plus des logiques de marchandage à l'œuvre, les retombées économiques sont liées à l'exploitation des ressources situées dans les zones d'occupation des groupes armés bénéficiant du soutien du leader, et au relatif contrôle des réseaux de financements et de trafics desdits groupes (Banégas 1999 ; Hugon 2006 ; 2009). « Many regimes have granted their security forces financial benefits or privileged access to (often illicit) economic activities » (Nepstad 2013, 338).

Les cas des jeux de pouvoir de Paul Kagamé et Yoweri Museveni en République Démocratique du Congo-RDC, de Blaise Compaoré au Libéria, en Sierra Leone, ou encore en Côte d'Ivoire sont révélateurs de ces stratégies de captation ou de contrôle des réseaux

économiques étrangers. Pour le cas spécifique du président Compaoré, que nous allons développer dans le chapitre III, il convient de retenir qu'« en se rendant incontournable dans la région [il] a pu négocier non seulement un soutien politique, mais aussi financier auprès de ses principaux partenaires au développement » (International Crisis Group 2013, 22).

Aussi, les retombées économiques participent-elles au renforcement de l'*economic power* (Boulding 1992) du leader à des fins d'usage privatiste. Partant de cela, elles renforceraient ses capacités de cooptation au service de l'entretien et l'élargissement de ses réseaux de loyauté internes. À ce titre, elles lui permettent de rétribuer la loyauté et la fidélité de son *winning coalition*, mais aussi de faire des redistributions en direction de certaines élites civiles/militaires, des entrepreneurs politiques influents, etc. En dernier ressort, cela lui permet d'amenuiser, à défaut de briser, les capacités de mobilisations et de contestations de ses opposants à travers des stratégies de « diviser pour régner » qui lui assurent une supériorité dans les rapports de force (Azam 1995 ; Azam et Mesnard 2003). Car, « Governments that can allocate resources in a strategic manner to retain political support from oppositional groups can raise the costs of rebel labor » (Fjelde et De Soysa 2009, 10). Dans le même sens, les retombées économiques contribuent également au renforcement des stratégies de *coup-proofing* du leader. Sous cet angle, elles concourent à une meilleure rétribution des éléments de sa garde prétorienne et des officiers qui lui sont loyaux, ainsi qu'à la cooptation de certaines élites militaires.

Une telle stratégie de contrôle de l'armée est également entretenue par des retombées militaires à proprement dites.

3. Les retombées militaires.

Les retombées militaires se déclinent comme suit : les appuis militaires divers et les interventions militaires directes au sol ou dans les airs. Les appuis militaires divers portent sur les formations, les armements, la logistique et les renseignements. Les premiers destinataires, ou les destinataires privilégiés, en sont généralement les éléments des gardes présidentielles ou les corps d'élite fidèles et loyaux au leader. À ce titre, ces appuis lui permettent généralement d'avoir à sa disposition une armée parallèle mieux formée,

équipée et généralement affectée à sa protection. Ils lui garantissent également des services de renseignements plus performants. Par conséquent, ces retombées militaires concourent au renforcement du *coup-proofing* du leader, pour lui garantir de meilleures capacités de contrôle et de répression.

Quant aux interventions militaires directes, au sol ou dans les airs, elles sont essentiellement observables dans les cas de menaces manifestes à la survie du leader. Elles consistent dans la pratique à soutenir ou protéger le leader d'un renversement plus ou moins imminent. En rappel, le régime de Mobutu a pu bénéficier de tels soutiens décisifs de la part de militaires marocains accompagnés de la Belgique et de la France⁵⁷ lors des deux rébellions menées par les « gendarmes katangaises » dans la province de Shaba, en 1977 et 1978 (Snyder 1998). Il en avait été de même au Tchad pour le régime de Hissène Habre soutenu par les Américains et les Français dans la « guerre des Toyota⁵⁸ », en 1987 contre la Libye.

Décomposées ainsi, on retiendra que les retombées militaires concourent essentiellement à la suppléance et/ou au renforcement des capacités répressives du leader, fondées sur ses stratégies de *coup-proofing*. Dans le cadre de la présente recherche, la répression est appréhendée au sens de Davenport (2007, 2) comme « actual or threatened use of physical sanctions against an individual or organization, within the territorial jurisdiction of the state, for the purpose of imposing a cost on the target as well as deterring specific activities ». Elle est donc relative à l'usage de la force ou de la menace d'usage de la force contre les opposants politiques ou militaires. Elle constitue par ailleurs l'une des stratégies fondamentales de résilience des régimes autoritaires (Davenport 2007 ; Fjelde et De Soysa 2009 ; Gerschewski 2013 ; Escribà-Folch 2013 ; Frantz et al. 2020 ; Xu 2021) ; et repose sur ce que Boulding (1992) qualifie de *threat capacity*.

⁵⁷ Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que la coopération, sinon l'implication, française au Tchad date de depuis les indépendances. Elle serait liée à un fait d'histoire qui veut que les troupes tchadiennes soient les premières, d'outre-mer, à rallier les forces armées de la France libre, plus précisément la colonne du général Leclerc, contre les ennemis de la 2^{de} guerre mondiale. En reconnaissance de ce soutien, André Malraux déclarera aux cérémonies des indépendances : « Aux jours héroïques, le Tchad n'a pas fait défaut à la France. Il peut être assuré que la France ne lui fera jamais défaut ». C'est à cet effet qu'on peut comprendre les multiples interventions des forces armées françaises au Tchad (cf. opérations Limousin, Bison, Tacaud, Manta, Silure, Épervier). Portant le nom d'Épervier, sous le régime d'Hissène Habré, ces forces sont dénommées, aujourd'hui, « Éléments de la France au Tchad ».

⁵⁸ C'est le nom donné au dernier conflit tchado-libyen en raison de l'importante utilisation des pick-up de marque Toyota.

« Au concret », les retombées militaires contribuent, directement ou indirectement, à la répression pour la mise en échec d'une menace manifeste à la survie du leader, à travers notamment des soutiens militaires extérieurs directs (les interventions aériennes ou terrestres de forces extérieures) ou indirects (les appuis en armements, logistiques et renseignements).

Toutefois, la répression comporte plusieurs limites dans sa visée de garantie tout risque de la survie des leaders autoritaires. Elle ne peut tenir efficacement sur le long terme. Comme le disait J.-J. Rousseau, « le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir ». Et pour suivre Charles-Maurice Talleyrand, « on peut tout faire avec une baïonnette sauf s'asseoir dessus », d'où l'association de la cooptation dans les stratégies domestiques de survie politique (Fjelde et De Soysa 2009 ; Gerschewski 2013 ; Xu 2021). Par ailleurs, la répression peut se révéler inefficace lorsqu'elle est entreprise de manière indiscriminée (Kalyvas 2006). En plus, un fort usage de la répression peut entraîner des sanctions économiques à l'encontre du régime ou de ses principaux acteurs (Saideman et Zahar 2008).

Par-delà ces considérations, les retombées militaires constituent également un facteur multiplicateur des capacités dissuasives du leader. En effet, la garantie ou la captation des retombées militaires contraint le plus souvent les oppositions civiles, politiques ou armées à la résignation dans l'attente d'une meilleure fenêtre d'opportunité. Poussée à son paroxysme, elle les contraint au fatalisme en faisant reposer leur espoir d'alternance sur le renoncement volontaire du leader ou sur sa mort naturelle.

À la suite de ce qui précède, on retiendra que les deux types d'investissements politico-militaires internationaux retenus sont porteurs de trois types de retombées : politiques, économiques et militaires.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES PRINCIPALES RETOMBÉES DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES INTERNATIONAUX

1. <i>Retombées politiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> • (re) gain de légitimité internationale, voire interne.
--------------------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> • Prébendes politiques
2. Retombées économiques	<ul style="list-style-type: none"> • Gains économiques formels résultant plus ou moins des interventions militaires directes en appuis aux États.
	<ul style="list-style-type: none"> • Gains économiques informels découlant des alliances transnationales.
3. Retombées militaires	<ul style="list-style-type: none"> • Interventions militaires directes, au sol ou dans les airs, en appuis au leader.
	<ul style="list-style-type: none"> • Autres soutiens militaires (formations, logistiques, renseignements, etc.).

Par ailleurs, la captation et les usages stratégiques des retombées ainsi déclinées nous renseignent sur les types d'impacts qu'elles peuvent avoir dans la survie politique de tout leader investi.

IV. De l'impact des investissements politico-militaires internationaux sur la survie du leader.

Il y a lieu de rappeler de prime abord que l'impact des investissements politico-militaires internationaux sur la survie des leaders politiques est pluriel et se fonde sur l'articulation entre les niveaux international et interne. En effet, une analyse heuristique de la survie des leaders politiques à travers des investissements politico-militaires internationaux retenus ne saurait faire l'économie d'une telle articulation, notamment avec les stratégies internes de survie politique, le *coup-proofing* et la cooptation. Aussi, notre modèle renvoie-t-il, sur les plans théoriques, au *two-level game* de Putnam (1988) et au réalisme néo-classique (G. Rose 1998 ; Schweller 2004 ; Zakaria 2011), qui établissent des liens d'influence entre les sphères domestiques et internationales. Il fait également échos aux travaux de Balandier (2004) sur les dynamiques sociales. Ce dernier y invite à une nécessaire prise en compte des interrelations entre les dynamiques du « dedans » (ici les stratégies internes de survie politique) et du « dehors » (les investissements politico-militaires internationaux) pour une analyse beaucoup plus complète des sociétés (les dynamiques politico-militaires de gestion de la « longue durée). Son invitation se fonde sur l'observation que la « dynamique du dedans a été l'objet d'interrogations sociologiques continues et diversifiées. [Or], il n'en

est pas de même dans le cas de la “dynamique du dehors” et de son rapport à la précédente » (Balandier 2004, 33). Aussi, faisons-nous nôtre une telle observation dans le cadre de la présente recherche, pour appréhender l’impact des investissements politico-militaires internationaux (« les dynamiques du dehors »), en articulation avec les stratégies internes (« les dynamiques du dedans ») sur la survie politique.

À ce titre, les investissements politico-militaires internationaux influenceraient positivement la survie du leader sur le fondement de deux mécanismes : la suppléance et/ou le renforcement des stratégies internes de survie politique. Si la suppléance met en relief un impact positif direct de l’international (1) à l’occurrence d’une menace manifeste à la survie du leader, le renforcement renvoie plutôt à un impact positif indirect (2) pouvant s’observer tant à l’occurrence d’une menace manifeste à la survie du leader que dans sa gestion générale du pouvoir. C’est dire que contrairement aux quatre principales stratégies de gestion des ressources du politicien investisseur de Lacam susmentionnées, la gestion des retombées découlant des investissements politico-militaires internationaux retenus dans notre recherche se fonde plutôt sur deux principales stratégies : la suppléance et le renforcement. Toute chose qui s’explique par l’inscription de notre modèle dans une logique d’articulation et d’influence de celles-ci sur les stratégies internes de survie politique. En d’autres termes, ces deux stratégies mettent en relief le rôle des investissements politico-militaires internationaux dans la survie des leaders politiques. D’une part, le renforcement des stratégies internes de survie politique du leader augmente le poids de ses ressources disponibles (militaires, économiques et politiques) et élargit son champ des possibles. D’autre part, la suppléance à l’occurrence des menaces manifestes à la survie politique permet plutôt au leader de pallier leurs défaillances et garantir *in fine* sa survie.

Toutefois, l’absence d’investissements ou un investissement limité dans les champs d’action retenus, tout en privant le leader des retombées y relatives, expose négativement le plus souvent sa survie politique (3).

1. L'impact positif direct ou la suppléance des stratégies domestiques de survie politique.

Il y a impact positif direct lorsque les retombées découlant des investissements politico-militaires internationaux suppléent les limites des stratégies domestiques de survie politique du leader, à l'occasion d'une menace manifeste. Il peut s'agir d'une guerre civile, d'une rébellion, d'une mutinerie, ou encore d'une insurrection populaire (Goemans 2000 ; Fearon et Laitin 2003 ; Escribà-Folch 2013 ; Nepstad 2013 ; Dwyer 2017 a). Guidées par le changement, ces menaces ébranlent le statu quo et le pouvoir central en portant atteinte aux fondations du régime et, le plus souvent, à la survie même du leader.

Ainsi, l'impact positif direct est essentiellement observable dans les cas de menaces manifestes à la survie du leader, laissant clairement entrevoir l'imminence de sa chute. La suppléance opère alors dans les hypothèses d'impuissance éprouvée des capacités de riposte ou de répression du leader face aux groupes armés ou tout autre groupe insurgé à l'occasion d'une menace à sa survie. Une telle impuissance peut résulter soit du déséquilibre des rapports de force en faveur des rebelles ou des insurgés⁵⁹ (1), soit des défections plurielles (militaires, politiques et civiles) des rangs du leader en faveur de l'opposition⁶⁰ (2) (Nepstad 2013 ; Makara 2013 ; Dahl 2016 ; Lutscher 2016 ; Dworschak 2020). C'est dire que ces cas d'impuissance se caractérisent généralement par la fragilisation des capacités contre insurrectionnelles et opérationnelles du leader face aux groupes armés ou insurgés.

Relativement aux insurrections populaires, les rapports de force sont déterminables plutôt dans le degré des « transactions collusives » (Dobry 2009), entendues au sens de la conjugaison et de la mobilisation de plusieurs segments socioprofessionnels ou couches sociales dans le cadre d'une action collective de dénonciation ou de rejet du régime. Ils se mesurent aussi dans les capacités des forces populaires à susciter des défections au sein des forces répressives du leader, ou à tout le moins à obtenir l'inaction de celles-ci dans la

⁵⁹ Dans le cadre d'une rébellion, le déséquilibre des rapports de force peut se mesurer dans les dynamiques de progression des forces rebelles vers la capitale ou au cœur du pouvoir. Il se fonde, entre autres, sur l'effectif des membres du ou des groupes rebelles, leur niveau d'armements, leurs capacités organisationnelles et opérationnelles, les soutiens extérieurs divers dont ils bénéficient, etc.

⁶⁰ Les défections, surtout celles militaires, se caractérisent généralement par des phénomènes de désertion au sein de l'armée, ou de désolidarisations de certains officiers ou soldats vis-à-vis du régime, et de ses stratégies contre insurrectionnelles ou répressives (McLauchlin 2010; Dahl 2016).

répression de leur mouvement⁶¹. Alors, les défections à l'œuvre participeraient au renforcement des « transactions collusives » menaçant la survie du leader.

L'un dans l'autre, ces différentes configurations insurrectionnelles, rebelles ou civiles, rendent la survie du leader très fragile et vulnérable, dont l'ultime recours reste une intervention extérieure décisive. Cette dernière viserait donc à suppléer l'impuissance ainsi appréhendée face à l'une ou l'autre des menaces sus-indiquées. Ce mécanisme opérationnel de la suppléance se traduirait alors par des déploiements militaires extérieurs, terrestres et/ou aériens, en appui au leader menacé.

Il en résulte que l'impact positif direct se caractérise par des interventions militaires extérieures directes en vue de la répression des forces rebelles et/ou insurgées, et en défense à un leader jugé incontournable et/ou indispensable en raison de ses investissements politico-militaires internationaux. L'analyse des dynamiques évolutives des rébellions de 2006 et 2008 contre le président Idriss Déby, et leurs dénouements semblent s'inscrire dans de telles perspectives. Au Burkina Faso, l'insurrection populaire d'octobre 2014 laisse également entrevoir des ingérences extérieures au profit du président Compaoré.

Par ailleurs, on pourrait appréhender l'impact positif direct dans le cas d'une mutinerie à travers l'activation des retombées économiques découlant des investissements politico-militaires internationaux du leader. Suivant Dwyer (2017, 4), « mutinies constitute collective revolts by soldiers that are not focused on taking control of the state. Rather than being mere acts of indiscipline, mutineers' actions are a means to convey soldiers' grievances ». Et pour E. Rose (1982, 561), on pourrait y voir « an act of collective military insubordination, a revolt of troops against lawfully constituted military authority (...) undertaken with or without arms, with or without violence ». Cependant, s'il est vrai que les mutineries ne sont pas généralement orientées vers la prise du pouvoir central (E. Rose 1982; Dwyer 2017 a ; Dworschak 2020), certaines pourraient y conduire dans les hypothèses d'une mauvaise gestion des revendications et/ou d'un effet de *spillover* qui donnerait aux mutineries des allures de rébellions et/ou de coup d'État.

⁶¹ Suivant Nepstad (2013), la résistance civile peut se fonder sur plusieurs stratégies afin de susciter la défection des forces de sécurité. Il s'agirait, entre autres, de mettre en exergue les coûts politiques, moraux et personnels de la loyauté vis-à-vis du leader ou de son régime.

S'il découle de ces définitions qu'il peut être fait usage de la répression pour contrer les mutineries au sein de l'armée, elles pourraient également se résoudre, sans répression, à travers la satisfaction des griefs, généralement d'ordre matériel et économique⁶², des mutins. On pourrait donc voir dans le cadre d'une mutinerie l'intervention de soutiens militaires et/ou économiques extérieurs décisifs. En effet, quand elle est essentiellement d'ordre matériel et économique, la mutinerie peut être résolue par des mesures de redistribution plus ou moins larges, pour répondre positivement aux revendications des mutins. Une redistribution « indiscriminée » viserait à satisfaire l'ensemble des mutins et ainsi mettre fin à la menace, tandis qu'une redistribution « sélective » viserait à satisfaire une partie des mutins, afin de les utiliser dans la répression des autres groupes. « Should one unit decide to plot a coup, the dictator can potentially use one of the other security units to defend his position » (Dahl 2016, 3). Le leader pourrait en effet passer par des redistributions et/ou des incitatifs économiques pour se garantir la loyauté de ses forces armées (Nepstad 2013), notamment les gardes présidentielles, ou de certaines forces élites, contre le reste ou la partie de l'armée dissidente.

Il y aurait impact positif direct dans le cadre d'une mutinerie à travers le recours ou l'usage des ressources économiques extérieures, quand celles-ci contribuent directement à la satisfaction des revendications des mutins et à leur reddition.

Au Burkina Faso, l'analyse des mutineries de 2011 pourrait être soumise à une telle grille de lecture dans le sens de l'identification d'appuis économiques extérieurs à l'œuvre dans sa gestion. Qui plus est, « The mutinies were so widespread that sectors of the military that did not participate became the exception » (Dwyer 2017a, 150).

Somme toute, on retiendra que l'impact positif direct des investissements politico-militaires internationaux, fondé sur le mécanisme de la suppléance des stratégies internes de survie politique, opère dans les hypothèses de menaces manifestes et imminentes contre le leader. Il consisterait en la mise en échec de celles-ci suivant un double sous-mécanisme opérationnel : une intervention militaire extérieure directe au sol ou dans les airs (1), ou un appui économique extérieur direct et décisif (2).

⁶² Elles portent sur des questions générales d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail : salaires, logements, allocations sociales, habillements, etc.

	IMPACT POSITIF DIRECT OU SUPPLÉANCE DES STRATÉGIES DOMESTIQUES DE SURVIE POLITIQUE
<i>Cas 1</i>	Interventions militaires extérieures directes, au sol ou dans les airs, dans le sens de la répression d'une menace manifeste à la survie du leader (rébellion, insurrection populaire, mutinerie, etc.).
<i>Cas 2</i>	Soutiens économiques extérieurs directs dans le sens de la mise en échec d'une mutinerie menaçant la survie du leader.

En dehors de ces cas de suppléance, le deuxième mécanisme opérationnel des investissements politico-militaires internationaux porte plutôt sur le renforcement des stratégies domestiques de survie politique du leader, à l'occurrence ou non d'une menace manifeste.

2. L'impact positif indirect ou le renforcement des stratégies domestiques de survie politique.

L'impact positif indirect est à analyser sous le mécanisme opérationnel du renforcement, et non de la suppléance, des stratégies internes de survie politique, à l'occurrence ou non d'une menace manifeste à la survie politique. L'idée du renforcement repose ici sur l'action de rendre ces stratégies domestiques plus intenses et résistantes aux tentatives ou aux initiatives de menaces à la survie politique du leader. Le mécanisme du renforcement se fonde donc sur un effet multiplicateur des capacités répressives et/ou de cooptation du leader.

D'une part, à l'occurrence d'une menace manifeste, il y a impact positif indirect à travers l'activation des soutiens extérieurs militaires, économiques et politiques au profit du leader, dans le sens du renforcement de sa réponse ou sa riposte à la menace. Au plan militaire, cela se traduit par des appuis divers (notamment en logistiques et renseignements), autres que les interventions directes au sol ou dans les airs. Au plan économique, cela se traduit par des appuis extérieurs de même nature en vue de la gestion de la menace sur fond d'entretien des réseaux de loyauté internes et de fragilisation de l'opposition armée et/ou civile. Au plan politique, l'impact indirect se traduit par des soutiens politiques divers

visant à rétablir l'autorité du leader dans des contextes de déficit ou de crise de légitimité. Vis-à-vis de l'opposition, ces soutiens consisteraient à éroder les bases de légitimité des potentiels insurgés ou rebelles, et à mettre en relief leur impuissance ou incapacité dans la gestion du pouvoir d'État. Dans la même veine, ils visent à convaincre l'audience publique interne de l'importance du leader, en faisant le lien entre sa survie et la stabilité de l'État, ou de sa région. Le leader est en effet présenté comme le seul légitime⁶³ face à une opposition jugée « impuissante et incapable ». À titre illustratif, « le président Blaise Compaoré a beaucoup gagné à se placer en défenseur des Burkinabé victimes des mouvements autochtonistes en Côte d'Ivoire » (Foucher 2009, 135), lors de la crise des années 2000 dans laquelle il a lui-même été parrain des rebelles. La défense des intérêts identitaires ou leur instrumentalisation sont généralement un outil de maintien sinon de renforcement de la loyauté tant des forces de sécurité que des forces populaires vis-à-vis du leader (McLauchlin 2010 ; Albrecht et Ohl 2016 ; Harkness 2017).

D'autre part, en l'absence de toute menace manifeste, l'impact positif indirect est également observable à travers une captation stratégique des principales retombées découlant des investissements politico-militaires internationaux du leader au service du renforcement de ses capacités de cooptation et ses stratégies de *coup-proofing*. Si les capacités de cooptation se trouvent renforcées au travers des retombées politiques et économiques, les stratégies de *coup-proofing*, elles le sont plus sur la base des retombées militaires. Dans un premier temps, la mobilisation des gains économiques formels et informels ou encore des prébendes politiques élargit les marges de manœuvre du leader dans ses stratégies d'entretien et d'élargissement de ses réseaux de loyauté internes. Dans un second temps, les divers soutiens militaires extérieurs, principalement affectés aux forces d'élite qui lui sont loyales et fidèles, notamment sa garde présidentielle, renforcent ses stratégies de *coup-proofing*. Il va sans dire que ces différents appuis politiques, économiques et militaires concourent à l'affaiblissement et à la fragilisation de ses opposants, civils comme armés. Et, une des principales conséquences est la forte dissuasion

⁶³ Une telle hypothèse s'est produite en Sierra Leone dans le contexte de la guerre civile engagée par le Front Révolutionnaire Uni (RUF), depuis mars 1991. En dépit de sa singularité, il y a lieu de rappeler, en effet, que le président Ahmad Tejan Kabbah, après son élection du 15 mars 1996, sera contraint à l'exil, à la suite du coup d'État de Johny Paul Koroma, alors président du Conseil révolutionnaire des forces armées. Cependant, face au refus de reconnaissance des putschistes par les instances (sous) — régionales, l'intervention militaire décisive des forces de l'Ecomog rétablira Kabbah dans ses fonctions le 10 mars 1998.

de ces derniers dans l'initiation de toute menace à la survie du leader. *In fine*, cela a tendance à maintenir un climat d'accalmie, nonobstant la réunion de plusieurs griefs à l'encontre du leader, au regard de ses multiples dérives autoritaires. Ce climat d'accalmie se traduit par la non-occurrence et/ou l'évitement des menaces, restant plus en état de latence. Il s'agit d'hypothèses non aisément observables en ce sens qu'elles invitent à appréhender des non-événements (coup d'État, rébellion, insurrection populaire, etc.) dans un contexte autoritaire marqué par l'existence d'une pluralité de griefs internes et, souvent, externes.

Néanmoins, l'argumentaire se décline comme suit : le renforcement des capacités répressives et de cooptation du leader élargit ses marges de manœuvre, ce qui lui facilite à la fois l'entretien de ses réseaux de loyauté internes, la fragilisation et la fragmentation de son opposition, armée comme civile. Par ailleurs, la garantie d'interventions militaires extérieures au profit du leader, à l'occurrence d'une menace manifeste, vient également renforcer ses capacités dissuasives.

En somme, le renforcement des capacités répressives et de cooptation permet de maintenir les menaces en latence, et lorsqu'elles deviennent manifestes, il y a la garantie d'interventions militaires extérieures au profit du leader. C'est pourquoi nous soutenons que l'intégration chez les opposants d'une telle garantie est un fort facteur dissuasif. Car, elle augmente le coût de toute insurrection et contraint le plus souvent les opposants à une sorte de résignation et/ou de fatalisme. Du côté des forces loyales au leader, elle réduit également les probabilités de défections tout en augmentant les coûts y afférents (Nepstad 2013). La dissuasion, au travers de la garantie de soutiens militaires extérieurs, fonctionnerait quelque peu comme les accords de défense militaires (Tamm 2016 ; Cunningham 2016), bien que dans le cas d'espèce elle soit davantage fondée sur le statut du leader en lien avec ses investissements politico-militaires internationaux.

Présentés ainsi, en l'absence de toute menace manifeste à la survie du leader, les différentes retombées politiques, économiques et militaires, en renforçant ses stratégies internes de survie politique, contribuent à une meilleure pérennisation de son pouvoir, fondé à la fois sur un entretien plus soutenu de ses réseaux de loyauté, un amenuisement plus poussé de ses opposants et un meilleur contrôle de son armée.

	IMPACT POSITIF INDIRECT OU RENFORCEMENT DES STRATÉGIES DOMESTIQUES DE SURVIE POLITIQUE.
<i>Cas 3</i>	Interventions militaires extérieures, autres que celles directes au sol ou dans les airs (logistiques et renseignements), en appui à la répression d'une menace manifeste ; et/ou soutiens politiques et économiques extérieurs dans la gestion et la mise en échec de celle-ci.
<i>Cas 4</i>	Appuis militaires extérieurs (en formations, logistiques et renseignements) et captation des retombées politiques et économiques dans le sens du renforcement des capacités répressives et de cooptation du leader.
<i>Cas 5</i>	Captation de soutiens politiques extérieurs visant à légitimer le leader à des fins d'adhésion de l'audience publique interne et de décrédibilisation de l'opposition civile et/ou armée.

Au final, l'impact positif indirect peut faire l'objet d'une observation plurielle dans des contextes de menaces manifestes ou non. L'un dans l'autre, il concourt au maintien et à la pérennisation du leader au pouvoir.

Contrairement à ces impacts positifs (directs et indirects) découlant des investissements politico-militaires internationaux du leader, l'absence de tout investissement ou l'investissement limité en la matière facilite plutôt des ingérences extérieures au détriment du leader, d'où l'évocation d'un impact négatif.

3. L'impact négatif ou l'ingérence extérieure dans la chute du leader.

Il y a en effet des hypothèses où des ingérences extérieures contribuent plutôt à la déchéance des leaders politiques, d'où l'impact négatif. Cela se traduit, au contraire des cas d'impacts positifs, directs et indirects, par des appuis explicites et/ou implicites extérieurs au profit d'un opposant, ou un groupe, civil ou armé. Ces appuis conduisent

généralement au renversement du leader par une des voies irrégulières d'alternance au pouvoir : un coup d'État, une rébellion, une insurrection populaire, etc.

Dans le cadre de la présente thèse, nous soutenons que de telles hypothèses adviennent principalement suivant deux postures à l'international du leader. D'une part, lorsqu'il se refuse à en faire une sphère d'investissements politico-militaires stratégiques à son profit ou, le plus souvent, au service de certains partenariats stratégiques vis-à-vis notamment de la France, surtout pour les leaders francophones, et des États-Unis. D'autre part, lorsqu'il ne s'y investit pas véritablement pour se construire un statut de *security provider* ou d'incontournable dans les enjeux de stabilisation et/ou de sécurisation de son pays et de sa sphère régionale.

Il en résulte, dans l'un ou l'autre des cas, que se priver de tels investissements internationaux et stratégiques peut se relever critique pour un leader dans la gestion de sa « longue durée ». Les chutes des présidents Sankara et Habré pourront passer sous une telle grille, afin d'y voir ou non des ingérences extérieures explicites et/ou implicites. Car, l'assassinat du premier par un coup d'État en octobre 1987 porterait selon certaines affirmations les soutiens implicites de la France et de la Côte d'Ivoire⁶⁴. Quant au second, son exil forcé semble avoir été rendu possible par les soutiens décisifs de la France, de la Libye et du Soudan au côté de la coalition des forces du MPS.

Synthèse des impacts variés de l'international sur la survie politique

En définitive, il convient de noter que l'investissement d'un leader, dans les interventions militaires directes et/ou les alliances transnationales, peut impacter positivement sa survie de deux manières distinctes : directe et indirecte. D'une part, l'impact direct se fonde sur la suppléance des stratégies internes de survie du leader à l'occasion des menaces manifestes. Orientée essentiellement vers la mise en échec de ces dernières, elle s'observe principalement dans deux cas : des appuis militaires extérieurs directs au sol ou dans les airs au profit du leader en vue de la riposte ou la répression de la menace (**cas 1**) ; des appuis économiques extérieurs directs dans le sens de la gestion d'une mutinerie afin

⁶⁴ Cela ressort de nos entretiens avec des acteurs politiques et civils burkinabè et tchadiens lors de notre séjour de terrain à Ouagadougou et N'Djamena de janvier à juin 2018.

d'empêcher qu'elle ne se traduise en un coup d'État ou une rébellion décisive contre la survie du leader (**cas 2**).

Contrairement à l'impact direct, celui indirect se fonde sur le mécanisme du renforcement des stratégies internes de survie politique. Il opère tant à l'épreuve d'une menace manifeste à la survie du leader que dans sa gestion générale du pouvoir. Aussi, s'observe-t-il dans trois cas bien définis : des appuis extérieurs (politiques, économiques et/ou militaires – autres que les interventions directes au sol ou dans les airs) au profit du leader à l'occasion des menaces manifestes à sa survie (**cas 3**) ; la captation des retombées (politiques, économiques et militaires) à des fins d'amplification de ses capacités de cooptation et ses stratégies de *coup-proofing* dans sa gestion générale du pouvoir (**cas 4**) ; la captation des retombées politiques à des fins d'adhésion de l'audience publique interne d'une part, et de décrédibilisation de l'opposition civile et/ou armée d'autre part (**cas 5**).

Au contraire de ces deux types d'impacts positifs, l'impact négatif est observable dans les cas d'ingérences ou de soutiens extérieurs au détriment du leader et au profit de son opposition civile et/ou militaire (**cas 6**).

	IMPACTS VARIÉS DE L'INTERNATIONAL SUR LA SURVIE DES LEADERS POLITIQUES
<i>Impact positif direct ou la suppléance des stratégies domestiques de survie politique</i>	1. Interventions militaires directes au sol ou dans les airs en vue de la riposte d'une menace irrégulière manifeste à la survie du leader (coup d'État, rébellion et/ou insurrection populaire).
	2. Soutiens économiques extérieurs directs dans la gestion et la mise en échec d'une mutinerie critique à la survie du leader.
<i>Impact positif indirect ou le renforcement des stratégies domestiques de survie politique</i>	3. Appuis politiques, économiques et militaires (en logistiques et/ou en renseignements), dans la réponse ou la répression d'une menace irrégulière manifeste à la survie du leader (coup d'État, rébellion et/ou insurrection populaire).
	4. Captation stratégique des retombées politiques, économiques et militaires à des fins de renforcement des capacités de cooptation et des stratégies de <i>coup-proofing</i> du leader (entretien et élargissement de ses réseaux de loyauté internes du leader, amenuisement de ses oppositions civiles comme armées, meilleur contrôle de l'armée).
	5. Captation stratégique des retombées politiques à des fins d'adhésion de l'audience publique interne et de décrédibilisation de l'opposition civile et/ou armée.
<i>Impact négatif</i>	6. Appuis politiques, économiques, et/ou militaires extérieurs dans la déchéance du leader au profit de son opposition civile et/ou militaire.

À la suite de l'exposé de notre modèle d'analyse, l'étude comparative des règnes contrastés des présidents Sankara et Compaoré au Burkina Faso (**Chapitre II**), Habré et Déby au Tchad (**Chapitre III**), devrait en dégager la pertinence dans le sens du renforcement de la littérature sur la problématique plus large des résiliences autoritaires.

CHAPITRE II : BLAISE COMPAORÉ VS THOMAS SANKARA : DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES DISTINCTES À UNE GESTION ANTITHÉTIQUE DE LA « LONGUE DURÉE ».

Des indépendances du Burkina Faso depuis 1960 à nos jours, Blaise Compaoré est le seul président ayant su gérer avec succès la « longue durée », avec 27 ans au pouvoir. Aussi, cette longévité impose-t-elle les nécessités de son analyse au double plan de son inscription dans un contexte sociopolitique marqué par des alternances irrégulières, ayant donné lieu à une série de régimes d'exception⁶⁵ ; et des stratégies politico-militaires l'ayant sustentue. Le Burkina Faso présente en effet une certaine tradition de luttes et de contestations politico-militaires à travers son armée (avec les coups d'État), ses organisations syndicales et associatives (avec les soulèvements et protestations populaires)⁶⁶. Suivant ces dynamiques politico-militaires, aucun leader, à l'exception donc de Blaise Compaoré, n'a su ou pu dompter ce cercle vicieux, pour contrer, sinon surmonter, les menaces susmentionnées ; et se garantir une telle longévité au pouvoir. Pour ce faire, il s'est fondé sur un ensemble de stratégies politico-militaires, à la fois domestiques et internationales (**Section I**). Cependant, pour mieux en distinguer la spécificité, l'analyse de ces stratégies s'inscrira dans une perspective comparative avec son prédécesseur immédiat, Thomas Sankara. Il s'agira donc, suivant cette perspective, d'appréhender l'usage ou non des

⁶⁵ Ce sont : les deux régimes sous Sangoulé Lamizana (de 1966-1970 à la faveur des soulèvements populaires du 3 janvier 1966 et de 1978-1980, suite à la crise née de sa tentative de mise en place d'un parti unique), le régime du Comité militaire pour le redressement national (CMPRN) sous la direction du colonel Saye Zerbo (de 1980-1982 à la suite du coup d'État contre Sangoulé Lamizana), le régime du Conseil du Salut du Peuple (CSP I et II) sous la direction du médecin commandant Jean Baptiste Ouedraogo qui a renversé Saye Zerbo (de 1982-1983), le régime du Conseil national de la révolution (CNR) sous Thomas Sankara ayant déchu celui du CSP (de 1983-1987) et enfin le régime du Front Populaire de Blaise Compaoré avec le coup d'État sanglant du 15 octobre 1987 (de 1987-1991).

⁶⁶ Comme déjà indiqué plus haut, on compte au Burkina Faso plusieurs régimes d'exception. Le premier président, Maurice Yaméogo, dès janvier 1966 a été renversé par une insurrection populaire soutenue par l'armée avec à sa tête le général Aboubacar Sangoulé Lamizana. Celui-ci, quoiqu'élus 2 fois (1970 et 1978) avec un régime d'exception entre février 1974 et mai 1978, sera déchu par un coup d'État de Saye Zerbo en novembre 1980. Ce dernier sera à son tour victime, en novembre 1982, d'un coup d'État ayant porté Jean-Baptiste Ouedraogo au pouvoir. À son tour, il subira un coup d'État qui ouvrira le régime révolutionnaire du CNR sous Thomas Sankara en août 1983. Assassiné le 15 octobre 1987 à la faveur d'un autre coup d'État perpétré par une junte militaire, le CNR cédera la place au Front Populaire du capitaine Blaise Compaoré. On enregistre également depuis la chute de ce dernier deux coups d'État (septembre 2015 et janvier 2022). Si le premier n'a pas fait long feu, le second est consommé et suis en cours avec la démission forcée du président Kaboré.

mêmes stratégies par ce dernier. C'est dire qu'on attend mettre plus l'accent sur l'agence, les spécificités stratégiques propres, ou non, au président Compaoré, à l'interne comme à l'international, que sur la structure, l'inscription du règne des deux présidents dans un même pays.

Par la suite, l'accent sera mis, conformément à notre modèle d'analyse, sur le règne du président Compaoré et l'impact de ses investissements politico-militaires internationaux, tant dans l'évitement des menaces à sa survie, que dans la mise en échec de celles-ci, le cas échéant. Plus précisément, nous examinerons « au concret » le poids de ces investissements à l'épreuve des menaces les plus décisives à sa survie (**Section II**).

Section I : Blaise Compaoré et Thomas Sankara : Une analyse contrastée des stratégies politico-militaires de gestion de la « longue durée ».

À l'évidence, il est impossible de soutenir que Blaise Compaoré et Thomas Sankara ont développé les mêmes stratégies de gestion du pouvoir tant à l'interne qu'à l'externe. Au regard du contraste de leur survie politique, 27 ans contre 4 ans de pouvoir, on pourrait *a priori* affirmer que le président Compaoré s'est montré plus intéressé par la « longue durée », sinon l'a mieux réussie que le président Sankara. Cependant, il serait factice de soutenir qu'il a géré sa « longue durée » de manière démocratique. Nonobstant ses oripeaux démocratiques, son régime n'en a pas moins été autoritaire, du moins hybride ou semi-autoritaire (Diamond 2002 ; Hilgers et Loada 2013). La tenue régulière d'élections présidentielles victorieuses (1991, 1998, 2005 et 2010) y était plus caractéristique des « autoritarismes compétitifs » (Levitsky et Way 2010). En plus, on peut relever les différentes modifications constitutionnelles (1997, 2000 et 2002)⁶⁷ ayant donné à cette longévité une certaine légalité.

⁶⁷ Il convient de noter qu'aux fins de donner des bases légales à ses ambitions de présidence à vie ou de gestion de la « longue durée », le président Compaoré a fait subir à l'article 37 de la Constitution du 02 juin 1991, relatif à la limitation du mandat présidentiel, plusieurs retouches au gré des dynamiques politico-militaires. Ainsi, en 1997, il est procédé à une levée de la limitation du mandat présidentiel qui n'était renouvelable qu'une fois. En 2000, suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, et la forte mise sous pression de son régime, une nouvelle modification de l'article 37 réintégra le verrou de la limitation à 2 mandats. En octobre 2014, c'est une nouvelle tentative de modification de l'article 37 pour se donner le droit à une cinquième candidature aux présidentielles, qui conduira finalement le président Compaoré à l'exil forcé sous une forte insurrection populaire.

Plus concrètement, et contrairement à son prédécesseur, le président Sankara, les données du terrain fondent la « longue durée » du président Compaoré sur un répertoire de stratégies politico-militaires, domestiques et internationales, lui ayant permis de s'éviter l'occurrence de certaines menaces à sa survie ou de les mettre en échec quand elles se produisent.

Dès lors, quelles sont les principales stratégies ayant sous-tendu la « longue durée » du président Compaoré par rapport au président Sankara ? En réponse, deux niveaux d'analyse méritent d'être observés : le domestique (I) et l'international (II).

I. Les stratégies domestiques de survie politique.

Suivant le règne du président Compaoré, elles se fondent principalement sur la mise en place de stratégies de *coup-proofing* (1), et la constitution d'un double réseau de loyautés politiques et civiles à travers la cooptation (2). Si l'institution d'un parti politique ultra-dominant meuble le volet politique, celle d'un réseau de loyauté autour des chefs coutumiers, religieux, d'opérateurs économiques clés et de certaines organisations de la société civile, en constitue la dimension civile. À son contraire, le président Sankara présente un tableau moins marqué par de telles stratégies.

1. Les stratégies de coup-proofing : entre répression et dissuasion.

« Scholars have demonstrated that building a strong, capable security apparatus is key for repressing internal dissent, preventing regime overthrow, and sustaining authoritarian rule » (Makara 2013, 335). Il en résulte donc un fort engagement des leaders intéressés par la « longue durée » dans du *coup-proofing*, afin de réduire « the military's ability to organize a successful coup (...) or to decrease the military's willingness to launch a coup » (Sudduth 2017, 4). Comme évoqué plus haut, cela se traduit par trois principales mesures, plus ou moins inclusives : « building parallel security institutions, distributing material incentives, and exploiting communal ties » (Makara 2013, 336). À celles-ci s'ajoutent le plus souvent, une politique de rotation régulière au niveau des postes de commandement pour éviter l'émergence de figures menaçantes à la survie du leader.

À l'analyse, Blaise Compaoré n'en a pas fait l'économie et s'y est engagé dès sa prise du pouvoir. Il convient de souligner que « la carrière politique de Blaise Compaoré débute le

4 août 1983 lorsqu'il participe à la prise du pouvoir de Thomas Sankara (...). Frère d'armes et homme de confiance du père de la révolution burkinabè, il sera d'abord ministre délégué à la Présidence, puis ministre d'État chargé de la justice » (Ncubé 2014). Suivant les affirmations de certains acteurs politiques burkinabè et même de nos répondants, Blaise Compaoré nourrissait déjà des ambitions de président de la Haute-Volta. Une version du récit du coup d'État qu'il a conduit, et ayant abouti à l'avènement du Conseil National de la Révolution (CNR) le 4 août 1983, en est quelque peu révélatrice. Elle relate que face aux tensions qui divisaient l'armée entre les conservateurs et les jeunes progressistes, « un émissaire avait été envoyé par Sankara pour dissuader Blaise Compaoré de passer à l'attaque étant donné qu'une entente serait intervenue avec Jean-Baptiste Ouédraogo, alors chef de l'État » (Jaffré 1989, 247). Blaise Compaoré n'y obtempéra pas et mènera tout de même son attaque qui se soldera par la chute du président Ouédraogo. À la suite, il aurait voulu prendre la tête du coup d'État, mais en sera dissuadé par Vincent Sigué, un des hommes de main de Thomas Sankara. La place sera ainsi faite à ce dernier pour diriger ce qui deviendra le CNR. Bien avant, il y a lieu de souligner que les tensions au sein de l'armée avaient déjà conduit à un coup de force, le 17 mai 1983. Cela avait entraîné les arrestations de Thomas Sankara, Henri Zongo et Jean-Baptiste Lingani. Suivant Ziegler (1986, 25), « la France, tutrice traditionnelle de tous les régimes voltaïques, voyait naître avec inquiétude l'émancipation du pays. [Alors], Guy Penne [ancien conseiller pour les affaires africaines du président Mitterrand] passe à la mi-mai à Ouagadougou. Le 17 mai, Ouédraogo fait arrêter Sankara ».

Des quatre « chefs historiques » de la révolution, seul Blaise Compaoré avait donc pu s'échapper et rejoindre ses troupes à Pô. C'est de ce repli qu'il initiera le coup d'État contre l'éphémère régime du Conseil de Salut du Peuple (CSP), malgré l'accord qui avait été trouvé entre les différentes factions de l'armée avec Jean Baptiste Ouédraogo.

Passé cet épisode, il s'était créé durant la période révolutionnaire un groupe de loyaux et fidèles militaires, autour des éléments du Centre national d'entraînement commando (CNEC) sous la nouvelle direction de Gilbert Diendéré. Ce n'est donc pas un hasard que

ce soit ce dernier qui ait été un des hommes clés du coup d'État sanglant d'octobre 1987⁶⁸. Il sera par la suite le bras droit militaire du président Compaoré durant tout son règne. Il faut souligner que dès sa prise de pouvoir, ce, dans un contexte politique tendu, le président Compaoré se constituera, très rapidement, une garde prétorienne au service de la protection et de la consolidation de son régime, le Régiment de sécurité présidentielle (RSP). À cette fin, il s'appuiera d'abord sur les éléments du premier bataillon du Centre national d'entraînement commando (CNEC) de Pô, pour conduire, aux premières heures de la « Rectification »⁶⁹, une politique répressive principalement orientée contre les acteurs civils et militaires restés fidèles au président Sankara, et dont les sorts se jouaient entre les purges, l'exil ou l'allégeance forcée (Loada 1996 ; Ouattara 2006 ; Harsch 2017). Par la suite, soit le 21 novembre 1995, « le CNEC fut dissous et sur ses cendres, fut créé le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) avec les mêmes moyens humains et matériels » (Zida 2018, 74). Ce changement faisait suite au processus de démocratisation entamée en 1991 et à un besoin de restructuration du CNEC. À l'époque, il était composé de 2 bataillons d'intervention rapide (BIR) respectivement basés à Ouagadougou et à Pô. C'est celui de Ouagadougou qui deviendra le RSP et spécialement affecté à la sécurité présidentielle. Celui de Pô sera chargé essentiellement de la formation militaire des commandos.

À sa création, le RSP est directement placé sous la responsabilité du Chef d'état-major particulier du Président du Faso, Gilbert Diendéré, ce qui le soustrayait du contrôle du Chef d'état-major général de l'armée (CEMGA). Il constituera le principal ressort militaire de Blaise Compaoré, son instrument répressif et de résilience autoritaire. Héritier donc du CNEC, ayant sévit de 1987 à 1995, il est officiellement chargé d'assurer la sécurité du chef de l'État tant à l'intérieur (résidences et déplacements) qu'à l'extérieur (déplacements à l'étranger) du pays. Toutefois, dans les faits, et comme le reconnaissent la quasi-unanimité de nos répondants, il s'agit d'une armée prétorienne destinée exclusivement à la protection et à la consolidation du régime de Blaise Compaoré⁷⁰. À la base, le RSP est composé d'une

⁶⁸ L'issue du procès y relatif l'a d'ailleurs déclaré coupable, avec le président Compaoré et Hyachinte Kafando, ancien chef de la garde présidentielle, tous condamnés à la prison à vie.

⁶⁹ C'est le nom donné à la politique réformatrice du président Blaise Compaoré, dès sa prise du pouvoir suite à l'assassinat du président Sankara. Elle se voulait être officiellement, non pas une rupture, mais une correction de ce qu'il considérait comme les dérives de la révolution sankariste, d'où la Rectification.

⁷⁰ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs, Ouagadougou, février-avril 2018.

élite sélectionnée au sein de l'armée nationale. Cette tradition élitiste se perpétuera, autour d'un certain mythe incarné par son unique responsable, Gilbert Diendéré. Considéré à juste titre comme « une armée dans l'armée », le RSP était constitué de trois principaux groupements⁷¹, et son effectif représentait environ 10 % de l'armée nationale burkinabè. À sa dissolution, le 25 décembre 2015, il comptait environ 1300 éléments⁷² (Bagayoko 2016). On peut aisément affirmer que sous Blaise Compaoré c'est l'armée, à travers notamment le RSP, « qui gouverne (...) contrôle et filtre l'accès à l'État, les autres catégories dirigeantes -civiles- étant réduites à la condition de forces d'appoint et de légitimation » (Loada 1996, 290). Mais, « la garantie de la loyauté et la fidélité de l'armée (...) allaient au-delà de sa seule garde présidentielle. Elles se fondaient aussi sur la cooptation et la corruption de la majorité des officiers supérieurs de l'armée régulière »⁷³, soutient un de nos répondants. « Des officiers [occupaient] des postes stratégiques de l'appareil d'État où sont captées des rentes alimentées par les donateurs ou les opérateurs économiques » (Hilgers et Loada 2013, 193). Cela informe sur les pratiques du président Compaoré quant à la garantie des soutiens multiformes du RSP, mais aussi de la majorité des officiers supérieurs. Comme le soutiennent Hagberg et al. (2017, 81), « pendant les 27 ans de règne de Compaoré, le pouvoir était basé sur une manipulation de l'armée » à des fins de survie politique et de gestion de la « longue durée ».

L'organisation militaro-sécuritaire du président Sankara était plus fondée sur un régime de junte, moins centralisé autour d'un homme, et sans la constitution d'une garde présidentielle propre à vocation essentiellement prétorienne. Le CNR était en effet un organe mixte (composé de militaires et de civils) sous le contrôle de ses quatre « chefs historiques » : le Commandant Jean-Baptiste Lingani et les capitaines Thomas Sankara, Blaise Compaoré et Henri Zongo. Dans ce cadre, la garde de Thomas Sankara était assurée de manière alternée entre les militaires de Pô et ceux de Kamboinsé (Englebert 1986 ; Jaffré 1989). Néanmoins, face aux tensions et divisions grandissantes au sein de l'armée, entre

⁷¹ Il s'agit du Groupement des unités d'intervention (GUI), du Groupement de commandement et des services (GCS) et du Groupement des unités spéciales (GUS).

⁷² Cette dissolution était rendue nécessaire pour son successeur, le président Kaboré, et même pour plusieurs acteurs civils, politiques et militaires. Qui plus est, la tentative de coup de certains éléments de ce corps, suite au départ forcé de Blaise Compaoré, avait été perçue par certains comme une volonté de rétablissement, à défaut de Blaise Compaoré, de son régime avec des acteurs qui lui sont restés fidèles et loyaux (cf. Entretiens avec les acteurs politiques et associatifs, Ouagadougou, février-avril 2018).

⁷³ Entretien avec un journaliste burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

les pros Sankara et les pros Compaoré, un projet de constitution d'une garde présidentielle propre devait voir le jour avec pour responsable Vincent Sigué, homme de confiance du président Sankara, craint à l'époque par beaucoup de militaires⁷⁴. « Depuis plus d'une année, un conflit latent puis ouvert a opposé deux conceptions antagonistes dans la révolution d'août. Cette situation est née essentiellement de la question organisationnelle au sein du processus révolutionnaire de laquelle découle logiquement toute une série de problèmes »⁷⁵, reconnaîtra Blaise Compaoré dans son allocution du 19 octobre après le coup d'État. Bien avant, c'est Thomas Sankara lors de son discours au quatrième anniversaire de la révolution, le 4 août 1987, qui reconnaîtra l'adversité et les divisions dans les rangs de la révolution. Pour mieux contenir ces divisions, la constitution de sa propre garde présidentielle devait s'opérer dans un projet plus large de réorganisation du ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité. Adopté en Conseil des ministres le 14 octobre 1987, il visait l'établissement d'un nouvel organigramme : une direction générale de la sûreté administrative, une direction de la sécurité d'État, une direction de la police nationale et une direction de la force d'intervention du ministère de l'Administration territoriale et de la sécurité (FIMATS). C'est cette dernière, la FIMATS, qui devait faire office de la nouvelle garde présidentielle sous la direction de Vincent Sigué. Ainsi, contrairement au RSP qui était sous la responsabilité du chef d'état-major particulier de la présidence du Faso, la FIMATS devait rester sous la tutelle du MATS (Ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité) dirigé par Ernest Ouédraogo, un fidèle du président Sankara.

Bien que le président Sankara n'ait pas pu mettre en place sa propre garde présidentielle, il y a lieu de souligner que l'armée, jusqu'à ce qu'y surviennent des divisions internes ayant conduit au coup d'État, a constitué un fort soutien de son régime⁷⁶. La prise du pouvoir du CNR avait été marquée par différentes purges en son sein. On peut citer notamment l'exécution du Colonel Gabriel Somé Yorian, suite à sa tentative de rébellion ; celle de sept autres éléments jugés favorables au régime du Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National (CMRPN), suite à l'échec de leur tentative de putsch en mai 1984 ; les

⁷⁴ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs, Ouagadougou, février-avril 2018.

⁷⁵ Il est cité dans (Jaffré 1989, 235)

⁷⁶ Entretien avec un ancien gendarme à la retraite, Ouagadougou, mars 2018.

« dégagements » et les mises à la retraite anticipée de tous les officiers supérieurs (Englebert 1986 ; Jaffré 1989 ; Ouattara 2006). Ces différentes actions avaient « désamorcé la plupart des anciens facteurs de division de l'armée : le contrôle idéologique dissipe les conflits de tendances politiques, l'exécution de Gabriel Somé Yorian élimine les conflits de personnes et les mises à la retraite empêchent la résurgence de conflits de générations » (Englebert 1986, 160). Elles ont dès lors renforcé les capacités répressives et dissuasives du CNR.

Cependant, au fil du temps, les « jeunes turcs »⁷⁷ (Loada 1996) montreront des signes de divisions. La forte politisation de l'armée, comme tout phénomène de politisation, donnera naissance à des tendances antagonistes. « Un militaire sans formation politique est un assassin en puissance », disait Thomas Sankara pour soutenir l'implication politique du militaire dans la gouvernance du pays. Loin d'un retour ou d'un cantonnement dans les casernes, comme le suggère une certaine littérature sur le professionnalisme ou le rôle d'arbitre de l'armée (Huntington 1959 ; Janowitz 1960), le militaire sous le CNR était partie prenante de sa société à travers son implication aux différentes activités de développement. À ce propos, Thomas Sankara se prononçait ainsi devant la presse, le 2 septembre 1983 : « Pour nous, il n'y a pas de révolutionnaires dans la caserne (...) l'armée est une composante du peuple (...). Il ne s'agit pas pour les militaires de prendre le pouvoir un jour et de le rendre un autre jour (...) Donc, il n'y a pas d'échéance qui tienne »⁷⁸.

Si le retour à la caserne se fonde sur une certaine neutralité politique et un sens du professionnalisme de l'armée, c'est aussi lui permettre d'intervenir plus facilement pour rétablir l'ordre quand les divisions sociopolitiques menacent la stabilité de l'État. Mais, cela se fonde sur son unité qui reste difficilement soutenable en dehors des casernes. Aussi, n'ayant pas su garantir cette unité, qui sur la durée sera caractérisée par une importation ou une réappropriation des divisions sociopolitiques de la société burkinabè, le président Sankara, sans une garde présidentielle propre, s'est rendu plus vulnérable aux menaces.

⁷⁷ Le terme est utilisé pour désigner ces jeunes militaires progressistes sous la direction du CNR et les contrôle de ses 4 « chefs historiques ».

⁷⁸ Carrefour Africain, n° 793-794 du 02.09.1983, p. 15.

C'est ce qui expliquerait selon un acteur de la société civile la minutie et la réussite du coup d'État d'octobre 1987⁷⁹.

Le président Compaoré ayant bien compris cela, surtout dans un contexte politico-militaire critique immédiat à sa prise du pouvoir, s'entourera d'un fort appui militaire, à travers les éléments du CNEC⁸⁰, dont il a été le chef. L'inédite de sa prise du pouvoir, sanglante avec l'assassinat du président Sankara et ses douze compagnons, avait été accueillie comme une vraie onde de choc qui bouleversa au-delà du pays. « On ne peut pas parler de Blaise Compaoré sans se rappeler de comment lui-même est arrivé au pouvoir (...) Les Burkinabè ont perçu ce passage-là comme une véritable tache noire dans notre histoire politique et sociale qui avait confiné beaucoup dans la torpeur »⁸¹. Pour un de ses anciens ministres, le coup d'État venait régler par les armes des contradictions et polarisations au sein de l'armée. Or, « ... qui dit armée parle forcément d'armes »⁸². Alors « sanglante, l'épreuve de force du 15 octobre 1987 ne pouvait que l'être. L'accumulation des différends politiques, idéologiques, voire personnels - au sein du CNR - ne laissait guère présager d'autres issues » (Otayek 1989, 2).

On pourrait néanmoins rétorquer que le coup d'État ayant porté Thomas Sankara au pouvoir, malgré qu'il découlât de certaines divisions dans l'armée entre les conservateurs et les jeunes progressistes, n'a pas aussi entraîné une vague d'assassinats. Qui plus est, la vie du président Ouédraogo, médecin-commandant à l'époque de l'armée, avait été épargnée. Nonobstant cela, c'est un fait que c'est sous le CNR qu'on note les premiers assassinats politiques du pays (Jaffré 1989 ; Ouattara 2006 ; Ouédraogo 2015), bien que celui ait été moins répressif en termes de purges. Les résistances étaient de moindre ampleur jusqu'à ce que les divisions surviennent entre les révolutionnaires.

Tirant leçon des failles du CNR et des dangers de la division au sein de l'armée, Blaise Compaoré intégrera également au RSP des services de renseignements fort efficaces. Ceux-ci ont constitué un véritable outil de surveillance des opposants réels ou présumés et leurs répressions éventuelles en fonction des niveaux de menace vis-à-vis du pouvoir. Au-delà, les renseignements ont été d'un précieux appui au service de la survie du président

⁷⁹ Entretien avec un acteur de la société civile, Ouagadougou, avril 2018.

⁸⁰ Entretien avec un acteur de la société civile, Ouagadougou, avril 2018.

⁸¹ Extrait d'entretien avec un opposant politique, Ouagadougou, mars 2018.

⁸² Entretien avec un ancien ministre du président Compaoré, Ouagadougou, mars 2018.

Compaoré, notamment vis-à-vis de ses partenaires extérieurs. Présentés comme un des atouts majeurs de son régime, les services de renseignements ont permis au président Compaoré d'asseoir sa quasi-indispensabilité dans les différents enjeux sécuritaires ouest-africains, notamment terroristes, et de renforcer sa position d'allié stratégique du duo franco-américain⁸³.

On peut soutenir par contre que le service de renseignement du président Sankara avait plus une portée interne et reposait plus sur les Comités de défense de la révolution (CDR). La surveillance des CDR a surtout porté sur les syndicats au niveau de l'administration publique (avec notamment les CDR de service), les organisations politiques de gauche (la LIPAD, l'ULCR, le PAI, le PCR, etc.), et sur ceux qui étaient qualifiés de « réactionnaires » ou de « féodaux » (Jaffré 1989 ; Martens et Meesters 1989 ; Ouattara 2006). S'exerçant dans un cadre moins institutionnalisé et sans réel contrôle, les activités de renseignements et de surveillances des CDR n'ont pas été sans dérives, avec notamment des délations, des règlements de compte, des querelles de chapelles et des luttes d'hégémonie, sinon de positionnement (Jaffré 1989 ; Labazée 1989 ; Martens et Meesters 1989 ; Somé 1990 ; Ouattara 2006).

Au-delà de la constitution des gardes présidentielles prétoriennes, soutenue le plus souvent par des services de renseignements, réussie chez Blaise Compaoré et inaboutie chez Thomas Sankara, une autre stratégie de *coup proofing* est la singularité du traitement réservé aux éléments de ces gardes par rapport au reste de l'armée. Ils bénéficient généralement d'avantages et de privilèges faisant d'eux, les corps armés les mieux équipés, formés et rétribués.

Le RSP, avec son effectif peu pléthorique, ne faisait pas exception à la règle. Sous Blaise Compaoré, « il existait (...) très peu d'unités interarmées dans une institution organisée en unités spécialisées. Ainsi, il était difficile pour une seule unité d'avoir l'intégralité des capacités opérationnelles pour mener une action de déstabilisation et s'opposer au RSP » (International Crisis Group 2013, 15). Comme le souligne Carayol (2014), « à eux seuls,

⁸³ Ses différentes intermédiations dans les libérations d'otages étaient en partie fondées sur l'efficacité de ses services de renseignement. En plus, le Burkina Faso sous Blaise Compaoré servait de base de surveillance et de renseignement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, une des dernières actions au soutien de l'efficacité de ses services de renseignements a été l'épisode du crash de l'avion Air Algérie le 24 juillet 2014. À l'occasion, ce fut à travers l'appui du renseignement burkinabè, avec en tête le général Gilbert Diendéré, chef du RSP, que sera très vite connu le lieu de l'accident.

les hommes de Diendéré pourraient mater le reste des troupes. Ils sont bien formés et très bien armés », d'autant plus que les mutineries de 2011 avaient donné l'occasion d'accentuer encore plus leur suprématie (International Crisis Group 2013; Hilgers et Loada 2013; Dwyer 2017a; 2017b). En effet, pour se prémunir de toute autre mutinerie, Blaise Compaoré avait choisi de désarmer les principales casernes de l'armée nationale au profit du camp Naaba Koom, quartier général du RSP (International Crisis Group 2013; Hilgers et Loada 2013). En plus d'être mieux armés et équipés, les éléments du RSP étaient très bien payés. Ils bénéficiaient de privilèges plus intéressants que le reste de l'armée nationale⁸⁴.

N'ayant pas pu finaliser sa politique de mise en place d'une garde présidentielle propre, il est sans objet de prétendre analyser ce point sous le règne du président Sankara. Toutefois, on pourrait souligner que sa politique anticorruption et sa vision particulière des relations civilo-militaires, qui présentent le « militaire comme un civil en mission » et le « civil comme un militaire en permission », étaient aux antipodes d'une politique clientéliste de privilèges orientés à un corps d'élite particulier. « He was young and charismatic, with a genuine aversion to corruption, a penchant for personal austerity and aspirations for popular dignity that have contributed to his lasting appeal » (Frere et Englebert 2015, 304). Plus austère en effet, il avait effectué des ponctions salariales tout en supprimant certains privilèges et avantages au sein de l'armée, qui devait, conformément à son idéologie révolutionnaire, être soumise aux mêmes sacrifices, voire plus que les civils, pour la bonne marche de la Révolution. « Most military leaders who come to power in a coup make attempts to win the military over with added equipment, salaries or prestige but instead of doing this Sankara in a way 'demoted' the military to civilian roles » (Dwyer 2017b, 222) Une troisième stratégie caractéristique du *coup-proofing* est l'instrumentalisation des liens identitaires. Il s'agit là d'une stratégie cherchant à davantage garantir la loyauté, vis-à-vis du leader, des gardes présidentielles. Pour ce faire, elle se fonde sur une constitution identitaire de celles-ci suivant des critères ethniques et/ou religieux. Elle serait une meilleure façon de lier le destin du groupe identitaire à celui du leader (Quinlivan 1999 ; Makara 2013 ; Albrecht 2015), afin d'annihiler toute velléité de défection critique à sa survie politique. La littérature retient que les gardes présidentielles constituées sur des

⁸⁴ Entretien avec des acteurs politiques et associatifs, Ouagadougou, février-avril 2018.

bases identitaires sont en effet plus fidèles et loyales au leader et résilientes face aux tentatives de déchéance de celui-ci (McLauchlin 2010 ; Makara 2013 ; Albrecht 2015). Suivant ce critère, on soutiendra que la composition du RSP était plutôt élitiste et non identitaire. Pour rappel, il est l'émanation du CNEC dont les membres, depuis la base, étaient recrutés suivant leurs aptitudes et performances à l'issue du cursus normal des formations militaires. De ce constat, on pourrait *a priori* douter d'une plus grande fidélité et loyauté du RSP vis-à-vis du président Compaoré. Les défections, à l'occurrence d'une menace à sa survie, devraient donc être plus plausibles. Mais, la réalité de son règne falsifie quelque peu le postulat d'une plus grande fidélité et loyauté des armées identitaires. Le RSP s'est toujours montré plus ou moins loyal et fidèle au président Compaoré jusqu'à sa chute. Et pour certains acteurs sociopolitiques, cela reposait davantage sur la singularité de leurs traitements et la manne financière dont ils étaient bénéficiaires⁸⁵. « Certes, Blaise Compaoré a évité dans une large mesure d'ethniciser l'armée, mais il l'a plutôt politisée avec des officiers commerçants et grands propriétaires d'immeubles », nous affirmait un acteur politique⁸⁶. Cela a créé un phénomène d'embourgeoisement de l'armée, surtout au profit des officiers supérieurs, mais quasiment au détriment des soldats de rang et des sous-officiers. Tout comme le soulignait El-Alaoui (2008, 11) à propos des régimes arabes, « de hauts gradés militaires appartiennent désormais à la nouvelle bourgeoisie, détenteurs qu'ils sont d'importants avoirs dans l'économie nationale ». Cependant, d'autres voient dans ces loyauté et fidélité du RSP, un certain sens du professionnalisme. Pour un de nos répondants, « le RSP était certes un corps largement privilégié parmi les autres régiments de l'armée nationale, mais il comportait également de jeunes soldats responsables et professionnels »⁸⁷.

Absent chez le président Compaoré, l'instrumentalisation ethnique de l'armée l'était également sous le président Sankara. Il en résulte que ce dernier n'a fait usage d'aucune des trois principales stratégies caractéristiques du *coup-proofing*.

Par-delà celles-ci, les rotations au niveau des postes de commandement sont aussi un trait caractéristique de la consolidation du *coup-proofing*. Elles visent, pour le leader, à éviter

⁸⁵ Entretien avec des acteurs politiques et associatifs, Ouagadougou, février-avril 2018.

⁸⁶ Entretien avec un acteur politique burkinabè, Ouagadougou, Février 2018

⁸⁷ Entretien avec un militaire à la retraite, Ouagadougou, mars 2018.

toute émergence de figures menaçantes et potentiellement présidentiables. Néanmoins, une telle pratique est peu observable dans les stratégies de *coup-proofing* du président Compaoré. En l'occurrence, le RSP, de sa création en 1995 à sa dissolution en 2015, fut sous la seule et unique responsabilité du chef d'état-major particulier de la présidence, le général Gilbert Diendéré. Il est resté le bras droit militaire du président Compaoré durant ses 27 ans de règne. « Diendéré est un bon camarade, un révolutionnaire sincère qui exécute correctement les tâches que lui assigne la révolution (...). Nous travaillons ensemble depuis sept ans, et ce dans une confiance totale ». C'est en ces termes que le présentait le président Compaoré depuis 1989, à la suite de l'exécution des deux derniers chefs historiques de la révolution, Henri Zongo et Jean Baptiste Lingani. Avec une complicité quasi parfaite, le général Diendéré, resté fidèle à Blaise Compaoré jusqu'à sa chute, fut celui qui organisa son exfiltration jusqu'à Abidjan avec l'aide de l'armée française. On rappellera également qu'en 2011, « malgré les fortes tensions dans l'armée, en particulier entre la base et la hiérarchie, et les aspirations au changement bruyamment exprimées, le tandem Compaoré et Diendéré ne s'est pas brisé » (Hilgers et Loada 2013, 194). Les pratiques rotatives du président Compaoré sont plus à observer au sein du reste de l'armée nationale qui a particulièrement connu des remaniements, bien que non véritablement majeurs dans leur portée, à l'exception de 2011, suite aux mutineries militaires. Le 15 avril 2011, il avait en effet débarqué les principaux chefs militaires et s'était octroyé lui-même le portefeuille du ministère de la Défense.

Sous le président Sankara, on pourrait évoquer ses purges et surtout sa mise à la retraite anticipée des officiers supérieurs, notamment les généraux. Toutefois, celles-ci étaient moins guidées par une politique de *coup-proofing* que par une volonté d'élaguer au sein de l'armée les conflits de générations (Englebert 1986 ; Jaffré 1989 ; Loada 1996 ; Ouattara 2006).

Somme toute, il convient de retenir que de ces deux leaders, Blaise Compaoré est celui qui s'est engagé dans des stratégies de *coup-proofing*, au travers d'une garde présidentielle, le RSP, essentiellement composée suivant des critères élitistes, mais bénéficiant de traitements militaires, économiques et financiers singuliers. « Une armée dans l'armée » qui aura eu un double effet répressif et dissuasif, tant sur les acteurs civils et politiques que sur les militaires, notamment le reste de l'armée. Au service de la protection et de la défense

de son régime, le RSP a constitué le « bras armé » avec à son actif la majorité des actes de violence politico-militaires (purges, assassinats, tortures, intimidations, etc.) (Ouattara 2006 ; J. Ouédraogo 1999 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006 ; International Crisis Group 2013.) « Sous Blaise Compaoré, rares sont les personnes qui osaient réellement s’attaquer au régime à cause du RSP. Si tu t’amuses, on te fait et puis il n’y a rien », nous confiait un acteur de la société civile⁸⁸.

On comprend alors que pour la quasi-unanimité de nos répondants au Burkina Faso, le RSP ait été de loin le principal ressort de Blaise Compaoré⁸⁹. « Contrairement à Sankara, Blaise a su mieux rassembler le pouvoir militaire autour de sa personne avec la corruption de la plupart des officiers de l’armée régulière et la constitution du RSP »⁹⁰. Suivant Ouédraogo (2015, 3) en effet, « l’ère Compaoré marque la fin de la routinisation du charisme militaire marquée par la mise en œuvre d’un système de domination directe, fondée sur la coercition, en utilisant l’armée, et plus spécifiquement une partie de celle-ci, le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) ». Par contre, sous le président Sankara, la forte politisation de l’armée sans une réelle capacité de contrôle a entraîné une polarisation des tensions et des clans, qui se soldera par le coup d’État du 15 octobre 1987.

En plus de ce principal ressort militaire qui a fait le lit de la « longue durée » du président Compaoré, il y a lieu d’aborder un autre volet interne : la constitution des réseaux de loyauté civilo-politiques sur fond de cooptation et clientélisme politiques. « While repression would remain a hallmark of Compaoré’s decades in power, lasting stability required finding new pillars of support (...) » (Harsch 2017, 110)

2. La constitution des réseaux de loyautés internes : entre cooptation et clientélisme politiques.

Le *coup-proofing* n’épuise pas l’exclusivité des stratégies domestiques de gestion de la « longue durée ». Elles se fondent également sur la cooptation (Gerschewski 2013 ; Fjelde et De Soysa 2009 ; Xu 2021). Pour davantage consolider son régime, tout leader intéressé

⁸⁸ Entretien avec un acteur de la société civile, Ouagadougou, février 2018

⁸⁹ Entretiens avec les acteurs sociopolitiques, Ouagadougou, février-avril 2018

⁹⁰ Entretien avec un journaliste, Ouagadougou, mars 2018.

par la « longue durée » se construit des réseaux de loyauté interne extra militaires. Cela consiste, à travers la cooptation, au tissage d'alliances avec des couches sociales stratégiques qui disposent déjà d'une certaine légitimité sociale ou sont susceptibles d'en créer (Gerschewski 2013; Hilgers et Loada 2013). À cette fin, le leader use généralement du clientélisme et de la corruption politiques vis-à-vis de ces acteurs ou groupes d'acteurs stratégiques aux capacités d'influence certaines.

Dans ce sens, l'hétérogénéité des sociétés africaines avec pour corollaire l'existence de plusieurs strates de légitimité (la coutume, la religion, les ethnies, etc.) rend d'ailleurs ces pratiques accommodantes avec la gestion du pouvoir. Ce faisant, Blaise Compaoré s'est particulièrement fondé sur un parti politique dominant et un réseau de loyautés internes composés principalement des chefferies coutumières et religieuses, d'opérateurs économiques et de certains acteurs de la société civile. Quant au président Sankara, à la tête d'une junte sans véritable parti politique, au sens classique de LaPalombara et Weiner (2015), il s'est moins fait l'allié de certaines couches stratégiques à des fins de gestion de la « longue durée ». Les lignes qui suivent informent sur les niveaux de divergences entre les deux relativement à cette deuxième stratégie domestique de survie politique.

On retiendra que le principal réseau de loyauté interne du président Compaoré a été son parti politique. Il s'est agi d'abord de la constitution du Front populaire, en lieu et place du CNR, au lendemain du coup d'État du 15 octobre 1987. Suivant stratégiquement le vent de la troisième vague de démocratisation (Huntington 1991), le Front populaire s'allia le soutien de certaines formations politiques et organisations de la société civile (OSC) pour constituer l'Organisation pour la démocratie populaire/Mouvement du travail (ODP/MT) en avril 1989. Ainsi, l'Union des communistes burkinabè (UCB), le Groupe des communistes burkinabè (GCB) et l'Union des luttes communistes (ULC)⁹¹ rejoindront le Front populaire, là où on enregistrait le refus d'adhésion du Parti africain de l'indépendance (PAI) de Soumane Touré. « One strength of the model was its ability to entice potential challengers to position themselves around the periphery of the ruling party and government, undermining the emergence of a strong, institutionally distinct opposition » (Harsch 2017, 113). Toujours dans la dynamique d'alliance et d'élargissement de ses bases

⁹¹ Il faut rappeler qu'il y avait 2 branches de l'ULC. C'est celle de l'ULC-La Flamme de Kader Cissé qui avait rejoint le Front populaire. Quant à l'ULC-R de Valère Somé, elle est restée en retrait.

électorales, l'ODP/MT deviendra, en février 1996, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP)⁹². Au fil du temps et des pratiques de cooptation, le CDP deviendra ultra dominant. Blaise Compaoré s'attèlera de manière graduelle à « démanteler “démocratiquement” les partis d'opposition et à neutraliser la société civile » (Loada 1999, 138).

Concernant Thomas Sankara, malgré son volontarisme politique et les directives clairement contenues dans son Discours d'orientation politique (DOP), il n'avait pas voulu dans l'immédiat se constituer un parti unifié et fort au service de sa gestion du pouvoir. « He sharply rejected any party that was monolithic and politically stultifying, saying that he preferred instead an organization that would be 'pluralist, diverse, and enriched by many different thoughts and actions, thoughts and actions rich with a thousand nuances' » (Harsch 2017, 103). Pour lui, il n'en était pas encore question, sauf « si le besoin s'en fait sentir, une nouvelle structure sera envisagée »⁹³. C'est ainsi que, lors de son discours du 4 août 1987, il déclarera que « la révolution ne saurait se poursuivre et atteindre ses objectifs sans organisation d'avant-garde à même de guider notre peuple dans tous les combats sur tous les fronts... ». Bien avant, le seul et véritable relais politique du CNR était constitué des CDR, créés dès août 1983 et composés principalement de jeunes. Ils constituaient la principale organisation plus ou moins structurée de la révolution sankariste. Sous la direction d'un Secrétariat général, ils étaient représentés pratiquement dans tous les secteurs de la société burkinabè, dans les villes, les départements, les villages, les secteurs et même dans les services de l'administration publique (les CDR de service). Ils étaient chargés de la formation, la surveillance, la mobilisation, l'encadrement et la conscientisation politiques, de la sécurité (en tant que relais des forces militaires et de la police) et des travaux d'intérêt public. Les CDR étaient également dotés d'une formation militaire de base et certains membres étaient détenteurs d'armes. Ils constituaient une sorte de « détachements d'assaut qui s'attaqueront à tous les foyers de résistance » (Jaffré 1989, 189).

⁹² En effet, le CDP est la résultante de la fusion-absorption de plus d'une dizaine de formations politiques de plusieurs bords idéologiques.

⁹³ Il est cité par Bruno Jaffré (1989, 234)

Aux côtés des CDR, on notait la présence d'autres organisations de moindre envergure, l'Union des femmes burkinabè (UFB), l'Union nationale des anciens du Burkina (UNAB), les Pionniers⁹⁴, etc.

Toutefois, ces différentes organisations révolutionnaires étaient caractérisées par un émiettement et un réel manque de contrôle. Alors, à défaut de se constituer en partis politiques, elles n'ont pas pu être sur la durée cette force d'avant-garde unifiée et solide, qui devenait pourtant nécessaire et indispensable. Il en résulte une divergence fondamentale avec Blaise Compaoré qui a su, dès le début, rassembler au sein du Front populaire certaines organisations politiques et sociales stratégiques, pour constituer l'ODP/MT, puis le CDP, qui deviendra finalement un parti ultra-dominant sans véritable concurrent. Sous sa direction, le parti avait élargi ses tentacules dans toutes les sphères nationales et, surtout, au sein d'une administration publique fortement politisée⁹⁵.

Relativement à la constitution du réseau de loyauté autour des notabilités coutumières et religieuses, Thomas Sankara et Blaise Compaoré ont développé des approches différentes. Cela n'a pas été sans conséquences dans la gestion de leur survie politique. Du CNR au Front populaire, il s'est opéré un renversement stratégique des alliances sociales (Otayek 1989 ; Jaffré 1989 ; Loada 1996 ; Harsch 2017). Là où les chefferies, surtout coutumières, étaient considérées comme des « forces féodales » ou « réactionnaires » sous le CNR, le Front populaire de Blaise Compaoré en a fait des acteurs privilégiés de sa gouvernance politique.

L'idéologie révolutionnaire du président Sankara identifiait les notabilités coutumières et religieuses comme des « ennemis » de la révolution. Avec la « bourgeoisie d'État » et la « bourgeoisie compradore », elles étaient considérées comme les « valets locaux de l'impérialisme ». C'est dire que la politique intérieure du CNR était par définition antiféodale et anticapitaliste. À cette fin, le président Sankara avait plutôt choisi de mettre l'accent sur des politiques de « changements de mentalités », afin d'asseoir les bases d'un développement destiné à l'émancipation et l'épanouissement du peuple burkinabè

⁹⁴ Conformément au contenu de la Directive n° 85-007-C.N.R. S.G.N.C.D.R du 22 mai 1985, le Mouvement national des pionniers visait à encadrer et former les enfants dans des activités théoriques, pratiques, économiques, sociales, scientifiques et culturelles avec un contenu politique. Tout cela devait concourir « à former l'homme de demain, par conscientisation politique ».

⁹⁵ Entretiens avec les acteurs sociopolitiques, Ouagadougou, février-avril 2018.

(Labazée 1989 ; Martens et Meesters 1989). « L'un des traits dominants du sankarisme fut de concevoir la révolution en tant que projet fondamentalement individuel destiné, par la vertu de l'exemple et la force de la conviction, à changer la société » (Labazée 1989, 26). Mais pour un de ses anciens partisans⁹⁶, « Sankara était contre la féodalité et non contre les chefs coutumiers. Il les voulait seulement hors du champ politique ». C'est ce qui l'amènera à supprimer leurs attributions administratives, leurs prérogatives et avantages économiques. Ainsi dépouillés de la symbolique entourant leur statut, les chefs coutumiers étaient placés sur le même pied que tout citoyen ordinaire, et ne manqueront d'ailleurs pas d'être nargués par des CDR⁹⁷.

Après l'assassinat du président Sankara, ces derniers trouveront chez son successeur, le président Compaoré, un allié stratégique de leur réhabilitation. En effet, à sa prise du pouvoir avec une fragile base de légitimité, il se servira des notabilités coutumières et religieuses, dans leur diversité, pour mieux asseoir son pouvoir. Il leur octroiera des privilèges singuliers dans le respect de leurs rangs et pratiques. « La volonté de décriper les relations sociales et de rassembler, afin de faire accepter les statuts du Front populaire par la plus large frange de la population burkinabè, ne peut que conduire à tendre la main en direction des autorités coutumières et religieuses » (Beucher 2010, 46). Ils seront invités à la fois aux Assises nationales (8-10 janvier 1988) et à celles relatives à l'élaboration de la Constitution du 2 juin 1991. En contrepartie, Blaise Compaoré obtiendra le double soutien du Mogho Naaba Baongho au projet constitutionnel et à son parti l'ODP/MT. Cela a joué pour beaucoup d'observateurs dans sa victoire lors des présidentielles de 1991, malgré le faible taux de participation (environ 25 %)⁹⁸.

Bien qu'il ne soit pas aisé de soutenir l'hypothèse de l'ethnicisme dans cette politique interne de Blaise Compaoré, la centralité du Mogho Naaba⁹⁹ laisse apercevoir l'importance des Mossis dans sa gestion du pouvoir. Son accession au pouvoir a,

été parfois interprétée comme l'amorce d'un processus de restauration de l'hégémonie politique moaga, reposant sur la prédominance des Mossis du Centre au sein des instances dirigeantes. Réalité ou fantasme, il y a là potentiellement matière à « brouiller » le débat

⁹⁶ Entretien avec un ancien diplomate qui a servi au côté du président Sankara, Ouagadougou, juillet 2018.

⁹⁷ Entretien avec un acteur politique burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

⁹⁸ Entretiens avec des acteurs sociopolitiques burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018.

⁹⁹ Le Mogho Naaba est le titre porté par le roi du royaume Mossi (l'ethnie majoritaire au Burkina Faso) de Ouagadougou et de l'Oubritenga.

politique et à le transposer sur le terrain mouvant de l'ethnicisme (Otayek, Sawadogo, et Guingané 1996, 18).

Par contre, pour Beucher (2010), cela reposait sur de fortes considérations historiques et pragmatiques. « La royauté ouagalaise a constitué (...) une forme d'opposition menaçant le pouvoir central ; elle n'hésite pas à passer par sa conscience morale, anoblie par le poids de l'histoire et son statut d'«empire» [pour se présenter] comme un recours possible (...) » (Beucher 2010, 26). Par ailleurs, en mettant « à profit le mythe impérial (...) depuis les premiers temps de la période coloniale, le Moogo Naaba, devenu «empereur» (...), a damé le pion de ses homologues coutumiers et s'est imposé comme le relais incontournable de l'État auprès des masses rurales. » (Beucher 2010, 27). L'évocation de cette place historiquement construite du Mogho Naaba est intéressante à un haut point dans l'analyse des dynamiques politiques au Burkina Faso et des fortunes diverses des leaders ayant servi le pays jusqu'à nos jours. Car, comme le souligne Englebert (1986, 168-169), la royauté Mossi a constitué à la fois « une redoutable force sociale d'inertie » et « la base sociale traditionnelle des anciens régimes ». L'exception en la matière fut les régimes du premier président Maurice Yaméogo (1960-1966) et de Thomas Sankara (1983-1987).

Il va sans dire qu'avec sa posture antiféodale, Thomas Sankara, contrairement à Blaise Compaoré, s'est privé d'un déterminant capital symbolique qui aurait pu lui servir dans sa gouvernance politique. Car, « les chefs coutumiers ont montré à plusieurs reprises leur savoir-faire dans l'art de déstabiliser les régimes en place : résistance passive qui entrave le bon fonctionnement de l'administration, retournement de l'opinion moaga¹⁰⁰ dans le but d'accompagner les soulèvements populaires, etc. » (Beucher 2010, 49).

Par ailleurs, la gouvernance du président Compaoré accordait également une grande importance à l'Église. Si le Mogho Naaba y tenait son importance stratégique de l'histoire et de la légitimité acquise auprès de la majorité des Mossis ; celle de l'Église catholique découlait de son rôle dans la formation de la majorité des élites politiques du pays (Loada 1999).

Outre cette alliance stratégique du président Compaoré avec les notabilités coutumières et religieuses, il y a lieu d'évoquer le poids des alliances tissées avec d'autres acteurs stratégiques à savoir les opérateurs économiques et les syndicats. « Au slogan sankariste

¹⁰⁰ C'est à dire mossi.

d'une économie "nationale, indépendante, autosuffisante et planifiée", le manifeste du Front populaire oppose une stratégie de développement clairement désignée : le capitalisme d'État » (Otayek 1989, 8). À ce titre, le président Compaoré laissera se développer des réseaux de bourgeois affairistes et clientélistes, qui sont vite devenus propriétaires de grands intérêts économiques et fidèles laudateurs de son régime. Dès sa prise du pouvoir, il s'affirmera en ces termes : « Without shame, we must appeal to private investors (...) We need to develop capitalism (...) We have never considered socialism »¹⁰¹. Il deviendra lui-même « an example of opulence by starting construction on a new presidential palace and buying a luxury jet (...). Inevitably, the relaxation of controls encouraged functionaries to revert to their old ways » (Harsch 2017, 111).

Cela, de toute évidence, contraste avec l'austérité du président Sankara et ses différentes politiques de réduction du train de vie de l'État. À cela, il convient d'ajouter que sa politique anticorruption l'avait conduit à l'instauration des Tribunaux populaires de la révolution (TPR)¹⁰², dont les premières assises ont eu lieu le 3 janvier 1984. Ceux-ci avaient, entre autres compétences, la connaissance des crimes et délits politiques, des crimes et délits contre la sûreté de l'État, des détournements de deniers publics, d'enrichissements illicites, des cas de fraudes et corruptions. Avec les TPR, ce sont les intérêts de la « bourgeoisie » qui se trouvaient ainsi attaqués et remis en cause. Comme toute entreprise de changement, ou du moins de transformation de la société, elle ne manquera pas de heurter les intérêts des partisans du statu quo devenus du même coup des « réactionnaires »¹⁰³ hostiles à la révolution.

Au niveau de l'administration publique, ce sont les « CDR de service » qui venaient aussi concurrencer, sinon entraver, les activités des mouvements syndicaux. Il faut relever une opposition originelle du mouvement syndical au CNR, avec notamment le SNEAHV (Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta)¹⁰⁴. Elle « s'élargira à

¹⁰¹ Il est cité dans (Harsch 2017, 111)

¹⁰² Ils étaient composés de sept (7) membres, dont cinq (5) CDR, un militaire ou un gendarme et un magistrat de formation qui présidait les audiences. Celles-ci se tenaient sans ministère public et les personnes devant comparaître devaient elles-mêmes assurer leur défense sans l'assistance d'un avocat.

¹⁰³ Parmi les réactionnaires, ou ceux considérés comme tels, il y a les responsables politiques et administratives des anciens régimes, les classes bourgeoises, les chefferies traditionnelles et religieuses, les gardiens et patriarches de la tradition (Labazée 1989).

¹⁰⁴ « Le SNEAHV avait été l'unique syndicat à appuyer sans ambiguïté le régime du CMRPN (Comité à militaire pour le redressement politique national) du colonel Saye Zerbo qui, en novembre 1980, avait eu raison de la IIIe République du général Lamizana, avant d'être victime son tour de l'éphémère CSP (...)

l'ensemble des syndicats par la suite, pour dégénérer en une épreuve de force avec le pouvoir révolutionnaire » (Muase 1989, 50). Qui plus est, les politiques de réduction du train de vie de l'État et du pouvoir d'achat des fonctionnaires (les « dégagements », les diverses ponctions salariales¹⁰⁵, la suppression de certaines primes, la réduction de l'âge d'admission à la retraite, etc.) avaient fini par grossir le front syndical antirévolutionnaire¹⁰⁶.

À cela, les divers abus et dérives répressives des CDR ont davantage mis à mal la révolution et fragilisé sa légitimité. Certains se sont comportés en petits chefs autoritaires impliqués dans des règlements de compte, des pillages, des détournements, des lynchages ayant occasionné des décès, des rackets, etc.¹⁰⁷ Des dérives qui seront reconnues et dénoncées avec véhémence par le président Sankara lui-même, qualifiant certains CDR de « pillards », « tortionnaires », « opportunistes », « anarcho-fascistes », sans pour autant décider de leur suppression (Labazée 1989). « Nous avons besoin et nous aurons toujours besoin des CDR » (Labazée 1989, 21), déclarera-t-il.

Vers la fin, c'est plus le charisme de Thomas Sankara qui constituait le fondement de son pouvoir et emportait l'adhésion des « masses populaires » (Ziegler 1986 ; Englebert 1986 ; Jaffré 1989). En véritable tribun, ses discours et prises de parole, quasi messianiques, forçaient l'admiration et l'adhésion de ses multiples auditoires, tandis que d'autres étaient dans le suivisme. Comme le reconnaît un de ses anciens conseillers, Ablassé Compaoré, « Sankara reste le symbole de la révolution. (...) Beaucoup de gens sont venus à la révolution parce que c'est Sankara qui l'a conduit »¹⁰⁸.

Blaise Compaoré, moins charismatique et porté vers les grands discours, s'est lui montré plus pragmatique et opportuniste dans sa gestion de l'administration publique et des syndicats. Certes il était « d'une timidité maladive et avare de paroles. Mais derrière cette

Il était connu pour son alliance avec le FPV (Front progressiste voltaïque) de Joseph Ki-Zerbo, formation très proche alors du CMRPN » (Muase 1989, 51). On comprend dès lors qu'elle ait été contre le CNR à son avènement.

¹⁰⁵ On peut noter l'EPI (effort populaire d'investissement) qui représentait 5 à 12 % du salaire suivant le niveau des fonctionnaires (Englebert 1986)

¹⁰⁶ Une date clé à retenir de l'affrontement syndicats CNR est bien évidemment le 28 janvier 1985. Un groupe de plusieurs syndicats signataires d'une déclaration commune dénonçait l'ensemble des politiques du CNR dont, « l'aggravation constante des conditions désastreuses de vie et de travail des masses laborieuses confrontées à la misère, au chômage, l'analphabétisme, à la maladie et à la famine » (Labazée 1989, 55).

¹⁰⁷ Entretiens avec des acteurs sociopolitiques, Ouagadougou, février-avril 2018.

¹⁰⁸ Il est cité par Pierre Englebert (1986, 173).

apparence renfermée et discrète se cache une poigne de fer, qui prend progressivement le contrôle de tous les rouages de l'État » (Ncubé 2014). Donnant à sa prise du pouvoir le sceau de la « Rectification », il s'est d'abord voulu le « rectificateur » des dérives de la révolution sankariste, sans pour autant en renier ses fondements idéologiques. Il faut rappeler que le DOP fut la référence fondamentale du Front populaire (Otayek 1989). Suivant sa politique rectificatrice, beaucoup de mesures seront prises pour annuler ou corriger certaines décisions controversées sous le CNR. Ce sont, entre autres, la réintégration des enseignants « dégagés » pour fait de grève, le rétablissement de certains syndicats dans leurs droits et la suppression des CDR de service, la révision du statut de la fonction publique, le relèvement des salaires de 4 à 8 % et l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), l'annulation de l'obligation du port du Faso Dan Fani, l'offre de certaines garanties aux acteurs du secteur privé, le remplacement des CDR par des Comités révolutionnaires (CR)¹⁰⁹, etc.) (Labazée 1989 ; Martens et Meesters 1989 ; Jaffré 1989 ; Ouattara 2006). Ces différentes mesures, loin de revenir à l'orthodoxie révolutionnaire comme le proclamaient ou l'espéraient les radicaux du Front populaire, visaient à recouvrer une certaine popularité au plan social et susciter l'adhésion de ces différents acteurs et groupes d'acteurs à la « Rectification » (Otayek 1989 ; Loada 1996 ; Harsch 2017).

In fine, avec des politiques intérieures fondées sur la lutte contre la féodalité, l'anticapitalisme et un certain antisindicalisme, le président Sankara a moins fait preuve de cooptation et de clientélisme stratégiques plus caractéristiques des régimes autoritaires, et surtout, ceux inscrits dans la « longue durée ». Aussi, s'est-il privé d'un double capital symbolique et social. Pour Étienne Le Roy, « le président du CNR a échoué pour avoir oublié qu'il avait en face de son ordre nouveau des individus, des forces sociales, des institutions attachées à des références culturelles par rapport auxquelles les idéaux révolutionnaires se sont d'emblée affirmés antagoniques »¹¹⁰.

Bien qu'il ait engagé une « autocritique » à partir de 1986, à travers l'adoption de plusieurs mesures de décrispation des tensions politiques et une réorientation stratégique de la

¹⁰⁹ Ceux-ci étaient au nombre de sept catégories : les CR des anciens, des paysans, des femmes, des jeunes, des ouvriers, des militaires et des employés.

¹¹⁰ Il est cité par Otayek (1989, 3).

révolution, il ne réussira ni l'union ni le renforcement de l'adhésion populaire¹¹¹. Le rythme et le style de la révolution avaient fini par rogner considérablement les rangs des révolutionnaires, tout en élargissant ceux de ses opposants.

Quant au président Compaoré, apprenant des erreurs de son prédécesseur, il choisira de se constituer de forts réseaux de loyautés internes notamment avec les chefferies coutumières et religieuses, les opérateurs économiques et les syndicats. Dans une visée pragmatique et opportuniste, il s'en est fait des collaborateurs privilégiés pour mieux asseoir son pouvoir dans la durée. L'évolution étroite et progressive de sa collaboration avec ses différentes couches sociales fut entretenue par des pratiques clientélistes et corruptrices. Et ces dernières ont travaillé à davantage consolider son régime et élargir ses bases électorales dans un contexte d'« autoritarisme compétitif » (Levitsky et Way 2010), avec un parti politique ultra-dominant, le CDP. Mis ensemble, ces réseaux lui ont permis de se constituer un véritable « winning coalition » au service de sa gestion de la « longue durée ».

Ainsi, « plus stratège que son charismatique et bouillant prédécesseur, il déclare, dans un entretien accordé à un journaliste, aborder “les problèmes politiques avec une méthodologie militaire : quelle est la mission, quelle stratégie et quelles actions (...) mener à partir d'une évaluation sur le terrain, quelles étapes il lui faut prévoir” » (Loada 1996, 293). Or, pour Ziegler (1986, 17), « Sankara [était plutôt] un homme d'intuition plus que de concepts ».

De ce qui précède, il résulte une différence fondamentale de style dans la gestion des alliances politiques et sociales domestiques entre les présidents Compaoré et Sankara. Le président Sankara a plus privilégié une gestion anti-patrimoniale et anti-clientéliste, qui l'a privé d'un double capital symbolique et social. S'inscrivant dans un registre antinomique, Blaise Compaoré s'est montré plus patrimonialiste à travers la cooptation d'acteurs sociopolitiques stratégiques, dont la fidélité ou la loyauté ont été entretenues par des pratiques clientélistes et corruptrices¹¹². Ce faisant, il a su se garantir le capital symbolique

¹¹¹ En effet, le président Sankara, suite à une autocritique de la révolution, s'était engagé à des réformes et à la prise de certaines mesures pour décrier le climat politique qui était fortement tendu. Il s'est agi, entre autres, de la clémence accordée aux dignitaires des anciens régimes, la réintégration des 250 enseignants « dégages » pour fait de grève, la détente vis-à-vis des responsables religieuses, la réforme du code national des investissements, l'ouverture du financement des secteurs publics au privé, etc. (Labazée 1989; Harsch 2017)

¹¹² Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs, Ouagadougou, février-avril 2018.

et social nécessaire à sa gestion de la «longue durée», nonobstant les multiples contestations de son régime à travers des insurrections populaires, des tentatives de coups d'État et des mutineries.

Cependant, il convient de souligner que les différences stratégiques entre les deux vont au-delà de la sphère domestique. Le président Compaoré s'est également et surtout fondé sur l'international pour mieux garantir sa «longue durée». À l'œuvre, ses investissements politico-militaires en appui aux groupes armés et/ou aux États.

II. Les investissements politico-militaires internationaux de survie politique.

Ils s'articulent essentiellement autour des interventions militaires directes en soutien aux États et des alliances transnationales en soutien aux groupes armés (Tamm 2016). À ce titre, ils reposent sur l'activisme politico-militaire à l'international des présidents Compaoré et Sankara.

« Isolé diplomatiquement après sa prise du pouvoir sanglante en 1987, le président Compaoré a mené une politique extérieure active pour asseoir sa légitimité internationale » (Loada 1996, 23). Une fois au pouvoir, il avait « choisi de transformer son pays en puissance diplomatique régionale. Depuis 1990, le Burkina Faso a été directement impliqué dans sept crises ouest-africaines : au Libéria, en Sierra Leone, au Niger, au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali » (International Crisis Group 2013, 21). Quant au président Sankara, il a eu une diplomatie militaire moins intrusive. Sa politique étrangère s'est davantage inscrite dans un double credo d'anti-impérialisme et de non-ingérence, à l'exception de sa solidarité vis-à-vis des luttes de libération nationale.

Somme toute, l'analyse des usages stratégiques de l'international par ces deux leaders se décline ici dans les alliances transnationales en soutien aux groupes armés (2) et les interventions militaires directes en soutien aux États (3). Avant une telle analyse, le préalable d'une lecture de leurs orientations politico-militaires internationales s'impose afin de mieux en faire l'exposé au « concret » (1).

1. Des orientations politico-militaires internationales des présidents Compaoré et Sankara : un préalable aux investissements stratégiques.

Il est une évidence qu'une meilleure appréhension des investissements internationaux des leaders politiques, aux fins de gestion de la « longue durée », passe par le préalable d'une analyse de leurs orientations politico-militaires internationales. Celles-ci s'entendent au sens de leurs attitudes et/ou aptitudes variées dans la gestion de leur environnement extérieur suivant les contextes, les périodes et les acteurs à l'œuvre. Dans la présente étude, cet environnement extérieur invite à distinguer le régional immédiat, avec notamment les États limitrophes, et l'international extrarégional fondé sur la gestion des partenariats stratégiques avec la France principalement, pour ce qui est des leaders francophones, et aussi les États-Unis. En effet, la France se présente comme l'acteur international le plus intrusif dans les dynamiques politico-militaires domestiques de la plupart des États africains francophones. Par conséquent, de la nature de la gestion du partenariat avec elle, dépend le plus souvent la « bonne ou mauvaise » fortune de ses leaders. Qui plus est, les États-Unis, quand leurs intérêts ne sont pas menacés, semblent le plus souvent s'aligner derrière la France, soit en étant dans l'observation ou l'attentisme, soit en lui apportant des soutiens matériels et/ou logistiques.

Il en résulte que les orientations politico-militaires internationales du leader constituent un fort indicateur de ses investissements stratégiques. D'une part, de la nature de sa gestion de l'environnement régional immédiat se déclinent ses usages des alliances transnationales et/ou des interventions militaires directes en appuis aux États. D'autre part, ses orientations politico-militaires vis-à-vis de la France et des États-Unis sont révélatrices de ses investissements dans de telles actions politico-militaires. Il s'agit là d'une dimension incontournable, car ces stratégies sont souvent au service de l'un ou l'autre de ces partenaires, ou sont inscrites dans des logiques de guerres *proxies*. Par ailleurs, les ambitions instrumentales qui les sous-tendent visent principalement à se construire un statut de pivot vis-à-vis du duo, ou l'un des membres, et par-delà, d'incontournable dans les enjeux de sécurisation de leur espace régional.

À ce titre, il convient de souligner que des deux leaders à l'étude, Blaise Compaoré est celui qui présentait une orientation beaucoup plus accommodante avec l'international que son prédécesseur, Thomas Sankara. À une époque internationale où prédominait une vision

manichéenne des relations internationales, Thomas Sankara, sans alignement ni clientélisme, avait plutôt fait le choix de relations stratégiques au gré des intérêts de son pays et dans la défense des « peuples opprimés ». Mais, son « non-alignement n'est pas un neutralisme passif. Il se double d'un engagement concret et de positions tranchées sur les questions régionales, africaines ou mondiales » (Englebert 1986, 186). Autrement dit, le refus de toute politique de blocs n'empêche pas des prises de position sur divers enjeux à l'international, ou des engagements aux côtés de certains pays ou leaders. En effet, il a eu des liens singuliers avec des leaders révolutionnaires (Mouammar Kadhafi de la Libye, John J. Rawlings du Ghana), des pays d'obédience socialistes (Éthiopie, Mozambique, Angola, Zambie, etc.) ou communistes (Cuba), et des prises de position sur certains enjeux (le conflit palestinien, l'apartheid en Afrique du Sud, la défense du peuple sahraoui, etc.). Vis-à-vis de la France, les relations ont toujours été en dents de scie avec des remises en cause de certains anciens accords de coopération (Englebert 1986 ; Jaffré 1989). Dans son rejet des « carcans organisationnels hérités de l'époque coloniale », Thomas Sankara a également boycotté les sommets France-Afrique¹¹³.

Quant au président Compaoré, il présentait un profil plus docile tant avec les institutions internationales qu'avec les puissances occidentales. Selon un diplomate câblé par Wikileaks, en mars 2009, il savait « ce que les États-Unis et les bailleurs internationaux veulent entendre » (Carayol 2011). Et, « une des raisons pour lesquelles il [favorisait] des liens étroits avec les États-Unis [était] une tentative de renforcer son image au niveau international et par conséquent de consolider sa position à l'échelle nationale » (Jeune Afrique 2014). Considéré à juste titre comme un des piliers franco-américains dans la zone ouest-africaine, il a su travailler à gagner la confiance des puissances occidentales, notamment la France et les États-Unis, tout en satisfaisant à certains codes de bonne conduite des institutions de Bretton Woods. Pour rappel, Thomas Sankara avait par contre renoncé aux Programmes d'ajustements structurels (PAS) des années 1980, tout en ayant obtenu des performances macro-économiques largement saluées au niveau international (Jaffré 1989 ; Harsch 2017).

¹¹³ On note entre autres les sommets de Bujumbura en décembre 1984 et de Paris en décembre de l'année suivante.

Le président Compaoré plus pragmatique suivra donc le vent démocratique des années 1990 pour renouer avec les institutions de Bretton Woods. Cela l'amènera à inscrire le Burkina Faso à la deuxième phase des (PAS), puis en fera plus tard « le premier pays africain remplissant les critères d'éligibilité à l'initiative PPTE¹¹⁴ (...) » (Banégas et Otayek 2003, 85). Ce statut de « bon élève » des institutions de Breton Woods lui a permis de bénéficier d'énormes avantages financiers et économiques, contrairement au président Sankara qui s'était plutôt départi de l'aide internationale, ou du moins celle comportant des conditionnalités politico-militaires.

Au niveau régional, les prises de positions du président Sankara suscitaient plus de craintes chez ses pairs de la sous-région. Il était en effet très critique vis-à-vis des États voisins, notamment ceux du Conseil de l'Entente (Bénin, Côte d'Ivoire, Niger et Togo)¹¹⁵. Sa rhétorique révolutionnaire et progressiste y était perçue comme un appel à la révolution, sinon au renversement de leur régime¹¹⁶. Avec une diplomatie qualifiée d'agressive par beaucoup, ceux-ci craignaient un effet d'émulation ou de contagion. Et, cela ne manquait pas de provoquer des incidents diplomatiques¹¹⁷. « Le capitaine Sankara n'a-t-il pas annulé à plusieurs reprises ses visites prévues à Yamoussoukro et la Côte d'Ivoire n'a-t-elle pas privé le chef burkinabè d'une présidence attendue à la Communauté économique de l'Afrique occidentale (CEAO) lors du sommet d'octobre 1983 à Niamey ? » (Fauré 1985, 79). Outre cet incident, « les coups d'éclat, les colères et les réconciliations vont se succéder avec les pays voisins » (Jaffré 1989, 158). On peut relever, entre autres, la guerre de Noël de décembre 1985 qui avait opposé le Burkina Faso au Mali¹¹⁸, l'accusation de

¹¹⁴ Lancé en septembre 2006 par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, l'initiative pays pauvre très endetté est un programme d'assistance adressé aux pays les plus pauvres afin de les aider à mieux soutenir leurs dettes internationales.

¹¹⁵ Le Conseil de l'Entente est une des plus anciennes institutions sous régionales créé le 29 mai 1959 à l'initiative de Félix Houphouët Boigny. Constitué à la base de 4 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Niger), il sera rejoint par le Togo en 1966.

¹¹⁶ À propos du Mali, Thomas Sankara avait tenu une déclaration en septembre 1985 en ces termes : « La révolution du peuple burkinabè est à la disposition du peuple malien qui en a besoin parce que seule la révolution lui permettra de lutter contre la faim, la soif, la maladie, l'ignorance et surtout lutter aussi contre les forces de domination néocoloniales et impérialistes. Seule la révolution lui permettra de se libérer parce que la révolution ne saurait être le monopole d'aucun peuple ». In Carrefour africain, n° 901 du 20-09-1985.

¹¹⁷ En l'occurrence, le secrétaire malien de la CEDEAO en 1985 avait été déclaré persona non grata par le gouvernement burkinabè.

¹¹⁸ Elle résulte du conflit frontalier qui avait opposé les deux sur une zone litigieuse de 160 km environ, la bande d'Agacher. La guerre durera 5 jours environ avant qu'une solution de cessez-le-feu ne soit trouvée grâce aux médiations de la Libye et du Nigéria, mais surtout de l'ANAD. Ce différend frontalier sera par la suite traité par la CIJ.

complicité faite par le président Eyadema contre le Burkina Faso suite à la tentative de coup d'État contre son pouvoir en septembre 1986.

The brief war with Mali at the end of 1985 highlighted the regional strains confronting the CNR, at a time when the conservative, pro-French governments of neighbouring Côte d'Ivoire and Togo also exhibited open hostility to the Burkinabè government, including by hosting exiled opponents (Harsch 2017, 99).

Contrairement à son prédécesseur, le président Compaoré présentait un caractère assez modéré et conciliant avec la plupart des leaders et acteurs stratégiques régionaux. Il était de ce fait « chouchouté par la France et la Côte d'Ivoire, dont le vieux président supportait mal la présence de l'impétueux Thomas Sankara. Beaucoup voient d'ailleurs derrière la mort de Sankara la main d'Houphouët, inquiet de voir les idées révolutionnaires du bouillant capitaine faire tache d'huile » (Ncubé 2014). Cette thèse est également soutenue par certains de nos répondants qui y voient plus un soutien franco-ivoirien¹¹⁹. « Although no definitive evidence has emerged indicating a direct French role in the 1987 coup, Jacques Foccart, a key French intelligence figure with extensive networks throughout Africa, may well have been aware, if not actively engaged in, the coup plans » (Harsch 2017, 105). Concernant le soutien ivoirien, il convient de souligner que bien avant des soupçons de financement de complots contre la révolution depuis Abidjan avaient été révélés par certains acteurs¹²⁰. Nonobstant leurs tumultes politiques, il y a lieu néanmoins de souligner que les relations entre le « vieux renard » et le « jeune loup » n'étaient pas essentiellement conflictuelles¹²¹. Elles comportaient des aspects coopératifs, en raison de la profondeur historique des liens socio-économiques¹²².

Mais, sous le président Compaoré, ce, au-delà du cas ivoirien, les relations entre Ouagadougou et plusieurs capitales africaines prendront des allures plus amicales et coopératives. Une telle orientation régionale du président Compaoré fut déjà observable

¹¹⁹ Suivant les extraits d'entretien lors de notre séjour de terrain à Ouagadougou : Février-Avril 2018.

¹²⁰ En effet, on peut souligner l'attaque à la bombe de l'hôtel où devait séjourner Sankara le 11 février 1985 à Yamoussoukro dans le cadre d'un sommet du Conseil de l'Entente les 12 et 13 février.

¹²¹ Le « vieux renard » représentait Felix Houphouët Boigny et le « jeune loup » Thomas Sankara.

¹²² Le Burkina Faso, ancienne Haute-Volta a servi de réservoir de main-d'œuvre pour la Côte d'Ivoire du temps colonial. Ce processus a continué après les indépendances avec pour conséquence un fort exode des populations voltaïques en terre ivoirienne, et une certaine dépendance vis-à-vis de la Côte d'Ivoire. Cela créera, au fil du temps, un phénomène que François Gonidec qualifie de « sous-impérialisme ».

dès la période révolutionnaire où il était le numéro deux. De façon générale, dès la période révolutionnaire, Blaise Compaoré entretenait des relations privilégiées avec plusieurs leaders africains clés de l'époque. Parmi les plus importantes, on peut citer les présidents Félix Houphouët-Boigny et Mouammar Kadhafi.

Avec le premier, le président Houphouët-Boigny, sa relation sera davantage consolidée par son mariage avec la filleule de ce dernier, Chantal Terrasson de Fougères. Vis-à-vis de Mouammar Kadhafi, bien que les deux présidents Sankara et Compaoré aient chacun eu des relations plus ou moins privilégiées, la nature et le sens de celles-ci présentent d'importantes divergences. Le président Compaoré a davantage exploité l'axe Ouagadougou-Tripoli comme un circuit de financements et d'armements au service de certaines ingérences politico-militaires, notamment les alliances transnationales. Or, sous le CNR, Thomas Sankara s'était refusé à servir de client de Mouammar Kadhafi dans la déstabilisation de certains États de la sous-région. À cet effet, il refusera de proclamer le Burkina Faso comme une « Jamahirya », conformément au souhait du guide libyen, conscient que « la ligne anti-impérialiste de la Libye n'est d'application que lorsqu'elle sert ses propres intérêts » (Englebert 1986, 202). Aussi, Thomas Sankara ne manquait-il pas d'être critique de ce dernier par rapport à son occupation militaire du Tchad sous Hissène Habré ou encore son positionnement vis-à-vis du peuple Sahraoui¹²³.

Il résulte de ce qui précède une claire divergence d'orientations dans la gestion tant de l'environnement régional immédiat que dans celles des partenariats stratégiques avec la France et les États-Unis. Si le premier a fait de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays de la sous-région et de l'anti-impérialisme les leitmotifs de sa diplomatie politico-militaire, le second s'est plutôt inscrit dans un registre antinomique pour se faire l'allié stratégique du duo franco-américain tout en étant fortement investi, au niveau régional, dans de multiples alliances stratégiques et/ou transnationales.

¹²³ Il s'agit de l'accord d'Oujda signé en août 1984 avec le Maroc par lequel la Libye se rangeait du côté de ce dernier pour former un « Grand Maghreb arabe ». Il va sans dire que celui-ci s'est fait au détriment du peuple sahraoui et donc du RASD. Toutefois, cet accord sera abrogé les 29 août 1986 par le roi Hassan II.

2. Les alliances transnationales en soutien aux groupes armés.

Entendues comme tout « formal or informal arrangements for security cooperation (...) between states and nonstate armed groups from different states » (Tamm 2016, 151), on distingue les alliances transnationales explicites de celles plus ou moins tacites. Si les premières se fondent sur des preuves avérées, les secondes le sont moins et offrent plus de forts indices soutenus par les affirmations ou les analyses de certains experts, ainsi que des leaders politiques et associatifs.

Suivant cette perspective, c'est le président Compaoré qui fut le seul actif dans l'entretien d'alliances transnationales en soutien aux groupes armés, ce, dans le sens du renversement ou de la déstabilisation de certains leaders ou régimes politiques établis. Il faut souligner que l'accueil accordé à sa venue au pouvoir tant à l'interne qu'à l'international avait déjà mis à mal les débuts de son règne. C'est, entre autres, pour renforcer sa prise de pouvoir, qu'il choisira de s'investir dans le tissage et l'entretien d'alliances militaires transnationales, dont les plus importantes sont déclinées sur les lignes suivantes.

Les premières et véritables alliances transnationales du président Compaoré sont observables depuis les années 1990 à travers le Front patriotique de Charles Taylor et le RUF de Foday Sankoh. À l'époque, le Libéria et la Sierra Leone, transformés en foyer de crises au sein d'un « système de conflits » (Marchal 2012), offraient au président Compaoré ses premières expéditions politico-militaires en soutien à des groupes rebelles intéressés par la prise du pouvoir central. « President Blaise Compaoré helped equip Taylor's men, allowed them to traverse his country en route to and from Libya, and sent Burkinabè soldiers to fight alongside Taylor's forces » (Schmidt 2013, 200). Ses soutiens à Charles Taylor et au RUF de Foday Sankoh, ex-caporal de l'armée britannique, ne sont plus vraiment à démontrer, d'autant plus que le Burkina Faso avait été incriminé dans certains rapports du Conseil de sécurité y relatifs (Verschave 2000). Il convient de rappeler que c'est depuis le CNR que Blaise Compaoré a noué des relations singulières avec Charles Taylor, alors opposant politique rentré en dissidence avec le président Samuel Doe. Charles Taylor avait en effet trouvé refuge à Ouagadougou avec ses hommes et espérait en faire, à défaut d'une base arrière, un soutien politico-militaire à ses ambitions de renversement du président Doe. Cependant, conformément à sa ligne politique internationale, le président Sankara s'y était opposé. « Several Liberian exiles, among them the future warlord Charles

Taylor, had solicited Sankara's support for an insurgency in Liberia, but the Burkinabè president turned them down » (Harsch 2017, 105). Dès lors, « la seule option pour notre formation de rester au Burkina puis aller en Libye était de répondre positivement à la requête de Blaise, c'est-à-dire se débarrasser de Thomas Sankara qui était contre notre présence au Burkina » (Radio France Internationale 2008), déclarait Prince Johnson sur les ondes de la Radio France internationale (RFI). Cette déclaration sous-tendait une certaine sollicitation du numéro deux du CNR, Blaise Compaoré, à l'adresse des rebelles libériens pour des fins de renversement du président Sankara¹²⁴. En contrepartie, une fois au pouvoir, celui-ci devrait les aider dans leurs projets de renversement du président Doe au Libéria. Une sorte de pacte : « aidez-moi à renverser le président Sankara, je vous aide en retour à vous défaire du président Doe ».

Bien qu'il n'y ait jamais eu une réelle confirmation ou officialisation de l'existence d'un tel pacte, l'évolution de la suite des relations du président Compaoré avec Charles Taylor se traduira par les soutiens politico-militaires du premier aux troupes du second, le Front patriotique. Outre le caractère transnational d'une telle alliance, il y a lieu de signifier que cela s'inscrivait également dans les stratégies géopolitiques de résistance française aux velléités de domination américaine.

France considered the Ecomog operation further proof of Anglophone attempts to usurp its "traditional" sphere of influence in West Africa. French protégés in the region were hostile to American influence in Liberia and threatened by Nigeria's growing power. Burkina Faso and Côte d'Ivoire countered Anglophone dominance by supporting Taylor's rebel movement. (...) (Schmidt 2013, 200-201).

Verschave (2000, 84) présente également le cycle conflictuel Libéria-Sierra Léone, comme le fruit de « l'alliance de Charles Taylor, Blaise Compaoré et Muammar Kadhafi, bénie et promue par la Françafrique ». Il faut le rappeler, certains leaders africains, notamment ceux francophones, ont souvent joué le rôle de *proxy* de la France dans la déstabilisation de certains régimes. Le « cynisme » de la Françafrique ne s'embarrassait pas d'alliances avec des leaders ou dictateurs non francophones, comme les présidents Taylor et Kadhafi. Mais, au-delà de la défense du précarré français en Afrique, les alliances transnationales du

¹²⁴ Il faut souligner que certaines lectures du coup d'État sanglant du 15 octobre 1987 font mention de la présence de soldats libériens dans le commando ayant exécuté le président Sankara et ses douze compagnons.

président Compaoré reposaient sur la défense de ses intérêts privés immédiats, à savoir l'accessibilité à certaines richesses et ressources naturelles, ou encore la gestion de trafics divers. Cela n'a pas été sans conséquence, nous le verrons plus tard, dans ses stratégies de survie politique, à travers notamment son enrichissement personnel et celui de certains de ses affidés politiques, les soutiens extérieurs multiformes et la protection de la France. Dans la suite de ses alliances transnationales, en plus de celles avec le Front patriotique de Charles Taylor, l'internationalisation du conflit libérien en 1991 conduira le président Compaoré à soutenir les groupes armés sierra-léonais du RUF.

Taylor further internationalized the war in March 1991 by opening a second front in Sierra Leone, where Joseph Momoh's government threatened his supply route. To undermine his nemesis, Taylor helped to organize, train, and equip a Sierra Leonean rebel organization, the Revolutionary United Front (RUF) (Schmidt 2013, 201).

Ainsi, avec Charles Taylor intéressé par les diamants et les facilités de transactions sierra-léonaises, Blaise Compaoré participera à l'armement, à la formation et à l'organisation des combattants du RUF. Ces derniers étaient en effet implantés dans la zone frontalière du Libéria et contrôlaient « le gisement diamantifère de Kono, mais aussi les riches terres agricoles de Kailahum » (Verschave 2000, 85). C'est ainsi que Charles Taylor et le président Compaoré prospéreront dans les trafics du diamant et d'autres ressources. Cela a été facilité par la position stratégique de Monrovia, « une plaque tournante : pavillons de complaisance, drogue, armes, diamants de contrebande ». « Le premier [Charles Taylor] va souvent passer le week-end à Ouagadougou. Il rétribue le second [Blaise Compaoré] à partir d'un trésor de guerre estimé à 5 milliards de francs » (Verschave 2000, 86). Au Libéria comme en Sierra Leone, des militaires burkinabè, sous l'instigation du président Compaoré, ont combattu aux côtés des rebelles du Front patriotique et du RUF, sans aucune autorisation de l'Assemblée nationale. C'est pourquoi, selon ce répondant, « ces opérations et soutiens relevaient des ambitions personnelles du président Compaoré »¹²⁵. Le titre de l'article de Maria Sanon dans *Afrinews Burkina* du 13 septembre 1999, faisant écho de la

¹²⁵ Entretien avec un opposant politique burkinabè sous Blaise Compaoré — Ouagadougou, mars 2018.

grogne de ces militaires burkinabè revenus des deux fronts, en est assez évocateur : *On a chèrement payé votre richesse, alors remboursez !*¹²⁶

Par ailleurs, il y a lieu de noter que les alliances stratégiques du président Compaoré avec Mouammar Kadhafi et Charles Taylor, et les diverses retombées qu'il en a tirées lui avaient également permis de soutenir des opposants politiques et/ou des groupes rebelles d'autres pays. Sous son règne, Ouagadougou a été un lieu de passage privilégié de beaucoup d'opposants politiques, plus particulièrement à la fin des années 80 et durant la décennie 1990. On peut citer, entre autres, le Tchadien Idriss Déby et l'Ivoirien Laurent Gbagbo. En plus de leur accorder le gîte et le couvert, il a participé, selon les cas, à leurs armements et/ou financements¹²⁷. Blaise Compaoré a également été « l'un des meilleurs soutiens de l'Unita [de Jonas Savimbi]- qui [avait] ses aises et ses camps d'entraînement à Ouagadougou » (Verschave 2000, 86).

Ces différentes alliances transnationales du président Compaoré entraînaient bien évidemment des tensions vis-à-vis de certains de ses pairs africains, et même vis-à-vis de certaines puissances internationales.

Si la relation avec la France a été constante et pratiquement sans aucune zone d'ombre depuis le début des années 1990, il n'en a pas été de même avec les États-Unis. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, Washington reprochait au régime de Ouagadougou ses liens avec Charles Taylor et Mouammar Kadhafi (International Crisis Group 2013, 29).

Cela lui avait valu de faire ranger le Burkina Faso dans la catégorie des « États voyous » (Loada 2006). Toutefois, il rétablira très vite de relations plus coopératives avec Washington, en s'éloignant progressivement des deux leaders, et en permettant que le pays serve de base de surveillance du Sahara dans le cadre du contre-terrorisme. « Cette offre [avait en effet permis à son régime] d'éviter les critiques, les pressions, ou pire, les sanctions pour son implication dans les crises libérienne, sierra-léonaise et ivoirienne » (International Crisis Group 2013, 29).

¹²⁶À l'époque, ces militaires réclamaient du régime Compaoré des paiements supplémentaires de 15 milliards de francs CFA. « Dans une lettre adressée au Collège des Sages et au journal L'indépendant, ces militaires racontent comment ils ont participé et survécu à la guerre du Libéria et quels ont été les termes de l'accord qu'ils ont passé avec le régime en place avant de s'embarquer dans cette aventure macabre » (Verschave 2000, 87)

¹²⁷ Entretiens avec des acteurs sociopolitiques burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018.

En effet, son alliance transnationale la plus explicite fut celle avec la rébellion ivoirienne du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), devenue plus tard, les Forces nouvelles. Le président Compaoré aura participé à la formation et au financement des éléments du MPCI avant leur attaque en 2002, en les laissant se servir du Burkina Faso comme base arrière. « L'histoire de ces sous-officiers, tels Ibrahim Coulibaly, dit "IB", Tuo Fozié ou Cherif Ousmane, membres de la milice Cosa Nostra sous la junte de Gueï, qui se réfugièrent à Ouagadougou après les purges de l'été 2000, est désormais assez bien connue » (Banégas et Otayek 2003, 74). Son implication a en effet été évoquée dans quasiment toutes les actions de déstabilisation des régimes d'Abidjan. On peut citer, entre autres, les tentatives de coup d'État de la « Mercedes noire » en janvier 2001, du 19 septembre 2002, et la rébellion qui s'en est suivie.

Du côté des officiels burkinabè, c'est la légitime défense qui avait été le plus souvent invoquée pour soutenir les implications du président Compaoré dans les péripéties politiques ivoiriennes. À ce titre, les exactions dont étaient victimes les ressortissants burkinabè en terre ivoirienne ont toujours été invoquées par ses partisans pour soutenir cette thèse. Cela le conduira d'ailleurs à l'organisation de l'opération « Bayiri » (mère patrie), ayant consisté aux rapatriements de milliers de burkinabè de la Côte d'Ivoire. Cependant pour certains, ce profil de défenseur de la diaspora burkinabè était une imposture ; car moins inscrites dans une dynamique de légitime défense, les implications du président Compaoré résultaient plus d'un projet de rébellion bien planifié en vue de la déstabilisation du régime ivoirien¹²⁸.

Aussi, ces alliances transnationales du président Compaoré contrastent-elles, comme déjà relevé plus haut, avec le président Sankara dont la diplomatie politico-militaire s'est voulue moins intrusive et guidée par un principe de non-ingérence sauf dans la défense des « peuples opprimés »¹²⁹. Les actions de soutiens de ce dernier aux groupes armés ont davantage porté sur les mouvements de libération nationale dans des pays africains qui

¹²⁸ Suivant l'analyse des données collectées sur le terrain, certains de nos répondants, à propos de la crise ivoirienne, estimaient en effet que les actions du président Compaoré étaient planifiées « comme à son habitude » et que l'argument de la défense de la diaspora était plus une stratégie de renforcement de sa légitimité à une période où son régime tanguait à l'interne.

¹²⁹ Comme une anecdote, mais plus dans la symbolique, il avait offert 10 fusils aux combattants de l'ANC dans leur lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. En dehors de cette symbolique, les CDR ont eu à organiser plusieurs marches de soutiens vis-à-vis de certains « peuples opprimés ».

étaient toujours sous l'emprise coloniale. « Notre solidarité et notre soutien militants iront à l'endroit des mouvements de libération nationale qui combattent pour l'indépendance de leur pays et la libération de leur peuple » (Conseil National de la Révolution 1983, 44).

Avec une telle posture, emprunte d'anti-impérialisme, il n'a également pas servi de *proxy* dans la défense du précarré français comme a pu l'être son successeur Blaise Compaoré dans certains foyers de crises. Il s'était plus inscrit dans une diplomatie de rupture à la fois vis-à-vis de l'impérialisme occidental, notamment la Françafrique, et des alliances militaires transnationales qui avaient fait la bonne fortune de beaucoup de seigneurs de guerre (Reno 1999 ; Verschave 2000 ; Day et Reno 2014).

En dehors de ces cas d'alliances transnationales plus explicites avec des opposants et/ou groupes armés intéressés par la prise du pouvoir central, on note également chez le président Compaoré l'activation d'alliances transnationales avec les groupes djihadistes ou terroristes. Quoique moins explicites par nature, selon plusieurs répondants, ces alliances ont existé avec certains groupes indépendantistes et djihadistes ayant sévi au Mali. Elles lui auraient d'ailleurs permis de se porter comme un de leurs interlocuteurs privilégiés dans les processus de médiation pour la paix, mais aussi d'intermédiation dans la libération d'otages (Daniel 2014). Il faut notamment souligner que plusieurs responsables et membres des groupes rebelles indépendantistes (notamment le Mouvement national de libération de l'Azawad -MNLA), et salafistes (Ançar Dine) avaient pignon sur rue à Ouagadougou sous les « bonnes grâces » du président Compaoré. Ils y avaient quartier libre avec gîtes et couverts (Zoure 2012 ; International Crisis Group 2013 ; Hasseye 2014). Comme le souligne André Bourgeot, anthropologue français et directeur de recherche au CNRS, il n'y a aucun doute :

Compaoré a soutenu d'une manière assez claire les rebelles du mouvement de libération de l'Azawad (...). Il a hébergé les cadres du MNLA à Ouaga dans des conditions assez luxueuses (...), il a dépêché un avion personnel dans le septentrion malien pour évacuer (...) Bilal Ag Acherif qui avait été assez gravement blessé à la suite d'affrontements entre l'armée malienne et les militaires du MNLA (Hasseye 2014).

On reproche également au président Compaoré des liens avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ces liens « complices », présumés ou réels, ont en effet été évoqués à plusieurs reprises par des autorités burkinabè. Elles les estiment réels et y trouveraient une

part des raisons qui sous-tendent les attaques terroristes répétées que subit le pays depuis la chute du président Compaoré. Selon elles, cette chute aurait privé les groupes terroristes d'un de leurs forts soutiens. Pour d'autres, il y aurait une collusion entre des groupes djihadistes maliens ou sévissant au Mali et certains éléments du régime déchu qui, à terme, viserait la chute de l'ancien président Kaboré, pour faire la place à des acteurs politiques plus conciliants et sans entrave dans la bonne conduite de leurs actions¹³⁰. Les déclarations de ce dernier, lors d'une interview accordée à la chaîne allemande, Deutsche Welle, sur les relations entre son prédécesseur et les groupes djihadistes sont sans équivoque :

Qu'il y ait des liens, ce n'est pas des rumeurs, mais c'est un fait établi. Le Burkina Faso a bénéficié de la paix sociale pendant des années parce que, quelque part, nous avons un deal qui était là. Ça me semble évident d'autant plus que je dois rappeler qu'après le départ de Blaise Compaoré et les élections, à peine nous avons mis en place le gouvernement le 12 janvier que le 15 janvier, nous avons le premier attentat au Burkina Faso et depuis lors, nous sommes dans une activité antiterrorisme dont l'objectif c'est de nous empêcher de travailler¹³¹.

À la question de savoir si des responsables terroristes étaient venus le voir pour réclamer des voitures commandées avec Blaise Compaoré, il répondra par l'affirmative tout en précisant leur avoir dit d'« aller réclamer ces voitures à qui de droit en Côte d'Ivoire ; il vous dira où il les a mises. Mais moi, je ne suis pas dans ce deal-là ».

Pour se défendre de ces accusations, le président Compaoré, par l'entremise de ses avocats, transmettra un communiqué à RFI, et repris dans les lignes du magazine burkinabè en ligne, LeFaso.net. Dans cet extrait, il affirme ceci :

Je ne peux accepter de lire, ces derniers temps, sous certaines signatures irresponsables et dévoyées par un combat politique dépassé que j'aurais pu avoir des liens coupables avec les terroristes d'Al-Qaida au Maghreb islamique, lesquels justifieraient en réaction les attaques subies par mon pays (Roger 2017).

¹³⁰ Entretien avec un acteur de la société civile, Ouagadougou, mars 2018. On rappellera que finalement ce dernier sera déchu plutôt par un coup d'État mené, le 23 janvier 2022, par le Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba.

¹³¹ Interview accordé à la Deutsche Welle le 22 février 2019.

Toutefois, la défense du président Compaoré est loin d'être convaincante au regard des privilèges dont ont pu bénéficier, grâce à ses « bons offices », certains responsables de groupes indépendantistes et salafistes ayant développé des accointances complices avec les groupes terroristes. Par ailleurs, il est difficile de soutenir la « sanctuarisation » du territoire burkinabè de toute attaque terroriste par la force répressive ou dissuasive des éléments du RSP. « Le RSP était un tigre en papier », affirmait l'ancien président Kaboré (Kane 2019). Bien qu'on puisse discuter d'une telle affirmation, et donc des capacités opérationnelles réelles du RSP, il convient de reconnaître l'efficacité de ses services de renseignements. Somme toute, qu'on soit partisan ou non du président Compaoré, on ne peut nier sous sa gouvernance l'existence et l'entretien d'alliances militaires transnationales. Les divers soutiens apportés aux troupes de Charles Taylor, du RUF de Foday Sankoh, du MPS d'Idriss Déby, de l'UNITA de Jonas Sanvimbi, des Forces nouvelles de Guillaume Soro, etc. en sont suffisamment révélateurs. De ces alliances transnationales, il en a tiré diverses retombées, surtout économiques, fondées sur une certaine « criminalisation de l'État » (Bayart, Ellis, et Hibou 1997), ou encore une « entreprise de l'insécurité » (Perrot 1999). En effet, au travers des différents trafics et financements à l'œuvre, le président Compaoré et plusieurs de ses affidés politico-militaires se sont fortement enrichis. Ces enrichissements lui ont permis de mieux soutenir ses pratiques de cooptation et clientélisme au double plan national et international. Si l'expérience sankariste était caractérisée par « une politique de dépatrimonialisation de l'espace public (...), aucun Prince n'a joué du mode patrimonial de régulation politique au Burkina avec autant de talent » que Blaise Compaoré (Loada 1996, 295-96).

Cependant, telle une médaille avec sa double face, à côté de ses alliances transnationales, le président Compaoré s'est également investi dans des actions politico-militaires de soutiens aux États.

3. Les interventions politico-militaires directes en appui aux États.

Bien que sa diplomatie politico-militaire fût marquée par un fort activisme dans les alliances transnationales, le président Compaoré présente un profil moins engagé dans les interventions militaires directes en appui aux États. Ne disposant pas d'un corps armé

d'élite véritablement opérationnel, ses expéditions militaires extérieures sont davantage inscrites dans des stratégies de « mercenariat » en alliance avec des groupes armés. C'est dire que sous cette rubrique, le président Compaoré s'est montré moins « Gendarme » du Sahel et/ou de sa région, à la fois dans la contre-insurrection et le contre-terrorisme.

Dans le premier cas, les opérations contre insurrectionnelles du président Compaoré s'inscrivent plus dans la défense des leaders francophiles ou, du moins, bénéficiant d'une certaine caution française. Ce fut le cas de ses interventions auprès du président Taylor qui l'amena à soutenir le RUF de Foday Sankoh. On peut également évoquer son alliance avec les Forces nouvelles en Côte d'Ivoire, qui le conduira plus tard à s'impliquer dans la contre-insurrection visant à défendre le régime du président Ouattara, un francophile assumé, suite à la crise postélectorale de 2011. En effet, le président Compaoré interviendra dans la crise postélectorale ivoirienne à travers les éléments du RSP qui y joueront un rôle non négligeable. Ils accompagneront les forces françaises et les éléments des Forces Nouvelles dans l'offensive contre la résistance militaire des partisans du président Laurent Gbagbo. Suite au renversement de ce dernier, ce sont les mêmes éléments du RSP qui assureront la sécurité du nouveau président ivoirien, Alassane Dramane Ouattara, à ses premières heures (Zida 2018). Toutefois, on pourrait mieux ranger ces interventions dans des alliances transnationales (en réalité des soutiens à des leaders armés intéressés par la prise du pouvoir central), qui se sont par la suite transformées en des opérations de contre-insurrection pour mieux asseoir ou défendre le régime de l'ancien allié transnational.

Dans le second cas, le contre-terrorisme, ce constat fait par Bagayoko (2017) résume assez bien la posture qui fut celle du président Compaoré vis-à-vis de l'enjeu terroriste.

Longtemps, les dirigeants burkinabè ont considéré le problème terroriste comme celui des pays voisins, tels le Mali et le Niger, tendant à minimiser le risque de potentiels attentats sur le territoire tandis que parallèlement, le territoire burkinabè a pu par ailleurs servir de refuge à de nombreux chefs rebelles de l'Azawad et du Nord Mali (Bagayoko 2017, 6).

Dans la pratique, le président Compaoré semblait moins concerné par la menace terroriste en raison certainement de l'alliance tacite de non-agression qui le liait avec les groupes armés sévissant dans les pays voisins, notamment au Mali. En plus, il ne pouvait pas offrir le gîte et le couvert à certains chefs rebelles, tout en s'inscrivant dans une logique offensive

contre leurs groupes ou leurs alliés de circonstances représentés par certains groupes djihadistes ou terroristes.

Nonobstant ce constat, il y a lieu de noter que le président Compaoré n'est pas resté totalement inactif dans le contre-terrorisme. Sans disposer d'une armée très aguerrie et opérationnelle en la matière, il a su mettre son pays à contribution comme une importante base de surveillance et de fourniture de renseignements, pendant que les présidents du Mali et du Niger s'étaient refusés à l'installation d'une telle base (Carayol 2014a). « En juillet 2009, un câble révèle que le ministre de la Défense de l'époque, Yéro Boly, a proposé une zone retirée de la base aérienne de Ouagadougou pour rendre plus discrète la présence d'avions de l'US Air Force » (Carayol 2011). Ainsi, Blaise Compaoré renforcera « ses liens avec le duo franco-américain en acceptant que le Burkina serve de base militaire pour la surveillance du Sahara » (International Crisis Group 2013, 29). Il laissera donc s'installer le Commandement des Opérations Spéciales (COS) français en échange de formation pour son armée (Thomas 2015). Suivant Notin (2014, 54), « la solution a été obtenue en octobre 2010 suite à l'intervention du chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy, le général Benoît Puga, auprès de son camarade de promo à Saint-Cyr, Blaise Compaoré ». Du reste, il faut comprendre que la position stratégique du Burkina Faso, au cœur de l'Afrique occidentale, en fait une plaque tournante incontournable dans les luttes contre les menaces transnationales de divers ordres¹³². Et sous Blaise Compaoré, l'efficacité des services de renseignements, notamment au niveau du RSP, a été à plusieurs reprises éprouvée.

Somme toute, on retiendra que les appuis du président Compaoré furent moins proactifs dans le sens de la conduite de véritables offensives militaires contre les groupes terroristes. Il s'y sera donc limité à des implications indirectes relatives à la surveillance et aux renseignements. Ces implications au final, bien que moins non offensives, sont constitutives d'appuis non négligeables dans la lutte contre le terrorisme, et par ricochet, d'aide aux États en crise.

Dans la même veine d'appui aux États, mais sans être du contre-terrorisme, on ne saurait passer sous silence, les intermédiations dans les libérations d'otage et les médiations au sein de plusieurs foyers de crise du président Compaoré (Bolou 2012 ; Zoure 2012 ;

¹³² Entretien avec un ancien ministre du président Compaoré - Ouagadougou, mars 2018.

International Crisis Group 2013 ; Champin 2014). Ces dernières lui auront permis de plus ou moins bien porter le costume de « médiateur » ou de « facilitateur ». Sous son règne en effet,

le Burkina Faso a construit, au fil des années, une sorte « d'industrie de la médiation », qui lui rapporte des dividendes politiques et économiques (...) Loués par un appareil de communication rodé et performant, les « bons offices » de Blaise Compaoré lui ont permis de polir son image (International Crisis Group 2013, 21).

Aussi, dans cette perspective, est-il intervenu comme médiateur dans plusieurs pays en crise. On peut citer les cas du Mali¹³³, du Niger, du Togo, de la Guinée-Conakry, du Soudan et de la Côte d'Ivoire. Il convient de souligner que ses « bons offices » relevaient moins d'une architecture institutionnelle et étatique que sur son propre leadership. Qui plus est « leur mode opératoire, centré autour de la très forte personnalité du président burkinabè, laisse peu de place à l'expression de la diversité des points de vue. » (International Crisis Group 2013, 23). Selon Champin (2014), « c'était un médiateur autoproclamé. Il a forcé la main pour être l'unique interface entre les groupes rebelles et les pouvoirs ».

C'est pourquoi, bien que largement reconnu dans ce rôle de « médiateur », certains parmi ses détracteurs, l'affublaient de « pyromane pompier » (Bolou 2012 ; Champin 2014). Ils voyaient plutôt dans ses actions de médiations, donc de « pompier », celles aussi préalables de « pyromane ». Il y avait selon eux une sorte de double jeu dans les médiations du président Compaoré, car il serait d'abord à l'origine de certaines de ces crises pour lesquelles il est ensuite désigné comme médiateur. Selon Champin (2014), le scénario se présente comme suit :

C'est l'histoire du petit de la classe qui veut se donner des airs de grand. Son pays n'est pas le plus riche de la région, mais il a voulu en faire une place incontournable. Pour cela, il captait les rébellions, cela lui permettait, après, de se mettre en valeur et de s'imposer comme négociateur. Donc, il allumait, en quelque sorte, des feux et il demandait à venir pour les éteindre.

C'est ce qui expliquerait d'ailleurs, selon certains de nos répondants, ses succès dans les différentes médiations¹³⁴. Ses liens avec les groupes dissidents et/ou rebelles le rendaient

¹³³ Le cas du Mali peut être considéré comme la première réelle médiation du président Compaoré, notamment dans le cadre de la gestion de la rébellion des Touareg en 1992.

¹³⁴ Entretiens avec des acteurs sociopolitiques burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018.

plus accessible à leurs revendications et donc à la défense de celles-ci, ce qui faisait de lui un interlocuteur privilégié. Il était même souvent sollicité, sinon recommandé, par ces groupes pour conduire les processus de négociations de paix, ou en faire absolument partie. Le RUF n'avait-il pas demandé que le président Compaoré fasse partie des pourparlers de paix Sierra Leone ? (Verschave 2000). On se rappellera que dans le même sens, Louise Arbour de l'International Crisis Group avait dénoncé une telle offre, estimant qu'en sa qualité de parrain politique de Charles Taylor, le président Compaoré n'était pas l'homme le plus fiable pour prêcher la démocratie.

Outre ces cas libérien et sierra-léonais, deux autres crises sont illustratives de la métaphore « pyromane-pompier » : les crises ivoirienne et malienne.

Dans la crise ivoirienne, le président Compaoré a en effet joué sur les deux tableaux. En pyromane, il a parrainé la rébellion et en pompier il a conduit avec succès l'accord de Ouagadougou¹³⁵ (signé le 4 mars 2007). C'est cet accord qui permettra la tenue des élections présidentielles de 2010. Face aux échecs de plusieurs processus de paix tenus par d'autres leaders politiques, en l'occurrence Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, on prête à Laurent Gbagbo d'avoir déclaré que « c'est là où la crise a commencé qu'on peut la résoudre »¹³⁶. Ce qui sous-entendait que la crise ayant commencé à Ouagadougou (avec le parrainage de la rébellion), c'est là-bas qu'on pourrait la résoudre (ce qui donnera l'Accord de Ouagadougou). Du pyromane au pompier, le lien était ainsi établi. « C'est celui qui a mis le feu, qui peut facilement l'éteindre (...) », renchérit un de nos répondants¹³⁷.

Quant à la crise malienne, il était reproché au président Compaoré d'entretenir des relations complices avec les responsables des groupes rebelles et djihadistes qui y sévissaient, à savoir le MNLA, Ansar Dine et AQMI. Cela était mal apprécié par le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), qui y voyait une complicité et un soutien à ces groupes dans leurs actions de déstabilisation de son pays¹³⁸. Pour Champin (2014), « son implication [celle du président Compaoré] dans la crise au Mali est tellement vraie que quand le nouveau

¹³⁵ L'Accord de Ouagadougou avait permis d'une part à Guillaume Soro, chef des Forces nouvelles, d'être à la primature ; et d'autre part d'adopter des mesures relatives, entre autres, au processus électoral, au désarmement, à l'amnistie et à la réunification du pays.

¹³⁶ Entretiens avec des leaders sociopolitiques burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018.

¹³⁷ Entretien avec un acteur politique burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

¹³⁸ Entretien avec un journaliste burkinabè — Ouagadougou, mars 2018.

président Ibrahim Boubacar Keïta a été élu, il a demandé que Blaise Compaoré ne soit plus l'unique médiateur dans la crise ».

Outre ces « bons offices » de médiation, malgré les critiques plus ou moins justifiées, le président Compaoré comptait également à son actif des libérations d'otages auprès des groupes terroristes. On rappellera que « l'enlèvement d'otages européens est l'une des marques de fabrique d'AQMI. Pour les libérer, le groupe terroriste reçoit une rançon et/ou la libération de ses combattants en prison, généralement dans un pays du Sahel » (Daniel 2014, 187). À cet effet, le président Compaoré a joué à plusieurs reprises le rôle d'intermédiaire crédible vis-à-vis des parties¹³⁹. Car, « l'émissaire ou les canaux de libération d'otages doivent nécessairement avoir la caution des ravisseurs pour engager les négociations » (Daniel 2014, 195). Appelé le « *Président chrétien* »¹⁴⁰ (Daniel 2014), Blaise Compaoré, dans le cadre des libérations d'otages, s'appuyait sur deux de ses principaux hommes que sont : Moustapha Chafi¹⁴¹, son conseiller spécial et le général Gilbert Diendéré, son chef d'état-major particulier et premier responsable du RSP.

Par-delà leurs inscriptions dans une certaine instrumentalisation de ses alliances transnationales, les médiations et les libérations d'otages du président Compaoré n'ont également pas manqué de critiques de la part de ses opposants politiques. Pour Me Benewende Sankara, président de l'UNIR/PS, « sous le manteau de médiateur [le président Compaoré] est devenu un habile trafiquant d'otages qui pousse l'outrecuidance à vouloir imposer des régimes dans la sous-région avec le soutien de puissances étrangères dont il est un véritable suppôt » (Zoure 2012).

Du reste, il y a lieu de souligner que les différents investissements politico-militaires internationaux du président Compaoré l'ont rendu incontournable dans plusieurs enjeux de

¹³⁹ Au titre de ses libérations d'otages, on peut citer les cas du Canadien Robert Fowler et de son assistant Louis Guay en avril 2009, des humanitaires Espagnols Alicia Gamez, Roque Pascual et Albert Vilalta en 2010, de l'Italienne Mariani Mariasandra en avril 2012, ou encore de la Suisse Béatrice Stockly également en avril 2012.

¹⁴⁰ Blaise Compaoré était en effet comme le seul président non musulman qui entretenait de bonnes relations avec ces groupes.

¹⁴¹ De son vrai nom Moustapha Ould Liman Chafi, de nationalité mauritanienne, M. Chafi a été un homme de l'ombre du président Compaoré et une de ses éminences grises en matière de politique internationale. Ses relations avec le président Compaoré datent du début des années 1990. Il restera à ses côtés jusqu'à sa chute en octobre 2014. Tout comme le président Compaoré, il regagnera Abidjan le 1^{er} novembre 2014 à bord d'un avion spécial affrété par la Présidence ivoirienne.

sécurisation et de stabilisation, au point que beaucoup redoutaient les conséquences de son départ du pouvoir.

Il devrait créer un vide dans une région qui a acquis une sorte de réflexe consistant à faire appel [à ses services] pour régler, ou du moins contenir, la quasi-totalité de ses crises. Sans point de référence, sans centralisation de son action diplomatique, l'Afrique de l'Ouest risque de se retrouver, pour plusieurs mois ou plusieurs années, plus divisée qu'elle ne l'est actuellement, en particulier si la CEDEAO ne consolide pas davantage ses propres mécanismes institutionnels et si la diplomatie nigériane ne s'affirme pas » (Dwyer 2017, 222).

Cependant, une autre perspective voyait en cette « théorie du chaos post-Compaoré (...) une manipulation de l'esprit qui exploite un contexte marqué par la culture de la chefferie à vie, le culte de la personnalité et l'omniprésence médiatique du chef de l'État » (Glez 2011). Néanmoins force est de reconnaître, sinon de constater le chaos consécutif à son départ forcé du pouvoir depuis la fin 2014. L'Afrique sahélo-saharienne ne va pas mieux, et le Burkina Faso est désormais une victime privilégiée de l'hydre terroriste. Il est régulièrement l'objet d'attaques et d'enlèvements terroristes, la menace s'installe davantage au Niger, et s'amplifie toujours au Mali.

Il résulte de tout ce qui précède une différence fondamentale de style et d'investissements dans la diplomatie militaire des présidents Sankara et Compaoré. Avec une diplomatie guidée par l'anti-impérialisme et la non-ingérence militaire, le président Sankara ne s'est engagé ni dans l'entretien d'alliances militaires transnationales ni dans des interventions politico-militaires directes. Sa déclaration lors du sommet onusien du 4 octobre 1984 résume bien sa posture internationale : « Ce que Monroe clamait en 1823, l'Amérique aux Américains, nous le reprenons en disant : L'Afrique aux Africains, le Burkina aux Burkinabè ».

Ainsi, avec une diplomatie militaire moins proactive, que ce soit en soutien aux États ou aux groupes armés, mais plus agressive vis-à-vis des puissances occidentales, et certains leaders africains, le président Sankara s'était plutôt fermé dans une gestion critique de sa survie politique. Comme la plupart de ses prédécesseurs et pairs africains anti-

impérialistes ou panafricanistes (Kwamé N’Krumah, Patrice Lumumba, etc.), son sort politique a vite été scellé au travers d’un coup d’État. Quant au président Compaoré, son activisme politico-militaire à l’international a été porteur de nombreuses retombées qui lui auront servi dans sa gestion de la « longue durée ». Si au plan interne, « il est apparu aux yeux d’une grande partie de la population comme le défenseur d’un Burkina respecté et solide (...). Son poids diplomatique lui a aussi permis de placer de nombreux cadres dans des institutions régionales et internationales » (International Crisis Group 2013, 22). Le général Djibril Bassolé¹⁴², officier de la gendarmerie et ancien ministre des Affaires étrangères, a pu jouer un rôle déterminant dans la résolution de plusieurs conflits en Afrique. Avant son arrestation et emprisonnement dans le cadre du coup d’État manqué de septembre 2015, il a été, entre autres, médiateur conjoint ONU-UA au Darfour en 2008, et envoyé spécial de l’Organisation de la Coopération Islamique pour la paix au Sahel. Le général Ali Traoré, officier de l’armée de l’air, avait également été nommé, en 2010, comme représentant spécial du médiateur Blaise Compaoré en Guinée, à l’occasion de la crise faisant suite au décès du président Lansana Conté (2008) et de la tentative d’assassinat de son intérimaire Dadis Camara (2009). On peut également noter les cas de Youssouf Ouédraogo, qui fut conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement (BAD), de Jean de Dieu Somda, qui fut vice-président de la Commission de la CEDEAO, de Boureima Badini, ancien ministre de la justice de 2000-2007, qui fut le représentant spécial du médiateur en Côte d’Ivoire (2007-2011).

En plus de ses prébendes politiques, il s’est également enrichi de ces différentes alliances transnationales (entre autres, les diamants angolais, libériens et sierra-léonais, les pétrodollars libyens, le café-cacao ivoirien, les divers trafics de matières premières, d’armes, d’or, de diamants, etc.)¹⁴³, tout en faisant bénéficier ses forces d’élite, notamment le RSP, de différentes formations et appuis militaires. Suivant Champin (2014), trois

¹⁴² Sa promotion au grade de général en avril 2014 peut être analysée comme une rétribution de ses multiples engagements internationaux et de sa longue fidélité vis-à-vis du président Blaise Compaoré

¹⁴³ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs burkinabè, Ouagadougou : février-avril 2018.

principaux intérêts orientent ces investissements politico-militaires du président Compaoré :

Il y avait un intérêt politique évident pour montrer que sans lui rien ne pouvait se décider ni se régler en Afrique de l'Ouest. Il y avait aussi un intérêt géostratégique, passer son pays sous les spots et en faire un interlocuteur incontournable pour les pays occidentaux, les Américains et les Français. Et le dernier intérêt est purement financier.

Ces différents intérêts, qualifiés dans la présente thèse de retombées, ont contribué à une meilleure gestion de sa «longue durée», au travers d'un double processus de renforcement de ses capacités de cooptation et de ses stratégies de *coup-proofing*. Dès lors, pour saisir toute leur portée dans la «longue durée» du président Compaoré, il sied d'analyser « au concret » la gestion de trois menaces majeures à sa survie politique.

Section II. L'international à l'aune de la gestion des menaces à la survie de Blaise Compaoré.

Les menaces à la survie du président Compaoré étaient essentiellement constituées des insurrections populaires et de quelques tentatives de coups d'État plus ou moins avérées (Loada 1996 ; 2006 ; Ouattara 2006). Comme tout régime caractéristique des « autoritarismes compétitifs » (Levitsky et Way 2010), les élections n'ont jamais constitué une réelle menace en raison des fraudes et corruptions. Avec une opposition politique marquée par une faiblesse organisationnelle et financière, et fragilisée par les pratiques clientélistes du président Compaoré (Loada 1996 ; Otayek, Sawadogo, et Guingané 1996 ; Loada 1998), il va sans dire que les menaces les plus crédibles se trouvaient plus dans la rue ou au « bout du fusil » que dans les urnes. Aussi, une telle configuration de l'écheveau politique annihilait-elle tout espoir d'alternance par la voie démocratique (Banégas 2006). C'est pourquoi, nonobstant sa « légitimité électorale », ses oripeaux démocratiques, et sa relative stabilité entretenue par des pratiques autoritaires, le long règne de Blaise Compaoré n'a pas été un fleuve au cours tranquille. Il a été marqué par des insurrections populaires, des tentatives de coups d'État¹⁴⁴, des émeutes de la faim, des affrontements entre policiers et militaires (2006), et des mutineries¹⁴⁵. Parmi les menaces les plus critiques à sa survie politique, trois se dégagent de façon plus ou moins consensuelle. Il s'agit de la longue crise née de l'affaire Norbert Zongo en 1998 (I), des mutineries de 2011, suite à une série des révoltes populaires (II), et de l'insurrection populaire d'octobre 2014 ayant définitivement mis fin aux 27 ans de règne de Blaise Compaoré (III).

¹⁴⁴ Il s'agit notamment des tentatives de coups d'État de septembre 1989 et d'octobre 2003.

¹⁴⁵ Hormis les mutineries de 2011, on peut citer, sous le règne de Blaise Compaoré, la tentative de rébellion des éléments du Bataillon d'intervention aéroporté (BIA) à Koudougou des suites du coup d'État d'octobre 1987 contre Thomas Sankara, les mouvements de protestations des militaires de la mission onusienne, MINURCA, en République Centrafricaine (RCA), à leur retour au pays, pour des subsides impayés (1999).

I. La crise née de l'assassinat de Norbert Zongo et la libéralisation de la critique politique.

C'est un après-midi du 13 décembre 1998 que Norbert Zongo et ses trois compagnons¹⁴⁶ trouveront la mort, calcinés dans leur véhicule, sur la route de Sapouy les menant à son ranch, le « *safari Sissili* ». Journaliste d'investigation de notoriété internationale, en raison de sa plume très critique de la gouvernance du président Compaoré, la nouvelle de son assassinat sera accueillie par de vives émotions d'indignations et de révoltes (J. Ouédraogo 1999 ; S. Ouédraogo, Comeau, et Thuy-Diep 2006). À travers les lignes de son hebdomadaire, *L'indépendant*¹⁴⁷, Norbert Zongo s'était fait une place singulière dans la dénonciation des maux et des pratiques illicites du régime Compaoré (N. Zongo 2000). À l'époque de son assassinat, il enquêtait sur la mort de David Ouédraogo¹⁴⁸, chauffeur de François Compaoré, le petit frère du président (J. Ouédraogo 1999). Cet assassinat impliquait directement ce dernier et certains militaires du RSP, qui seront, plus tard, désignés par la Commission d'enquête indépendante (CEI), comme de sérieux suspects, dans son rapport de mai 1999 (International Crisis Group 2013 ; Hilgers et Loada 2013 ; Carayol 2014).

« L'affaire Norbert Zongo » est considérée comme la première véritable menace à la survie de Blaise Compaoré depuis sa prise sanglante du pouvoir en 1987 (Hilgers et Loada 2013 ; J. Ouédraogo 1999).

¹⁴⁶ Il s'agit de son frère Ernest Zongo, de son collaborateur Blaise Ilboudo et de son chauffeur Ablassé Nikiéma.

¹⁴⁷ C'est le nom de l'hebdomadaire de Norbert Zongo, créé le 3 juin 1993 à la suite du processus de démocratisation entamé en 1991. Cette ouverture démocratique formelle du pays, dans la « 3^e grande vague de démocratisation », avait en effet facilité la création de journaux privés et des mouvements de défense des droits humains. Toutefois, la mise en place du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) date de 1989.

¹⁴⁸ David Ouédraogo, soupçonné de vol d'argent, au domicile de son patron, François Compaoré, le petit frère du président, avait été remis, avec d'autres domestiques, aux éléments de la garde présidentielle du « Conseil » en décembre 1997. Plus tard, à la faveur des fortes exigences de vérité et de justice, l'adjudant Marcel Kafando, le sergent Edmond Koama, le soldat Yaro Ousseini seront écroués à la MACO, le 20 juin 2000, pour des peines de 10 à 20 ans. David Ouédraogo était considéré comme le dernier « mort du Conseil », une sorte de quartier général de la garde présidentielle, et lieu de l'essentiel des purges et tortures d'acteurs politico-militaires, depuis le régime révolutionnaire du CNR, et plus singulièrement sous Blaise Compaoré dès le coup d'État d'octobre 1987. Des suites de tortures et de maltraitances, il succombera en janvier 1998 à l'infirmierie de la présidence. Cependant, sur son certificat de décès, il est plutôt inscrit : « décédé le 18 janvier 1998 à 6 h 50 de sa maladie » (J. Ouédraogo 1999). C'est donc en voulant faire la lumière sur ce qui était plus un meurtre, que Norbert Zongo et ses trois compagnons connaîtront le même sort sous une forme encore plus cruelle : la carbonisation dans un véhicule 4x4, le 13 décembre 1998.

C'est la première fois que des quatre coins du pays, hommes et femmes, jeunes et vieux, pauvres et riches décident spontanément de dénoncer tous ensemble les pratiques autocratiques, gabéigiques, sanguinaires et cannibales d'un régime. C'est également la seule et unique fois qu'un président de ce pays est publiquement insulté, hué, conspué et honni¹⁴⁹.

Les cas de tentatives de coup d'État ou de complots, évoqués bien avant, relevaient davantage des stratégies de purges avec une double finalité de répression des potentiels adversaires politico-militaires et de consolidation du régime¹⁵⁰. En effet, avant cet assassinat, le régime Compaoré trainait déjà derrière lui une longue série de crimes de sang (Ouattara 2006 ; Somé 2015). Outre le crime originel de sa prise de pouvoir du 15 octobre 1987, avec l'assassinat de Thomas Sankara et de ses 12 compagnons, le 18 septembre 1989, sous l'accusation de fomenter un coup d'État contre sa personne, Blaise Compaoré fera exécuter, de manière expéditive, ses deux compagnons d'armes, le commandant Boukary Jean-Baptiste Lingani et le capitaine Henri Zongo¹⁵¹. « Je n'ai pas à avoir pitié des traites », affirmera-t-il dans une interview accordée à *Jeune Afrique*, faisant déduire ainsi que ses deux compagnons ont réellement voulu attenter à sa personne. Or, « des noms des civils comme des militaires reviennent parmi ceux qui ont monté savamment cette cabale. Il s'agit de Laurent Sédego, Gilbert Diendéré, Hermann Yaméogo, Issa Tiendrébeogo et son cousin Alain Ouilma de la Sûreté nationale » (Zougmoré 2013).

Pour rappel, les deux formaient avec Thomas Sankara et Blaise Compaoré, le quatuor dirigeant du CNR. Après le coup d'État éliminant Thomas Sankara, ils rejoindront Blaise Compaoré dans le cadre du Front populaire et sa politique de la « Rectification ». C'est dire que leur assassinat vidait le navire de deux potentiels challengers pour faire la place au seul et unique capitaine, Blaise Compaoré (Diallo 1996). « L'hydre à trois têtes s'est transformée en hydre à une tête » (Somé 1990, 180). Des confidences de Valère Somé¹⁵²,

¹⁴⁹ Extrait du tract numéro 25 de Trop c'est trop (J. Ouédraogo 1999). Il faut souligner qu'à l'époque les sources d'informations s'étaient étendues à travers divers tracts. On pouvait donc s'informer, sur les vérités et les rumeurs de toute sorte, dans les lignes de Trop c'est trop, Borry Baana, Le Flambeau, etc.

¹⁵⁰ Ce point de vue est partagé par de nombreux répondants lors de notre séjour de terrain au Burkina Faso (février-avril 2018).

¹⁵¹ Pour rappel, Jean-Baptiste, à l'époque chef d'État-major des armées et ministre de la défense nationale, et Henri Zongo formaient avec Blaise Compaoré et Thomas Sankara le quatuor ayant renversé le régime du CSP I du médecin commandant Jean-Baptiste Ouédraogo.

¹⁵² Il a été, entre autres, professeur-chercheur en socioanthropologie, écrivain et ancien ministre sous la révolution sankariste. Considéré par beaucoup comme l'une des principales éminences grises de la révolution, il est l'auteur de Thomas Sankara, l'espoir assassiné (1990) et Les nuits froides de décembre,

Blaise Compaoré aurait affirmé, suite à ce passage à l'arme de ces deux chefs historiques de la révolution, que « le peuple burkinabè sait désormais qu'il n'a qu'un seul chef » (Zougmoré 2013).

En dehors de ces exécutions, on peut citer celles du journaliste Lamien Watamou (19 juin 1999), des professeurs Guillaume Sessouma et Oumarou Clément Ouédraogo, alors n° 2 du Front Populaire (9 décembre 1991), de l'étudiant en médecine Boukary Dabo (mai 1990), du Directeur général de la police nationale Madi Pascal Tapsoba (1994), etc. (Ouattara 2006).

Face à ce chapelet de crimes, caractéristique de la « criminalisation de l'État » (Bayart, Ellis, et Hibou 1997), l'assassinat de Norbert Zongo et ses compagnons a constitué la « goutte de sang »¹⁵³ qui fait déborder le vase de l'autoritarisme du régime Compaoré. « Trop c'est trop »¹⁵⁴. Cela provoquera de vives indignations et de fortes mobilisations populaires, sans égal depuis l'avènement du Front populaire. Elles seront canalisées, à la fois, par l'opposition politique, avec le Groupe du 14 février¹⁵⁵, la Confédération générale des travailleurs du Burkina- CGT-B), le Mouvement Burkinabè des droits de l'homme & des peuples (MBDHP), l'Association des journalistes du Burkina (AJB). À ceux-ci s'ajouteront une coalition des intellectuels, les mouvements estudiantins, sous l'Union générale des étudiants du Burkina (UGEB), et diverses organisations associatives¹⁵⁶, pour former le Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques. De grandes marches de protestation seront organisées dans les grandes villes du Burkina Faso pour réclamer vérité et justice, voire, le départ de Blaise Compaoré. On peut citer parmi les plus marquantes, la forte mobilisation du 16 décembre 1998 pour accompagner la dépouille funèbre de Norbert Zongo au cimetière de Goughin, et en 1999, les grèves des 4, 5 et 6 janvier, les journées villes mortes des 21 et 22 janvier, la grande marche du Collectif

l'exil, ou... la mort (2015) dans lequel il relate certaines purges et tortures qui ont suivi le coup d'État d'octobre 1987 de la part des militaires et politiques du Front populaire.

¹⁵³ Ce fut la formule utilisée par le président du Collectif des organisations démocratiques de masse, Me Halidou Ouédraogo, à la suite de l'assassinat.

¹⁵⁴ C'est le nom qui avait également été donné au Collectif dans ses luttes de protestations et de contestations du régime.

¹⁵⁵ Il est une coalition des partis politiques de l'opposition qui s'étaient rassemblés pour boycotter les élections présidentielles de 1998.

¹⁵⁶ Il s'agit, entre autres, de l'association Kebayina des femmes du Burkina, l'Union des jeunes avocats du Burkina (UJAB), le Programme de développement social urbain (PDSU)

du 24 mars. Toutes ces mobilisations auront un fort impact politique sur le régime Compaoré, dans le sens de sa fragilisation et de l'érosion de sa base de légitimité. Élu le 15 novembre 1998 avec 87,5 % des suffrages exprimés face à deux candidats sans envergure politique et base électorale¹⁵⁷, il était paradoxal d'observer un tel rejet du président Compaoré pratiquement un mois après. La pertinence des élections comme mécanisme de dévolution du pouvoir et de légitimation de tel régime était ainsi posée (Otayek 1998). Qui plus est, lors de sa première élection en 1991, Blaise Compaoré avait été le seul candidat dans un scrutin n'ayant mobilisé que 25 % du corps électoral (Otayek, Sawadogo, et Guingané 1996). L'opposition politique de l'époque avait plutôt opté pour le boycott en signe de protestation de sa candidature pour des raisons liées aux circonstances de sa prise de pouvoir et aux conflits non résolus de la conférence nationale souveraine relative à l'adoption de la nouvelle constitution¹⁵⁸.

L'affaire Norbert Zongo, de par l'horreur du massacre, a donc eu raison de la résilience du peuple burkinabè face aux dérives autoritaires du régime Compaoré. Sous ces fortes pressions, Blaise Compaoré fera usage de plusieurs répertoires stratégiques à savoir, la répression, le dilatoire à travers de multiples concessions politiques et sociales, la corruption et la compromission.

En effet, les différentes marches avaient engendré de violentes répressions dans la majorité des villes comme Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Banfora, Ouahigouya, etc. Elles ont été marquées par des arrestations et plusieurs blessés, dont certains par balles (J. Ouédraogo 1999).

Les répressions des plus remarquables sont celles survenues les 3, 4 et 5 janvier 1999, après le dépôt du rapport de la CEI en mai 1999, l'arrestation des leaders du Collectif en décembre 1999, la descente de la garde présidentielle au campus de l'Université de Ouagadougou en 2000, l'invalidation de l'année universitaire 1999-2000 (S. Ouédraogo, Comeau, et Thuy-Diep 2006, 40)

¹⁵⁷ Il s'agissait de Ram Ouédraogo de l'Union des Verts pour le développement du Burkina (UVDB) et de Frédéric Guirma du Front de refus-RDA. Ils étaient considérés par beaucoup d'observateurs comme des candidats fantoches prenant part à l'élection pour lui donner des allures compétitives. En effet, il aurait été mal vu que Blaise Compaoré s'aligne de nouveau seul à cette 2^e élection présidentielle.

¹⁵⁸ Il s'était posait en effet la question de la limitation du nombre de mandats présidentiels, section sous la charge de Me Titinga Frédéric Pacéré, un célèbre avocat et homme de culture burkinabè. À l'origine, la rédaction de ce chapitre portait sur un mandat de 5 ans renouvelables une fois. Mais, les partisans de Blaise Compaoré ont plutôt milité pour un mandat de 7 ans renouvelables une fois.

On note également les multiples arrestations des leaders du Collectif, dont le président, Halidou Ouédraogo, qui avait été interpellé à son domicile dès le 17 décembre, avant d'être relâché par la suite. « Tolé Sagnon, vice-président ; Norbert Tiendrébéogo, vice-président ; André Tibiri ; Maître Sankara Bénéwendé, Jean Claude Méda, tous rapporteurs » avaient également été arrêtés suite aux manifestations (S. Ouédraogo, Comeau, et Thuy-Diep 2006, 39). Sur la liste, on peut également inscrire l'arrestation d'Hermann Yaméogo et les interpellations de certains directeurs de presses (*Le pays, San finna*).

Cependant, ces différentes répressions n'auront pas raison de la détermination et de l'engagement des mobilisés dans leurs exigences de vérité et de justice. Qui plus est, dans la même époque, le régime Compaoré, à l'international, faisait l'objet de vives critiques pour ses implications « dans des conflits régionaux tels qu'en Sierra Leone, au Libéria, ou en Angola, ainsi que les relations ambiguës du président avec des leaders rebelles comme Charles Taylor ou Jonas Savimbi »¹⁵⁹. Cela de toute évidence réduisait ses marges de manœuvre dans l'usage excessif de la répression. Mais, des entrevues de certains leaders de la société civile et des partis politiques, réunis à l'époque dans le cadre du Collectif, la France a pris part de manière indirecte à la stratégie répressive du président Blaise Compaoré.

Vous savez que dans les années 1998, à l'époque nous avons eu des représentants de la France, son ambassadeur notamment, qui a beaucoup contribué à la répression du peuple burkinabè, à travers ses conseillers et à travers des dotations en matériels de répressions, les gaz lacrymogènes, les matraques et autres...¹⁶⁰, nous confiait le responsable d'une organisation de la société civile.

Cette déclaration n'est pas sans rappeler l'offre de service du fameux « savoir-faire français » qu'avait proposé la ministre des affaires étrangères française, Alliot-Marie, à la police tunisienne lors de la crise de 2011, en soutien au président Ben Ali (Le Monde 2011). Toutefois, si dans ce cas l'évidence venait d'une source institutionnelle et officielle, au Burkina Faso, elle reste plus ou moins limitée à quelques déclarations d'acteurs politiques et de la société civile. Sans véritable fondement, ou encore des moyens de confirmation

¹⁵⁹ A. Loada et C. Santiso, « Élections au Burkina Faso : vers une maturité démocratique ? », www.cgdbf.org/french/documents/loadasantoso.pdf

¹⁶⁰ Entretien-Ouagadougou, février 2018.

officielle, ces soutiens français bien que plausibles sont à prendre avec une certaine réserve scientifique. Il nous est scientifiquement difficile de soutenir cette thèse. Néanmoins, elle a le mérite d'être mentionnée pour saisir les éventuelles implications extérieures dans la gestion de la crise à l'étude.

Malgré l'éventualité du soutien français, ce qui est certain, la stratégie répressive du président Compaoré s'est révélée inefficace face à la force et à la détermination des mobilisations. Cela le contraindra à l'octroi de plusieurs concessions politiques, institutionnelles et sociales.

Il s'est agi, principalement, de la mise en place d'une Commission d'enquête indépendante (CEI), d'un Collège de sages, de l'organisation de la Journée nationale de pardon, ainsi que de l'adoption de certaines réformes constitutionnelles et électorales. La CEI, composée des représentants de l'État et des partis politiques, des membres du Collectif¹⁶¹, et d'un représentant de *Reporters sans frontières*, était chargée de faire la lumière sur l'assassinat. Installée le 7 janvier 1999, et composée de 11 membres¹⁶², sous la présidence du magistrat Kassoum Kambou, la CEI rendra son rapport 4 mois plus tard, le 7 mai. Elle conclura au caractère criminel et non accidentel de l'acte, tout en situant les responsabilités du côté des éléments de la garde présidentielle (MBDHP 2003 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006). Elle désignera six suspects sérieux, tous membres du RSP.

Le Collège de sages, institué par le décret n° 99-158/PRES du 1er juin 1999, était composé d'anciens chefs d'État, des notabilités religieuses et coutumières et d'autres personnalités de références. Il était chargé, à la suite du rapport de la CEI qui avait davantage accentué les mouvements de protestations, de mener une réflexion étiologique de la crise et faciliter la recherche de la vérité, de la justice, de la réconciliation nationale et du recouvrement de la paix sociale. À cette fin, il adressera une liste de recommandations, dont l'organisation de la Journée nationale de pardon, le 30 mars 2001. Durant cette journée, Blaise Compaoré a tenu à demander pardon et à exprimer, au nom de la République, ses « profonds regrets

¹⁶¹ Le collectif était une organisation hétéroclite composée des partis politiques de l'opposition, du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), des syndicats, de la Coordination des intellectuels du Burkina, et du Mouvement étudiant.

¹⁶² Ce sont le ministère de la Justice, le ministère de la Défense, le ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité, le barreau, l'AJB (Association des journalistes du Burkina), l'Acat (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), la Ligue de la défense de la liberté de la presse, le MBDHP (Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples), la SEP (Société des éditeurs de la presse privée), Reporters sans frontières. À noter que les familles des victimes refuseront de siéger à la CEI (J. Ouédraogo 1999).

pour les tortures, les crimes, les injustices, les brimades et tous autres torts commis sur des Burkinabè par d'autres Burkinabè, agissant au nom et sous le couvert de l'État, de 1960 à nos jours »¹⁶³. La parade était toute trouvée pour le président, à défaut de se dédouaner, de noyer sa responsabilité des crimes de sang commis sous son régime depuis octobre 1987 (Banégas et Otayek 2003). Car sur le tableau des bilans, la majorité des crimes de sang, ce de loin, relevait de la responsabilité directe de son régime (Ouattara 2006 ; Somé 2015). À ce sujet, un acteur de la société civile nous dira que « la stratégie de Blaise Compaoré a toujours été de se dérober de ses responsabilités. Une stratégie de roublardise qui consiste à faire rejeter la faute sur les autres. Ce n'est jamais lui »¹⁶⁴. Ce constat fait écho à cette formule accusatrice du clan présidentiel qui était devenue populaire au Burkina Faso : « ce n'est pas Blaise le problème, mais son entourage ».

Quant aux réformes constitutionnelles et électorales, elles visaient à favoriser d'une part, une meilleure transparence et représentativité politique, et d'autre part, la réintroduction du verrou de la limitation du mandat présidentiel qui avait été levé en 1997. La durée du mandat présidentiel est désormais réduite à 5 ans au lieu de 7 et renouvelable une seule fois. Plus tard, arguant du principe de « la loi dispose pour l'avenir », et rejetant donc celui de la rétroactivité, le président Compaoré et ses partisans ont pu se garantir légalement deux autres quinquennats à compter des présidentielles de 2005. Cela fixait légalement la fin de son règne en 2015 au lieu de 2005 ou 2010 suivant la lecture que se faisaient ses opposants de l'esprit de l'article 37 de la Constitution. Concernant les réformes électorales, « un Observatoire national des élections (ONEL), structure de suivi et d'observation, est mis en place, le Code électoral est transformé (le scrutin proportionnel pour la répartition des sièges lors des élections législatives est adopté et le bulletin unique¹⁶⁵ est introduit), la CENI¹⁶⁶ est renforcée (...) » (Hilgers et Mazzocchi 2006, 10). Ces réformes techniques du code électoral, adopté en juillet 2001, permettront une proportionnalité plus équitable

¹⁶³ Voir le discours du président du Faso à l'occasion de la journée nationale de pardon le 30 mars 2001.

¹⁶⁴ Entretien, activiste de la société civile, Ouagadougou, mars 2018.

¹⁶⁵ L'introduction du bulletin unique visait à réduire les fraudes, mais aussi la corruption électorale. En effet, il ressort de certaines enquêtes menées par le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) que lors des systèmes de bulletins multiples, les électeurs corrompus se faisaient rétribuer sur la base de la présentation des bulletins des autres partis ou candidats. Ce qui en principe faisait la preuve qu'ils ont voté pour Blaise Compaoré lors des présidentielles ou des candidats de son parti lors des législatives. Voir A. Loada et C. Santiso, « Élections au Burkina Faso : vers une maturité démocratique ? », www.cgdbf.org/french/documents/loadasantoso.pdf

¹⁶⁶ La Commission électorale nationale indépendante.

et une meilleure représentativité des forces politiques au sein de l'hémicycle, lors des législatives de mai 2002. Qualifiées à l'époque de « percée pour la démocratie » par plusieurs journaux, malgré des irrégularités observées, ces élections avaient permis à l'opposition politique burkinabè d'obtenir 54 sièges contre 57 sièges pour le parti au pouvoir, le CDP. Elle était donc passée de 7 sièges à 54 comparativement à la précédente législature (1992-1997), tandis que le parti présidentiel perdait 44 sièges, passant de 101 députés à 57¹⁶⁷.

Toutefois,

ni les réformes politiques engagées sous la pression de l'opposition unie sous la bannière de la lutte contre l'impunité ni la « Journée du pardon » organisée avec l'espoir de banaliser l'assassinat de Zongo en le « noyant » dans la masse des crimes politiques commis au Burkina depuis l'indépendance, n'ont pu exonérer le régime de cette faute, comparable, par sa charge symbolique, à celle de l'assassinat de Sankara en 1987 (Banégas et Otayek 2003, 85).

Les réformes et concessions politiques susmentionnées n'ont pu ni mettre fin aux différentes marches de protestation contre le régime ni rétablir la légitimité perdue du président Blaise Compaoré. La dénonciation de ses pratiques autoritaires et l'impunité qui caractérisait son régime ont continué. Il passera également, toujours dans une stratégie d'apaisement et de sortie de crise, par la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en intégrant 6 partis d'opposition¹⁶⁸ (Hilgers et Mazzocchetti 2006 ; Loada 2006 ; S. Ouédraogo, Comeau, et Thuy-Diep 2006). Cette stratégie s'est avérée être une sorte de cooptation visant à compromettre la forte union des partis politiques d'opposition dans le rejet de son régime. Car, face au refus de certains membres du Collectif d'intégrer le gouvernement d'union nationale en novembre 2000, Hermann Yaméogo, leur aurait affirmé que « la lutte est commune, mais le destin est individuel » (Zida 2018, 37).

¹⁶⁷ « Si le système électoral précédent avait été maintenu, il est estimé que le parti au pouvoir aurait recueilli 87 sièges au lieu de 57, l'ADF-RDA 11 au lieu de 17, et le PDP/PS 3 au lieu de 10. De même, si les districts électoraux précédents avaient été maintenus, le parti au pouvoir aurait eu 79 sièges, l'ADF-RDA 15, et le PDP/PS 6 » dans A. Loada et C. Santiso, « Élections au Burkina Faso : vers une maturité démocratique ? », www.cgdbf.org/french/documents/loadasantoso.pdf

¹⁶⁸ Ce sont : l'Alliance pour la démocratie et la Fédération/Rassemblement démocratique africain (ADF/RDA) avec Hermann Yaméogo, le Mouvement pour la tolérance et le progrès (MTP) avec Nayabtigungu Congo Kaboré, l'Union des démocrates et progressistes indépendants (UDPI) avec Dongo Longo, le Programme de développement social urbain (PDSU) et le Bloc socialiste burkinabè (BSB), avec Thibaut Nana, Ernest Nongma Ouédraogo, et l'UVDB avec Ram Ouédraogo.

Ces différentes concessions plus ou moins forcées, obtenues de Blaise Compaoré, se sont révélées plus tard être du dilatoire¹⁶⁹ pour retrouver une certaine accalmie et mieux rétablir son régime. Il reviendra sur plusieurs d'entre elles¹⁷⁰ sans que la vérité et la justice soient faites sur l'assassinat de Norbert Zongo et ses compagnons, encore moins sur ses précédents crimes de sang.

C'est plus ou moins à partir de 2003 qu'on commencera à observer un certain regain de légitimité du président Compaoré, à la faveur de l'instrumentalisation stratégique de la crise ivoirienne. Elle aura constitué une fenêtre d'opportunité de regain de légitimité à travers particulièrement l'organisation de « l'opération *Bayiri* » (le retour à la mère patrie)¹⁷¹, et la participation à l'accord de Marcoussis (Banégas et Otayek 2003).

La crise ivoirienne avait occasionné de milliers de victimes Burkinabè, d'autant plus que le président Compaoré était le parrain des groupes rebelles¹⁷². « Le président ivoirien Laurent Gbagbo, convaincu que Blaise Compaoré était le principal soutien de la rébellion ivoirienne, a laissé se développer une politique xénophobe qui a forcé plus d'un demi-million d'émigrés burkinabè à rentrer au pays » (Loada 2006, 24). Aussi, la majorité de la diaspora Burkinabè était-elle présentée ou vue, par beaucoup d'Ivoiriens, comme responsable de la guerre qui sévissait dans leur pays. Du côté burkinabè, on évoquait plutôt la légitime défense. Le professeur Albert Ouédraogo, ancien président du Tocsin¹⁷³,

¹⁶⁹ Le dilatoire s'inscrit dans une stratégie consistant à retarder la réelle résolution de certains enjeux pour gagner du temps. À cette fin, le régime Compaoré mettra en place, entre autres, la CEI, le Collège des sages, le gouvernement d'union nationale, la Commission pour les réformes politiques, la Commission pour la réconciliation nationale, le comité de suivi des recommandations de la Commission pour la réconciliation nationale, etc.

¹⁷⁰ En 2004, il fera adopter une nouvelle réforme du Code électoral restaurant « la proportionnelle à la plus forte moyenne pour les élections locales et les 45 provinces du pays comme circonscriptions électorales pour l'organisation des législatives, en lieu et place des 13 régions électorales créées par le code précédent (Loada 2006, 22-23). En plus, après les législatives il sera mis fin au gouvernement d'union nationale.

¹⁷¹ Il faut souligner qu'en raison de la politique coloniale d'exportation de la main-d'œuvre voltaïque en Côte d'Ivoire, poursuivie et encouragée sous le règne d'Houphouët-Boigny, notamment dans les champs de plantation du café et du cacao, des milliers de burkinabè s'y sont finalement installés avec leurs familles (M. Zongo 2003). Ce qui fait que parmi la diaspora burkinabè, celle de la Côte d'Ivoire est de très loin, la plus élevée. On y compte plus de 4 millions d'hommes et femmes burkinabè, installés suivant plusieurs générations, les « pawéogo » (terme mooré désignant ceux qui sont restés sur la route ou au champ, sinon à l'étranger).

¹⁷² Il faut signaler que le général Isaac Zida, ex-numéro du RSP, responsables des renseignements, et ancien président intérimaire à la chute de Blaise Compaoré, était l'homme de liaison entre la rébellion et les autorités burkinabè. Selon beaucoup de témoignages, c'est ce poste qui lui aurait permis de fortement s'enrichir lors de la crise ivoirienne.

¹⁷³ Le Tocsin, créé en 1997, est une association de défense de la diaspora burkinabè partout dans le monde, plus singulièrement en Côte d'Ivoire, et de leurs incitations à prendre part à la promotion et au développement

déclarait dans un entretien : « la crise ivoirienne est une crise burkinabè. Si on n’y était pas, ce ne serait pas normal. On y est à tous les niveaux » (Banégas et Otayek 2003, 78).

On comprend alors que Blaise Compaoré tire profit de cet enjeu que représentait la diaspora Burkinabè en Côte d’Ivoire. L’organisation de grandes vagues de rapatriements dans le cadre de l’opération « *Bayiri* » lui permettra d’activer la fibre patriotique pour rassembler autour de sa personne une grande partie de la population, des organisations associatives et des politiques. Ces différents ralliements politiques et civils se traduiront dans les fortes mobilisations observées lors de son voyage à Paris, dans le cadre de l’accord de Marcoussis. Le registre politique était ainsi mis en branle à travers la présentation de Blaise Compaoré comme « le héros national », socle du rétablissement et du renforcement des ressorts de loyautés internes. À la manœuvre, le « Rassemblement patriotique burkinabè » (RPB) qui n’était « qu’une coquille vide, un paravent derrière lequel se profile l’ombre du CDP, le puissant parti présidentiel dont la logistique, le savoir-faire en matière d’agit-prop et l’organisation ont été déterminants dans le succès de ces « sorties de soutien à Blaise Compaoré » (Banégas et Otayek 2003, 82). Ce mouvement s’inscrira dans une surenchère patriotique en posant le débat public, non pas entre les « anti » et les « pros » Blaise Compaoré, mais, plus encore, entre les patriotes et les « ennemis du peuple », indépendamment de toute critique qu’on pouvait faire de sa politique ivoirienne et de son parrainage de la rébellion (Banégas et Otayek 2003 ; Loada 2006 ; E. Ouédraogo 2014). En voulant dénoncer cette instrumentalisation de la crise ivoirienne et les mobilisations en faveur du président Compaoré comme une précampagne en vue de l’élection présidentielle de 2005, “les responsables d’opposition Hermann Yaméogo et Bénéwendé Stanislas Sankara ont été qualifiés de « traîtres » à la patrie par des partisans du pouvoir, et des menaces ont même été proférées contre eux lors de manifestations publiques” (Loada 2006, 25).

Outre cette retombée politique, notamment en termes du regain de légitimité, le président Compaoré a aussi tiré profit économiquement de la crise ivoirienne. « La crise ivoirienne a certes tari le flux d’argent liquide des expatriés Burkinabè et coupé temporairement

du pays. Sur des divergences de points de vue quant à l’effectivité des droits de vote des burkinabè de l’étranger à l’élection présidentielle de 2015, le professeur Albert Ouédraogo démissionnera de son poste de président du Conseil d’administration de l’association, laissant la place à Arouna Savadogo.

l'accès au port d'Abidjan, mais le pays a tiré profit de l'argent de la rébellion et des trafics illicites qui ont transité par son territoire » (International Crisis Group 2013, 27).

Le président Compaoré a su stratégiquement exploiter son parrainage de la rébellion et la déstabilisation de la Côte d'Ivoire pour en tirer d'importantes retombées économiques. Il saura les mettre au service à la fois du renforcement de ses stratégies de *coup-proofing*, en raison notamment du rôle joué par les éléments du RSP et de certains officiers supérieurs dans la crise, et de ses capacités de cooptation, à travers un meilleur entretien de ses réseaux de loyauté internes à une époque où son régime vacillait sous le coup de l'affaire Norbert Zongo. En effet, au-delà des militaires, «le régime a pris soin de consolider ses relations avec (...) les opérateurs économiques, les autorités coutumières et les responsables religieux» (Hilgers et Mazzocchetti 2006, 10), jusqu'aux pentecôtistes (Laurent 2003 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006). Pour parfaire la désunion de ses opposants politiques et entacher leur crédibilité, le président Compaoré octroiera le 23 décembre 2002, officiellement pour les fêtes de fin d'année, une prime de 3 millions à chacun des 111 députés composant l'hémicycle. Les presses burkinabè en feront leur une¹⁷⁴, provoquant ainsi la colère d'une frange importante des mouvements associatifs et syndicaux ainsi que de la population. À cela, on peut ajouter les débats suscités par l'affaire des 30 millions qu'il avait donnés à deux responsables d'opposition, Laurent Bado et Émile Paré, réunis dans le cadre de l'Opposition burkinabè unie (OBU), à la veille de l'élection présidentielle de 2005¹⁷⁵. Dans le cadre de cette élection, il réussira à obtenir le ralliement d'un autre grand parti de l'opposition politique, l'Alliance pour la démocratie et la Fédération/Rassemblement démocratique africain (ADF-RDA)¹⁷⁶, et un nouveau retrait de la candidature d'Hermann Yaméogo.

Dans cette longue période de gestion de la crise née de l'affaire Norbert Zongo, l'ancien responsable des renseignements du RSP, le général Yacouba Isaac Zida, déclarait que face à « la pression interne et externe qui lui a valu un certain embargo sur la scène internationale », le régime de Blaise Compaoré a bénéficié du soutien décisif en armes et

¹⁷⁴ Il s'agit, entre autres, de Bendré du 26 janvier 2003, « Affaires des 333 millions des députés », de La Voix du Sahel du 5-20 février 2003, « Les millions qui fâchent ».

¹⁷⁵ On peut davantage se renseigner sur cette affaire dans les lignes des journaux Le Pays du 04 juillet 2005 et L'indépendant du 06 août 2005.

¹⁷⁶ Alliance pour la Démocratie et Fédération/Rassemblement Démocratique Africain.

en dollars du président Moummar Kadhafi. “La perfusion libyenne fonctionnait à tel point que les « embargos » des Occidentaux ne se ressentaient pas du tout à Ouagadougou” (Zida 2018, 36-37).

Ensemble, ces différents gains politiques, économiques et quelque peu militaires, auront permis au président Compaoré d’avoir du répit, mais aussi de se reprendre et de redorer sa base de légitimité interne. En l’occurrence, c’est en surfant sur la poussée légitimatrice de la crise ivoirienne qu’il se fera facilement réélire en 2005, avec plus de 80,35 %. Ce « plébiscite paradoxal » a donc été un test réussi pour le président Compaoré et un signe, s’il en était, de rétablissement de sa légitimité perdue lors de la crise larvée (Loada 2006). « La critique a incité le régime à des aménagements, mais sans le renverser » (Hilgers et Mazzocchetti 2006, 13). Cette crise aura néanmoins contraint le président Compaoré à la réintroduction constitutionnelle du verrou limitatif des mandats présidentiels, en lui fixant 2015 comme la fin légale de son règne.

In fine, quel a été l’impact de l’international dans la gestion de cette longue crise née de l’affaire Norbert Zongo ? Il ressort de cet exposé qu’il n’y a clairement pas eu d’impact direct de l’international, matérialisé par une intervention militaire extérieure au sol ou dans les airs, dans le sens de la répression et le dénouement de la crise (*sous-mécanisme opérationnel 1*). Cependant, la gestion et la sortie de cette crise révèlent à certains égards un impact indirect de l’international. Dans un premier temps, bien que la portée de cette thèse reste limitée en raison de l’absence d’évidences officielles ou fortement croisées, le président Compaoré, selon certains acteurs de la société civile, aurait bénéficié du soutien de la France, à travers son ambassade et ses conseillers en termes de dotations en matériels répressifs (*sous-mécanisme opérationnel 3*). Dans un deuxième temps, l’instrumentalisation de « la crise ivoirienne a permis à Blaise Compaoré de retourner l’opinion publique à son profit et d’occulter les griefs accumulés contre son régime. Elle lui a, par la même occasion, permis de discréditer ses principaux adversaires politiques à la course présidentielle » (Loada 2006, 24). La captation des gains politiques de cette crise lui aura permis de se construire une stature de « héros national », et donc de restaurer sa légitimité qui avait été fortement érodée (*sous-mécanisme opérationnel 5*), tandis que celles économiques lui ont permis de mieux soutenir ses politiques de cooptation à des fins, d’une part de renforcement de ses réseaux de loyautés internes et, d’autre part, de

compromission de ses opposants (*sous-mécanisme opérationnel 3*). Aussi, cela lui aura-t-il permis de mieux fragiliser l'opposition politique et les mouvements de contestations ayant regroupé une diversité de couches sociales. Par ailleurs, la « perfusion économique » libyenne (Zida 2018), lui aura permis de renforcer à la fois ses capacités de cooptation et de répression (*sous-mécanismes opérationnels 3 et 4*).

Ainsi, ces différents facteurs extérieurs auront contribué au renforcement des stratégies domestiques de gestion de la crise et, par ricochet, à la garantie de la survie du président Compaoré. Néanmoins, un acquis déterminant de la crise a été la libéralisation de la critique politique (au niveau des organisations politiques, associatives et syndicales) et un certain desserrement de l'état autoritaire du régime (Loada 1999 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006 ; International Crisis Group 2013), jusqu'aux mutineries de 2011.

II. Les mutineries de 2011 et la déliquescence du contrôle militaire.

Le principe qui gouverne les mutineries n'est pas *a priori* la prise du pouvoir central. Dwyer (2017b, 221) les définit « as an act of collective insubordination for goals other than political power. They generally involve mostly rank-and-file soldiers expressing their grievances to senior hierarchy or political leadership ». Néanmoins, suivant les dynamiques du terrain, elles peuvent se traduire en un coup d'État¹⁷⁷.

Dans le cas d'espèce, c'est suite à la condamnation le 21 mars 2011 de cinq militaires, impliqués dans une affaire de mœurs¹⁷⁸, à des peines de 15 à 18 mois ferme que certaines garnisons s'engageront, comme par effet de contagion, dans une série de mutineries¹⁷⁹ (Hilgers et Loada 2013 ; Dwyer 2017). C'est d'abord pour protester contre ces condamnations, jugées sévères et injustes, que des militaires prendront d'assaut le camp

¹⁷⁷ La chute du président Kaboré au Burkina Faso fut la conséquence des mutineries du 23 janvier 2022.

¹⁷⁸ Ils ont été condamnés pour avoir battu et humilié publiquement un courtisan à la copine d'un de leurs collègues qui serait en déploiement à l'extérieur du pays. Il faut dire qu'au Burkina Faso, ces genres d'abus, liés à des affaires de mœurs, de la part des militaires et/ou des policiers étaient monnaie courante.

¹⁷⁹ Ces mutineries constituent officiellement la troisième sous le règne de Blaise Compaoré. La première date de juillet 1999 où les militaires qui avaient été engagés dans les conflits libériens et sierra-léonais se sont mobilisés dans la capitale pour exiger le paiement de leurs primes de guerres. La deuxième est celle de 2006 qui fait suite à une affaire de mœurs impliquant des policiers et des militaires. Elle avait abouti à des affrontements entre les deux corps occasionnant de nombreux dégâts et pillages dans la ville, ainsi que 5 morts.

Sangoulé Lamizana, pour y soutirer des armes et « sortir dans la rue ». Certaines entrevues révèlent qu'ils reprochaient également à la hiérarchie son inertie, son silence et son manque de soutien face à cette condamnation, d'autant plus que selon ces militaires cette même hiérarchie se serait montrée coupable à plusieurs reprises d'abus plus graves sans qu'elle ne soit aucunement inquiétée par la justice. Leur sortie de protestation sera marquée par des actes de vandalisme (pillages, destructions des magasins et stations-service, vols, etc.), de saccages des domiciles de certaines hautes personnalités dont le ministre de la défense (Yéro Boly), le chef d'État-major général des armées (CEMGA), le maire de la capitale (Simon Compaoré). Ils en profiteront aussi pour libérer les détenus de la prison civile de Ouagadougou.

Les mutineries faisaient aussi suite à une série de révoltes populaires qui s'est propagée au sein de différentes couches sociales (élèves/étudiants, syndicats, commerçants, magistrats, avocats, etc.). Ces révoltes, s'inscrivant dans le contexte général du printemps arabe, tirent leur genèse de la mort suspecte d'un élève du nom de Justin Zongo, le 21 février 2011, par des policiers à Koudougou. Il aurait été torturé dans un commissariat de ladite ville pour des raisons d'indiscipline scolaire. Il se serait battu avec des camarades de classe, dont une fille du nom de Aminata Zongo. C'est suite à la plainte de cette dernière que Justin Zongo sera convoqué au Commissariat de police. Il lui sera fait injonction de rembourser les frais de soins de la plaignante. Dans le refus de s'acquitter de ces frais, il sera mis au violon le 2 février où il subira des coups et blessures de la part de trois policiers¹⁸⁰. À son décès le 21 février, « the government made an official statement claiming that Zongo had died in custody of meningitis, while rumours that he was beaten to death by police quickly spread. Students throughout the country were outraged that no one was being charged with Zongo's death » (Dwyer 2017b, 223).

Face donc à ce qui était considéré comme une énième impunité policière, cette mort provoquera des mouvements de protestations exigeant que justice soit faite. « La répression meurtrière, alliée à la substitution des violences policières par la méningite dans la version officielle de la cause de la mort de Justin Zongo, a engendré l'extension des révoltes » (Chouli 2013, 4). En moins de deux semaines, ces mouvements se répandront dans plus d'une douzaine de villes au Burkina Faso. La cherté de la vie aidant, à l'exigence de justice

¹⁸⁰ Il s'agit de l'officier de police Roger Narcisse Kaboré et les assistants Bèma Fayama et Belibi Nébié

pour les multiples violences policières comme militaires et les crimes de sang, s'ajoutera l'exigence de justice sociale. « Des manifestations spontanées et organisées dirigées contre l'impunité et l'injustice sociale soutiennent des revendications d'ordre économique (vie chère, salaires) et politique (vérité dans le dossier de Justin Zongo, indépendance de la magistrature, fin de la corruption, etc.) » (Chouli 2013, 4).

En effet, des élèves et étudiants au départ de la série, s'ajouteront, entre autres, les commerçants (en raison des saccages subis), les agriculteurs (relativement à la politique cotonnière), les enseignants (pour les conditions de travail et les salaires), les magistrats et les avocats. Relativement à ces derniers, ils se sont inscrits dans la vague de protestations pour manifester leur rejet de la décision de relaxe des cinq militaires condamnés, caractéristiques selon eux de l'impunité dont bénéficieraient les « corps habillés ». Selon Salif Yonaba, « the release of the soldiers in Ouagadougou and Fada N'Gourma was a major setback for the rights of the Burkinabè people »¹⁸¹.

Ces différents mouvements ayant été marqués par des viols, des saccages et pillages de plusieurs magasins et services, des commissariats, des gouvernorats, des résidences d'hommes politiques et des édifices de l'administration publique, les répressions qui s'en sont suivies feront officiellement dix-neuf morts.

Durant l'amplification et la contagion sectorielle des émeutes, Blaise Compaoré, dans une déclaration du 14 mars, dénoncera un complot de prise de pouvoir à travers une instrumentalisation des manifestations par l'opposition politique. Cette deuxième crise,

fera comme en 1998, vaciller le régime de Blaise Compaoré. Mais elle diffère de la précédente sur un premier point : elle n'est pas canalisée par une force politique, associative ou syndicale. Son déroulement s'est effectué de manière très éclatée, sans dirigeant, sans plateforme de revendications : « les gens sont sortis dans la rue pour défendre leurs intérêts, pas pour défendre une cause (International Crisis Group 2013, 33).

Certes la crise était de nature multisectorielle, mais elle manquait de cohésion et de direction unifiée dans le sens de la contestation et du rejet du régime Compaoré. Toutefois, quoique non canalisées au niveau des différentes couches sociales civiles, ces fortes tensions ont plus ou moins servi de fenêtre d'opportunités d'action pour les militaires, en

¹⁸¹ Il est cité par Maggie Dwyer (2017).

plus de la condamnation de leurs camarades. « The mutinies in 2011 took place alongside mass protests; however, the protesters and soldiers never directly united » (Dwyer 2017b, 220). Ainsi, les mutineries toucheront plusieurs garnisons du pays (Ouagadougou, Fada, Gaoua, etc.), et atteindront leur pic dans le courant du mois de juin dans les garnisons de Bobo-Dioulasso.

Si celles-ci ont ébranlé le régime, c'est surtout la mutinerie des militaires du RSP, le 14 avril, qui mettra fortement en danger la survie du président Compaoré. La situation était « relativement maîtrisée jusqu'à ce que des membres de la garde présidentielle prennent part aux manifestations, ce qui a eu pour conséquence la démission forcée du Premier ministre Tertius Zongo et de son administration, le limogeage de chefs militaires clés et l'acceptation des revendications de certains mutins » (E. Ouédraogo 2014, 25). Les tirs à l'arme lourde des éléments du RSP dans l'enceinte du palais présidentiel et du camp Naba Koom II, avaient contraint le président Compaoré à la fuite pour rejoindre Ziniaré, son village natal, à une trentaine de kilomètres de Ouagadougou. Selon Zida (2018, 83), à l'époque chef de corps adjoint du RSP,

Le domicile du chef de corps, le colonel Bationo [chef de corps] fut criblé de balles. Celui de Diendéré [chef d'état-major particulier de la présidence] explosa sous les tirs de deux roquettes et lui-même recherché pour être abattu. Il ne resta au Conseil que deux domiciles, le mien et celui de Kéré, qui ne furent pas attaqués.

Un tel ciblage donnait-il raison à la fameuse « stratégie de roublardise » consistant à toujours dire : « ce n'est pas Blaise le problème, mais son entourage » ?

De l'analyse des données relatives au dénouement heureux de cette crise, heureux pour le président Compaoré, dans le sens où elle n'a pas abouti à une rébellion armée, encore moins à sa chute, trois principales stratégies internes sont à l'œuvre : économique, militaire et institutionnelle. Dans sa dimension économique, la stratégie de sortie de crise a consisté à la satisfaction, prioritairement et quasi exclusivement, des revendications pécuniaires des éléments du RSP. C'est « au prix de nombreux sacrifices payés en espèces sonnantes et trébuchantes que nous étions parvenus à sortir de cette crise (...) » (Zida 2018, 86). Avec des revendications portant officiellement sur les indemnités de logement et les primes d'alimentation, le président Compaoré a dû accéder aux doléances ainsi posées par les

mutins de sa garde rapprochée. On note également la satisfaction d'autres revendications pécuniaires liées à la vulnérabilité de leurs conditions de vie, singulièrement les soldats de rang, qui tranchait avec l'opulence affichée des officiers et de la hiérarchie militaire. C'est d'ailleurs cette large déconnexion, au double plan économique et social, qui justifiait l'intégration dans la liste des revendications des mutins, « le départ immédiat de presque la totalité des officiers du RSP » (Zida 2018, 83).

Aussi, la satisfaction de ces revendications donnera-t-elle à Blaise Compaoré les moyens d'une deuxième stratégie de sortie de crise : la répression. Car, « du fait de ces concessions, la même garde présidentielle a agi vigoureusement pour mettre fin définitivement à la mutinerie des forces armées » (Ouédraogo 2014, 25). La satisfaction prioritaire de leurs revendications était donc doublement orientée : d'une part, obtenir la cessation de leur mutinerie et leur ralliement en vue de la sécurisation du régime ; et d'autre part, les remobiliser pour réprimer les mutins des autres garnisons de l'armée nationale, notamment ceux de Bobo-Dioulasso, face à ce qui commençait à prendre les allures d'une rébellion. D'une part, la rapidité de cette stratégie économique commande de s'interroger sur l'origine des fonds utilisés à cet effet. À l'évidence, ils ne proviennent pas des caisses publiques de l'État qui répondent à des processus de décaissement bien singuliers. La stratégie répondait plus à des logiques de redistributions privatistes que publiques, pour faire cesser, dans l'urgence, la mutinerie d'une garde présidentielle beaucoup plus menaçante, vis-à-vis du régime que le reste de l'armée. Un ancien élément du RSP nous confiait qu'au lendemain de la mutinerie les soldats sont passés « se servir » au camp et se remplir les poches avant de se rallier¹⁸².

D'autre part, une fois remobilisé, le RSP, accompagné par des éléments de la gendarmerie nationale et du régiment parachutiste commando de Dédougou (RPC), sera mis en branle pour réprimer les mutins de Bobo-Dioulasso. Cette répression aura un fort impact dissuasif sur les autres garnisons de l'armée nationale, notamment celles qui s'étaient déjà mutinées et celles qui entendaient se joindre à la mutinerie. Elle les contraindra à un « retour à la caserne », permettant ainsi au président Compaoré de s'éviter une rébellion par effet de *spill over*. Et pour davantage se prémunir face à cette éventualité, il renforcera sa stratégie de *coup-proofing* en désarmant les principales garnisons de l'armée nationale au profit du

¹⁸² Entretien avec un ancien militaire du RSP, Ouagadougou, avril 2018.

camp *Naba-Koom II*, quartier général du RSP (Hilgers et Loada 2013; International Crisis Group 2013; Dwyer 2017a; 2017b). Cette stratégie de resserrement de l'arsenal militaire autour du RSP, « obéit à une logique simple : moins les soldats seront armés, moins ils auront les moyens de se révolter » (International Crisis Group 2013, 38). Cela illustre bien l'importance des gardes présidentielles vis-à-vis desquelles dépendent fortement la sécurisation et la stabilité des régimes politiques en Afrique (E. Ouédraogo 2014). On comprend alors que les mutins du RSP aient été particulièrement épargnés de toute sanction. Car, « malgré les fortes tensions dans l'armée, en particulier entre la base et la hiérarchie, et les aspirations au changement bruyamment exprimées, le tandem Compaoré et Diendéré ne s'est pas brisé » (Hilgers et Loada 2013, 94). Par contre,

la majeure partie des officiers supérieurs qui étaient à la tête de l'armée a été limogée, et 566 militaires de l'armée de terre et de l'air soupçonnés d'avoir pris part aux troubles ont été radiés, ainsi que 136 policiers. Une enquête interne a été menée au sein de l'armée et 346 éléments sur les 566 exclus ont été emprisonnés à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (International Crisis Group 2013, 37).

Quant à la troisième stratégie de sortie de crise, elle a été beaucoup plus institutionnelle à travers l'adoption d'un certain nombre de mesures et de réformes. Il s'est agi dans un premier temps d'une réorganisation politique générale fondée sur la dissolution, le 15 avril 2011, du gouvernement du premier ministre Tertius Zongo et le maintien des secrétaires généraux des départements ministériels chargés d'assurer l'expédition des affaires courantes. Un nouveau gouvernement, dirigé par Luc Adolphe Tiao sera mis en place pour mieux accompagner et soutenir le président Compaoré dans sa sortie de crise.

Au niveau de l'armée nationale, c'est l'ensemble de la hiérarchie militaire qui sera révoqué pour resserrer les rangs autour d'une base plus loyale et fidèle, garantie d'un meilleur fonctionnement de la logique du principal-agent. À ce titre, le CEMGA, le général Dominique Djindjéré, sera remplacé par le colonel-major Honoré Nabéré Traoré. Soucieux d'avoir davantage de contrôle sur l'armée, le président Compaoré s'autodésignera ministre de la défense, un portefeuille qu'il gardera jusqu'à sa chute en octobre 2014.

D'autres mesures suivront dès le 28 avril avec, entre autres, « the elimination of the development tax, a reduction in the salary tax and salary increases in the public sector, as well as promises to charge senior official involved in corruption » (Dwyer 2017b, 225).

Certes, la conjugaison de ces différentes stratégies internes a offert au président Compaoré une voie de sortie de crise pour lui garantir sa survie politique. Mais, le cours des événements de cette crise a mis à nu une certaine déliquescence de son contrôle militaire. Depuis cette crise, « à part le président qui maintenait lui-même une certaine cohésion au sein de l'armée, on savait qu'aux échelons inférieurs l'armée était divisée avec des clans »¹⁸³. Aussi, les mutineries de 2011 marquaient-elles un autre tournant dans l'ébranlement des assises autoritaires de son régime. Au travers de différents mouvements de contestations, et les fragilisations graduelles dont ils étaient porteurs, c'est le mythe de l'inamovibilité du régime qui s'effritait progressivement.

De l'exposé des dynamiques du déroulement et de la gestion des mutineries de 2011, aucune implication militaire, économique ou politique extérieure ne s'y décline. Par conséquent, on peut affirmer que l'international n'y a pas eu un quelconque impact explicite dans son dénouement. C'est plutôt au travers des trois principales stratégies internes susmentionnées (économique, répressive et institutionnelle) que le président Compaoré a garanti sa survie politique en avril 2014.

Toutefois, une analyse critique des conditions de l'activation de la stratégie économique amène à se questionner sur l'origine des fonds utilisés à cet effet. Certes, les militaires « se sont servis » en francs CFA, des devises utilisées par le Burkina Faso, mais leur source de provenance reste incertaine. Les fonds proviennent-ils des ressources propres du président Compaoré ou de toute autre source extérieure liée à ses investissements politico-militaires internationaux ? S'il est difficile d'établir avec certitude l'origine des fonds, on peut néanmoins soutenir que la loyauté et la fidélité des militaires du RSP, et même de plusieurs officiers de l'armée nationale, vis-à-vis du président Compaoré ont été singulièrement entretenues, tout le long de son règne, par des stratégies de redistributions privatistes davantage fondées sur les gains économiques informels tirés de ses différents investissements politico-militaires à l'international. Contrairement aux soldats de rang, « les officiers se sont fait des *feuilles*¹⁸⁴ » souligne un de nos répondants¹⁸⁵. Il n'est

¹⁸³ Entretien, acteur politique, Ouagadougou, mars 2018.

¹⁸⁴ L'expression est relative à l'argent que ce sont fait les officiers de l'armée, et « feuilles » faisant plus écho à la quantité.

¹⁸⁵ Entretien avec un acteur de la société civile burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

d'ailleurs pas le seul à soutenir cette thèse de l'enrichissement des militaires (notamment les responsables du RSP et les officiers supérieurs de l'armée nationale) sur la base des expéditions militaires extérieures du président Compaoré et de ses pratiques de cooptation politico-militaires. « Un exemple tout bête, c'est le cas de Zida », nous dira un autre¹⁸⁶. Au soutien de son exemple, il fera allusion à la publication du numéro spécial du Journal officiel du Burkina Faso, le 13 avril 2015, relatif aux déclarations des biens des membres du gouvernement de la transition post Blaise Compaoré. À l'époque, le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida, alors premier ministre après avoir brièvement occupé le poste de Président du Faso, avait déclaré des biens s'élevant à plusieurs milliards de francs CFA pour un officier de son rang. Pour beaucoup, il doit surtout cette richesse à son rôle d'officier de liaison avec les groupes rebelles du MPCI, puis des « Forces nouvelles », lors de la crise ivoirienne. « Si Zida s'est fait une telle fortune, on imagine bien combien les autres officiers supérieurs se sont enrichis »¹⁸⁷.

Ainsi, sans invalider notre modèle d'analyse dans la gestion de cette crise, la non-activation de l'international, notamment dans ses dimensions répressives, pourrait se comprendre au regard de la configuration des rapports de force existants. Par ailleurs, n'étant pas automatique à l'occurrence d'une menace, l'activation de l'international devient surtout cruciale quand il y a un déséquilibre des rapports de forces en faveur des insurgés civils et/ou armés, d'où le sens des deux principaux mécanismes opérationnels à l'œuvre : le renforcement (impact indirect) et/ou la suppléance (impact direct) des stratégies domestiques.

Dans le cas d'espèce, en ayant obtenu le ralliement et la remobilisation des éléments du RSP dans la répression des autres mutins, le président Compaoré a su s'éviter des défections qui auraient pu être cruciales à sa survie politique et nécessiter par là même un éventuel recours à l'international.

Cependant, bien qu'il ait pu mettre la menace en échec, cette deuxième crise a été révélatrice de la déliquescence du contrôle militaire et d'une nouvelle érosion de la base de légitimité du président Compaoré. Pour Frère et Englebert (2015, 299), « Compaoré

¹⁸⁶ Entretien avec un acteur de la société civile burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

¹⁸⁷ Entretien-Ouagadougou mars 2018.

solved the crisis once again with token concessions, including the firing of several hundred military and the disarming of most deployed in Ouagadougou, but the deeper causes of the malaise remained unaddressed ». Dans la même veine, et plus largement, la majorité de nos répondants converge sur le fait que la répression des mutins de Bobo-Dioulasso et le désarmement de l'essentiel des garnisons au profit du RSP ont été très mal perçus et vécus par l'armée nationale, la « vraie ». « Le RSP était donc devenu à la fois plus menaçant et plus détesté », nous affirmait un acteur de la société civile¹⁸⁸. Cette détestation du RSP, au double plan civil et militaire, ne tardera pas à être manifeste en octobre 2014 et, encore plus, en septembre 2015 avec sa dissolution pure et simple.

III. L'insurrection populaire d'octobre 2014 et la chute de Blaise Compaoré.

C'est dans une nouvelle volonté de se garantir une « présidence à vie », à travers la modification de l'article 37 de la constitution, que Blaise Compaoré mobilisera contre lui de milliers de Burkinabè opposés à ce qu'ils considéraient comme un autre coup de force (Barry 2014 ; Palm 2017). Les prémisses de cette modification se situent en décembre 2013 lors de la fête de l'indépendance à Dori, où il fera part de son intention de soumettre la question de l'article 37 à l'arbitrage référendaire. Bien avant, il s'est agi du projet de réinstauration du Sénat. À l'époque, l'opposition politique, à travers son chef de file, Zéphirin Diabré, y soupçonnait déjà un subterfuge pour lever le verrou de la limitation du mandat présidentiel. Considéré, à juste titre, comme une nouvelle tribune de rétribution de certains thuriféraires du régime, le Sénat s'inscrivait également dans une stratégie de facilitation de la révision constitutionnelle envisagée¹⁸⁹. « Since he could personally appoint some members of the Senate, he hoped this would enable him to secure the majority he required in the combined parliament » (Frère et Englebert 2015, 296). Les enjeux touchaient donc le cœur même de la gouvernance du président Compaoré. C'est pourquoi, comme en chœur, l'opposition politique, manifestera publiquement son désaccord vis-à-vis d'un Sénat jugé budgétivore, tout en réclamant le maintien en l'état de l'article 37. En marge des mouvements de protestations, un collectif rapidement devenu populaire, le *Balai*

¹⁸⁸ Entretien avec un acteur de la société civile, Ouagadougou, mars 2018.

¹⁸⁹ En effet, la nomination d'un tiers des sénateurs relevait du pouvoir discrétionnaire du président Blaise Compaoré.

citoyen est créé en juillet 2014 par des artistes musiciens connus pour leurs textes critiques de la gouvernance du président Compaoré. Ses têtes de proue sont le rappeur Smockey et le reggae man Sam'S k Le Jah¹⁹⁰. Par la suite, on constatera dans le même registre l'émergence d'une floraison d'organisations de la société civile, toutes inscrites dans un front commun de rejet du Sénat et de refus de la modification de l'article 37 : le *Collectif anti-référendum* (CAR), le *Front de résistance citoyenne* (FRC), le mouvement *Ça suffit*, le *Collectif des femmes pour la défense de la Constitution* (COFEDEC), etc.

Suivant la vague de désolidarisation au projet de « présidence à vie », et en raison de leur marginalisation progressive depuis 2012¹⁹¹, « trois des principaux bâtisseurs du régime démissionnent du Congrès pour le progrès et la démocratie (CDP) et créent le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) » (International Crisis Group 2015, 1). Roch Marc Christian Kaboré, récent président du Faso déchu, feu-Salif Diallo, ancien président de l'Assemblée nationale, et Simon Compaoré emportent avec eux, au mois de janvier 2014, plusieurs cadres du CDP (Mareczko 2014 ; Palm 2017). « Si Roch et compagnie arrivent au pouvoir, on est morts » (Carayol et Roger 2014), craignaient déjà les nouveaux responsables du CDP sous la direction d'Assimi Kouanda.

Dès lors, « le référendum sur la modification de l'article 37 de la Constitution, qui devait permettre selon le CDP au "peuple souverain" de s'exprimer, est devenu hasardeux, tant quant à son résultat qu'à ses conséquences sur le maintien de l'ordre » (International Crisis Group 2015, 1). Outre cette incertitude, Blaise Compaoré ne pouvait pas se payer le luxe d'un référendum, « trop cher » dans un contexte de cherté de la vie, juste pour assouvir sa volonté de « présidence à vie ». Il décidera alors de s'appuyer sur l'Assemblée nationale pour opérer son coup de force, et s'octroyer un 5^e mandat consécutif, afin de mieux préparer sa sortie par le haut et protéger les intérêts de ses plus fidèles partisans¹⁹². Mais pour certains, il s'agit là d'une option jamais intégrée par Blaise Compaoré qui entendait mourir au pouvoir¹⁹³. C'est dans ce contexte que sera adopté le 21 octobre 2014, lors d'un Conseil

¹⁹⁰ À l'état civil, ce sont Serge Bambara et Karim Sama.

¹⁹¹ En effet, lors du Vème Congrès ordinaire du CDP ces cadres historiques du régime seront écartés des sphères dirigeantes pour faire plus de place aux partisans du frère du président, François Compaoré. Son OPA sur la direction du parti fut un succès avec le confinement des anciens cadres à des rôles de conseillers (Palm 2017).

¹⁹² Entretiens avec des acteurs politiques et civils, Ouagadougou, mars 2018.

¹⁹³ Entretiens avec des acteurs politiques et civils, Ouagadougou, mars 2018.

des ministres extraordinaires, le projet de loi portant modification de la constitution, et prévu pour être entériné à l'hémicycle le 30 octobre. Exigeant pour ce faire $\frac{3}{4}$ des députés, conformément à l'article 164 de la Constitution¹⁹⁴, Blaise Compaoré s'attèlera à se garantir ce quota que ne pouvaient remplir les 81 députés de son parti et ceux de la mouvance présidentielle. Le 25 octobre, le peuple burkinabè apprenait le revirement de l'ADF/RDA avec ses 18 députés, suite à une réunion de son Bureau politique (Frère et Englebert 2015). Avec désormais un total de 99 députés favorables sur 127, l'adoption du projet de loi n'était plus qu'une formalité. « Par rapport à ce revirement, la rumeur ouagalaise fait état de corruption à coup de milliards de francs promis au président de l'ADF/RDA. La société civile crie au « coup d'État constitutionnel » et appelle à la « désobéissance civile » (Hagberg et al. 2015, 205). Elle se traduira par une série de mobilisations de protestations populaires avec comme slogans : « *Blaise dégage* », « *Blaise = Ebola du Burkina* », « *Libérez Kossyam* »¹⁹⁵, etc. Il est à noter cependant que lors de notre entrevue avec un haut responsable de ce parti, celui-ci ne confirmera pas cette rumeur, soutenant ce « revirement » pour des raisons de réalisme politique¹⁹⁶.

Somme toute, la semaine de « désobéissance civile » entamée dès l'annonce du projet de loi prendra une forte dimension à partir du lundi 27 octobre avec la marche du COFEDEC. Animée par une forte mobilisation des femmes, les spatules en main, cette sortie du Collectif comporte un double symbolique dans le contexte africain : la femme et la spatule. Elle constituait quelque chose d'inédit, des mères et des « femmes au foyer » délaissant la sphère domestique pour occuper les rues dans une opposition radicale au régime. « Quand les femmes se lèvent, les hommes véreux tremblent », affirmera Saran Sérémé, à la tête du COFEDEC et présidente du Parti pour le développement et le changement (PDC). Et à un témoin de la manifestation de renchérir, « quand les femmes sortent, là, c'est fini pour Blaise »¹⁹⁷. Relativement à la spatule, instrument utilisé à la cuisine pour faire notamment du tô¹⁹⁸, les croyances populaires voient dans son utilisation contre les hommes des risques

¹⁹⁴ Suivant cet article, l'adoption du projet de loi peut se faire par voie parlementaire avec les $\frac{3}{4}$ des députés, ou par voie référendaire.

¹⁹⁵ C'est le nom donné au palais présidentiel.

¹⁹⁶ Entretien avec un acteur politique Burkinabè, Ouagadougou, avril 2018.

¹⁹⁷ Les propos du témoin sont rapportés par Hagberg et ses collègues (Hagberg et al. 2015), et ceux de Saran Sérémé sont extraits du film : Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré.

¹⁹⁸ Une recette africaine faite à base de farine de mil ou de maïs.

d'impuissance. À ce titre, la spatule ne devrait pas sortir de la cuisine, encore moins se retrouver dans la place publique en signe de rejet d'un régime.

Le lendemain 28 octobre, c'est au tour des organisations de la société civile (OSC), dont le *Balai Citoyen*, le CAR, le mouvement *Ça suffit*, le FRC ; et les partis politiques du Chef de file de l'opposition politique (CFOP) d'organiser une grande marche meeting qui a vu converger une foule multisectorielle à la place de la Nation à partir de 7 h. On parlait de plus d'un (1) million du côté de l'opposition, tandis que la police relevait environ 500 000 manifestants. « Notre lutte est rentrée dans sa phase finale. Ça passe, ou ça casse (...) maintenant, c'est vraiment la patrie ou la mort », lancera Zéphirin Diabré¹⁹⁹ à la foule venue nombreuse répondre à l'appel du rejet du projet de loi. Le 29 octobre, ce sera au tour des organisations syndicales regroupées dans le cadre de la Coalition contre la vie chère (CCVC), qui cristallise également autour d'elle de nombreux mécontents du régime Compaoré.

Nonobstant ces différentes marches et le grossissement continu du rang des insurgés, le président Compaoré et ses affidés n'en démordent pas. Si certains de ses ministres ont tenté de le convaincre à l'abandon du projet, les plus radicaux et ses laudateurs le convaincront du contraire. « Il n'y a rien en face, c'est maïs »²⁰⁰. Succombant à cette assurance aveugle, le président Compaoré s'enfoncera dans l'entêtement à s'offrir « 15 ans supplémentaires » au pouvoir (Barry 2014). Pour fragiliser les marches, des sanctions seront prises contre tout fonctionnaire qui y prendrait part. À partir du 26 octobre, les écoles et les universités seront fermées, et les marches interdites par le maire de Ouagadougou, Marin Casimir Ilboudo (Hilgers et Loada 2013 ; Frère et Englebert 2015 ; Hagberg et al. 2015). Il sera également intimé aux forces de l'ordre, par « réquisition complémentaire spéciale », signée du premier ministre Luc Adolphe Tiao le 29 octobre, d'adjoindre l'armée et de faire usage, si nécessaire, de tous les moyens le jour de l'adoption en plénière du projet de loi, pour sécuriser l'hémicycle et contrer les manifestants. Les députés favorables au projet de loi seront hébergés dans la même soirée du 29 à l'hôtel Azalaï mitoyen de l'hémicycle. Cela visait à sécuriser leur accès à l'hémicycle, et à s'assurer qu'ils respectent les consignes de

¹⁹⁹ Extrait du film : Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré.

²⁰⁰ Il s'agit d'une expression qui avait très souvent été tenue par l'ancien président ivoirien, Laurent Koudou Gbagbo pour signifier qu'« il n'y a rien à craindre », ou encore « il n'y a aucune opposition sérieuse ou critique ». C'est dans le même sens qu'elle sera reprise par des politiques burkinabè.

vote lors de la plénière. En outre, préalablement fixée pour 16 h, l'adoption du projet de loi sera ramenée à 10 h du matin²⁰¹. Du côté des députés de l'opposition, la stratégie consistait à empêcher la tenue de la plénière.

Nous nous sommes préparés au combat. Nous avons instruit nos députés qu'ils portaient avec pour mot d'ordre la patrie ou la mort. C'est-à-dire, soit on sortait vivant, soit on sortait mort. Mais en tout état de cause, nous allons nous opposer, y compris par des coups de poing (...) ²⁰², affirmera l'opposant B. Stanislas Sankara.

La conséquence de toutes ces mesures, malgré les fortes mobilisations observées depuis le 27 octobre, sera la polarisation des différents fronts « pro et anti » modification ou Blaise Compaoré. Aucune place à l'apaisement ou au compromis. « S'ils brûlent vos maisons, brûlez-les-leurs », intimera à ses partisans, Assimi Kouanda, alors secrétaire exécutif national du CDP.

Fort de cette polarisation, le matin du 30 octobre marquera le début de la fin du régime Compaoré. La prise de l'Assemblée nationale et sa mise à feu par les manifestants, suite au harcèlement et à la cession des cordons de sécurité, empêchera la tenue de la plénière. L'attaque de l'hémicycle contraindra les députés de la majorité à la fuite. L'ex-député Émile Paré, drapé de son écusson, qualifiera cela de « prise de la Bastille ». Par-delà l'incendie de l'hémicycle, ce sont plusieurs édifices et symboles de l'État, des domiciles de certains dignitaires du régime, dont François Compaoré, Alizéta Ouédraogo, Assimi Kouanda, le siège du CDP, ainsi que l'hôtel Azalaï qui feront l'objet d'autres attaques et incendies. À côté de ces attaques ciblées, certains manifestants s'adonneront à des actes de vandalismes et de pillages des magasins.

Le répertoire d'actions des manifestants de Ouagadougou n'a pas dérogé aux désormais classiques règles de contrôle d'une place publique, faites de caillassages, pillages, saccages de domiciles de pontes du régime et des sièges du parti au pouvoir, hérésies collectives envers les symboles de l'État ou encore incendies de bâtiments publics (Eyebiyi Eliet 2014, 3).

Face aux énormes dégâts matériels causés par les manifestants et les pertes en vie humaine dans leurs rangs, la furie allait crescendo. Toutefois, certains éléments des forces de l'ordre

²⁰¹ En référence au communiqué fait par Soungalo Apollinaire Ouattara, alors président de l'AN,

²⁰² Extrait du film : Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré.

se refuseront à ouvrir le feu sur les manifestants. Perdu et esseulé, Blaise Compaoré se verra contraint d'abdiquer. Dans un discours radiotélévisé, il déclare qu'il retire le projet de révision et promet l'ouverture de pourparlers pour une période transitoire, afin de remettre le pouvoir à un candidat qui sera démocratiquement élu. À cet effet, il décrètera « l'état de siège » et annoncera la dissolution du gouvernement. *Trop peu, trop tard*. « La révolte contre le vote du projet de loi est en train de se muer en révolution contre une dictature » (Hagberg et al. 2015, 211). Deux options, toutes radicales, s'imposaient : la démission forcée ou la répression sanglante. Car, si l'opposition politique, à travers une première déclaration de Zéphirin Diabré, avait pris note en acceptant le retrait du projet de loi et la dissolution du gouvernement, elle sera contrainte par son aile radicale et les insurgés à exiger le départ pur et simple de Blaise Compaoré.

Dans l'après-midi du 30 octobre, face à la pression et la détermination de la rue, renforcée par les multiples défections du côté des forces de l'ordre, Blaise Compaoré avait reçu trois représentants des OSC, dont Hervé Ouattara du CAR. Il racontera plus tard que Gilbert Diendéré, chef d'état-major particulier de la présidence du Faso depuis 1993, aurait déclaré à Blaise Compaoré : « On ne peut rien contre la foule qui est dehors. C'est gâté »²⁰³.

C'est donc suite à cela que plus tard dans la soirée vers 20 h, il tiendra son discours de renoncement. Cependant, le flou sera entretenu avec une autre déclaration de prise de pouvoir du général Honoré Traoré, chef d'état-major de l'armée (CEMGA) à l'époque, et la mise en place d'un organe transitoire (Oulon 2018). Une copie d'ailleurs de cette déclaration sera amené à *Kossyam* par l'ex-numéro deux du RSP, Yacouba Isaac Zida. Devant la confusion, Gilbert Diendéré sollicitera une rencontre avec le CEMGA afin de dégager une position commune de sortie de crise, et de poser les bases de l'après-Blaise Compaoré.

Le lendemain 31, la rencontre n'aura finalement pas lieu, car Gilbert Diendéré et le Colonel major Boureima Kiéré préparaient déjà l'exfiltration du président Compaoré. Du côté des insurgés, la foule était encore plus déterminée, surtout suite à la confusion née des déclarations intercalées du président Compaoré et du CEMGA. Cette fois-ci, ils veulent plus de clarté et exigent que Blaise Compaoré « *libère Kossyam* ». C'est finalement vers

²⁰³ Ce sont les propos rapportés par Hervé Ouattara, un des responsables des OSC, qui avait été reçu par le président dans la soirée du 30 octobre.

11 h 30 que sa démission sera portée à la connaissance du public. Quelques instants après, il quittera *Kossyam* sous la protection des éléments du RSP qui lui sont restés fidèles. « Avec lui : son épouse, Chantal, et plusieurs proches. Le convoi de 28 véhicules se dirige vers Pô, son fief militaire, à quelques kilomètres du Ghana. Mais il apprend que des manifestants l’y attendent. Le convoi stoppe dans les environs de Manga » (Carayol et Roger 2014). C’est à partir de là, et pour éviter que le convoi ne soit l’objet de la vindicte populaire, qu’interviendra la France en vue l’exfiltration du président et de sa famille proche. L’exfiltration s’opérera en deux phases : un hélicoptère français viendra chercher le président et sa famille avec pour destination Fada N’Gourma, situé à l’est du pays. De là, c’est encore un autre avion français qui les transportera pour Yamoussoukro, la capitale de la Côte d’Ivoire. Pendant ce temps, « le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida accompagné de quelques officiers, dont le colonel Auguste Denis Barry, s’est présenté à la foule pour porter l’information » de la démission forcée du président et de la « libération de Kossyam » (Oulon 2018, 56).

Exit Blaise Compaoré, la lutte pour sa succession donnera au Burkina Faso 4 présidents, ou déclarés comme tels, la journée du 31 octobre : Honoré Traoré, le CEMGA, Kouamé Lougué, un général de l’armée à la retraite, Saran Sérémé, présidente du PDC, et Yacouba Isaac Zida, lieutenant-colonel et numéro 2 du RSP (Palm 2017). Dans cette situation ubuesque, c’est finalement le militaire du RSP qui prendra le dessus soutenu par une frange importante des OSC, et porté en triomphe par la foule des insurgés réunis au niveau de la Place de la nation. L’absence de la classe politique lors des différentes tractations sur la gestion de l’après-Blaise Compaoré, son impréparation et son manque d’anticipation auront permis à l’armée de prendre le dessus, et le pouvoir (Carayol et Roger 2014 ; Palm 2017 ; Oulon 2018). « To some extent, the centrality of the military in the transition derives from lack of preparation of the political parties and the acephalous nature of civil society organizations » (Frère et Englebert 2015, 307).

L’armée au pouvoir, une parenthèse « inattendue et inespérée » de l’histoire politique du Burkina Faso venait de se fermer : 27 ans de règne sans partage du président Compaoré, un leader personnaliste malgré son vernis démocratique. Si « la chute d’un ordre dominant se reconnaît par la stupéfaction qui se lit sur les visages de ses desservants » (Lordon 2018),

elle est aussi observable à la joie qui se lit sur ceux de ses multiples victimes silencieuses ou résignées.

De l'exposé du déroulé de ces différents événements ayant marqué le film du soulèvement populaire d'octobre 2014, comment peut-on appréhender la chute du président Compaoré ? Une étiologie du désormais insurrection populaire²⁰⁴ devrait nous permettre d'y voir un processus graduel de décadence du régime du président Compaoré, qui tire ses ressorts de la longue crise née de l'affaire Norbert Zongo en 1998. En effet, « l'affaire Norbert Zongo était le début de la fin de Blaise Compaoré », comme nous le disait un acteur de la société civile²⁰⁵. Cette crise avait permis une certaine libéralisation de la critique politique en ouvrant « la voie des possibles » (Hilgers et Mazzocchetti 2006), et en limitant la force répressive du régime. Les différentes révoltes populaires qui s'en sont suivies jusqu'aux mutineries de 2011 avaient également permis de mettre à nue une certaine déliquescence du contrôle militaire, obligeant Blaise Compaoré, *himself*, à s'occuper du ministère de la défense. Un fait encore très déterminant a été la défection des anciens cadres historiques du régime, sous l'impulsion du trio RSS²⁰⁶, ayant constitué le MPP le 25 janvier 2014. « En fait pour que le régime puisse craquer, il fallait que ça vienne de l'intérieur. La fracture à l'interne a été un élément déterminant avec des gens qui connaissent le système, ses failles et l'ont exploité pour préparer ce qui est arrivé »²⁰⁷.

L'un dans l'autre, on pourrait voir dans l'assemblage de ces événements, la fragilisation progressive des trois piliers de la domination autoritaire : la répression, la cooptation et la légitimation (Gerschewski 2013). « Je dirais que 2014 est la sommation de tous ces événements. Il ne faut pas le prendre comme un événement isolé »²⁰⁸. Toutefois, en s'intéressant à l'instantané de l'insurrection populaire, une conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes est à l'œuvre.

²⁰⁴ Il n'y a pas de consensus quant à la terminologie exacte à donner à cette conjoncture politique au « pays des hommes intègres ». Suivant les postures, on peut aisément la voir qualifiée de « révolution », de « soulèvement », de « coup d'État », de « complot », etc. Cependant, nous avons décidé de retenir celui d'insurrection populaire en raison de la forte présence de « transaction collusive », au regard des mobilisations intersectorielles observées, même si cela a pu d'une certaine façon offrir une fenêtre d'opportunité à ce que d'autres qualifient de « Coup d'État ».

²⁰⁵ Entretien : Ouagadougou, mars 2018.

²⁰⁶ C'est comme ça était nommé le trio que formaient Roch Marc Christian Kaboré, Salif Diallo et Simon Compaoré.

²⁰⁷ Entretiens avec des acteurs politiques et civils Burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

²⁰⁸ Entretiens avec des acteurs politiques et civils Burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

Au niveau interne, les facteurs à l'œuvre se déclinent sur deux axes centraux : l'ampleur de la mobilisation autour d'un front commun de rejet du projet de loi, puis du président lui-même, et les défections au sein des forces répressives (militaires, gendarmes et policiers). La première particularité de l'insurrection, et de loin la plus marquante au regard des précédents mouvements de protestations contre le régime de Blaise Compaoré, était l'ampleur des mobilisations observées. L'insurrection a donné à voir une forte « transaction collusive » (Dobry 2009) à travers une communion des différentes couches sociales. Tous les partis politiques d'opposition, réunis dans le cadre du CFOP, les organisations associatives et syndicales, accompagnés par des groupes de vieux, femmes et jeunes, ont fait front commun pour dire « *non à l'article 37* », « *non au Sénat* » et « *Blaise dégage* » pour les plus radicaux. En plus, beaucoup d'entretiens soulignent la présence des militaires et des policiers radiés de 2011, qui auraient été achetés par certains opposants radicaux pour mettre à mal les stratégies répressives du gouvernement²⁰⁹.

L'autre facteur déterminant a été la défection de certains éléments des forces de sécurité, malgré qu'il leur ait été fait injonction de faire usage de tous les moyens pour contrer les manifestants et sécuriser l'hémicycle. Mais, « le plan élaboré la veille dans la clandestinité par les opposants fonctionne. Plusieurs groupes harcèlent les forces de l'ordre dans le but d'épuiser leurs stocks de grenades. À 9 h 25, le dernier barrage saute » (Carayol et Roger 2014).

Quoique la majorité des forces de sécurité ait fait défection en refusant de tirer sur les insurgés aux mains nues, on déplorerait déjà dans la journée du 30 octobre plus d'une dizaine de morts. Ces morts sont essentiellement l'œuvre des militaires du RSP, qui avaient tiré à balles réelles sur les manifestants, notamment au niveau du domicile du petit frère du président, François Compaoré, et sur la route menant au palais présidentiel. La défection dans les rangs des forces de l'ordre serait due, selon plusieurs observateurs, à leur cooptation par les nouveaux opposants du MPP, particulièrement feu Salif Diallo, connu pour être un fin stratège en la matière, notamment quand il était du côté du pouvoir. La présence des militaires radiés de 2011 au côté des insurgés s'inscrirait également dans cette même stratégie²¹⁰. Avec la déliquescence du contrôle militaire, mise à nue par les

²⁰⁹ Entretiens avec des acteurs politiques et civiles Burkinabè, Ouagadougou, février, mars et avril 2018.

²¹⁰ Entretiens avec des acteurs civils et politiques Burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018.

mutineries de 2011, ces défections et cooptations, c'est la capacité répressive du régime qui s'en est trouvée affaiblie. À cela, un facteur contextuel pourrait s'intégrer dans l'analyse : les préparatifs de la célébration de la fête nationale de l'armée, le 1^{er} novembre, qui avait conduit une partie importante des troupes à Bobo-Dioulasso. Pour d'autres observateurs, la défection d'une grande partie de l'armée serait liée à un comportement pragmatique, face à la furie de la foule déterminée à en finir avec le règne du président Compaoré. Concernant certains éléments du RSP, « mieux valait couper la gangrène que de mourir avec le cancer »²¹¹.

Au niveau international, on se pose fort logiquement la question des raisons de l'impuissance ou de l'inaction des alliés du président Compaoré à le sortir de l'impasse pour garantir sa survie politique. *A priori*, beaucoup estiment que le président Compaoré avait plus fait preuve d'autisme et de surdité face aux multiples interpellations et propositions de ses alliés et partenaires internationaux. François Hollande lui aurait proposé, contre sa non-modification de l'article 37, une porte de sortie plus honorable avec la promesse d'occuper la direction de la Francophonie. On note également sa défiance vis-à-vis de Barack Obama, alors président des États-Unis, à qui il avait répliqué qu'il fallait « des hommes forts pour qu'il y ait des institutions fortes ». À l'époque, Barack Obama lors de sa tournée africaine à Accra, capitale du Ghana, avait déclaré : « L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes ». Par cette formule, et l'ensemble de son discours, le président américain invitait ses homologues africains à plus travailler à consolider les institutions démocratiques et à sortir des pratiques néopatrimoniales qui entretiennent une certaine résilience autoritaire. Se sentant l'« homme fort » du Burkina Faso, le président Compaoré n'entendait pas céder son trône, convaincu de pouvoir facilement opérer un autre coup de force comme par le passé.

À l'entendre, ses concitoyens allaient s'agiter, une fois de plus, puis retourner tranquillement à leur quotidien. Il était conforté dans ses convictions par les thuriféraires du régime qui lui serinaient, à l'oreille, à longueur de journée : « la situation est sous contrôle » (Palm 2017, 163).

²¹¹ Propos tenu par Ahmed Newton Barry dans le film : Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré.

Comble de cette assurance, le 30 octobre, pendant que l'affluence se faisait de plus en plus monstre en direction de l'hémicycle en vue d'empêcher la tenue de la plénière, au siège du CDP, les militants, sous la protection de quelques éléments des forces de sécurité, se préparaient à la fête.

Toutefois, le cours inattendu des événements amènera à une première intervention des ambassadeurs français et américain pour « sauver les meubles ». Ils lui suggéreront de retirer le projet et de rassurer le peuple de lui-même se retirer aux termes de son mandat, en remettant le pouvoir à un président démocratiquement élu. C'est ce qui sera à l'origine de son premier discours. Un discours qui s'est révélé au final improductif, car au lieu de décrire la colère du peuple, c'est tout le contraire. Cela a été vu comme une insulte et une autre stratégie du dilatoire pour se reprendre avec la bienveillance de certaines puissances occidentales²¹².

On l'a échappé belle. Si l'insurrection avait duré plus de 48 h, la situation allait devenir ingérable et Blaise allait reprendre forcément les choses en main. Il y avait tellement de forces qui avaient intérêt à son maintien, que ces forces auraient pu se mettre en branle. Elles n'ont pas eu ce temps-là malheureusement²¹³.

Peu de doute que ces forces soient essentiellement étrangères selon cet opposant politique. « On sait par exemple que les “pays amis” du Burkina, comme la France et les États-Unis, ont certainement essayé de sauver le régime, mais la pression était si forte qu'ils n'ont pas pu »²¹⁴. Qui plus est, une rumeur non largement confirmée, lors de nos entrevues, faisait état de l'arrivée de troupes togolaises pour aider à la répression des manifestants. Ce qui aurait conforté l'hypothèse selon laquelle des forces étrangères se seraient mises en branle, si Blaise Compaoré en avait eu le temps.

Au final, face à ce qui était devenu une mission impossible au risque de créer un bain de sang, la France procédera à l'exfiltration de Blaise Compaoré à Yamoussoukro. Ici, un parallèle s'établit avec Idriss Déby qui avait eu une posture contraire. « En avril 2006

²¹² Extrait du film : Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré.

²¹³ Déclaration de Newton Ahmed Barry, journaliste et ancien président de la CENI (Commission électorale nationale et indépendante), extrait du film : Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré (Vink et Sangaré 2015).

²¹⁴ Entretien avec un opposant politique burkinabè, Ouagadougou, mars 2018.

comme en février 2008, il récuse les offres françaises d'une exfiltration avec ses proches et s'organise pour combattre jusqu'au bout. C'est sa détermination qui pousse d'ailleurs les Français à l'appuyer et à planifier la contre-offensive » (Marchal 2015, 51). Pour beaucoup d'acteurs, l'aide de la France ne s'est pas limitée à la seule exfiltration du président Compaoré, elle a aussi travaillé à poser les bases de l'après-Blaise Compaoré, en vue de s'assurer d'une certaine continuité de son régime.

Cet extrait de Zida (2018, 115) en est illustratif :

L'ambassadeur de France fut le premier que j'ai reçu. Il me raconta comment son pays avait tout fait pour dissuader le président Compaoré sur son projet de modification de l'article 37 de la Constitution... « Paris désire avoir des informations depuis ce matin, me dit-il, en ajoutant qu'il leur a expliqué que les « les choses allaient s'arranger parce que le Lieutenant-colonel Zida qui est présentement le chef de l'État est la continuité de Compaoré. Zida c'est Bassolé et enfin, Zida c'est Diendéré ».

En plus de l'exfiltration de Blaise Compaoré et l'aménagement des voies de continuité de son régime, un répondant voit plus du réalisme dans l'attitude de la France.

Ce monsieur-là vraiment, la France y tenait. C'est à leur corps défendant que bon elle a été obligée d'assister à sa chute quand bien elle a tout essayé pour éviter sa chute. La preuve dès qu'il a chuté, c'est encore la France qui a organisé non seulement son exfiltration et son asile en Côte d'Ivoire, mais qui s'est encore battue pour organiser sa succession et la transition, même si là les Américains se sont également impliqués²¹⁵.

Par-delà ces considérations soutenant l'implication française, il faut relever que certaines reconfigurations politiques régionales ont plus ou moins impacté le scénario de la chute du président Compaoré. Certes, le président Compaoré avait acquis une légitimité internationale certaine avec ses médiations dans les foyers de crises et aussi ses intermédiations dans la libération des otages ; mais il s'était également fait de multiples inimitiés politiques, en raison de ses alliances transnationales et ses soutiens divers à certains opposants politiques de la région. Parmi ses pairs, il semble que beaucoup l'appréciaient moins et sa chute avec l'insurrection aurait été accueillie avec

²¹⁵ Entretien avec le président d'une OSC, Ouagadougou, mars 2018.

soulagement²¹⁶. Selon certains intervenants, le président malien Ibrahim Boubacar Keita n'était pas en parfaite odeur de sainteté avec Blaise Compaoré. Il lui reprochait des alliances complices avec les groupes armés et djihadistes qui sévissaient au Mali. Au Niger, la grande amitié entre le président Mahamadou Issoufou et feu-Salif Diallo, entré officiellement en opposition avec le président Compaoré, aurait également profité au renforcement du front anti-Compaoré.

Du récit de l'insurrection populaire, de sa genèse à son dénouement, il est une évidence que le président Compaoré n'a pas réussi à garantir cette fois-ci sa survie ni par lui-même, comme par le passé ni par ses potentiels alliés extérieurs. *A priori*, le dénouement de l'insurrection populaire présente une totale absence d'interventions militaires extérieures directes à la rescousse du président Compaoré (*sous-mécanismes opérationnels 1*). Cependant, s'il est vrai que cette insurrection a sonné le glas du régime Compaoré, ce n'est pas par faute d'une intervention extérieure aux fins de protection de son régime. L'allié stratégique qu'a toujours été la France est explicitement intervenu sur deux axes : l'exfiltration du président Compaoré et l'organisation de l'ère post-Compaoré.

Conclusion partielle

Somme toute, il ressort de l'analyse des 27 ans de règne du président Compaoré, qui tranche avec les 4 ans de son prédécesseur, le président Sankara, que sa longévité s'est principalement fondée sur un ensemble de stratégies politico-militaires. Ces stratégies, non usitées par le président Sankara, sont observables au double niveau interne et international. À l'interne, il s'est agi de la cooptation et du *coup-proofing*. À l'international, on retient essentiellement les alliances transnationales en appui aux groupes armés, et une moindre implication dans les interventions militaires directes en appui aux États. Au soutien des États ou des foyers de crise, il s'est principalement illustré dans les médiations de paix ou encore les intermédiations pour la libération des otages. Il convient néanmoins de signifier que ses succès en la matière sont à appréhender, ce, à plusieurs égards, à l'aune de ses alliances transnationales qui ont fait de lui un interlocuteur privilégié de plusieurs groupes armés ou djihadistes. Dans le contre-terrorisme, ses implications se sont plus limitées aux activités de surveillance et de renseignements. L'un dans l'autre, ces différents

²¹⁶ Entretiens avec des acteurs politiques et civils, Ouagadougou, janvier-avril 2018

investissements politico-militaires internationaux, porteurs de retombées politiques, économiques et militaires, ont contribué à un meilleur entretien et renforcement de ses stratégies domestiques de survie politique, tant dans l'évitement des menaces y relatives que dans leur mise en échec les cas échéants (*sous-mécanismes opérationnels 3, 4 et 5*). Les retombées politiques lui ont permis de se construire une certaine légitimité internationale, qui s'est renforcée au fil de sa gouvernance, pour se positionner comme un allié stratégique du duo franco-américain, malgré quelques périodes de relâche avec le second (Loada 1996 ; International Crisis Group 2013). Sa légitimité interne s'en est aussi trouvée rétablie ou renforcée suivant les dynamiques sociopolitiques de sa gouvernance (J. Ouédraogo 1999 ; Banégas et Otayek 2003 ; Chouli 2013 ; Hilgers et Loada 2013). Par ailleurs, les retombées politiques lui auront également permis d'engranger des dividendes au service d'une part, de la rétribution de certains de ses affidés politiques à des postes de responsabilité à l'international, et d'autre part, de l'entretien et l'élargissement de son *winning coalition* (Bueno de Mesquita et Smith 2010) et de ses réseaux de loyauté internes. Les retombées économiques découlant notamment de ses alliances transnationales, en renforçant son *economic power* (Boulding 1992), lui auront servi à mieux soutenir ses politiques de cooptations faites de corruptions et de clientélismes (Loada 1996 ; 2006 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006 ; 2010). Ces pratiques *in fine* lui auront permis de se construire de forts réseaux de loyautés internes, avec, entre autres, un CDP ultra dominant soutenu par d'autres partis politiques dits de la mouvance présidentielle, une majorité d'acteurs de la société civile et d'associations acquise à sa cause²¹⁷, un noyautage de l'opposition politique, plus ou moins contrainte, à faire de la figuration pour les plus radicaux et les plus résistants à ses différents appâts politico-économiques (Loada 1999 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006 ; 2010 ; Hagberg et al. 2015 ; 2017). Comme le soulignent Hagberg et al. (2015, 219), "aucune opposition ne pouvait émerger sans que les tentacules du pouvoir ne commencent à faire une « récupération politique et politicienne » du mouvement, du parti ou de l'acteur politique émergent en question".

²¹⁷ On peut citer, entre autres, la Fédération Associative pour la Paix et le Progrès avec Blaise Compaoré (FEDAP/BC), les associations des femmes, des jeunes, des vieux ou des enfants pour Blaise Compaoré étaient assez légion.

Outre cette dimension civilo-politique, les retombées économiques ont aussi permis au président Compaoré de mieux entretenir ses stratégies de *coup-proofing* à travers une meilleure rétribution de ses forces d'élite, notamment le RSP, et de plusieurs officiers supérieurs de l'armée nationale.

Quant aux retombées militaires, elles auront permis de mieux équiper et former principalement les éléments du RSP, renforçant ainsi la puissance répressive et dissuasive de cette force d'élite, vis-à-vis à la fois du reste de l'armée nationale et des acteurs civils et politiques.

Dès lors, la captation stratégique de ces différentes retombées a contribué au renforcement des stratégies domestiques de survie politique du président Compaoré, en l'aidant à l'évitement de certaines menaces à sa survie politique. Il s'agit là d'une perspective qui renvoie aux renforcements des stratégies domestiques de survie politique (*sous-mécanismes opérationnels 4 et 5*) traduisant, conformément à notre modèle, l'impact indirect de l'international.

Par ailleurs, dans la gestion « au concret » des menaces à sa survie politique, la longue crise née de l'affaire Norbert Zongo en 1998 et l'insurrection populaire d'octobre 2014 mettent en relief les *sous-mécanismes opérationnels 3 et 5* fondés sur les interventions indirectes d'acteurs et facteurs extérieurs au profit du leader. La longue crise de 1998 a révélé plusieurs dimensions extérieures qui se déclinent ainsi qu'il suit. Des appuis libyens de Mouammar Kadhafi auront permis au président Compaoré une gestion moins contraignante de la crise, mais surtout de l'embargo qui pesait à l'époque sur le Burkina Faso (Zida 2018). L'instrumentalisation de la crise ivoirienne aura également permis au président Compaoré d'une part de redorer sa légitimité fortement érodée par la crise de 1998 (Banégas et Otayek 2003 ; Banégas 2006 ; Hilgers et Mazzocchetti 2006 ; Hilgers et Loada 2013 b ; Chouli 2013). D'autre part, à travers ses retombées économiques, elle lui aura facilité la cooptation et la corruption de plusieurs acteurs stratégiques, à des fins de fragilisation de l'opposition politique et des mouvements de protestations populaires. Enfin, on peut évoquer, bien que de moindre portée en raison d'une absence d'évidences officielles ou croisées, les soutiens français en matériels de répressions des mouvements de protestations populaires.

Relativement à l'insurrection populaire d'octobre 2014, elle a connu des interventions extérieures qui n'auront par contre pas permis de sauver le président Compaoré ou, du moins, lui ont « sauver sa peau » et non son pouvoir²¹⁸. En effet, la gestion de l'insurrection populaire a été particulièrement marquée par une double intervention française : l'exfiltration du président Compaoré vers la Côte d'Ivoire et la participation à l'organisation de l'après-Compaoré pour s'assurer de la continuité de son régime avec des acteurs jugés proches ou de profil similaire à Blaise Compaoré. Néanmoins, il convient de souligner que cette deuxième dimension a également connu l'implication active des États-Unis à travers son ambassadeur de l'époque, Tulinabo Salama Mushingi²¹⁹. Relativement à l'exfiltration française, on retiendra qu'elle s'est faite sans donner lieu à des actions répressives des forces françaises. Elle ne s'aligne donc pas à notre *sous-mécanisme opérationnel 1* de la suppléance et de l'impact direct.

In fine, conformément à notre modèle, l'analyse des 27 ans de règne du président Compaoré met essentiellement en relief ses investissements politico-militaires internationaux sous le mécanisme opérationnel du renforcement de ses stratégies domestiques de survie politique. Elle traduit donc des impacts indirects de l'international, tant dans la gouvernance générale du président Compaoré que dans la gestion « au concret » des menaces à sa survie. C'est dire que l'international lui aura permis de mieux dompter le cercle vicieux des changements irréguliers au pouvoir qui furent caractéristiques des régimes de ses prédécesseurs, dont le président Sankara.

Ce dernier, en ne faisant pas de l'international une partie intégrante de ses stratégies politico-militaires de gestion du pouvoir d'État, s'est en effet privé d'atouts et de ressorts majeurs à une meilleure garantie de sa survie politique. Qui plus est, en s'accommodant mal à l'air du temps régional et international, il a réussi à mobiliser contre sa « Révolution », sinon sa personne, un front domestique et international (**impact négatif**). C'est l'issue de cette contradiction qui donnera lieu à sa fin tragique le 15 octobre 1987.

²¹⁸ Sans l'exfiltration française, le sort du président Compaoré se serait joué entre la résidence surveillée, la prison, voire l'assassinat.

²¹⁹ Il sera plus tard, soit le 16 décembre, élevé au grade d'Officier de l'Ordre national par le premier ministre Yacouba Isaac Zida.

CHAPITRE III : IDRISSE DÉBY VS HISSÈNE HABRÉ : DES INVESTISSEMENTS POLITICO-MILITAIRES DIVERGENTES À UNE GARANTIE ASYMÉTRIQUE DE LA SURVIE POLITIQUE.

Idriss Déby est le président ayant réussi la plus « longue durée » au pouvoir depuis les indépendances tchadiennes, le 11 août 1960, jusqu'à nos jours (Adoum 2012 ; Tubiana et Debos 2017 ; Debos et Powell 2017). Sa longévité est encore plus singulière d'autant plus qu'elle s'inscrit dans un contexte sociopolitique marqué par des rébellions successives et une présence quasi régulière des groupes rebelles depuis la formation du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat)²²⁰ en 1966 (Robert Buijtenhuijs 1984 ; Buijtenhuijs 1987 ; Adoum 2012).

À l'œuvre, un ensemble de stratégies politico-militaires domestiques et internationales aura permis au président Déby de s'assurer une plus longue survie politique, notamment par rapport à son prédécesseur immédiat, Hissène Habré, moins investi dans de telles stratégies (**Section I**). Plus spécifiquement, ses stratégies politico-militaires internationales lui auront garanti une meilleure gestion de sa « longue durée », notamment à l'occurrence des menaces à sa survie (**Section II**).

Section I. De la sphère domestique à celle internationale : une analyse contrastée des stratégies politico-militaires de gestion de la « longue durée ».

Comme déjà relevées plus haut, quatre principales stratégies politico-militaires gouvernent la survie des leaders intéressés par la « longue durée » : le *coup-proofing* et la cooptation au niveau domestique, les alliances transnationales et les interventions politico-militaires directes, à l'international.

²²⁰ Créé le 22 juin 1960 à Nyala, au Soudan, le Frolinat est le premier mouvement armé d'opposition composé essentiellement des Tchadiens du Nord. Il s'inscrivait dans une lutte contre la politique du président Ngarta Tombalbaye, jugée discriminatoire envers les musulmans et les populations du Nord, principalement, et celles du Centre et de l'Est du pays. Ses principaux fondateurs sont, entre autres, Ibrahim Abatcha, Aboubakar Djallabo, Mahamat Ali Taher et Hassan Ahmat Moussa.

Dans ce sens, on observe chez les présidents Habré et Déby quelques similitudes, qui ne doivent néanmoins pas occulter des divergences certaines. À l’interne, si les stratégies de *coup proofing* sont quasi similaires (formation de corps d’élite parallèles suivant des critères identitaires), des dissemblances émergent quant aux pratiques de cooptation sur fond de corruption et de clientélisme. À l’international, ils se distinguent également tant dans les interventions militaires en soutien aux États, que dans les alliances transnationales en appui aux groupes armés.

Dès lors, ces dissemblances imposent une double distinction de leurs stratégies de survie politique domestiques (I), avant d’aborder celles internationales (II).

I. Les stratégies domestiques de gestion de la « longue durée ».

Sous cette rubrique, l’analyse portera sur les stratégies de *coup proofing* (1), et les pratiques de cooptations orientées vers l’entretien de réseaux de loyautés internes (2).

1. Les stratégies de coup-proofing : une organisation élitiste, clanique et répressive de l’armée.

Les stratégies de *coup-proofing* faisant écho à une organisation particulière de l’armée visant à réduire « the military’s ability to organize a successful coup (...) or to decrease the military’s willingness to launch a coup » (Sudduth 2017, 4), il ressort que les présidents Habré et Déby en ont tous fait usage. On observe en effet chez ces deux leaders une organisation parallèle de l’armée, suivant des critères essentiellement identitaires soutenus par l’octroi de privilèges singuliers à une ou des forces militaires élitistes. Pour cet intervenant, « Déby et Habré sont tous des dictateurs qui se sont fortement appuyés sur l’armée pour construire et protéger leurs pouvoirs autour de leurs clans »²²¹. Si Hissène Habré est unanimement reconnu comme étant le dictateur comptant environ « 40 000 victimes » à son actif (Amnesty international 2001; Human Rights Watch 2005), le président Déby, plus qualifié de « Democratic dictator » (Hansen 2013), a également fait usage de l’instrument répressif pour mettre au pas ses nombreux opposants politiques et

²²¹ Entretien avec un acteur de la société civile, N’Djamena, mai 2018.

armés²²², à défaut de les éliminer purement et simplement. Les écrits sur les pratiques répressives et claniques de ces deux leaders sont légion (Human Rights Watch 2005; Amnesty international 2001; Debos 2013; Marchal 2015).

Il faut dire que « malgré les promesses d’Idriss Déby de mettre fin aux violations des droits humains, peu de temps après son arrivée au pouvoir, les mêmes pratiques, les mêmes violations voire les mêmes auteurs sont réapparues » (Amnesty international 2001, 33). « Il a trahi sa promesse de nous apporter la démocratie »²²³, affirme un de nos répondants.

Dans son discours désormais célèbre du 4 décembre 1990, le président Déby avait déclaré ceci : « *Je ne vous ai apporté ni or, ni argent, mais la liberté...* ». Il était donc perçu par de nombreux Tchadiens comme leur libérateur de l’étreinte dictatorial du président Habré. « He raised the hope that Chad would break with its long tradition of politico-military rule » (Handy 2008, 4). Mais très vite, le désenchantement s’installera face à ses dérives répressives et autoritaires.

Ces dérives, qui le distinguent moins d’Hissène Habré, ont été incarnées par leurs gardes prétoriennes respectives, instrument fondamental de leurs stratégies de *coup-proofing*. Ces deux leaders ont en effet principalement fait de l’armée un instrument essentiel de gestion du pouvoir. À cet effet, on identifie chez chacun la présence des trois principales caractéristiques du *coup-proofing* : la mise en place des armées parallèles (1), très bien équipées et rétribuées (2), ce, sur la base de considérations plus identitaires (3). Cela s’est traduit dans la pratique avec la constitution de la Sécurité présidentielle (SP) et la Direction de la Documentation et de la Sécurité (DDS) avec Hissène Habré ; de la Garde présidentielle puis la Direction Générale de Service de Sécurité des Institutions de l’État (DGSSIE) sous Idriss Déby. Ces forces parallèles au reste de l’armée bénéficiaient de privilèges et traitements singuliers. « Une armée dans l’armée ». Si sous Hissène Habré on note une prédominance des Goranes, ce sont plutôt les Zaghawas qui ont la part belle avec Idriss Déby dès la genèse de son régime.

À ces trois caractéristiques principales, on note également l’usage de pratiques rotatives plus ou moins permanentes, afin d’éviter l’émergence de pôles ou de figures menaçantes à

²²² Chez les opposants politiques, la disparition en 2008 de Ibni Oumar Mahamat Saleh, secrétaire général du PLD (Parti pour les libertés et le développement), reste le plus emblématique.

²²³ Entretien avec un acteur de la société civile, N’Djamena, mai 2018.

leur survie politique. Cela s'est illustré, au-delà des remaniements stratégiques ou des mises à la retraite anticipée, par des purges sur la base de soupçons ou d'accusations de putsch et/ou de rébellions (Amnesty international 2001; Human Rights Watch 2005; Debos 2013; Marchal 2015; Debos et Powell 2017).

Dès sa prise du pouvoir avec les Forces armées du Nord (FAN), qui deviendront plus tard l'armée régulière, les Forces armées nationales tchadiennes (FANT), Hissène Habré s'attêlera à la mise en place d'une garde présidentielle, la SP, et d'une police politique, la DDS.

La DDS employait (...) plus de 1 000 personnes qui travaillaient dans 23 services, dont le service de recherches, chargé de collecter les informations dans N'Djamena, le service contre-espionnage, chargé de surveiller toutes les ambassades accréditées à N'Djamena, le Service mission terroriste (SMT), chargé de persécuter et liquider les opposants tchadiens se trouvant à l'étranger, plus particulièrement au Nigéria, au Cameroun et en République Centrafricaine, le Commandement de la Brigade spéciale d'intervention rapide (BSIR), chargée d'effectuer des arrestations (et qui par la suite a été accusée d'un grand nombre de cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires), ou encore le service pénitencier, chargé de gérer le personnel pénitentiaire (Amnesty international 2001, 13).

Créée par un décret du 26 janvier 1983, et sous contrôle exclusif du président Habré, la DDS était d'abord affectée à « la collecte et la centralisation de tous les renseignements [...] susceptibles de compromettre l'intérêt national », ainsi que « la collaboration à la répression par l'établissement de dossiers concernant des individus, groupements et collectivités suspectés d'activités contraires ou seulement nuisibles à l'intérêt national » (Human Rights Watch 2005, 6).

Le président Déby s'est également constitué une garde présidentielle, qui deviendra plus tard la DGSSIE. Elle était composée de plusieurs combattants du Mouvement Patriotique du Salut (MPS), lui-même « composé de trois groupes : les Forces armées tchadiennes (FAT) de Djibrine Dassert et Nadjita Beassoumal, le Mouvement de salut national du Tchad (Mosanat) de Maldom Bada Abbas, et l'Action du 1er avril d'Idriss Déby et Hassan Djamous » (Debos 2008, 179). C'est cette garde présidentielle originelle qui sera remplacée en 2005, suite aux tentatives de putsch et de rébellions au sein de sa propre

armée et famille, par la DGSSIE. Elle servira de « bras armé » au président Déby, avec pour principale mission, la garantie de sa survie politique. Ses pratiques répressives sont quasi similaires à celle de la SP et de la DDS sous la dictature du président Habré²²⁴. Sur ce parallèle, il y a lieu de souligner qu'à sa prise du pouvoir, le président Déby avait remplacé la DDS « par le Centre de recherche et de coordination de renseignements (CRCR), puis par l'Agence nationale de sécurité (ANS) » (Amnesty international 2001, 33-34). Elle exerce à la fois dans la surveillance des opposants réels ou présumés et leurs répressions éventuelles en fonction des niveaux de menace vis-à-vis du pouvoir. « Its main mission used to be to watch and intimidate the civilian opposition and civil society members, as well as to prevent and dismantle rebellions » (Tubiana et Debos 2017, 15). Restée toujours fonctionnelle avec les mêmes missions de surveillance et de contrôle, elle intégrera les renseignements relatifs à la menace terroriste, jusqu'à la mort du président Déby.

On notera que sous la dictature du président Habré, « très vite, la DDS s'est transformée en une impitoyable machine de répression » (Human Rights Watch 2005, 6), unanimement reconnue et dénoncée comme responsable des milliers de victimes. Sa Brigade Spéciale d'Intervention Rapide (BSIR)²²⁵ a constitué le véritable « bras armé ». De l'aveu même de Saleh Younouss, ancien directeur de la DDS, cité par Amnesty international (2001, 12), « la direction devait s'occuper au début de la sécurité intérieure et extérieure du pays et notamment de contrecarrer toute action des Libyens contre le Tchad. Mais petit à petit, le président lui-même a donné une nouvelle orientation à la direction et en a fait un instrument de terreur ». La quasi-totalité des rapports d'ONG, notamment Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme - FIDH, etc., ainsi que le rapport de la commission d'enquête nationale sur les crimes du régime de Habré retiennent la DDS, et ses différentes structures²²⁶, comme la principale responsable du bilan officiel des 40 000 victimes. Les disparitions forcées, les tortures, les

²²⁴ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, avril-juin 2018.

²²⁵ Composée principalement de militaires, la BSIR était chargée des arrestations et des exécutions politiques.

²²⁶ On note, entre autres, la Brigade Spéciale d'Intervention Rapide (BSIR), le Service de Recherche chargé de la collecte d'informations dans N'Djamena, du Service de Contre-Espionnage, chargé de surveiller toutes les ambassades à N'Djamena, et le Service de Mission Terroriste, chargé de persécuter et liquider les opposants politiques se trouvant à l'étranger (Human Rights Watch 2005, 7).

morts en détention sont autant de pratiques caractéristiques de la DDS dans ses multiples locaux sur toute l'étendue du territoire national.

Sous le président Déby, ces mêmes pratiques répressives sont observables²²⁷, bien que selon Lemarchand (2006, 120), « par leur ampleur, les crimes d'Hissène Habré dépassent de loin ceux du régime qui lui a succédé ». Cette lecture n'est pas partagée par certains de nos répondants qui estiment le régime du président Déby encore plus répressif. Qui plus est, la persistance des groupes armés intéressés par la prise du pouvoir central, l'éclatement de la crise au Darfour en 2003 et les rapports conflictuels qui en ont découlés (2005-2009), ainsi que l'aggravation de la menace terroriste ont davantage donné des arguments aux pratiques répressives de la DGSSIE, vis-à-vis, à la fois, des opposants armés, politiques et des civils. Le président Déby a d'ailleurs toujours invoqué ou instrumentalisé la menace d'une « islamisation » et/ou « arabisation » du Tchad, au soutien de ses répressions ou de la mobilisation d'appuis extérieurs (Tubiana et Tanner 2007 ; Handy 2008 ; Tubiana et Debo 2017). L'internalisation de ces menaces a toujours constitué une de ses stratégies de captation des aides internationales, notamment militaires, et de justification des violentes répressions de son régime.

Au tableau des victimes du président Habré, ou du moins de ses cibles, on retient : les combattants des groupes armés (le Gouvernement d'union nationale de transition — GUNT, les « CODOS » ou encore les commandos rebelles sudistes dirigés par le général Kamougué, le Mouvement du Salut National du Tchad — MOSANAT, le Conseil Démocratique Révolutionnaire - CDR, etc.), les opposants supposés ou réels, les populations civiles suivant des critères identitaires, les réfugiés ou exilés tchadiens. Quant au président Déby, ses victimes sont de profils encore plus variés en raison même de la pluralité de ses opposants armés et politiques. À ceux-ci, il faut ajouter les acteurs de la société civile et les terroristes, supposés ou réels. C'est dire que le régime d'Idriss Déby

²²⁷ Tchad : Exécutions extrajudiciaires à Doba (AFR, 20/12/92, octobre 1992), Tchad : Le cauchemar continue (AFR, 20/4/93, février 1993), Tchad : Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête exhaustive sur les massacres perpétrés par l'armée dans le Sud en 1993 (AFR 20/16/93, 21 avril 1993), Tchad : enquête sur les atrocités perpétrées par l'armée dans la préfecture de Logone-Oriental (AFR 20/20/93, mai 1993), Tchad : de vaines promesses — les violations des droits de l'homme se poursuivent en toute impunité (AFR, 20/03/95, 27 avril 1995), Tchad : Un pays soumis à l'arbitraire des forces de sécurité avec la complaisance de pays étrangers (AFR, 20/11/96, 10 octobre 1996) et Tchad : Des espoirs déçus (AFR, 20/04/97, mars 1997).

s'inscrit dans une quasi-continuité du schéma « opposition/répression », caractéristique des régimes précédents, et encore plus de celui d'Hissène Habré.

Poursuivant l'analyse du *coup-proofing* de ces deux leaders, outre la constitution des forces d'élites prétoriennes, une autre stratégie à l'œuvre est la composition essentiellement identitaire de celles-ci. En effet, les deux ont mené une politique de resserrement ethnico-clanique de leurs forces d'élite, sur fond d'expurgation des autres groupes sociopolitiques. En réalité, « la politisation de l'ethnicité est (...) un trait structurant de l'armée tchadienne, et plus encore de ses corps d'élite, même si les privilèges accordés aux proches du régime n'empêchent pas les dissidences et les défections » (Debos 2013, 169). Il s'agit là d'une stratégie de *coup-proofing* visant à garantir la loyauté des corps d'armée concernés vis-à-vis du leader (McLauchlin 2010 ; Makara 2013 ; Albrecht 2015). « Ethnicity becomes an indicator of loyalties not just in the eyes of the political leader that puts ethnic stacking in place, but in the eyes of the public at large as well » (Morency-Laflamme et McLauchlin 2020, 696).

Ainsi, sous Hissène Habré, ce sont les Goranes qui ont constitué l'essentiel des agents et responsables de la DDS. S'il est vrai que sa prise du pouvoir a été l'œuvre d'une coalition de plusieurs groupes ethniques (les Gorane, les Hadjarai, les Zaghawa et même quelques sudistes, notamment les Saras), contre le régime du GUNT fortement soutenu par la Libye ; au fil de sa gouvernance et au nom d'un principe de la « responsabilité collective », la DDS et ses forces d'élite ont été progressivement expurgées des autres groupes ethniques alliés. Le principe de la « responsabilité collective » consistait à répercuter la responsabilité de tout soupçon, avéré ou non, d'un putsch et/ou d'une rébellion de la part d'un acteur politico-militaire à l'ensemble de sa communauté d'appartenance. Cela a abouti à des purges au sein des principaux autres groupes ethniques : les Arabes, les sudistes (1984), les Hadjarai (1987) et les Zaghawa (1989). Ainsi, « à l'Est comme au Sud du Tchad, Hissène Habré n'a pas hésité à utiliser son appareil répressif contre les populations afin de décourager toute tentative de soutien aux contestataires » (International Crisis Group 2009a, 3). Dès sa prise du pouvoir, il s'était montré particulièrement méfiant vis-à-vis des Arabes qu'il considérait comme des alliés potentiels ou naturels de la Libye de

Mouammar Kadhafi, occupante d'une partie du Tchad dont la bande d'Aouzou²²⁸. Par la suite, face aux dissidences du Sud contre son pouvoir, qui se sont matérialisées par la formation d'une opposition armée dénommée les « CODOS » (les commandos), il y engagera une répression violente en 1984 connue sous le nom de « Septembre noir ». Elle a consisté à la fois à la répression des rebelles « CODOS », des fonctionnaires, des cadres et des populations sudistes. Les cadres et élites sudistes dégagés ou éliminés faisaient ainsi place à des acteurs plus fidèles et loyaux au président Habré. Quant aux Hadjaraï, leurs chefs

avaient pendant longtemps été les compagnons de Hissène Habré et avaient même constitué la principale force de frappe qui l'avait porté au pouvoir en juin 1982. Mais Hissène Habré a commencé à se méfier des Hadjaraï dès 1984 au moment où son Ministre des affaires étrangères de l'époque, Idriss Miskine, un leader Hadjaraï, devenait une figure de plus en plus populaire et commençait à lui faire de l'ombre (Human Rights Watch 2005, 13).

Cette méfiance le conduira d'une part à l'élimination physique d'Idriss Miskine en 1984, et d'autre part à une répression violente du MOSANAT en 1987, le groupe rebelle créé par le Général Maldoum, un Hadjaraï. Au nom du même principe de la « responsabilité collective », les élites et cadres Hadjaraï subiront eux aussi le courroux de la dictature d'Hissène Habré.

Deux années plus tard, c'est au tour des Zaghawa dont certains responsables, comme Idriss Déby, avaient activement participé aux violentes répressions de « Septembre noir » et celles de 1987.

En avril 1989, suite à une tentative présumée de coup d'État par Hassane Djamous, un ancien commandant de l'armée tchadienne, Idriss Déby, ancien conseiller d'Hissène Habré, et Ibrahim Mahamat Itno, ministre de l'Intérieur, le gouvernement a procédé à une vague d'arrestations des personnes du groupe ethnique Zaghawa dans la capitale et dans le nord-est du pays (Amnesty international 2001, 32).

Le président Habré fera ainsi « arrêter, torturer et exécuter Itno et Djamous (seul Déby parviendra à s'échapper) » (Human Rights Watch 2005, 13). C'est suite à ces répressions qu'Idriss Déby rejoindra le Soudan, avec d'autres acteurs politico-militaires, pour former

²²⁸ La bande d'Aouzou est une bande de terre de 114 000 km² située à l'extrême Nord du Tchad dans la ville d'Aouzou. C'est en 1994, par une décision de la Cour de justice internationale de La Haye, que la Libye rendra définitivement la bande d'Aouzou au Tchad.

le MPS. Au travers d'une coalition avec le MOSANAT, et bénéficiant des soutiens stratégiques de la France, de la Libye et du Soudan, il prendra le pouvoir en décembre 1990.

Nonobstant l'espérance démocratique suscitée par sa prise du pouvoir, le président Déby appliquera la même politique de prévalence et d'expurgation identitaires (Hansen 2013 ; Debos 2013 ; Tubiana et Debos 2017). Bien que sa garde présidentielle ait été également, à la base, constituée par les combattants de la coalition du MPS, elle sera progressivement expurgée des autres groupes pour mieux se resserrer autour des Zaghawa, notamment au sein des postes de commandement. « Dans les hommes de troupe, vous trouvez les autres. Ceux qu'on appelle, de manière dégradante, les chairs à canon », nous confiait un opposant politique²²⁹.

En effet, avec le président Déby la prévalence identitaire des Zaghawa (environ 3 % de la population tchadienne)²³⁰, est en général observable au niveau des officiers et officiers supérieurs des corps d'élite, tandis que les autres groupes sont plus ou moins cantonnés dans la catégorie des soldats de rang. Cela entraîne une surreprésentation de fait des officiers Zaghawa qui « dominent les forces tchadiennes et en occupent les postes clés après avoir chassé du pouvoir Hissène Habré en 1990 » (E. Ouédraogo 2014, 20). À l'intérieur de cette surreprésentation des Zaghawa, il convient de faire mention de la primauté accordée au cercle familial du président Déby, le clan Bideyat, relativement aux différents postes de commandement.

À titre illustratif, « The three highest positions in the Presidential Guard (called DGSSIE) are filled by one of his sons and two nephews. The DGSSIE is nowadays (...) controlled by close relatives » (Marchal 2016, 4). Comme nous le font remarquer Tubiana et Debos (2017, 14),

Most of the DGSSIE men - 50 to 60 percent of them—are Beri²³¹. Key officers, such as ANT Deputy Chief of Staff Saleh Toma, Ground Forces Commander Ismaïl Hur, the head of the Gendarmerie Taher Erda, and various zonal

²²⁹ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

²³⁰ Représentant environ 3 % de la population tchadienne, les zaghawa ou Berri sont un groupe ethnique situé à la fois au Tchad et Soudan, et composé de plusieurs clans (entre autres les Bideyats, les Kobé, les Twers exclusivement basés au Soudan). Pour sa part, le président Déby fait partie du clan des Bideyats. À noter que ce sont principalement les Twers qui forment les éléments de la SLA (Boggero 2009).

²³¹ Il y a lieu de souligner que le terme « Beri » est une autre appellation du groupe ethnique les Zaghawa

commanders, are Bideyat, sometimes of Sudanese origin, and appear to report directly to the president.

The DGSSIE is commanded by the president's son, Mahamat "Kaka," who was formerly the deputy commander of the Chadian forces in Mali; the National Nomadic Guard is commanded by Déby's cousin, Mahamat Saleh Brahim; another cousin, Ahmat Yusuf, heads the Renseignement militaire (Military Intelligence); yet another, Bokhit Digin, heads the joint Chad-Sudan border force; and Déby's brother, Omar, directs the strategic reserve (armaments and other supplies).

En resserrant progressivement les postes de commandement de la DGSSIE, de la GNTT ou encore de l'ANS autour de ses proches, Idriss Déby entendait davantage consolider sa survie politique, tout en la liant à celle de sa communauté (Hansen 2017). Néanmoins, on notera avec Debos (2013, 169) que cela n'a pas empêché des dissidences, voire des défections, au sein de sa garde présidentielle, puis de la DGSSIE. L'ethnisation de l'armée n'est pas toujours gage de loyauté et de fidélité. Car, les premières véritables défections ont été observées au sein des Zaghawa à partir de 2004, suite à la volonté d'Idriss Déby de modifier la constitution afin de pérenniser son pouvoir (Tubiana et Tanner 2007). « De mai 2004 à février 2006, les mutineries et les désertions se sont multipliées au sein des forces de Déby, notamment parmi les officiers de haut rang, qui ont emporté avec eux armes et véhicules » (Tubiana 2008, 45). Cela conduira à la formation de nombreux groupes rebelles, dont le Rassemblement des forces démocratique - RaFD (également refus en arabe) dirigé par Tom et Timan Erdimi, frères jumeaux et cousins à Idriss Déby, et également deux anciens piliers du régime (Tubiana et Tanner 2007 ; Handy 2008). Depuis lors, on ne compte plus les cas de défections dans les rangs des Zaghawa au gré des conjonctures politiques, ainsi que la prolifération des groupes rebelles entre alliances et fragmentations surtout avec la crise du Darfour (Seymour 2014).

Nonobstant les défections et la prolifération subséquente des groupes rebelles, il y a lieu de retenir que le président Déby a toujours privilégié sa propre communauté, surtout son cercle familial, bien que des ouvertures progressives aient été faites à l'endroit d'autres groupes, suivant les rébellions et les autres crises politico-militaires. « While power in Chad has remained concentrated around the president, it is not confined to one clan; instead, power shifts within and among rival clans, with the president sometimes playing on the rivalries to reassert his authority » (Tubiana et Debos 2017, 13). En plus, contrairement au président Habré, Idriss Déby a fait davantage de places aux Arabes,

groupe d'appartenance de sa femme, Hinda Déby. Ce constat est bien mis en exergue par Marchal (2016, 4) :

Recruits belong to ethnic groups that represent a small proportion of the population but identify their interests with Déby's: Zaghawa, Gorane and Arab (the two latter often due to their technical expertise and much less represented than the former though they are more numerous in the whole population) and few individuals from other groups.

Outre la formation ethnico-clanique de gardes présidentielles et/ou de corps d'élite parallèles au reste de l'armée, l'octroi de divers privilèges matériels et financiers à ces corps constitue également une troisième stratégie du *coup-proofing*. En l'occurrence, les agents de la DDS ont toujours bénéficié de soutiens militaires variés de la part des puissances occidentales.

Hissène Habré a pu compter sur un solide soutien des États-Unis. Convaincus de son utilité en sa qualité d'allié dans la lutte contre Kadhafi, les leaders de la politique américaine appelaient Hissène Habré leur « ami » et l'ont aidé à se maintenir au pouvoir en lui fournissant d'importantes aides sous la forme d'équipements militaires, d'entraînements, de connaissances et de soutien politique (Human Rights Watch 2005, 8).

Par ailleurs, « un document de la DDS décrit un entraînement “très spécial” pour les agents de la sécurité tchadiens dans la banlieue de Washington en 1985 » (Human Rights Watch 2005, 8). Aux soutiens américains, s'ajoutent également ceux français en direction des mêmes forces de la DDS (Amnesty international 2001; Human Rights Watch 2005). En plus, le rapport de la commission d'enquête sur les crimes du régime Habré indexait également l'Égypte, l'Irak et le Zaïre au titre des pays ayant participé au financement, à la formation et à l'équipement de la DDS.

Dans la même veine, la DGSSIE du président Déby était également le corps d'armes le plus privilégié et le mieux équipé (Hansen 2017). « The DGSSIE is much stronger than the ordinary military, not especially because it recruits in a tiny section of the population but because all sophisticated military hardware and chief of staff capabilities are controlled by the former, not the latter » (Marchal 2016, 19). Après la DGSSIE vient la GNNT. Avec cette dernière, elles « constituent les unités les plus aguerries et les plus nanties en matériels, dont sont issus les éléments envoyés dans les opérations de maintien de la paix

auxquelles le Tchad participe » (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015, 9). « The second part of the armed forces is the regular army, which is not as well equipped as the DGSSIE » (Griffin 2015, 14). En effet, « The DGSSIE is nowadays more numerous and better equipped than the Army which is also controlled by close relatives » (Marchal 2016, 4). En 2014, « la DGSSIE a bénéficié d'un budget de plus de 42 milliards de CFA (64 millions d'euros), alors que celui de l'armée de Terre était de 9 milliards (moins de 14 millions d'euros) » (Tisseron 2015, 7).

À ces trois principales stratégies de *coup-proofing*, l'usage de pratiques rotatives régulières au niveau des postes de commandement sous ces deux leaders mérite également d'être évoqué. Au-delà des remaniements ministériels ou encore les destitutions à certains postes clés, l'évitement de l'émergence de potentiels acteurs politico-militaires menaçants s'est traduit des fois sous leur règne par des éliminations pures et simples.

Sous Hissène Habré on peut citer, pour les cas de purges les plus emblématiques, Idriss Miskine (Ministre des affaires étrangères), Mahamat Itno (Ministre de l'intérieur), et Hassan Djamous (Commandant en chef de l'Armée tchadienne). Le président Déby a également eu à se défaire de certaines personnalités qui menaçaient sa survie politique. Un des cas qui revient le plus souvent est celui du Zaghawa, Abbas Koty qui fut, entre autres, commandant en chef de l'armée, ministre de la défense. « He executed one of his Zaghawa rivals, Abbas Koty, after publicly reconciling with him in 1993 » (De Waal 2006, 61). Il y a également le cas d'Ibni Oumar Mahamat Saleh, à l'époque porte-parole de la principale plateforme de l'opposition civile (la Coordination des partis politiques pour la défense de la Constitution), dont la disparition en 2008 est toujours restée sans suite. Pour rappel, suite à la rébellion de 2008, il avait été arrêté le 3 février avec deux autres grandes figures politiques de l'opposition, Lol Mahamat Choua, ancien et éphémère président du Tchad (1979), et le député Ngarledji Yorongar. Si les deux derniers ont été libérés quelques semaines plus tard, Ibni Oumar Mahamat Saleh sera porté disparu jusqu'à nos jours (Jackowska 2007 ; Debos et Powell 2017).

Le régime de Déby est aussi caractérisé par une instabilité et une mobilité récurrente au sein de certains postes de commandement et du gouvernement. Cela se justifierait d'une part par les différentes conjonctures politico-militaires le contraignant à un certain nombre de réformes et de concessions. D'autre part, ces pratiques reposent souvent sur des

stratégies de cooptation ou de manipulation à des fins de renforcement et de consolidation de son régime. Mais, on a observé une certaine stabilité depuis 2014 avec la DGSSIE qui était dirigée par son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, président du Tchad depuis avril 2021.

De ce qui précède, les présidents Habré et Deby ont tous fait usage des mêmes stratégies de *coup-proofing*, aux fins de gestion de la « longue durée ». En constituant chacun des forces d'élites militaires parallèles au reste de l'armée, la DDS et la DGSSIE, suivant des critères identitaires, les Gorane et les Zaghawa, ils leur ont accordé également des privilèges matériels et/ou financiers singuliers. C'est aussi fort logiquement qu'ils se sont caractérisés par les mêmes pratiques répressives, surtout contre les opposants politico-militaires bien que les civils ne soient pas épargnés. Une similitude qui se comprend à la lumière de la situation particulière du Tchad, marquée depuis 1965 par une persistance et prolifération d'opposants armés. Cela a maintenu la perpétuation du schéma « opposition/répression ». Comme l'affirme De Waal (2006, 63), « Chadians know war and anarchy all too well ».

Somme toute, s'il est vrai que les présidents Habré et Déby présentent des similitudes quant à leurs stratégies de *coup-proofing*, ils se distinguent dans celles de la constitution de réseaux de loyauté internes.

2. La constitution de réseaux de loyautés internes : entre clientélisme et corruption politiques.

La constitution de réseaux de loyauté internes est en effet la deuxième stratégie civilo-politique des leaders intéressés par la « longue durée », dont l'entretien et la pérennité, à l'épreuve des dynamiques politico-militaires, induisent des pratiques de cooptation faites de corruption et de clientélisme (Gerschewski 2013 ; Xu 2021). « To seize and maintain power, political entrepreneurs are therefore dependant on their capacities to build alliances that are by definition fragile and ever shifting » (Handy 2008, 3). Ces capacités se fondent généralement sur leur « economic power » (Boulding 1992), qui dans la pratique repose largement sur un usage privatiste de la rente étatique ou sur une exploitation clientéliste des ressources naturelles et/ou extérieures. « In weak states, the logic of political

influencing follows personal networks and patron-client relationships » (Hansen 2013, 586).

Dans le contexte tchadien, la cooptation et ses corollaires, la corruption et le clientélisme constituent une dimension essentielle de la bonne appréhension des dynamiques politico-militaires. Aussi, constituent-ils une partie intégrante des stratégies domestiques de gestion de la « longue durée », usitées avec succès par le président Déby, en comparaison au président Habré. Caractérisée par une certaine fluidité des loyautés, au-delà des considérations ethniques, la gouvernance politique tchadienne offre en effet un tableau bien garni de diverses stratégies de cooptation. « The fluidity of loyalties, blurred boundaries and the changing values of elite members at the patrimonial marketplace in Chad are central to the understanding of politics in Chad » (Hansen 2013, 591). Pour Marchal (2016, 9), « In Chad, the State provides the private sector with generous contracts. Many clients of the regime became richer overnight because they set up paper companies that were given contracts; they had no skills to undertake ».

Au regard de ces caractérisations de la politique tchadienne, il en découle que la cooptation, au travers de la corruption et du clientélisme, est un deuxième ressort déterminant des stratégies domestiques de survie politique. À cette fin, elle vise à constituer et à entretenir des réseaux de loyautés internes au service de la préservation et de la consolidation du pouvoir. Elle consiste d'une part à renforcer et à élargir le cercle des partisans et soutiens du régime, et d'autre part à fragiliser le front des opposants armés et politiques.

Au sein des « autoritarismes compétitifs » (Levitsky et Way 2010) ou des « régimes hybrides » (Diamond 2002), les réseaux ainsi constitués et entretenus forment une base de propagande et de mobilisation à l'occasion des processus électoraux. Aussi, permettent-ils au leader de donner un vernis démocratique à son régime autoritaire à travers la tenue d'élections victorieuses généralement entachées par des fraudes et la corruption. Les cinq élections successives (1996, 2001, 2006, 2011, 2016) du président Déby en sont largement illustratives, qualifiées à juste titre de « Democratic dictator » par Hansen (2013).

Sur ce point, on observe une différence fondamentale entre les présidents Déby et Habré, ce dernier ayant passé ses 8 ans de règne sans élections. « Between 1966 and 1990, the only Chadian opposition was armed or in exile, with an agenda focusing on violent regime

change achieved through a swift assault on the capital city with the support of one or another neighboring country (Libya, Sudan, or Niger) » (Tubiana et Debos 2017, 10). En lieu et place des urnes, le seul mode de dévolution du pouvoir était l'armée à travers les coups d'État et les rébellions. Il en découle deux importantes implications dans la comparaison des stratégies de constitution des réseaux de loyautés internes entre les présidents Habré et Déby. D'une part, le régime du premier n'a jamais connu de vernis démocratique au plan formel. D'autre part, ses réseaux de loyauté internes ont moins servi au renforcement d'un « winning coalition » électoral qu'à la réalisation d'autres missions de consolidation de sa dictature. Ils ont en effet davantage servi de moyens dans la surveillance, le renseignement et la propagande politiques, ou encore de soutiens aux différentes actions répressives de son régime. Aux côtés de la DDS, ces réseaux ont renforcé le pouvoir coercitif du régime vis-à-vis des opposants politico-militaires et aussi des civils.

Les réseaux de loyauté internes du président Déby, en plus de constituer des soutiens électoraux à ces cinq élections successives, ont également servi les diverses pratiques répressives de son régime. À travers une « patrimonialisation » du pouvoir, il a su se servir, entre autres, de la rente étatique et des ressources générées par l'exploitation pétrolière, pour se constituer de forts réseaux de loyauté, tant dans la réussite des différentes échéances électorales que dans la garantie d'une consolidation de son régime.

Dès lors, bien qu'ils partagent la cooptation comme pratique, deux différences majeures sont encore observables. Primo, ils n'ont pas usé des mêmes pratiques sous-jacentes. Secundo, ils n'ont pas bénéficié des mêmes pouvoirs économiques. Là où Hissène Habré a mis plus d'accent sur la répression avec une propension limitée à la cooptation, notamment de ses opposants armés, Idriss Déby a fait davantage usage des deux avec une politique de cooptation à la fois vis-à-vis de ses opposants armés, politiques, des organisations de la société civile, et même de certains acteurs individuels influents. En plus, limité essentiellement à la rente étatique, Hissène Habré n'a pas connu les privilèges de l'inscription du Tchad dans le cercle fermé des pays pétroliers. « Unlike his predecessors (...), Deby is heading a country with newly discovered oil wealth » (Handy 2008, 4-5).

En effet, à partir de 2003, à la rente étatique s'est ajoutée celle pétrolière élargissant ainsi l'« economic power » du président Déby et ses capacités de cooptation. « Although Idriss

Déby was prisoner of a number of agreements with the World Bank and oil companies, he quickly contested those deals to have freer hand in managing Chad oil revenues » (Marchal 2016, 4). Avec cette contestation des accords de redistribution de la rente pétrolière, initialement actés avec la Banque mondiale, le président Déby s'est quasi exclusivement accordé tout droit d'usufruit en la matière²³². « This significantly increases his possibilities for patronage and his ability to co-opt opposition leaders by offering them government positions in exchange for their collaboration » (Handy 2008, 5).

En définitive, les ressources pétrolières sont devenues pour le pouvoir tchadien une source de renforcement militaire, de clientélisme et de cooptation politiques. Cette situation contribue à verrouiller davantage l'espace politique national et à maintenir le pays dans un blocage persistant qui radicalise des antagonismes entre le pouvoir et ses opposants (International Crisis Group 2009b, 1).

Suivant cette perspective, le président Deby a su faire usage de deux stratégies sous-tendant ses cooptations, pour consolider son régime tout en affaiblissant ses opposants : diviser pour régner (1), et rallier pour compromettre (2). La première consiste à infiltrer les oppositions politiques et/ou militaires pour les fragmenter soit en les intégrant le plus souvent dans la mouvance présidentielle, soit en leur octroyant quelques avantages et privilèges. Avec certains, cela s'est concrétisé par des alliances militaires transnationales (pour les groupes armés ou leurs chefs) ou par des alliances politiques (avec des partis politiques ou leurs responsables). La deuxième vise principalement à se servir de la rente étatique pour intégrer certains acteurs politico-militaires dans l'administration publique ou encore au sein du gouvernement pour ensuite les démettre ou les compromettre suivant les conjonctures politiques. En l'occurrence, une analyse des trajectoires politico-militaires de nombreux chefs rebelles et/ou des responsables de l'opposition politique tchadienne confirme la permanence de telles stratégies sous le régime Déby. Beaucoup de ses opposants armés comme politiques sont caractérisés par des « va-et-vient » entre la mouvance présidentielle et l'opposition politique et/ou armée. « Tous les chefs des groupes armés qui menacent le régime tchadien ont soit des liens familiaux avec Déby, ont été ses

²³² À la base, il était établi une clé de répartition de la rente pétrolière qui mettait l'accent sur des secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé, les microprojets aux bénéficiaires des groupes vulnérables (les femmes notamment). Une part de 10 % était également réservée aux générations futures.

ministres ou ont travaillé étroitement avec son gouvernement» (International Crisis Group 2008, 13). Cet acteur de la société civile confirme le constat en affirmant que « pratiquement, tous les opposants à Déby ont eu à travailler avec lui, à l'exception de Yorongar »²³³. Dans la même veine, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (2016, 6) soutient que « les principaux chefs de file de l'opposition tchadienne, à l'exception notoire de Ngarlejy Yorongar, ont participé à la gestion de l'État sous Idriss Deby ». Ce dernier, Ngarlejy Yorongar est l'actuel coordonnateur exécutif de la FAR (Fédération, action pour la république), un parti qui se veut fédéraliste²³⁴.

Pour en donner une lecture des trajectoires de certains opposants politico-militaires, on peut citer les cas de Mahamat Nour Abdelkerim, Mahamat Nour, les frères Erdimi, Tom et Timane, Abderaman Koulamallah, Ahmat Hassaballah Soubiane, etc. Mahamat Nour Abdelkerim fut l'un des chefs de la rébellion de 2006. Après avoir signé un accord de paix avec le président Déby, ce dernier lui confiera le ministère de la défense. Mais quelques mois plus tard, accusé de vouloir fomenter un autre coup de force, il sera démis de ses fonctions et contraint à l'exil. « After a short period in refuge in the Libyan embassy in N' Djamena, he fled to Saudi Arabia, where he is now a successful businessman » (Hansen 2013, 592). Le général Mahamat Nouri, chef de l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), membre de la coalition ayant conduit la rébellion de 2008 a lui aussi fait partie des gouvernements successifs du président Déby avant d'être contraint à l'exil. Il a été, entre autres, ministre de la santé, ministre de l'intérieur, ministre de la défense, ambassadeur. Les frères Erdimi, Tom et Timane, ont aussi eu à participer activement à la gouvernance du président Déby. Ils ont par exemple respectivement occupé les postes de directeur du consortium du pétrole et de directeur de Coton-Tchad, avant d'être eux aussi contraints à l'exil. Cette déclaration d'Abderaman Koulamallah, ancien porte-parole de la rébellion de 2008, cité par Hansen (2013, 593), « je ne fais pas partie de ces gens qui abandonnent leurs camarades au milieu du chemin et s'en vont régler leur sort personnel en ralliant un pouvoir qu'ils ont décrié », décrit à plusieurs égards le

²³³ Entretien avec un acteur de la société civile, N'Djamena, mai 2018.

²³⁴ Lors de notre terrain, nous n'avons pas eu l'occasion de nous entretenir avec lui, car il était dans la deuxième ville du pays, Moundou. Bien qu'ayant eu un court échange téléphonique avec lui, où il nous avait promis une rencontre à son retour à N'Djamena, c'est finalement avec le secrétaire exécutif du parti que nous aurons notre entretien.

comportement de nombreux opposants et une certaine efficacité des stratégies de cooptation/fragilisation de l'opposition tchadienne par le président Déby. Malgré sa déclaration de 2009, lui aussi négociera plus tard, en juin 2011, son retour d'exil et de grâce avec le président Déby. Il en a été de même pour Ahmat Hassaballah Soubiane, chef du Front pour le Salut de la République (FSR) qui a signé un accord de paix pour rejoindre le président Déby en 2009. Cela lui avait valu la grâce présidentielle pour sa peine de mort. Il convient de souligner que le président Déby a toujours démontré « that rebels could gain even more prominent positions in his regime if they quickly abandoned the rebellion. (...) In fact, many rebel leaders of lesser importance accepted various gifts from the regime, abandoned resistance and joined Deby » (Hansen 2013, 593). Pour ce faire, « Deby's strategy has always consisted in signing separate agreements with civilian opposition groups and armed movements. By doing so he seeks to avoid the creation of a platform of all opposition groups against him » (Handy 2008, 5). Par ailleurs, des opposants comme Saleh Kebzabo, responsable de l'UNDR (Union nationale pour le développement et le renouveau), Gali Ngothé, responsable de la Coordination des partis politiques pour la défense de la constitution, ont tous eu à occuper des postes ministériels au sein des différents gouvernements du régime Déby. En d'autres termes, le président Déby a toujours travaillé à renforcer le factionnalisme caractéristique des groupes armés tchadiens, et aussi de ses opposants politiques, conformément à sa stratégie du « diviser pour régner ». D'un autre côté, « It is also customary for disgraced politicians to join a rebellion, if only for as long as it takes to negotiate with the regime and arrange their return to power » (Tubiana et Debos 2017, 10).

Contrairement au président Déby, Hissène Habré a plus fait usage de la répression vis-à-vis de ses opposants armés. Bien qu'il ait eu à coopter au sein de l'élite militaire, les dynamiques évolutives de sa gouvernance témoignent plutôt, comme susmentionné, d'une désolidarisation successive des différents groupes ayant contribué à sa prise du pouvoir en 1982 : les sudistes en 1984, les Hadjarai en 1987 et les Zaghawa en 1989. Il faut dire que « les rivalités entre les principales composantes ethniques du noyau dirigeant FAN — Hadjarai, Zaghawa et Toubou/Gorane — *se sont traduites* dans des tentatives avortées de coup d'État, les instigateurs reprenant la route du Darfour » (Mbainaissem 2006, 360).

« À la différence d'Hissène Habré qui répondait à toute dissidence, velléitaire ou ouverte, par une répression aveugle visant indistinctement l'ensemble du groupe ethnique concerné, Idriss Déby a tempéré l'usage de la force et a privilégié le recours aux moyens financiers pour diviser les groupes dissidents » (International Crisis Group 2009a, 3). En outre, avec un régime de parti unique, l'Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution (UNIR), l'absence de partis d'opposition ou encore d'organisations de la société civile potentiellement menaçants a plus renforcé les pratiques répressives du président Habré. L'essentiel de son opposition était armé et occupait la partie nord du pays. « Habré controlled the capital, but Chad was divided by a line of control, with the Libyans and their protégé's to the north » (De Waal 2006, 60). « Goukouni Weddeï, appuyé toujours par les Libyens, forme un gouvernement rival dans le Nord, que Hissène Habré ne reprend qu'en 1987 avec l'aide de la France » (Dumont 2007, 279). Quant aux anciens partis d'oppositions, ils étaient purement et simplement interdits ou leurs responsables contraints à l'exil (International Crisis Group 2008).

Il en résulte que les stratégies de constitution de réseaux de loyauté internes, via la cooptation, relèvent plus du président Déby. Sous son règne, on a observé depuis la vague de démocratisation des années 1990 une reconfiguration de l'espace politique tchadienne : l'émergence d'une opposition politique incarnée par de nouveaux partis ou par des groupes armés convertis en partis politiques, ainsi que la prolifération d'organisations de la société civile. Depuis lors, « The civilian opposition, meanwhile, has long been trapped between co-optation and repression » (Tubiana et Debos 2017, 8).

Au-delà des opposants armés et politiques, les pratiques de cooptation du président Déby ont également porté sur les organisations de la société civile et certains acteurs individuels. « [He] has played a successful divide-and-rule strategy by co-opting individuals and groups along personal and tribal lines, rewarding them with positions and money » (Tubiana et Debos 2017, 8). On ne peut en effet appréhender la cooptation ou le clientélisme du président Déby, sans intégrer la variable identitaire : l'ethnie et la religion. « His own clan within the Zaghawa ethnic group (the Bideyat) have particularly profited from the President's largesse. (...) They have gained a political and economic importance that is reflected in their over-representation in government, administrative and army positions » (Handy 2008, 5). Abondant dans le même sens, Mbainaissem (2006, 362) déclare que :

pour les Tchadiens des autres ethnies, l'accession au pouvoir d'un Zaghawa a entraîné de facto la multiplication des passe-droits et l'installation de nombreux Zaghawa dans les positions d'accumulation, que ce soit dans l'économie au sens strict ou bien par un système plus direct de prédation (douane ou extorsion).

Dans la même veine, une anecdote lors de notre séjour de terrain confirme cette thèse, en plus des différents témoignages que nous avons pu recueillir auprès de certains Tchadiens, au cours de nos discussions tant formelles qu'informelles. Toutes quasiment vont dans le sens de la prépondérance et de l'omniprésence économique-politique des Zaghawa.

Un jeudi aux alentours de 13 h, après avoir terminé une interview avec le directeur de publication d'un journal, je devais me rendre à l'école nationale d'administration publique qui se trouvait à un autre bout de la ville. J'arrêtai un « clandoman », c'est l'appellation donnée aux conducteurs de taxi moto au Tchad. Au volant, un jeune. « Svp, je voudrais me rendre à l'école nationale d'administration », lui demandai-je. « OK monsieur, je sais où c'est », me répondit-il. « Cool alors », et je pris place à l'arrière de la moto. « Je suis un ancien de l'école », me confia-t-il. « Ah bon et pourquoi fais-tu le taxi moto ? ». Il me rétorqua : « il n'y a pas de boulot pour le moment, donc c'est avec ça que je me débrouille ». D'un air un peu taquin, je lui demandai, « Toi tu n'es pas un Zaghawa ? ». Avec un sourire, « si j'étais un zaghawa, tu n'allais pas me voir sur cette moto. Je serais dans un bureau », me répondit-il. Il faut dire que beaucoup de fois, je me suis amusé à demander à certains Tchadiens s'ils n'étaient pas zaghawa. Cette réponse me revenait à chaque fois comme un refrain « si j'étais zaghawa... ». Pour me dire que s'ils en étaient un, soit je n'allais pas les voir ainsi, ou que leur situation serait bien meilleure.

Cependant, il y a lieu de reconnaître avec Tubiana et Debos (2017, 12) que malgré les avantages et privilèges dont sont bénéficiaires les Zaghawa,

More generally, the president has always co-opted individuals from various ethnic groups, not the least from southern Chad. His governments have invariably displayed a careful balance between regions and ethnicities—an exercise known in Chad as geopolitics. In the Chadian government, each minister is supposed to be a representative of his or her region and ethnic group, though very often co-opted individuals have weak legitimacy in their region.

En plus de cette dimension ethnique, « le président Déby fait tout pour bien aménager les musulmans, surtout les différents leaders religieux », nous confiait un de nos répondants. Il s'agit là d'une thèse que partagent également de nombreux acteurs tchadiens. Au gré de nos rencontres et échanges, le musulman est parfois présenté comme potentiellement plus

éligible à certains privilèges ou plus chanceux pour en obtenir. « Power has shifted from Southern political and economic domination in post-Independence Chad to Northern supremacy after Deby's successful coup in 1990 » (Handy 2008, 6).

Sous ce double volet identitaire, on pourrait, sans conteste, peindre le même tableau avec le président Habré qui fut, lui, aussi marqué par la prépondérance économique et politique des Gorane, et des musulmans. De nos entrevues de terrains, il y a comme une conscience collective tchadienne faisant le parallèle suivant : « Tout comme du temps d'Idriss Déby, ce sont les Zaghawa, du temps d'Hissène Habré, ç'a été les Gorane ». Cela fait d'ailleurs écho à une plaisanterie tchadienne, souvent entendue lors de notre séjour de terrain : « Gorane sous Habré, Zaghawa sous Déby ».

Au plan religieux, les deux étant tous musulmans, il va sans dire que chez Hissène Habré également ce groupe a bénéficié de certains privilèges par rapport aux chrétiens du Sud. La violente répression du « Septembre noir » en 1984, nous en donne d'ailleurs une parfaite confirmation. Somme toute, il y a lieu de retenir que « With Hissène Habré's seizure of power in 1982 and finally Deby's successful coup in 1990, an era of Northern omnipotence began that still prevails today » (Handy 2008, 3).

Concernant les organisations de la société civile, quasi absente sous Hissène Habré, la stratégie de cooptation, aux fins de contrôle ou de fragilisation, du président Déby demeure pratiquement la même. Ces organisations font le plus souvent l'objet d'infiltrations diverses, sur fond de corruption et suivant la règle du « diviser pour régner ». À défaut, il est procédé généralement à la mise en place d'organisations parallèles et concurrentes. « Many registered civil society organizations, however, are actually gongos²³⁵ (government NGOs), created by the regime to duplicate organizations that are seen as having the potential to threaten the regime in some way » (Tubiana et Debois 2017, 9).

Mises ensembles, ces différentes pratiques de cooptation du président Déby ont fait du Tchad un des pays les plus corrompus. En l'occurrence, « Transparency International designated Chad the world's sixth most corrupt country in 2010 » (Schmidt 2013, 216).

²³⁵ Une Gongo est une ONG contrôlée par le gouvernement au plan politique et/ou financier. Elle sert ainsi d'instrument dans la lutte de ce dernier pour fragiliser ou contrôler les potentiels opposants ou oppositions au régime. Elle peut jouer également dans la mobilisation. En l'occurrence, la CASCIDHO (Coordination des associations de la société civile et de défense des droits de l'homme), qui regroupait 257 associations en 2005 était considérée comme une Gongo, en raison de son positionnement en faveur de la révision constitutionnelle.

Ainsi, il résulte de cet exposé quelques divergences significatives entre les deux présidents Habré et Déby au titre de la constitution des réseaux de loyauté internes, sur le fondement de la cooptation. Si Idriss Déby présente une forte propension à la mise en place de diverses stratégies de cooptation aux fins de contrôle et de fragilisation de ses oppositions armées et politiques, c'est tout le contraire chez Hissène Habré. Il a moins fait preuve de cooptation que de répression dans sa gestion du pouvoir. Essentiellement limité à la rente étatique, dans un contexte domestique d'absence d'une opposition politique et d'organisations de la société civile, mais de présence d'une opposition principalement armée soutenue par une force d'occupation extérieure (la Libye), il a été moins porté à la cooptation comme son successeur durant ses 30 ans de règne. L'usage stratégique de la rente étatique, renforcée à partir de 2003 par celle pétrolière, aura permis au président Déby de développer un véritable pouvoir de cooptation (auprès des civils, des politiques et des groupes armés), d'élargir et consolider ses réseaux de loyauté internes.

Une fois exposées ces principales stratégies politico-militaires domestiques de survie politique, il y a lieu d'aborder celles développées à l'international. Qui plus est, « The conflict dynamic in Chad cannot be fully understood without taking into account the role and interests of the international actors involved » (Handy 2008, 5).

II. Les stratégies internationales de gestion de la « longue durée ».

L'international est une sphère d'action et/ou d'influence des différents régimes politiques tchadiens, surtout depuis l'émergence du Frolinat en 1965 avec pour base arrière la ville darfourie du Nyala. Il faut dire que « le Soudan a toujours constitué pour les élites tchadiennes du Nord un pôle d'attraction idéologique et un sanctuaire dans la lutte contre le pouvoir central » (Mbainaissem 2006, 358). Sans vouloir rentrer dans un historique de la genèse de ces premières contestations politico-militaires tchadiennes (Robert Buijtenhuijs 1984 ; Buijtenhuijs 1987), la présente section s'inscrit dans une démarche comparative des usages stratégiques de l'international par les présidents Habré et Déby. Il s'agit, conformément au modèle du politicien investisseur (Lacam 1988), et l'approche comparative qui sous-tendent notre recherche, d'identifier les deux principales stratégies politico-militaires retenues et leurs usages ou non par ces deux présidents.

À cette fin, on distingue d'une part les alliances militaires transnationales en soutien aux groupes armés (2), et d'autre part, les interventions militaires directes en soutien aux États (3). Mais au préalable, s'impose une lecture de leurs orientations politico-militaires internationales vis-à-vis des États régionaux (notamment les pays limitrophes) et des deux puissances occidentales que sont la France et les États-Unis (1).

1. Les orientations politico-militaires internationales des présidents Habré et Déby.

Tout comme dans l'étude de cas burkinabè, il s'agit essentiellement des orientations relatives à la gestion de l'environnement régional immédiat et celle des partenariats stratégiques avec la France et les États-Unis. À ces titres, l'analyse porte principalement au niveau régional sur les orientations politico-militaires des présidents Habré et Déby vis-à-vis des trois voisins les plus déterminants des conjonctures politico-militaires domestiques tchadiennes : le Soudan, la Libye et la Centrafrique.

Ces trois pays constituent en effet les principaux points de formation et d'actions de toute opposition armée intéressée par la prise du pouvoir central à N'Djamena (Buijtenhuijs 1987 ; Janszky et Janszky 2007 ; Malafosse 2008 ; Tubiana 2008 ; International Crisis Group 2010 ; Luntumbue et Massock 2014). Cela impose le plus

souvent à tout leader tchadien, aux fins de gestion de la « longue durée », l'entretien de relations plus ou moins pacifiques avec ces pays, ou en avoir un certain contrôle.

Dans ce sens, le président Déby se dégage, par rapport à son prédécesseur, comme le leader ayant le mieux géré cet environnement régional immédiat. Avec le Soudan, ses relations sont observables sous trois phases cycliques. De 1990 à 2005, ce fut la phase des relations pacifiques, privant plus ou moins les opposants armés tchadiens de l'époque de soutiens et de bases arrière décisifs dans la conduite de leurs opérations de déstabilisation. De 2005 à la fin 2009, une rupture de ces relations entrainera les présidents Déby et El-Béchar dans la guerre par soutiens interposés aux groupes armés des deux pays (Marchal 2006 ; Mbainaissem 2006 ; Tubiana 2008). À partir de 2010, un rétablissement des relations pacifiques privera de nouveaux les groupes armés des soutiens divers qui ont fait leur fortune entre 2005-2009 au travers de plusieurs rébellions, dont celles de 2006 et 2008, pour les plus décisives. Quant au président Habré, ses relations avec le président El-Béchar ont moins connu de tels cycles. Elles ont davantage été marquées par une rupture des relations pacifiques principalement matérialisées par les alliances transnationales du premier avec les rebelles Fours, Massalit et du SPLA (Janszky et Janszky 2007), et par le soutien décisif du second aux rebelles du MPS dans leur prise du pouvoir en 1990.

Concernant la Libye, le président Déby se distingue pour avoir entretenu jusqu'à la mort du président Kadhafi une alliance stratégique (1990-2011), avant de faire du maréchal Haftar un allié transnational dans sa lutte contre ses opposants armés. Le président Habré a eu plutôt des inimitiés politiques avec Mouammar Kadhafi qui était à la fois occupant d'une partie du Tchad et un des soutiens décisifs du GUNT.

Si les relations du président Habré avec la Centrafrique sous André Kolingba (1981-1993) ne présentent aucune particularité en terme pacifique ou conflictuel; celles du président Déby ont été marquées par des ingérences multiples dans les différents changements de pouvoir qui ont eu lieu dans ce pays, ou encore dans les succès et insuccès des groupes rebelles intéressés par la prise du pouvoir central. Des soutiens aux régimes en place aux alliances transnationales avec des groupes rebelles, le président Déby a su toujours trouver des voix et voies de contrôle du pouvoir en Centrafrique pour faire de ses leaders des alliés stratégiques dans le sens de la protection de son pouvoir et de la lutte contre ses opposants

armés (Luntumbue et Massock 2014 ; Marchal 2016), ou des groupes armés des alliés de lutte contre ses opposants armés.

Il va sans dire, au regard de ce tableau de la gestion de l'environnement régional immédiat, que la nature plus ou moins belliqueuse des relations du président Habré avec ses voisins stratégiques, notamment le Soudan et la Libye, a moins contribué à une bonne gestion de ses investissements politico-militaires internationaux, plus marqués par des alliances transnationales (Janszky et Janszky 2007, 295).

De son côté, le président Déby a davantage su se mouvoir entre les alliances stratégiques avec les leaders de ces pays et les alliances transnationales avec certains de leurs groupes armés s'assurant principalement un double objectif selon les cas et les périodes : avoir des leaders alliés pour mieux contenir et contrôler ses opposants armés en les privant de soutiens et de bases arrière décisifs ; avoir des alliés transnationaux dans la lutte contre ses opposants armés dans le sens de leur fragilisation.

À la suite du survol des orientations politico-militaires régionales de nos deux leaders, que nous développerons par la suite sous le titre de leurs investissements internationaux stratégiques, il y a lieu d'aborder leurs accommodements respectifs avec le duo franco-américain, plus singulièrement la France. Car, de la nature des relations stratégiques avec ces derniers, a dépendu leur bonne ou mauvaise fortune, et plus généralement des différents leaders tchadiens²³⁶.

Ainsi, suivant cette perspective, il ressort de cela qu'Hissène Habré a maintenu des relations stratégiques plus soutenues avec les États-Unis qu'avec la France. Sous la présidence de Ronald Reagan en effet, il a su jouer sur plusieurs registres pour consolider ses relations avec les États-Unis : les soutiens militaires et économiques au profit de ses forces d'élite (notamment la DDS), l'alliance dans la guerre contre la Libye et les enjeux d'attribution de l'exploitation du pétrole tchadien. Comme déjà évoqués dans ses stratégies de *coup-proofing*, les États-Unis ont été d'un important soutien aux éléments de la DDS et de la SP du président Habré. Il s'est agi des entraînements et formations militaires spéciaux,

²³⁶ Hissène Habré a eu besoin des appuis français et américain tant dans sa prise du pouvoir en 1982, que lors de ses deux guerres contre la Libye (1983 et 1987), pour assurer sa survie (Marchal 2015). La France a fait partie de la coalition des forces extérieures en soutien à la rébellion victorieuse d'Idriss Déby de décembre 1990. Elle est aussi celle qui interviendra pour sauver le « soldat Déby » lors des différents épisodes critiques à sa survie (notamment les rébellions 2006, 2008 et 2019).

de la fourniture de divers matériels militaires, etc. (Commission of Inquiry 1992; Human Rights Watch 2005; Amnesty international 2001). Le président Habré a aussi été un allié stratégique des États-Unis dans la lutte contre le régime de Mouammar Kadhafi. C'est avec son appui et sa complicité active que sera constituée la « force Haftar », suite à la défaite de l'armée libyenne à Ouadi Doum en 1987. Enfin, la volonté du président Habré d'attribuer le consortium d'exploitation du pétrole tchadien aux compagnies américaines, à l'époque Esso et Chevron, est un autre indicateur de la bonne nature des relations avec les États-Unis²³⁷. « En 1988, le régime d'Hissène Habré s'apprêtait à confier à la multinationale Esso des permis d'exploitation au Sud lorsqu'il a été renversé deux ans plus tard par Idriss Déby » (International Crisis Group 2009b, 3).

En raison de la bonne nature de ces relations avec les États-Unis, ceux-ci auraient même voulu venir à sa rescousse contre la rébellion d'Idriss Déby, en novembre 1990, avant de finalement rester passifs. Marchal (2015, 26) souligne que, « si le dispositif Épervier avait partagé ses informations avec Hissène Habré (...) les États-Unis l'y auraient aidé sans aucune hésitation tant ils tenaient à organiser cette opposition armée libyenne »²³⁸.

S'il est vrai que le président Habré a eu des relations privilégiées avec les Américains, son successeur a plutôt eu des relations en dents de scie. Bien que cela n'ait pas véritablement entamé les soutiens américains à son égard, ses pratiques autoritaires et certaines alliances, notamment celle avec Mouammar Kadhafi, ont souvent impacté négativement ses relations avec les Américains. C'est dans ce sens que Marchal (2015, 29) déclare que :

Les relations de N'Djamena avec Washington n'ont jamais été excellentes depuis décembre 2010 : Idriss Déby, par exemple, n'a jamais été reçu à la Maison-Blanche malgré (ou à cause peut-être) de sa longévité politique. (...) Mais, pour l'essentiel, le soutien au régime est resté ferme, même si dépourvu

²³⁷ Entretiens avec des acteurs politiques et civils tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

²³⁸ Ce manque de partage des informations de la part du dispositif Épervier pourrait se comprendre à la lumière de la nature des relations de l'époque entre le président Habré et la France, d'autant plus que cette dernière avait fait le choix de soutenir le président Déby dans son offensive contre Hissène Habré. On imagine bien que le dispositif Épervier, de par sa position stratégique sur le sol tchadien, était le plus à même d'avoir les informations les plus fiables sur les positions des éléments de la coalition du MPS et leur niveau d'avancement sur N'Djamena. Il va sans dire qu'un partage de telles informations aux Américains serait une façon de les inviter à empêcher la progression des rebelles sur N'Djamena, et garantir ainsi la protection de celui qui devenait de plus en plus leur allié stratégique dans la lutte contre Kadhafi et les forces islamistes. Qui plus est, les Américains ont très souvent adossé leurs interventions militaires dans les pays africains francophones à une sorte de caution française, sans laquelle elles se cantonnent dans une posture passive ou attentiste.

d'illusions qui pouvaient exister du côté français. En particulier, les militaires américains auront formé entre 900 et 1000 hommes à la lutte antiterroriste à partir de 2005 (ceux-ci ont été déployés au Mali en janvier 2013) et ce sont ces troupes qui ont été les premières à affronter les rebelles tchadiens après avril 2006.

En comparaison, « All French presidents, from Mitterrand, via Chirac, Sarkozy and Holland to Macron, have received Déby numerous times in Paris to discuss both military collaboration and humanitarian aid » (Hansen 2017, 65). Toutefois,

Du point de vue des États-Unis, la stabilité politique du Tchad et la puissance militaire tchadienne restent essentielles pour faire contrepoids à l'influence régionale du régime soudanais d'Omar Al-Bashir et faire barrage à la menace islamiste dans la région ; plus accessoirement il s'agit aussi de sécuriser les approvisionnements pétroliers et les investissements par les grandes compagnies pétrolières américaines dans le pays (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015, 15).

À cela, l'engagement stratégique du président Déby dans la lutte contre le terrorisme confortera ses relations avec les États-Unis. « Since 11th of September 2001, Chad has been a trusted American ally in the fight against terror. Especially after Khadafy was murdered, Déby has come to play an even more important role in the fight against terror, or Muslim fundamentalism, in the Sahel » (Hansen 2013, 57). Il fut un de leurs pivots sécuritaires, justifiant par là même les nombreux soutiens et formations militaires au bénéfice de ses forces d'élite. On se rappellera que lors du *Tchad bashing*, matérialisés par la politique migratoire de fermeture de Donald Trump vis-à-vis des Tchadiens, beaucoup d'officiels avaient marqué leur opposition en raison de l'importance du président Déby dans la lutte antiterroriste et des risques de fragilisation que cela pourrait comporter (Jeune Afrique et AFP 2017 ; Touré 2017 ; Oberti 2017). Il faut aussi rappeler que le président Déby en adoptant la stratégie, soit de qualifier ses opposants armés de terroristes ou d'agents à la solde des islamistes soudanais, soit de se poser en rempart contre les menaces d'arabisation ou d'islamisation de l'Afrique noire, a su très souvent, nonobstant ses dérives autoritaires, s'attirer la sympathie et l'aide des États-Unis.

Concernant la France, le tableau des partenariats stratégiques de nos deux leaders est plutôt inversé. Hissène Habré, contrairement à Idriss Déby, a eu des relations avec une courbe descendante au fil de ses 8 ans de règne. Une dégradation qui ira de l'appui français à sa

prise du pouvoir en 1982 à l'appui de la même France dans sa chute du pouvoir en 1990. Malheureusement pour le président Habré, cet épisode politique connaîtra une certaine passivité des États-Unis, vers lesquels il s'était tourné au détriment de la France.

La dégradation progressive de ses relations avec la France mitterrandienne était sous-tendue par plusieurs de ses réorientations politiques et son refus d'alignement. Sous ce chapitre, on note la volonté plus ou moins affichée du président Habré de jouer la « carte américaine ». Si l'argument relatif à son désir d'exclusion des compagnies françaises dans l'exploitation des ressources pétrolières tchadiennes reste quelque peu faible selon certains de nos répondants, il constitue a priori un des points de rupture vis-à-vis de la France. « Beaucoup de témoins de son règne sont convaincus qu'il a signé son arrêt de mort le jour où il a offert des permis d'exploration à une firme américaine (...) Son proaméricanisme, avec un relent pétrolier, aurait fini par excéder Paris » (Adoum 2012, 51). Il faut dire qu'en privilégiant l'américain Esso dans le consortium pétrolier, au détriment du français Elf, le président Habré montrait déjà là sa préférence américaine. « Après les grandes batailles de 1987, Hissène Habré avait commencé à se pencher de plus en plus vers les Américains, ce qui est très mal perçu à Paris » (Debos et Powell 2017, 248). Concernant le pétrole Magrin (2003, 31-32) rappelle qu'

au commencement de l'histoire pétrolière tchadienne, dans le courant des années 1960, l'intrusion de l'américain Conoco dans ce pays, consécutive au refus français d'étendre les prospections, aurait contribué à la brouille du président Tombalbaye avec l'ancienne métropole. Plus tard, le retournement de la France, qui abandonna Hissène Habré pour soutenir Idriss Déby, aurait procédé dans une large mesure du souhait d'imposer, avec Déby, une présence française au sein d'un consortium jugé trop anglophone.

À titre plus ou moins confirmatif, c'est avec Idriss Déby que réémergera l'idée d'une participation de Elf. Marchal (2015) affirme qu'à l'époque la question était posée à savoir si cela constituait un retour d'ascenseur du président Déby à la France ou une sollicitation de cette dernière. Mais,

le retrait d'Elf, en novembre 1999, fit l'effet d'une bombe à N'Djamena. (...) Sa privatisation récente et son rachat par Total l'expliquent probablement, de même que le souci d'améliorer son image fortement détériorée par les épisodes

de ses immixtions douteuses dans les affaires intérieures des États africains (Magrin 2003, 32).

Un autre argument de la dégradation des relations entre le président Habré et la France est lié au repositionnement de cette dernière vis-à-vis de la Libye. Convaincue « que la paix au Tchad ne se fera pas contre la Libye même défaite militairement » (Marchal 2015, 24), la France voyait d'un mauvais œil la « force Haftar » sous l'égide des États-Unis. Pour elle, « le Tchad ne peut prendre le risque d'abriter une opposition armée à Tripoli » (Marchal 2015, 24). C'est une des raisons qui expliquerait la dissolution de la « force Haftar » sous Idriss Déby, d'autant plus que ce dernier avait su établir une alliance stratégique avec Mouammar Kadhafi.

Toutefois, l'argument le plus solidement évoqué dans cette dégradation progressive est le rejet du discours de la Baule avec les conditionnalités démocratiques et économiques dont il était porteur. Pour certains de nos répondants, ce fut une des raisons de sa chute : l'affront fait à François Mitterrand. Hissène Habré avait en effet qualifié la France de pays esclavagiste duquel les Africains n'auraient aucune leçon à recevoir (Mbainissem 2006). Un crime de lèse-majesté qui passera mal du côté de Paris. Qui plus est, cela venait d'un régime dictatorial qui s'était rendu coupable de multiples répressions et violations des droits de l'homme, et dont il devenait de plus en plus difficile de défendre. Allant plus loin, Mbainissem (2006, 361) affirme que « c'est ainsi que la France mitterrandienne va mettre à la disposition d'Idriss Déby les forces spéciales françaises commandées par le colonel Fonbonne. Le pouvoir FAN tombe comme un fruit mûr le 1er décembre 1990 ».

Un dernier argument, non moins important, à intégrer, est le traitement des dispositifs militaires français par le président Habré qui a fragilisé le soutien de ceux-ci à sa cause. « Hissène Habré, par exemple, avait à de multiples reprises contraintes le champ de manœuvre des forces françaises et, par-là, suscité une réelle hostilité chez nombre d'officiers » (Marchal 2015, 18). Aussi, « suscitait *-il* des sentiments très ambivalents chez les militaires français pour les avoir humiliés à différents moments » (International Crisis Group 2006, 18). C'est tout le contraire d'Idriss Déby dont « la confiance (...) vis-à-vis du dispositif français est relativement exceptionnelle » (Marchal 2015, 18). Militaire ayant suivi plusieurs formations dans les écoles d'officiers en France, dont l'École de guerre,

Idriss Déby était un leader adoubé par plusieurs officiers français, et qui avait toujours su les amadouer en retour.

Ainsi, contrairement à Hissène Habré, il y avait une constance des soutiens français vis-à-vis du président Déby qu'il faut appréhender sous le prisme de trois catégories d'acteurs selon Marchal (2015) : les réalistes, les néoconservateurs et les admirateurs (Marchal 2015). Les réalistes partent d'un présumé constat que toute la classe politique tchadienne est pourrie. Pour ce faire, il vaut mieux s'aligner derrière Idriss Déby. Une posture qui donne un certain écho à la déclaration d'un de nos répondants : « On préfère un diable qu'on connaît à un ange qu'on ignore »²³⁹. On dira tout simplement avec les réalistes qu'on préfère un diable qu'on connaît aux diables qu'on ignore. Quant aux néoconservateurs, ils voyaient plutôt le président Déby comme le « rempart francophile et laïc » face aux risques d'islamisation ou d'arabisation de son « pré-carré » noir africain qui viendrait du Soudan et de la Libye. Les admirateurs, eux, étaient portés par une certaine admiration des aptitudes militaires du président Déby, ses engagements et son volontarisme politico-militaires.

In fine, on retiendra que nos deux leaders, Hissène Habré et Idriss Déby ont eu des approches différentes tant dans la gestion des relations avec leur environnement régional immédiat que dans leurs partenariats respectifs avec le duo franco-américain. Le second y aura connu plus de réussite que le premier. D'une part, en gérant de manière plus pragmatique et ses relations avec le Soudan, la Libye et la Centrafrique, le président Déby a su mieux contenir ou fragiliser ses opposants politico-militaires. Au contraire, le présent Habré s'est plutôt fait des inimitiés politiques avec les présidents Kadhafi et El-Béchir, ayant encouragé et facilité des soutiens extérieurs à sa chute du pouvoir.

D'autre part, le président Déby a su également mieux aménager les États-Unis et la France, contrairement au président Habré qui a plus joué la carte de l'un au détriment de l'autre. Comme conséquence, « l'appui français dont a bénéficié le régime de Déby depuis 1990 aura été à la fois permanent et variable dans ses justifications » (Marchal 2015, 8) ; tandis que relativement au président Habré, il a d'abord été bénéfique dans sa prise du pouvoir en 1982 avant de lui être retiré au profit de la coalition du MPS dans sa chute en 1990.

²³⁹ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

De l'exposé de ces différences d'approches entre nos deux leaders, tant dans la gestion de leur environnement régional que des partenariats stratégiques avec la France et les États-Unis, il y a lieu d'aborder plus concrètement leurs investissements dans les alliances transnationales en soutien aux groupes armés.

2. Les alliances transnationales en soutien aux groupes armés.

À l'ambivalence des rapports entre les présidents Compaoré et Sankara, dans le tissage des alliances transnationales, les présidents Déby et Habré en ont tous fait usage, bien que cela soit à des degrés et des résultats variés. Les alliances transnationales ont en effet constitué pour chacun d'eux un instrument de conquête et/ou de conservation du pouvoir, d'autant plus que le Tchad présente la particularité d'être animé par une opposition armée plurielle. Dès lors, il y a lieu d'y distinguer les alliances transnationales dans le but généralement de déstabiliser des régimes voisins ou régionaux, de celles orientées vers la fragilisation ou la neutralisation des groupes armés tchadiens. Les premières mettent le plus souvent en exergue des alliances avec des « seigneurs de guerre » ou des groupes rebelles, intéressés par la prise du pouvoir central dans leur pays. Les secondes s'inscrivent davantage dans des stratégies de fragmentations aux fins de protection du pouvoir contre les groupes rebelles internes. En plus, il y a lieu de distinguer les alliances transnationales avec les groupes rebelles de celles avec les groupes terroristes, guidés le plus souvent par des motifs de terreur, de fragilisation ou de transformation politico-islamiste des pouvoirs centraux. Une telle distinction est d'un double intérêt. Primo, sur un plan chronologique, la problématique terroriste, telle que nous la connaissons de nos jours en Afrique, notamment dans la zone sahélo-saharienne, s'est inscrite dans l'agenda politique africain à partir de la décennie 2000. Alors, les opportunités de telles alliances avec des groupes terroristes ne se sont jamais présentées au président Habré, contrairement à son successeur, Idriss Déby. Secondo, cette distinction permettra également d'établir un regard controversé entre les présidents Déby et Compaoré. Car, là où Blaise Compaoré s'est le plus souvent distingué dans l'entretien d'alliances plus ou moins tacites avec les groupes terroristes, Idriss Déby s'est plus illustré dans la lutte contre de tels groupes.

Revenant à proprement dit à l'activation des alliances transnationales chez nos deux leaders tchadiens, on doit retenir que plus qu'Hissène Habré, Idriss Deby a joué sur plusieurs

échiquiers avec les leaders politiques et les groupes armés. Des différences substantielles d'approches sont en effet révélatrices de la réussite du président Déby par rapport à son prédécesseur.

Sous ce volet, les principales alliances transnationales du président Habré sont à appréhender du côté de deux voisins stratégiques du Tchad que sont le Soudan et la Libye. Le premier acteur régional le plus décisif dans la survie des leaders tchadiens est sans nul doute le Soudan. En effet, « la porosité des frontières de l'espace sahélien et la forte interdépendance des États qui le composent révèlent d'inévitables interférences géopolitiques entre les champs soudanais et tchadien » (Dumont 2007, 286). Les différentes rébellions y trouvent leurs bases stratégiques de lancement de leurs opérations de déstabilisation ou de destitution des régimes à N'Djamena. Pour preuve, nos deux leaders à l'étude ont tous accédé au pouvoir à partir du Soudan. Ils demeurent alors tous alertes du fait que leur survie, en partie, est consubstantielle à une bonne maîtrise des opposants armés qui s'y installent à des fins de conquête du pouvoir à N'Djamena. Cela implique soit l'entretien d'alliances transnationales, notamment avec des groupes armés soudanais, afin de mieux contenir ou contrer ces opposants armés, soit le maintien de relations plus ou moins pacifiques avec le pouvoir soudanais, afin de priver les opposants armés d'une base arrière indispensable au succès de leur entreprise.

Ainsi, le président Habré s'est davantage impliqué à l'entretien d'alliances plus ou moins stratégiques avec certains groupes armés soudanais. Dans sa lutte contre ses propres opposants armés, notamment les Arabes et les Zaghawa, il est passé par des alliances transnationales avec les Fours et le SPLA²⁴⁰ (*Soudan People's Liberation Army*) de John Garang. Il a armé « les Fours, qui sont en conflit avec leurs propres ennemis zaghawa et arabes » (Mbainissem 2006, 361). Dans un retour d'ascenseur, « Fur and SPLA fought on the side of Habré, the USA, France and Egypt, claiming to defend the 'African belt' against the 'Arab belt' » (Grawert 2008, 604). Plus singulièrement, « The Fur-led regional government took heavy action against the Zaghawa, intelligence officers participated in atrocities against civilians » (Grawert 2008, 605).

²⁴⁰ Il y a lieu de retenir que le SPLA est aujourd'hui l'armée régulière du Soudan du Sud depuis son indépendance en 2011. Il fut un mouvement de guérilla, de la branche du Mouvement populaire de libération du Soudan, qui militait pour un Soudan « uni, laïc et démocratique ».

C'est dire qu'au Soudan, le président Habré est plus passé par des alliances transnationales dans la lutte contre ses opposants armés. En s'alliant avec les Fours et surtout le SPLA, il s'y est fait des inimitiés politiques qui justifieront plus tard le soutien de Khartoum à la rébellion d'Idriss Déby. En plus, il n'aura pas bien pris la mesure du changement de régime qui s'est opéré en 1989 avec la prise du pouvoir des islamistes sous El-Béehir et El-Tourabi, pour en faire des alliés stratégiques.

Quant aux alliances transnationales du président Déby avec des groupes armés soudanais, elles sont surtout plus expressives dans la seconde moitié de la décennie 2000-2010. Si de 1990 à 2005, le président Déby a su entretenir des relations plus ou moins pacifiques avec El-Béehir qui l'a soutenu dans sa prise du pouvoir en décembre 1990, l'éclatement de la crise du Darfour en 2003, et ses dynamiques évolutives viendront progressivement changer la donne. La crise conduira les deux leaders dans des guerres par soutiens interposés de leurs opposants armés (Tubiana et Tanner 2007 ; Jackowska 2007 ; Tubiana 2008 ; Marchal 2012). Les alliances d'Idriss Déby avec les groupes armés soudanais commenceront donc véritablement en 2005. « Le pouvoir tchadien commence à appuyer ouvertement les rebelles soudanais, en particulier le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), qui accroît ainsi son implantation au Tchad, notamment au Dār Sila » (Tubiana et Tanner 2007, 310). « De 2005 à 2009, le Tchad et le Soudan se sont retrouvés en "situation de belligérance", s'accusant mutuellement d'actes de déstabilisation via leurs rébellions armées respectives basées au Darfour » (International Crisis Group 2011, 1).

La décision d'Idriss Déby de soutenir les rebelles soudanais du Darfour est ainsi devenue une partie intégrale de sa stratégie de survie politique. Elle permit d'apaiser le mécontentement des membres de son clan, les Zaghawa, dont la branche darfourie était harcelée par Khartoum, et a contribué à le renforcer militairement face à ses opposants armés, soutenus par le Parti national du Congrès soudanais » International Crisis Group (2008, i).

S'inscrivant dans la même dynamique, Marchal (2016, 6) soutient qu'« Idriss Déby's political longevity has (...) been linked to his mastering of relations with Khartoum » (Marchal 2016, 6). Des soutiens interposés aux groupes rebelles rivaux à l'accord de paix de 2009, Idriss Déby saura donc plus ou moins habilement gérer ses opposants armés, bien qu'il n'ait pas pu s'éviter les offensives rebelles de 2006 et 2008.

Ses alliances transnationales ont particulièrement été avec le JEM et le SML/A²⁴¹. En l'occurrence, le JEM a toujours bénéficié du soutien des Zaghawa du sous-groupe Kobé, proches du président de Déby et de sa famille. Il sera par la suite fragmenté en deux factions : le National Movement for Reform and Development (NMRD) avec Jibril Abdelkarim Tek (Zaghawa kabba), et le JEM-Collectif Leadership (JEM-CL) avec Bahar Idris Abu Garda, Abdallah Banda et Tajeddin Bashir Nyam.

À l'époque, Idriss Déby était face à un dilemme.

D'un côté, il ne peut laisser la SLA et le JEM se replier à l'est du Tchad et y recruter des combattants sans contrarier Khartoum. De l'autre, il ne peut expulser les rebelles hors du pays sans heurter sa propre famille ; ce d'autant que les chefs rebelles les plus influents au Darfour (par exemple Khalīl Ibrāhīm, le leader du JEM) sont eux aussi d'origine zaghāwa et que de nombreux rebelles du Darfour l'avaient lui-même aidé à s'emparer du pouvoir au Tchad (Janszky et Janszky 2007, 296).

C'est contraint qu'il choisira finalement de se positionner derrière ces groupes pour ne pas s'aliéner le soutien des autres Zaghawa, notamment ceux du Tchad. Avec le soutien du président Kadhafi, des armes et des munitions seront convoyées à plusieurs reprises au JEM. « Le soutien libyen a été coordonné par Moussa Koussa, responsable des services des renseignements agissant de concert avec l'Agence nationale de sécurité tchadienne » (International Crisis Group 2011, 2). Idriss Déby se servira en retour des hommes de Khalil Ibrahim, leader du mouvement rebelle, dans la sécurisation de son régime. En plus d'avoir bénéficié de leurs soutiens lors des épisodes critiques à sa survie politique (notamment les rébellions de 2006 et 2008), certains « ont servi de renforts à l'armée tchadienne et ont été incorporés dans la garde présidentielle » (International Crisis Group 2011, 2).

Cependant, l'accord de 2009 avec Khartoum rétablira une pacification des relations entre les deux pays privant par-là même les différents groupes armés des soutiens indispensables (une base arrière et divers appuis militaires et financiers) au succès de leurs entreprises de déstabilisation des pouvoirs centraux de leurs pays respectifs.

²⁴¹ Les deux factions formeront plus tard le Front révolutionnaire uni (UFR) avant de rejoindre une nouvelle coalition le Mouvement pour la libération et la justice (LJM)

La réconciliation avec Khartoum à partir de l'été 2009 souligne le réalisme du dirigeant tchadien (...) il comprend aussi qu'une guerre larvée avec le Soudan l'épuiserait sans réellement lui permettre de gagner. De plus, faire la paix avec le Soudan a un avantage pour Déby : cela lui permet de reprendre la main en milieu Zaghawa (Marchal 2015, 42).

Outre le Soudan, le président Habré s'est illustré dans l'entretien d'alliance transnationale avec l'opposition armée d'un deuxième voisin stratégique, la Libye. Tout comme avec le Soudan, les mauvaises relations, sinon explicitement conflictuelles, avec la Libye, conduiront le président Habré à une participation active dans la constitution et le maintien d'une opposition armée à Mouammar Kadhafi. Il faut rappeler qu'Hissène Habré fut celui qui a mené les deux guerres contre la Libye (1983 et 1987) avec les soutiens américains et français (les opérations Manta et Épervier)²⁴². C'est dans ce contexte que lors de sa victoire en avril 1987, il avait fait prisonniers des combattants libyens, qu'il aidera plus tard, sous l'instigation des États-Unis, à constituer un groupe rebelle anti-Kadhafi. En effet, « en 1988, la CIA avait "retourné" des soldats libyens faits prisonniers et détenus à N'Djamena, leur proposant de les armer pour combattre Kadhafi. Ces soldats ont créé l'Armée patriotique libyenne (APL) basée au Tchad avec l'autorisation d'Hissène Habré » (International Crisis Group 2010, 9). Cette armée basée au Tchad, constitué par d'anciens militaires libyens kadhafistes, était sous le commandement de l'actuel maréchal Khalifa Haftar, d'où son appellation : la « force Haftar ». Il va sans dire qu'en aidant à la formation d'une opposition armée contre Mouammar Kadhafi, le président Habré a davantage accentué les tensions entre Tripoli et N'Djamena, en plus des frustrations politico-militaires de la défaite de 1987.

Les alliances transnationales du président Déby avec des groupes armés libyens sont, elles, identifiables après l'assassinat de Mouammar Kadhafi, en 2011. Il faut dire que bien avant, le président Déby a fait du guide libyen un allié stratégique à la fois dans sa lutte contre ses opposants armés que dans l'entretien de ses alliances transnationales, notamment avec les groupes armés soudanais. Mouammar Kadhafi deviendra « un acteur incontournable dans la lutte de Déby contre son opposition armée » (International Crisis Group 2010, 1). « The

²⁴² L'opération Manta s'est déroulée d'août 1983 à novembre 1984, tandis qu'Épervier a été lancée en 1986 avec la reprise des hostilités libyennes contre le gouvernement du président Habré. Cette dernière sera néanmoins maintenue après la défaite libyenne en 1987. Le 1^{er} août 2014, elle sera intégrée dans l'opération Barkhane au Sahel, qui suit toujours son cours.

Khadafy regime supported Deby's regime politically and with weapons and military support in difficult times (including during the February 2008 attacks) » (Hansen 2013, 589). En effet, depuis l'entrée en fonction du président Déby, « la Libye a abandonné toute revendication territoriale sur le pays et s'est transformée en parrain régional (...) » (International Crisis Group 2010, 1.)

C'est ce qui fera du président Kadhafi un allié des premières heures du président Déby. Leur alliance prendra des allures plus économique-militaires à la faveur de la crise du Darfour en 2003, et de la rupture des relations pacifiques entre Khartoum et N'Djamena (International Crisis Group 2010 ; 2011 ; Marchal 2015). « Libya has sided with Chad against its regional rival Sudan, and currently strives for influence over events in Darfur and Chad through support for the Justice and Equality Movement, or JEM, as well as certain factions of the Sudan Liberation Movement/Army, or SLM/A » (Enough Team 2009, 3). En retour, on pourra souligner l'aide militaire tchadienne au président Kadhafi lors de la crise de 2011 (Prier 2011).

Des accusations relayées du CNT par plusieurs médias ont évoqué la présence de troupes gouvernementales tchadiennes, notamment des soldats d'élites de la garde présidentielle combattant auprès des pro-kadhafistes. À partir de février 2011, de nombreux reportages télévisés ainsi que des articles de presse ont rapporté des témoignages corroborant la participation de « troupes tchadiennes » encadrant d'autres « mercenaires africains ». (International Crisis Group 2011, 6.)

Plusieurs de nos répondants ont aussi abondé dans le même sens soutenant l'idée de la présence de militaires tchadiens au côté du guide libyen²⁴³.

Cependant, les véritables alliances transnationales du président Déby en Libye sont consécutives au chaos provoqué par la chute de Mouammar Kadhafi. Face aux rivalités entre les différents groupes armés libyens pour la prise du pouvoir central, Idriss Déby était devenu un soutien du maréchal Haftar. Ce soutien résultait d'un pragmatisme fortement orienté, à certains égards, par la garantie de sa propre survie politique. Pour l'essentiel, le maréchal Haftar constituait un rempart stratégique du président Déby dans sa lutte contre les groupes rebelles tchadiens qui ont, depuis le rétablissement des relations pacifiques avec le régime soudanais et aussi le chaos libyen, migré vers la Libye. « Proche de Paris et

²⁴³ Entretiens avec des acteurs politiques et de la société civile tchadienne, N'Djamena, mai-juin 2018.

surtout allié stratégique de N'Djamena dans la région, Haftar a souvent frappé les positions des rebelles tchadiens au sud du pays » (International Crisis Group 2019).

Ne faut-il pas d'ailleurs rappeler que les deux dernières colonnes rebelles en direction de N'Djamena, en février 2019 et en avril 2021, sont parties du sud de la Libye ? Dès lors, cette alliance stratégique avec le maréchal Haftar permettait au président Déby de mieux fragiliser son opposition militaire tout en élevant le coût de toute rébellion contre son régime. Ainsi, « Déby's regime is carefully monitoring the situation in southern Libya, concerned about the possibility of a new front opening on Chad's northern border » (Tubiana et Debos 2017, 11). Dans la même veine, cet opposant tchadien affirme que « les relations d'Idriss Déby avec Haftar sont guidées par des ambitions de lutter contre les groupes rebelles tchadiens qui sont là-bas. C'est donc pour les empêcher de l'attaquer à partir de la Libye »²⁴⁴.

Lors d'une interview du 8 août 2020 sur France24 et RFI, le président Déby soutiendra son positionnement pour le général Haftar par le fait que ce dernier serait plus en lutte contre les groupes terroristes que Favez El-Sarraj, président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale de l'État de Libye. Ce dernier, selon lui, s'en servirait plutôt dans ses luttes de maintien au pouvoir en Libye.

Du reste, on retiendra qu'avec Mouammar Kadhafi, le président Déby a su renforcer ses capacités répressives et économiques au soutien de ses stratégies de luttes contre ses opposants armés ou de l'entretien d'autres alliances transnationales. Bien que suivant un de nos répondants, « Kadhafi [ait] toujours deux fers au feu »²⁴⁵, la nature de ses relations avec le président Déby a, dans une large mesure, réduit ses velléités et intérêts de soutien à son opposition politico-militaire. Avec Khalifa Haftar, l'alliance transnationale du président Déby a plutôt été un rempart contre les groupes armés tchadiens aux frontières libyennes, même si cela n'a pas empêché les entrées des colonnes rebelles de l'Union des forces de la résistance (UFR) en février 2019, et du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), en avril 2021.

²⁴⁴ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

²⁴⁵ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

Le pragmatisme du président Déby dans l'entretien d'alliances transnationales est également observable du côté de la Centrafrique. À l'égard de ce pays, le président Habré s'y est moins illustré. Sous le règne d'André Kolingba, il a en effet eu moins d'influence dans les dynamiques politiques domestiques centrafricaines. Cela s'est traduit par l'absence de toute alliance transnationale explicite avec un quelconque groupe armé centrafricain. Par contre, sous le président Déby, « les interventions tchadiennes en Centrafrique [c'était] comme prendre des billets aller-retour », nous lançait ironiquement un de nos répondants²⁴⁶. « En Centrafrique, par exemple : bien au-delà de l'hypothétique contrôle des permis de recherche pétroliers du Nord, la stabilité de ce pays et l'existence à Bangui d'un régime qui ne lui soit pas hostile ont toujours été pour N'Djamena [Idriss Déby] un impératif de sécurité nationale » (Soudan 2015). À ce titre, il a d'ailleurs été reproché au président Déby d'être un soutien officieux de la Séléka²⁴⁷. Selon Luntumbue et Massock (2014, 4), ce soutien résultait d'une volonté,

de se débarrasser de certains rebelles tchadiens, dont une partie a rejoint les rangs de la coalition centrafricaine. Ces combattants initialement stationnés au Darfour — à l'époque où Khartoum et N'Djamena s'opposaient par rébellions interposées — sont devenus encombrants, dès lors que les deux régimes se sont réconciliés.

Il convient aussi de rappeler que « c'est avec le concours d'Idriss Déby que François Bozizé est arrivé au pouvoir en 2003, de même qu'il est incontestable que la coalition hétéroclite qui a porté Michel Djotodia au pouvoir a été constituée à partir du Tchad et du Soudan »²⁴⁸ (Luntumbue et Massock 2014, 3). Marchal (2016, 11) confirme ces implications tchadiennes sous le président Déby lorsqu'il affirme que :

Chad was instrumental in organizing the coup that overthrew Ange-Felix Patassé in March 2003. It was organized by regional states and endorsed by Paris. (...) The new incumbent, General François Bozizé, was not a strong character and Idriss Déby thought he could not only be the kingmaker but also

²⁴⁶ Entretien avec un opposant politique tchadienne, N'Djamena, mai 2018.

²⁴⁷ Un groupe armé centrafricain.

²⁴⁸ Comme le souligne International Crisis Group (2006, 18-19), « les contentieux entre le Tchad d'Idriss Déby et la RCA d'Ange-Félix Patassé étaient nombreux. D'abord, ce dernier revendiquait une partie des ressources pétrolières tchadiennes en affirmant qu'elles s'étendaient sous le sol centrafricain. Idriss Déby reprochait également à son voisin de maintenir son autorité dans le nord de la RCA avec des rebelles tchadiens, notamment les bandes armées dirigées par Abdoulaye Miskine ou des FARF de Laokein Barden ».

stay as the mentor of the new regime. When François Bozizé questioned this status from 2009 onwards, relations between the two heads of State started deteriorating.

C'est cette détérioration qui le conduira à soutenir le renversement de François Bozizé au profit de Michel Djotodia. Toutefois, les ingérences tchadiennes en Centrafrique et les alliances transnationales du président Déby doivent être appréhendées sous deux principaux angles : sous le couvert des guerres *proxies* menées par la France et sous l'angle des calculs politico-militaires propres au président Déby.

Suivant cette perspective des guerres *proxies* françaises, marquées par des alliances transnationales, on peut également évoquer l'envoi des hommes d'Idriss Déby « au Congo en 1997, aux côtés des miliciens cobras de Denis Sassou Nguesso, dans le nord de la RD Congo en 2000, contre la soldatesque de Jean-Pierre Bemba et les troupes ougandaises (...) » (Soudan 2015).

In fine, sous le titre des alliances transnationales, on soutiendra que les présidents Habré et Déby s'y sont tous investis dans le sens du renforcement de leurs capacités répressives et de gestion de leur survie politique tant contre les groupes armés que contre des voisins souvent belliqueux. Toutefois, le second s'y est investi dans plus de pays, donc avec plus de groupes armés, et aura connu plus de réussite. D'une part, en gérant de manière plus pragmatique ses relations avec ses trois voisins stratégiques (Soudan, Libye et Centrafrique), des bases arrière décisives pour toute rébellion désireuse du pouvoir central à N'Djamena, le président Déby a su et pu, plus ou moins, mieux contenir ou fragiliser ses opposants politico-militaires jusqu'à son assassinat en avril 2021. D'autre part, quand il s'est s'agit de la gestion des périodes critiques à son régime, il a su entretenir et tirer profit de certaines alliances transnationales avec des groupes armés, notamment soudanais, puis libyens.

Au contraire, on pourrait défendre avec le président Habré l'idée d'une mauvaise gestion à la fois de son environnement régional et de ses alliances transnationales. Elle n'aura pas été d'un solide appui à sa survie politique.

Le président Habré entendait se débarrasser de la menace que faisait peser Déby sur son régime par une double stratégie. D'une part, il lança lui-même une série d'attaques de l'autre côté de la frontière afin de détruire les infrastructures de

Déby au Darfour. De l'autre, il distribua des armes aux populations locales de la région frontalière, en particulier aux Toubou, aux Masalit et aux Fours, les persuadant de combattre pour son compte. Sans atteindre pour autant ses objectifs (Janszky et Janszky 2007, 295).

Car, l'offensive du MPS balaiera les différents soutiens armés du président Habré jusqu'à la prise de la capitale N'Djamena sans connaître de véritables résistances. Ses mauvaises relations avec Mouammar Kadhafi et El-Béchar auront également facilité sa chute.

Khartoum wanted to deprive Sudan People's Liberation Movement/Army of facilities in Chad and to cultivate good relations with Paris. Qaddafi was concerned by plans made by the US and Hissène Habré to set up a Libyan guerilla movement led by the nowadays better-known General Khalifa Belqassin Haftar (Marchal 2016, 7).

Outre ces différences dans la gestion et la réussite des alliances transnationales entre les présidents Habré et Déby, le dernier se distingue encore plus dans la gestion des interventions politico-militaires directes en soutien aux États.

3. Les interventions militaires directes en appui aux États.

Plusieurs séquences politiques peuvent être dégagées dans le sens d'une meilleure appréhension des trajectoires interventionnistes de nos deux leaders en appui aux États. Les années 1980-2000 ont été plus marquées par les interventions militaires contre les groupes armés ou rebelles intéressés par la prise du pouvoir central. Mais depuis la décennie 2000, ces interventions sont plus orientées contre les groupes terroristes, ou jugés comme tels, qui menacent la stabilité des gouvernements centraux.

Dès lors, cette seconde séquence historique et ses dynamiques contextuelles sont à exclure dans l'analyse des investissements politico-militaires du président Habré. Une exclusion qui marque déjà une différence fondamentale avec le président Déby. Car, les enjeux de la lutte antiterroriste ont offert au président Déby une fenêtre d'opportunité lui ayant permis de renforcer sa légitimité internationale à la fois vis-à-vis du duo franco-américain et de ses pairs africains. Au niveau domestique, sa lutte antiterroriste et les succès enregistrés ont aussi été un argument, qui fut le plus souvent brandi par ses partisans, au soutien de son maintien au pouvoir. C'était d'ailleurs une des raisons de sa promotion au grade de maréchal, à l'occasion des festivités des 60 ans d'indépendance du Tchad, le 11 août 2020. Le président de l'Assemblée nationale avait en effet affirmé que « le général Idriss Déby Itno est élevé à la dignité de maréchal du Tchad pour service rendu à la Nation et les nombreuses victoires militaires remportées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ». Et le président Déby, lui-même, déclarera pour l'occasion : « c'est le mérite des faits d'arme qui me vaut cette distinction, que je dédie à tous mes frères d'armes ».

Concernant les interventions politico-militaires directes censées être partagées par nos deux leaders, notamment les contre-insurrections en appui aux États contre les groupes armés ou rebelles, le président Habré présente une ardoise plus ou moins vide. Il était plus impliqué dans des configurations politico-militaires domestiques de partage du territoire avec le GUNT (1982-1987)²⁴⁹, et de lutte contre ce dernier et ses alliés tant internes qu'externes (ici la Libye). « Le Tchad [en effet était] aux deux tiers occupé par les Libyens » (M. T. Bangoura 2005, 286). Cette configuration sera particulièrement marquée

²⁴⁹ Les forces du GUNT, soutenues par la Libye, occupaient en effet la zone de la bande d'Aouzou jusqu'au 15^e, puis le 16^e parallèle. Ce n'est que suite à la défaite libyenne de 1987 qu'on pouvait plus ou moins soutenir qu'Hissène Habré a recouvré l'essentiel de son pouvoir.

par deux guerres contre la Libye au travers des opérations françaises Manta (1983) et Épervier (1987) au côté des forces tchadiennes d'Hissène Habré. Ce n'est qu'au retrait définitif libyen vers la fin 1987, que le président aura officiellement l'exercice de ses pleins pouvoirs. Il a alors plus passé les cinq premières années de son règne à défendre l'intégrité de son territoire contre les forces d'occupations libyennes et ses alliés, notamment le GUNT de Goukouni Oueddei. « Dès sa prise de pouvoir le 7 juin 1982, Hissène Habré a fait du départ des troupes libyennes son principal objectif » (International Crisis Group 2010, 7). Mais, après la défaite libyenne de 1987 qui consacra ses pleins pouvoirs, il fera face très vite à des défections au sein de son front nationaliste et souverainiste anti-Kadhafi²⁵⁰. Il s'agit des défections précitées des Hadjarai en 1987 et des Zaghawa en 1989. Aussi, le président Habré aura-t-il été moins porté à défendre des régimes extérieurs en crise qu'à défendre son propre régime contre des opposants armés. Il aura plus servi dans la guerre de *containment* de la Libye, en ayant su vite se distinguer parmi les différents chefs nordistes intéressés par la prise du pouvoir central à N'Djamena. Face aux défaillances du président Malloum (1975-1979) et au grossissement des contestations politico-militaires, la France était alors convaincue selon Marchal (2015, 23) que « seul un président “nordiste” garantit la paix civile au Tchad (...). Un postulat qui veut que pour contrôler les combattants du nord, la seule option est d'avoir un régime tenu par un de leurs pairs ».

Par ailleurs, le contexte de la bipolarité aidant, le Tchad sous Hissène Habré servait plus de remparts contre les groupes communistes et/ou islamistes externes en direction des régimes sous influences françaises (Janszky et Janszky 2007). « Il s'agissait alors de ne pas laisser tomber l'Afrique de l'Ouest et Centrale aux mains de pouvoirs alliés à l'URSS, parmi lesquels la République islamique du colonel Khadafi » (Malafosse 2008, 25).

C'est en étant donc choisi comme la meilleure carte nordiste par la France que le président Habré bénéficiera de son appui dans sa prise du pouvoir en 1982. En retour, il a donc joué la carte française en vue de la défense de son précarré, sans pour autant s'investir dans des expéditions militaires extérieures. Mais au final,

²⁵⁰ Au sein du front, combattaient « bien évidemment les Gorane, les Zaghawa qui lui donnaient des chefs militaires importants tels que Hassan Djamous, Idriss Déby Itno, Ibrahim Mahamat Itno ainsi que les Hadjarai sous la direction d'un responsable politique talentueux, Idriss Miskine, et un certain nombre d'officiers sudistes en délicatesse avec le Général Kamougué » (International Crisis Group 2006, 360).

l'impasse politique dans laquelle Hissene Habré avait engagé le Tchad, doublé en matière économique de sa duplicité au détriment des intérêts français, et ce malgré l'engagement militaire de Paris en sa faveur, ne pouvait être contrebalancé par le seul intérêt géostratégique qu'offrait le régime de Habré perçu comme le rempart à l'expansionnisme libyen, d'autant plus que la page du conflit Est/Ouest avec l'implosion de l'empire soviétique était définitivement tournée (Saleh 2007, 136).

Ce double contexte interne et externe, ajouté à la prévalence de la « carte américaine », dont les principales raisons ont été évoquées plus haut, finiront par déconstruire le soutien français dont il bénéficiait au profit d'Idriss Déby.

Idriss Déby présentait en effet un profil plus francophile en plus d'avoir suivi ses formations dans les écoles militaires françaises, notamment l'École de guerre. C'est fort de ces atouts qu'il présente un tableau plus fourni en termes d'interventions militaires directes en appuis aux États. « N'Djamena va essentiellement s'impliquer dans le règlement de plusieurs crises ou s'efforcer d'en limiter l'ampleur » (Marchal 2015, 26). À ce titre, on compte à l'actif du président Déby plusieurs interventions au profit de certains régimes contre des groupes rebelles ou armés. On peut évoquer les deux Congo, la Centrafrique, le Togo, etc. Comme nous le fait remarquer ce journaliste tchadien :

On parle aujourd'hui de terrorisme ou de ses engagements dans la lutte contre le terrorisme, mais Déby a toujours su jouer habilement avec l'environnement international, notamment avec la France. Il l'a beaucoup aidé, bien avant, dans le jeu françafricain. Il a su se fondre dans l'environnement françafricain et a su en tirer des avantages. En sauvant le régime Patassé au début des années 1990, il a dépanné le père Eyadema, ce que peu de gens savent, en 1991, quand il faisait face à la rue, et en 1997 dans les deux Congo²⁵¹.

En plus de ces interventions militaires directes contre les groupes armés ou rebelles au profit de ces régimes établis, le président Déby, contrairement au président Habré, a également investi le champ de la lutte antiterroriste au niveau international. Face au chaos consécutif à la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, des fenêtres d'opportunités d'action et de prolifération ont été ouvertes aux groupes terroristes tout le long de l'espace sahélo-saharien. Aussi, la chute du guide libyen aura-t-elle laissé un vide considérable et provoqué une excroissance des enjeux sécuritaires : la prolifération et le trafic des armes, le

²⁵¹ Entretien avec un journaliste tchadien, N'Djamena, mai 2018.

développement des groupes armés et terroristes, l'approfondissement des instabilités politico-militaires dans l'espace sahélo-saharien. On y constate plusieurs foyers de crises à cheval entre plusieurs pays, notamment le bassin du lac Tchad (Tchad, Niger, Nigéria, Cameroun), la zone des trois frontières (Burkina Faso, Mali, Niger).

N'Djamena has sought to seize the opportunity to boost its regional influence through military interventions abroad. Indeed, a key instrument of its foreign policy has become—to cite the phrase used by one key official—armed diplomacy. “We have used our military interventions to assert ourselves internationally” (Tubiana et Debos 2017, 16).

Le président Déby « s'est employé à occuper les zones d'influence laissées en friche dans l'espace CEEAC par des États aux capacités bien plus importantes (Angola et Cameroun). Il l'a fait en projetant une certaine puissance militaire en RCA et aussi au Mali dans le cadre de l'opération Serval et des Nations unies » (Luntumbue et Massock 2014, 7).

C'est dire qu'il saura stratégiquement tirer profit de la conjoncture terroriste pour davantage s'investir à l'international au service de sa survie politique. Son volontarisme politique et la qualité de son armée lui ont permis de se positionner comme le « gendarme du sahel ». Cela le conduira sur plusieurs fronts antiterroristes au Mali et, par-delà, l'espace sahélo-saharien, mais aussi le bassin du Lac Tchad, zone d'influence de Boko Haram. « L'implication du Tchad dans la crise du Mali constitue un changement majeur vers une rhétorique officielle beaucoup plus volontariste dans le sens de l'affirmation d'un certain leadership » (Luntumbue et Massock 2014, 8).

Sa position stratégique, à la charnière des espaces géopolitiques et des systèmes de conflits (de la zone sahélo-saharienne à l'espace nilo-soudanais), sa stabilité relative — en dépit du caractère autoritaire de son régime politique —, ainsi que la qualité de ses forces armées, ont contribué à faire du Tchad, le pivot franco-américain d'une stratégie du contre-terrorisme dans la sous-région (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015).

Depuis fin 2012, Idriss Déby était devenu un acteur clé dans la lutte contre l'hydre terroriste au centre comme à l'ouest de l'Afrique. Il a, par ce fait, renforcé sa crédibilité et son « indispensabilité » à l'égard, notamment de la France, des États-Unis et d'autres puissances occidentales. « In 2014, Chad's new status of France's best ally in the Sahel

was consolidated by the decision to base the headquarters of the new French regional three thousand man-strong operation Barkhane in N'Djamena, absorbing both older Serval and Epervier operations (the latter began in 1986)» (Tubiana et Debos 2017, 17). Du côté américain, on peut ajouter que c'est le Tchad qui sert de base « for US support to Nigeria in combating Boko Haram » (Tubiana et Debos 2017, 17). Depuis 2015, il était le quartier général de la FMM (Force multinationale mixte, en anglais Multinational Joint Task Force – MNJTF)²⁵². « U.S. Army Special Forces trained Chadian military battalions, including one charged with protecting the Déby regime from a possible coup d'état. In essence, the United States helped a dictator maintain his hold on power under the guise of counterterrorism » (Schmidt 2013, 216-17). À cette fin, « The United States has largely steered clear of Chad's internal crisis, opting to focus on counterterrorism cooperation and humanitarian assistance » (Enough Team 2009, 1).

Au-delà de ses deux principaux alliés occidentaux, le président Déby était également adulé, sinon apprécié, par ses pairs africains. Il était devenu le leader le plus crédible et efficace tant dans la lutte contre Boko-Haram que contre les divers groupes et mouvements terroristes qui sévissent dans l'espace sahélo-saharien. « Dans la région, il n'y a que le Tchad qui ait une armée capable de se confronter à Boko Haram », faisait remarquer Mohammed Bazoum, actuel président nigérien, mais à l'époque ministre nigérien des Affaires étrangères, cité par Tisseron (2015, 7). Le Tchad est considéré « en dépit de la nature autoritaire de son régime, mais en raison de la qualité de ses forces armées, comme (...) la plus à même de contenir la poussée islamiste en provenance d'Afrique du Nord, vers le Sahel et l'Afrique subsaharienne » (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015, 5). En plus, les troupes tchadiennes constituent les meilleurs bataillons de la force conjointe du G5-Sahel et de la FMM.

Au Mali en 2013, « son armée a payé le plus lourd tribut en termes de pertes de vies humaines lors des opérations menées conjointement avec l'armée française, contre les

²⁵² Il y a lieu de souligner que la FMM est une ancienne force composée des troupes de cinq pays, dont le Tchad, le Nigéria, le Niger et le Cameroun et le Bénin. À la base, elle était affectée à la lutte contre le grand banditisme et la criminalité dans la région du bassin du lac Tchad. Mais avec l'émergence de Boko-Haram, elle se donnera des missions antiterroristes. Cette réorientation sera entérinée par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA en novembre 2014.

djihadistes qui occupaient les régions septentrionales du pays» (Luntumbue et Massock 2014, 5). Par ailleurs en 2015,

répondant à l'appel du président camerounais Paul Biya, les troupes tchadiennes ont franchi la frontière camerounaise le 17 janvier, pour aller combattre le groupe djihadiste nigérian dans l'extrême nord du Cameroun, contigu au territoire nigérian. Le 3 février, l'armée tchadienne entrait en territoire nigérian pour reprendre le contrôle de la ville de Gamboru, qui était aux mains de miliciens de Boko Haram depuis août 2014. Le 17 mars, à l'issue d'une offensive d'une semaine, les troupes tchadiennes et nigériennes reprennent la ville de Damasak, occupée par Boko Haram depuis novembre 2014, et située à la frontière avec le Niger. Le 31 mars 2015, au terme d'une offensive de 2 jours, les forces tchadiennes associées aux troupes nigériennes ont repris la localité nigérienne de Malam Fatori, qui était aux mains de Boko Haram depuis octobre 2014 (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015, 16).

Les troupes tchadiennes ont mené plusieurs autres opérations antiterroristes, dont « Colère de Bohama ». Lancée le 23 mars 2020 et conduite par le président Déby *himself*, « Colère de Bohama » était orientée contre les éléments de Boko Haram aux frontières tchadiennes, et a été un grand succès selon les responsables tchadiens et certains médias. « The operation, which targeted both Boko Haram and ISWA forces, officially concluded on April 9 after Chadian soldiers pursued the remaining militant contingents into Nigerian and Nigerien territory, destroyed their bases, and collected the materiel left behind » (Eizenga 2020). Au bilan, les autorités tchadiennes revendiquaient également plus de 1000 djihadistes tués contre une cinquantaine de morts du côté de l'armée.

« Colère de Bohama » aura donc permis d'éliminer d'importants éléments de la secte islamiste et débarrasser le lac Tchad de leur présence. Jusqu'à quand ? Si cette question restait posée, on peut néanmoins s'assurer que les troupes de Déby, même après sa mort, restent suffisamment alertes et engagées dans la lutte contre le terrorisme, au-delà de ses espaces de souveraineté. Cependant, le président Déby à la suite de cette opération, menée sans aucun appui des pays partenaires et membres de la CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad) et avec les énormes pertes enregistrées, avait émis, le 10 avril 2020, sa décision de ne plus être actif sur le front des opérations extérieures. « Nous nous sommes battus seuls aux confins du lac Tchad sans l'apport des pays censés nous aider. [...] Nos soldats sont morts pour le lac Tchad et pour le Sahel. À compter d'aujourd'hui, aucun soldat tchadien ne participera à une opération militaire en dehors du Tchad » (Le Point Afrique

2020). Deux jours plus tard, c'est son ministre des affaires étrangères qui rassura la Communauté internationale et les partenaires africains que la décision concerne essentiellement le lac Tchad et non le G5-Sahel, la FMM ou encore la Minusma.²⁵³

Au fil de sa gouvernance, ces différents investissements politico-militaires internationaux l'ont rendu incontournable dans la gestion de nombreux défis de sécurisation tant dans le centre que dans l'Ouest africain. Cela a contribué, suivant les cas, au rétablissement ou au renforcement de sa légitimité internationale au point d'en faire un des plus crédibles pivots sécuritaires franco-américains. En retour, ces derniers étaient disposés, plus singulièrement la France, à la garantie de sa survie au détriment de certaines considérations domestiques : la bonne gouvernance et la démocratie. D'un côté, « Paris was ready to use the fight against terrorism as an excuse to support Déby against his armed opponents » (Tubiana et Debos 2017, 18). Pour N. Powell, cité par Hansen (2017, 64) « French security policy has become dangerously dependent on Déby's continued survival ». De l'autre, « The United States has largely steered clear of Chad's internal crisis, opting to focus on counterterrorism cooperation and humanitarian assistance » (Enough Team 2009, 1). Bien que la gouvernance de Donald Trump parût marquer un certain détachement vis-à-vis d'une telle politique, de façon générale, les responsables politiques américains militaient pour un maintien, voire un renforcement, des soutiens au président Déby (Jeune Afrique et AFP 2017b).

À cela, il convient d'ajouter que « la communauté internationale a montré à de nombreuses reprises qu'elle pouvait sacrifier ses exigences d'alternance sur l'autel de la sécurité et de la stabilité dans les régions du monde qui constituent de véritables poudrières (...) » (Touré 2017). Avec une telle posture, on comprend alors que le président Déby ait fait de la lutte contre le terroriste un de ces principaux investissements politico-militaires de gestion de la « longue durée », malgré ses dérives autoritaires domestiques.

²⁵³ Toutefois, on peut souligner que les forces tchadiennes se font toujours attendre au niveau de la zone des trois frontières (Mali, Niger et Burkina). Ces forces devraient venir renforcer les rangs de la force Barkhane, et celle du G5-Sahel. Le président Déby semble poser un certain nombre de conditionnalités avant tout déploiement : une aide financière et une surveillance aérienne pour la garantie de sécurité des forces lors de leur déplacement.

Ainsi, pour davantage soutenir la réalité de cette disponibilité de l'international, à travers notamment la France, surtout, et les États-Unis à porter secours au président Déby, les lignes qui suivent nous exposent une analyse de certains épisodes critiques à sa survie.

Section II. Le président Déby et la gestion successive par l'international des menaces « irrégulières » à sa survie politique.

Drapé d'oripeaux démocratiques, le Tchad a connu depuis la prise du pouvoir d'Idriss Déby six élections présidentielles (1996, 2001, 2006, 2011, 2016 et 2021), toutes remportées par ce dernier. Si celles-ci donnaient a priori au président Déby une légitimité démocratique, elles sont davantage caractéristiques des « autoritarismes compétitifs » (Levitsky et Way 2010). Pour beaucoup en effet, la légitimité d'Idriss Déby reposait plus sur les armes que dans les urnes²⁵⁴. Une telle thèse se comprend au regard du caractère militarisé de son régime et d'une opposition armée plurielle beaucoup plus menaçante que celle politique. Cette dernière était plutôt muselée par des pratiques autoritaires de cooptation et de répression. Elle était de fait plus contrainte à faire de la figuration dans des « élections gagnées d'avance »²⁵⁵. Dès lors, on peut aisément suivre la thèse selon laquelle le président Déby doit sa longue survie politique aux armes. Mais pour la majorité de nos répondants, l'international y tient encore plus une place prépondérante.

Décidé à ne jamais céder le pouvoir par les armes, encore moins par les urnes, il se dit qu'il aurait déclaré : « il n'y aura jamais d'Idriss Déby a fui » en référence à son prédécesseur dont la fuite suite à sa débâcle du 2 décembre 1990 avait amené les Tchadiens à surnommer un marché de la capitale « Hissène a fui »²⁵⁶. Pour ce faire, le président Déby fera face avec succès à plusieurs menaces à sa survie politique. Son règne n'étant donc pas un fleuve au cours tranquille, la présente analyse abordera successivement les principales rébellions ayant atteint la capitale N'Djamena en 2006 (I) et en 2008 (II). Cependant depuis 2010, le président Déby a connu une certaine accalmie interne malgré l'irruption sporadique des tentatives de rébellions jusqu'à sa mort en avril 2021 (III).

²⁵⁴ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, Mai-juin 2018.

²⁵⁵ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, Mai-juin 2018.

²⁵⁶ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, Mai-juin 2018.

I. L'échec de la rébellion de 2006 : entre inconsistances internes et soutiens exogènes.

Il convient de souligner que la rébellion de 2006 ne constitue pas la première menace à la survie d'Idriss Déby, depuis sa prise du pouvoir en décembre 1990. Elle fait suite à certaines tentatives de coups d'État et/ou de rébellions tant de la part de ses opposants armés que de ses propres partisans, notamment ceux de la grande famille Zaghawa²⁵⁷.

L'opposition à Idriss Deby est ancienne. Elle s'est construite sur des critiques contradictoires de son comportement public et privé. Son reniement de la promesse faite en 2001, aux termes d'élections proprement calamiteuses, de ne pas se représenter a été un facteur majeur dans une sorte de prise de conscience que Deby ne partira du pouvoir que comme il est arrivé, c'est-à-dire par les armes (Saleh 2007, 137-38).

À cela, la gestion clanique et autoritaire du président Déby a fait le lit des multiples griefs contre son régime. Toute chose qui a, semble-t-il, au fil des années, renforcé et légitimé les différents mouvements de protestations, de rejets ou de déstabilisation de celui-ci.

Cependant, pour ce qui est particulièrement de la rébellion de 2006, une meilleure appréhension des dynamiques à sa base nous invite à remonter au début des années 2000 pour y voir une conjonction de facteurs à la fois internes et externes.

Au niveau interne, deux principaux facteurs sous-tendent l'occurrence de la rébellion de 2006 : le reniement par le président Déby de sa promesse de céder le pouvoir en 2006 et le démarrage des activités d'exploitation du gisement pétrolier de Doba. « In order to contain international criticisms and build confidence with donors (...) after the electoral fraud in 2001 (...), Idriss Déby announced that he would stick to the Constitution and leave the presidency at the end of his second mandate in 2006 » (Marchal 2016, 4). Mais, « In 2003, several clues showed that Idriss Déby was not anymore willing to keep his words about respecting the Constitution » (Marchal 2016, 5). À ce sujet, on peut évoquer l'officialisation de la levée du verrou de la limitation des mandats présidentiels à l'occasion du Congrès du MPS en 2003 ; l'implication dans le changement de régime en Centrafrique, la pression de ses affidés et autres clients politiques de le voir continuer son règne, gage de préservation de leurs intérêts respectifs, etc. S'appropriant tout cela, le président Déby

²⁵⁷ On peut citer, la tentative de coup d'État de mai 2004 et la rébellion du RDL de Mahamat Nour en août 2005.

affichera sans détours sa volonté de poursuivre au détriment de certains de ses alliés politiques qui entrevoyaient une fenêtre d'opportunité dans sa succession au pouvoir. Cela provoquera « une rupture avec les frères Erdimi, qui se voyaient comme ses successeurs “naturels”. Il en a résulté d'importantes défections d'officiers de la garde présidentielle et de hauts cadres de l'administration et la formation de rébellions au Soudan » (International Crisis Group 2019). De toute évidence, la plus importante défection fut celle des jumeaux Erdimi.

« Cette rupture est importante, car Tom et Timan Erdimi connaissent tous les rouages du système Déby, et ont joué un rôle important dans les purges et les promotions, mais aussi dans les détournements. Ils vont attirer dans leur sillage de nombreux Zaghawa hostiles à Déby ou désireux de parier sur eux » (Marchal 2015, 36).

Par ailleurs, à ces différentes défections venant gonfler le rang des opposants militaires à Idriss Déby, la quasi-totalité de l'opposition politique tchadienne s'est également constitué un front de refus à la modification constitutionnelle. « En réponse à la décision de Déby (...), l'opposition politique a choisi en 2002 de se constituer en une Coordination pour la défense de la constitution (CPDC), prônant le boycottage de toutes les consultations électorales organisées par le régime » (International Crisis Group 2008, 9). Entre mobilisations et protestations populaires, les tentatives de coup d'État de la part de certains officiers de la garde présidentielle, ou encore de rébellions de la part des groupes armés, le front anti-référendum n'aura pas eu raison des prétentions et ambitions de continuité du président Déby. Car, « In 2004, the Constitution was changed through a referendum that was seen by many as a scam » (Marchal 2016, 5).

Le président Déby ayant réussi à légaliser sa modification constitutionnelle, avec les défections observées dans ses propres rangs, procédera subséquemment à la dissolution de sa garde présidentielle en 2005. En lieu et place, il mettra en œuvre une nouvelle force d'élite, la DGSSIE. L'objectif de la création de cette nouvelle unité était donc de refonder sa garde rapprochée autour d'éléments beaucoup plus loyaux, fidèles, et fortement outillés pour répondre ou contrer toute nouvelle tentative de déstabilisation de son pouvoir²⁵⁸. Parallèlement à cela, on observait du côté de l'opposition armée, une multiplication des

²⁵⁸ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

groupes rebelles. En l'occurrence, des mouvements comme le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), en août 2005, le Socle pour le changement, l'unité et la démocratie (SCUD), en octobre 2005, verront le jour. À ceux-ci, six autres groupes formeront plus tard, soit officiellement le 28 décembre 2005, le FUC-D (Forces unies pour le changement-Démocratique) qui lancera les raids des 12, 13 et 14 avril 2006 sur N'Djamena, sous la direction de Mahamat Nour Abdelkerim.

Un autre facteur interne sous-tendant la rébellion de 2006 serait lié au lancement des travaux d'exploitation du pétrole en 2003. « The year 2003 should have inaugurated a new page in Chad's history as oil revenues, for the first time, poured into state coffers. » (Marchal 2016, 2). Dès lors, les enjeux autour de l'exploitation de l'oléoduc Doba-Kribi amplifieront les tensions de successions pour ouvrir un nouveau cycle de violence de la part de rébellions armées sanctuarisées au Soudan (International Crisis Group 2009b ; Marchal 2015). Du côté du président Déby, « l'embellie financière » qu'augurait la manne pétrolière venait également aiguïser ses appétits du pouvoir et de continuité. Elle constituait sans nul doute une nouvelle opportunité et source d'enrichissement, à laquelle il ne fallait absolument pas renoncer avec le respect de la limitation constitutionnelle des mandats. « La décision de Déby de modifier la constitution et de poursuivre son règne en 2004 était aussi liée à sa volonté de s'accaparer les ressources pétrolières avec son clan »²⁵⁹.

Certes, à la base, l'accord d'exploitation conclu avec la Banque mondiale affectait 80 % des recettes pétrolières aux secteurs sociaux prioritaires, tels que l'éducation, la santé, les infrastructures de base, et 10 % aux générations futures. Mais, on le comprendra plus tard en 2006, cette nouvelle manne pétrolière était autrement perçue par le régime. Elle représentait pour le président Déby un véritable moyen de renforcement de ses *threat and economic capacity* (Boulding 1992) au soutien de ses stratégies de cooptation et aussi de *coup-proofing*²⁶⁰.

²⁵⁹ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

²⁶⁰ « La remise en cause du système initial de gestion des revenus pétroliers s'est concrétisée par la signature le 1er janvier 2006 d'un amendement à la loi n° 001/PR/1999. La nouvelle loi n° 002/PR/2006 annula le versement des 10 pour cent des revenus pétroliers destinés aux générations futures dans un compte d'épargne ouvert dans une institution financière internationale. Désormais ces fonds sont ajoutés aux 90 pour cent destinés aux secteurs prioritaires, ce qui signifie que l'État tchadien récupère l'intégralité des revenus pétroliers directs. En outre, la liste des secteurs prioritaires a été modifiée, l'énergie, la justice, la sécurité et l'administration territoriale venant s'ajouter aux secteurs sociaux » (International Crisis Group 2009b, 8).

De plus en plus fragilisé par le grossissement continu de son opposition armée appuyée par le Soudan, « Déby a décidé, en janvier 2006, de modifier le système initial de gestion des revenus pétroliers afin de disposer de plus de fonds pour acheter des armes et consolider son régime » (International Crisis Group 2009b, 1). La manne pétrolière sera également utilisée « pour financer les guerres (d'abord contre la rébellion tchadienne, désormais contre les groupes armés dans la région) » (Debos et Powell 2017, 263). Vis-à-vis de ses opposants armés et politiques, les revenus pétroliers donneront « au président Idriss Déby les moyens de rejeter tout dialogue politique véritable, et de répondre aux menaces de renversement venues du Soudan par le surarmement » (International Crisis Group 2009b, 1). Certains de ses propres partisans en ont aussi fait les frais en se voyant écartés du pouvoir et dépouillés de toute possibilité d'action, d'où les multiples défections susmentionnées.

Somme toute, le Tchad devenu pétrolier en 2003 a été affecté par le « syndrome de la malédiction des ressources naturelles » (Sachs et Warner 1995 ; Ross 1999 ; Jensen et Wantchekon 2004). Cela entrainera un verrouillage des espaces politiques et du champ des possibles, ainsi qu'une radicalisation des antagonismes politico-militaires. On peut en effet soutenir que « depuis 2003, l'exploitation du pétrole a contribué lourdement à la détérioration de la gouvernance interne au Tchad, menant à une succession de crises politiques et de rébellions » (International Crisis Group 2009b, 1), dont celle de 2006.

Au chapitre des facteurs externes à l'origine de cette rébellion, on retient de toute évidence la crise au Darfour. Certes, elle a éclaté en 2003, mais c'est dans les années 2005 qu'elle prendra un tournant décisif avec la rupture des relations pacifiques entre les régimes de Déby et Béchir, quand ceux-ci décident chacun de soutenir les rébellions respectives de l'un contre l'autre. « Avant 2005, Déby était un allié fidèle du régime soudanais. Il a toujours refusé d'apporter de l'aide aux rebelles soudanais, qu'ils soient du Darfour ou du Sud-Soudan » (Tubiana 2011, 11). Cependant, face aux reproches d'une partie des Zaghawa « de ne pas soutenir suffisamment les “frères” Kobé soudanais, qui l'avaient appuyé seize ans plus tôt dans sa prise de pouvoir » (Mascre 2012, 16), le président Déby se verra contraint d'apporter son aide à certains groupes rebelles soudanais impliqués dans la crise au Darfour. Il s'est agi essentiellement du SLA et du JEM. Aussi, s'est-il aligné derrière certains membres clés de son entourage qui avaient déjà apporté leurs aides à ces

groupes dès la genèse de la crise en février 2003 (Mascreé 2012). « In July 2005, Idriss Déby crossed the red line and changed the de facto informal support into a more official endorsement of the Darfur insurgents beyond the diplomatic niceties that were still exchanged between the two capital cities » (Marchal 2016, 7).

Cependant,

le véritable tournant des relations bilatérales a eu lieu en décembre 2005 lorsqu'une force rebelle tchadienne, arrivant du Darfour Ouest voisin et pleinement soutenue par le gouvernement soudanais, a attaqué la ville tchadienne d'Adré, non loin de la frontière. En réponse, Déby a accru son soutien aux rebelles du Darfour et s'est impliqué personnellement dans cette politique (Tubiana 2011, 17-18).

C'est dans la même veine que s'inscrit Hansen (2013, 588) lorsqu'il affirme que « Deby contributed to the intensified turmoil in Darfur from 2005 to 2010 by financing and arming the Darfur-based rebel movement Justice and Equality Movement ». En plus, le territoire tchadien servira de base arrière aux groupes rebelles de la SLA et du JEM. Conséquemment, ils bénéficieront du ralliement de certains rebelles tchadiens pour renforcer leurs rangs respectifs. « Le Soudan était alors convaincu que le soutien du Tchad durerait aussi longtemps qu'Idriss Déby resterait au pouvoir, une certitude qui a conduit les autorités soudanaises [à leur tour], à soutenir les rebelles tchadiens dans leurs efforts pour le destituer » (Tubiana 2011, 7).

De l'exposé des dynamiques sociopolitiques à l'origine de cette rébellion, on retient donc deux facteurs internes (la levée du verrou constitutionnel et les enjeux de l'exploitation des ressources pétrolières) et un facteur externe (la crise au Darfour et « les guerres par procuration » qu'elle a engendrées).

En réalité ce raid du capitaine Mahamat Nour²⁶¹ fait suite à l'échec d'une première offensive sur la ville d'Adré, le 18 décembre 2005, sous le couvert du Rassemblement pour la démocratie et les libertés (RDL), un mouvement à l'époque composé essentiellement de

²⁶¹ « Mahamat Nour surnommé Abtantama, "le bègue", à cause d'un défaut d'élocution-est le fils d'un chef traditionnel Tama : les Tama sont une ethnie non arabe disposant d'un sultanat dans la région de Guéréda, au nord d'Abéché, et dans plusieurs petites communautés dispersées au Darfour » (Tubiana 2008, 35).

Tama (Tubiana 2008). C'est suite à cela qu'il prendra la tête de la coalition du FUCD²⁶², et bénéficiera du soutien des autorités de Khartoum pour mener les raids des 12, 13 et 14 avril 2006. Contrairement à la première offensive, limitée à Adré, celle-là atteindra très rapidement les faubourgs de N'Djamena, sans toutefois connaître un meilleur sort. Avec environ 1200 éléments sur un effectif estimé à 7000 prenant d'assaut la capitale et 70 véhicules, elle se soldera par une défaite grâce à l'intervention décisive de la France au profit des forces du président Déby (Mbainissem 2006a ; Tubiana 2008 ; International Crisis Group 2008 ; Marchal 2015). Beaucoup de combattants du FUCD, autour de 600, seront faits prisonniers. On notera également de grosses saisies de véhicules et d'armes parmi lesquelles, les lance-roquettes RPG et les canons sans recul (B-10 chinois ou SPG-9 russes). Il y a lieu de souligner que ces armes « confisquées en avril 2006, comme celles saisies à Adré en décembre 2005 [seront] redistribuées aux rebelles du Darfour par le gouvernement tchadien » (Tubiana 2008, 40). Une source proche d'Idriss Déby, citée par Tubiana (2008, 40), confirmera ce « retour à l'envoyeur ».

Face à un tel dénouement de la première et décisive rébellion à l'encontre du régime de Déby, il y a lieu d'en questionner les fondements, à travers les facteurs ou les acteurs à l'œuvre ?

Pour y répondre, deux dimensions sont à appréhender : l'interne et l'externe. Cependant, au regard de la lecture qu'en font la majorité de nos répondants, la seconde apparaît la plus déterminante. Au plan interne, il y a une sorte de consensus justifiant en partie la défaite du FUCD par un manque d'organisation et de préparation, notamment dans les combats en zone urbaine. Les hommes de Mahamat Nour s'étaient en effet limités dans les faubourgs de N'Djamena. Ils n'ont pas pu véritablement pénétrer la ville face aux frappes des hélicoptères des forces gouvernementales aidées par la France. « Les premiers éléments qui sont rentrés dans la ville se sont retrouvés coincés à l'entrée Est. Ils ne savaient pas où

²⁶² La coalition du FUCD comportait une variété de groupes rebelles ou de dissidents de certains groupes. On note, entre autres, le RDL, groupe dominant, le SCUD, des dissidents arabes du CDR, le CNT (Concorde nationale du Tchad). Mais la coalition comportait également un nombre élevé de combattants soudanais, et quelques éléments centrafricains. En effet, « près de 60 % des rebelles FUC capturés par les forces tchadiennes à la suite de l'offensive ratée sur N'Djamena le 13 avril 2006 étaient soudanais » (Tubiana 2008, 38).

aller, car ils ont été pris en sandwich par les forces gouvernementales. Du coup, la rébellion n'a pu avancer»²⁶³, nous confiait un acteur de la société civile tchadienne. D'autres répondants mettent également l'accent sur la méconnaissance de la ville par les troupes rebelles. Comme une anecdote confirmant cela, cet enseignant-chercheur tchadien nous raconte qu'« ils ont pris le palais du 15 janvier comme étant la présidence, et ils ont tiré sur le palais alors que la présidence était ailleurs. Quand on les a mis en débandade, ils ne savaient plus où aller (...)»²⁶⁴.

L'impréparation et l'inorganisation de la coalition du FUCD, en grande partie dominée par les éléments du RDL de Mahamat Nour, se comprennent par la rapidité de l'offensive à la suite d'un premier échec, en décembre de 2005, qui s'était limitée à Adré. Certains reprochent même à Mahamat Nour d'avoir plus ou moins fait cavalier seul sous le couvert du FUCD en avril 2006²⁶⁵. On comprend avec ce journaliste tchadien que « la rébellion de 2006 a échoué par le fait que le groupe qui a foncé sur N'Djamena avait une très faible organisation interne. Il était aussi isolé en termes de connexion avec la communauté internationale. Il n'avait pas d'aile politique, ni un vrai leader qui devait servir comme interlocuteur ».

Outre ce facteur interne, d'autres facteurs externes sont à l'œuvre dans la survie du président Déby face à la rébellion de 2006. Beaucoup d'acteurs soulignent l'appui décisif des forces françaises²⁶⁶. Pour Mbainissem (2006, 364), l'offensive du 13 avril a été stoppée « grâce à l'appui logistique et l'engagement dans les combats des forces françaises stationnées au Tchad ». La France est intervenue selon lui « pour sauver le brave soldat Déby en dehors de tout cadre juridique »²⁶⁷. Debois et Powell (2017, 254) affirment, eux, que l'armée française ne serait pas intervenue directement, mais aurait joué « un rôle clé en fournissant du renseignement (grâce à des « vols de surveillance »). Néanmoins, ils soulignent qu'un Mirage français a lancé un coup de semonce à l'approche de la colonne rebelle sur N'Djamena. Ce fait est également évoqué par un opposant tchadien qui parle

²⁶³ Entretien avec un acteur associatif tchadien, N'Djamena, mai 2018.

²⁶⁴ Entretiens avec un enseignant-chercheur tchadien, N'Djamena, mai-juin 2018.

²⁶⁵ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

²⁶⁶ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

²⁶⁷ L'accord de coopération liant les deux pays « dispose en son article 4 que les personnels militaires français mis à la disposition de l'armée pour former et entraîner les hommes "ne peuvent, en aucun cas, participer directement à l'exécution d'opérations de guerre, ni au maintien ou au rétablissement de l'ordre ou de la légalité".

plutôt de plusieurs tirs de semonce visant à dissuader les colonnes rebelles à poursuivre leur offensive sur N'Djamena. En France, le tir a été justifié par Michèle Alliot-Marie, à l'époque ministre de la défense, « par la nécessité de signaler la présence des troupes françaises au cas où les rebelles manifesteraient des intentions agressives » (Debos et Powell 2017, 254).

De toute évidence, cette justification ne passe pas bien du côté des opposants à la fois militaires et politiques du président Déby. Nombreux sont nos répondants qui soutiennent la thèse d'un réel soutien armé de la France en faveur d'Idriss Déby. « Ce sont les avions français qui ont bombardé les colonnes rebelles »²⁶⁸, nous confiait un répondant. Pour Saleh (2007, 138), « Deby a sauvé son siège présidentiel grâce à l'intervention militaire française dont la légalité est très contestable ». C'est dans le même sens que s'inscrit Marchal (2015, 38), lorsqu'il soutient que l'offensive rebelle a tourné court « grâce à l'intervention d'avions de chasse français (...) ». Et selon lui, « il est clair que le dispositif militaire français est (...) en alerte et que l'appui au régime va bien au-delà des accords de coopération militaire dont on trouve mention sur le site du quai d'Orsay, sauf à penser qu'il existe des clauses restées secrètes ». L'International Crisis Group (2006, i) soutient également que « le succès de la contre-offensive de l'armée tchadienne était dû pour une part non négligeable à l'aide cruciale en logistique et renseignements que lui fournirent ses alliés français du dispositif Épervier ». Des avions de chasse Mirage français, en effet, avaient survolé et menacé des colonnes rebelles en route vers la capitale N'Djamena (International Crisis Group 2008, 20).

En plus de la France, un autre acteur externe cité dans la contre-offensive contre la rébellion du FUCD est le JEM. Pour Tubiana (2008), parallèlement à l'appui français, le JEM a aidé les hommes de Déby à repousser les forces rebelles de la ville d'Adré. « Si l'offensive sur Adré en avril 2006 a échoué, c'est en partie grâce au JEM qui est parvenu à mobiliser sept véhicules (avec environ une centaine de véhicules aux côtés de l'armée tchadienne) » (Tubiana 2008, 35). On se rappellera qu'à l'intensification des tensions entre Khartoum et N'Djamena, Idriss Déby s'était finalement décidé à soutenir des groupes rebelles soudanais, dont le JEM et le SLA. Une condition qui semblait sous-tendre ce parrainage était que ces groupes puissent l'aider à combattre les rebelles tchadiens au sein même du

²⁶⁸ Entretien avec un acteur associatif tchadien, N'Djamena, mai 2018.

Tchad (Tubiana 2008). On dira alors, avec cet appui du JEM dans la contre-offensive, que l'alliance transnationale aura porté ses fruits contre la coalition rebelle du FUCD.

De l'exposé des dynamiques à l'œuvre dans le dénouement de la rébellion de 2006, on retient donc que la victoire d'Idriss Déby est la résultante d'une combinaison de trois principaux facteurs : l'impréparation et l'inorganisation du FUCD, le soutien décisif de la France et l'appui du JEM et du SLA.

Suivant notre modèle d'analyse, cet exposé révèle une certaine suppléance des stratégies domestiques de résistance et/ou de riposte à la rébellion par l'international. Il met de ce fait en exergue un impact direct de l'international au regard des interventions directes et plurielles de la France, principalement, et du JEM, secondairement. Le récit du dénouement de la rébellion met aussi en relief, le mécanisme du renforcement des stratégies domestiques de survie politique, un impact indirect, à travers les soutiens français en logistiques et renseignements, ainsi que l'évocation de quelques soutiens libyens en matériels militaires.

Du reste, on retiendra qu'il ressort assez clairement que sur le fondement de ces investissements politico-militaires à l'international, le président Déby aura bénéficié en retour des soutiens décisifs de certains alliés (la France et le JEM) pour bien se sortir de cette menace à sa survie politique. Bien que l'impréparation et l'inorganisation des rebelles les ont empêchés de prendre d'assaut la ville de N'Djamena, voire le palais présidentiel, leur retrait et défaite ont davantage été favorisés par l'intervention décisive des forces françaises de l'opération Épervier. Entre appuis dans les renseignements, la logistique et la participation d'avions de chasse, rythmée par des coups de semonce et/ou de véritables tirs, la France aura été d'une aide décisive au président Déby et ses hommes pour défaire les rebelles du FUCD. Cela confirme notre *sous-mécanisme opérationnel 1* mettant en évidence qu'à l'occurrence d'une menace (ici la rébellion de 2006), le leader (Idriss Déby) pourrait bénéficier d'interventions militaires extérieures décisives, au sol ou dans les airs (France et le JEM). Par ailleurs, le *sous-mécanisme opérationnel 3* se trouve également confirmé à travers les appuis décisifs de la France dans la surveillance, le renseignement et la logistique, ainsi que les aides militaires libyennes.

Bien qu'ayant défait cette rébellion de 2006 et sauvé son régime, grâce à des soutiens extérieurs, le temps d'un court répit, le président Déby fera de nouveau face à une autre rébellion encore plus décisive en février 2008.

II. La rébellion de 2008 : entre l'encerclement du palais présidentiel et l'intervention décisive d'acteurs extérieurs.

La rébellion de 2008 se présente comme une suite de celle de 2006, en ce sens qu'elle se fonde quasiment sur les mêmes griefs à l'encontre du président Déby et sa gouvernance jugée autoritaire et clanique. Qui plus est, la victoire du président Déby sur les forces du FUCD n'avait pas mis fin à la persistance des groupes armés. Certes, le FUCD s'est dissout avec l'accord de paix négocié par son leader, Mahamat Nour²⁶⁹, mais certains groupes se sont maintenus ou ont été créés, et d'autres coalitions se sont formées. En effet, la rébellion de 2008 qui s'est déroulée dans ses phases offensives entre le 28 janvier et le 3 février est l'œuvre d'une coalition de groupes rebelles : l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD) de Mahamat Nouri, son aile arabe l'UFDD-Fondamentale avec Abdelwahid Aboud Makayee et le Rassemblement pour les forces du changement (RFC) de Timan Erdimi. De toutes les rébellions ayant sévi le Tchad sous Idriss Déby, elle fut de loin la plus décisive, avant que celle de 2021 n'ait entraîné sa mort, loin de N'Djamena. La rébellion de 2008 a en effet enregistré une progression rapide vers N'Djamena sans une véritable résistance. « They had driven from Eastern Sudan, crossing the Chadian frontier on 28 January in a column of 250–300 vehicles, each carrying between 10 and 15 men » (Hansen 2013, 584). La seule et véritable résistance posée dans la ville de Massaguett, à 80 km de la capitale, s'est dénouée par une cuisante défaite de l'armée tchadienne. « Les combattants de l'ethnie présidentielle zaghawa font défection, le chef d'état-major [le général Daoud Soumaïn] est tué et le président Déby contraint de regagner N'Djamena » (d'Ersu et Ploquin 2008).

Le film des faits se présente comme suit :

²⁶⁹ Pour rappel, en échange de l'accord de paix signé, Mahamat Nour était devenu ministre de la Défense. Mais ce ralliement à Idriss Déby tournera vite court quand il fut soupçonné par le régime d'être toujours en lien avec les rebelles et intéressé par la prise du pouvoir. « Après avoir échappé de peu à une tentative d'empoisonnement fin 2007, il se réfugie à l'ambassade de la Libye dans la confusion de février 2008 et finit par quitter le pays » (Marchal 2015, 36).

Parti à l'aube avec 250 véhicules, le « comchef » Déby Itno tente de détruire une colonne rebelle au nord de Massaguet. La première bataille tourne à son avantage. (...) Mais, en retournant vers le sud, il tombe nez à nez avec une seconde colonne rebelle. Les combats sont très rapprochés. Le chef d'état-major, le général Daoud Soumaïn, est tué. Déby Itno tente des manœuvres d'évitement, mais, à chaque fois, il se heurte à une nouvelle force rebelle. Comme si ses adversaires connaissaient tous ses déplacements. En fin de matinée, la situation devient critique. Sa garde rapprochée et son véhicule radio sont menacés. Son opérateur radio est tué. Il s'aperçoit alors que quelqu'un a indiqué aux rebelles la fréquence sur laquelle il communique avec ses troupes. Trahison (Boisbouvier 2008).

Ainsi, poursuivant leur avancée sur N'Djamena, les colonnes rebelles se scinderont en deux :

Une première colonne a emprunté l'avenue Mobutu²⁷⁰ où elle a été stoppée au niveau du rond-point de l'Union par les tirs des chars postés devant la présidence qui se trouvait à trois kilomètres de là. La deuxième colonne a traversé la longue avenue du 10 octobre pour prendre tous les quartiers Est de la ville. Cette colonne n'a pu progresser vers la place de l'Indépendance en raison des tirs nourris des blindés de la garde présidentielle (International Crisis Group 2008, 17).

L'aéroport, sous contrôle français, devient alors un enjeu stratégique. Dans la matinée, les rebelles se fâchent. Ils menacent de tirer sur la piste si les hélicoptères de Déby Itno continuent de l'utiliser. Les Français ne cèdent pas et font décoller leurs six avions de chasse pour les protéger d'un bombardement éventuel. À l'hôpital, le verrou de l'ANT tient bon. En début d'après-midi, les rebelles décrochent (...) En fait, les rebelles ont cru que l'essentiel des combats se déroulerait en terrain découvert, en brousse ou aux portes de N'Djamena, comme en 2006. Ils ne s'attendaient pas à une bataille en pleine ville, là où un char peut prendre une avenue en enfilade sans que les pick-up ne puissent l'attaquer par les côtés ou par-derrière. Manque d'imagination ? Peut-être Nouri, Erdimi et Aboud Mackaye ont-ils cru qu'il suffisait que leurs combattants entrent en ville pour que Déby Itno s'enfuit. Ils sont tombés sur un adversaire coriace (Boisbouvier 2008).

Ainsi résumé le déroulé de la rébellion et son assaut rapide sur N'Djamena, quels sont les facteurs qui ont sous-tendu la résistance victorieuse du président Déby ?

Un constat qui s'impose en effet suite à cette péripétie politico-militaire est l'échec encore une fois des troupes rebelles. Les fondements de ce second échec sont également à voir

²⁷⁰ Cette avenue est l'une des principales avenues qui mènent directement à la présidence de la République tchadienne.

dans une conjonction de facteurs à la fois internes et externes. Cependant, force est de reconnaître que ceux externes y ont eu un impact, encore une fois, fort déterminant.

Au titre des facteurs internes, la principale raison invoquée par beaucoup de nos répondants, est la désunion des groupes rebelles une fois arrivés aux portes de N'Djamena²⁷¹. Le porte-parole de la coalition rebelle à l'époque, Abderrahmane Koulamalah avait lui-même reconnu, sur les antennes de la RFI, le 21 mars 2008, qu'ils avaient commis une « erreur historique » en n'ayant pas pu s'accorder sur la direction du mouvement et le futur gouvernement à créer avant de lancer leur offensive. En effet, une fois aux portes de N'Djamena, il s'était posé la question de la répartition des postes dont la présidence de la république et certains ministères clés. Il semblerait que l'accord trouvé donnait la présidence à Mahamat Nouri de l'UFDD, les ministères de la défense et de l'intérieur à l'UFDD-F, ceux des finances et des infrastructures au RFC (Tubiana 2011). L'opposition politique non armée n'était pas en reste, en ce sens que les groupes rebelles, pour s'assurer une certaine légitimité au double plan national et international, lui avaient aussi réservé quelques portefeuilles ministériels.

Cependant, face au rejet de cet accord par Mahamat Nouri et ses éléments, ceux de l'UFDD-F et du RFC se désolidariseront de la rébellion en abandonnant les combats contre les forces gouvernementales. Fort logiquement cela amenuisera la rébellion. Il faut dire que la désunion au sein de la coalition des forces rebelles allait au-delà des considérations de postes politiques pour intégrer celles des clivages ethniques entre des Goranes revanchards représentés par Mahamat Nouri, et des Zaghawa, certes prêts à faire chuter Déby, mais à ne pas perdre le pouvoir. Ces clivages politico-ethniques priveront la rébellion d'une figure principale et consensuelle devant succéder au président Déby; et sur laquelle potentiellement certains acteurs internes et externes clés pourraient miser. En l'absence d'une telle figure, les partenaires extérieurs, notamment la France aurait décidé de pleinement soutenir Déby. « On préfère un diable qu'on connaît à un ange qu'on ignore »²⁷², comme nous indiquait un opposant politique tchadien pour expliquer en partie les soutiens extérieurs au président Déby. Qui plus est, « le Sahel est en proie à des maux que ne réglera pas l'angélisme de la limitation du nombre de mandats, mais que peut

²⁷¹ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

²⁷² Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

combattre un homme d'État volontaire, au franc-parler bien connu [Idriss Déby] » (Touré 2017).

S'il est vrai que la désunion des forces rebelles, et l'amenuisement consécutif de leurs puissances de feu constituent une variable explicative de leur défaite, la victoire du président Déby s'est encore fondée sur une articulation de plusieurs variables exogènes. À ce titre, on note trois soutiens militaires extérieurs qui ont été déterminants au dénouement heureux de la rébellion de 2008 et à la survie du président Déby. Ce sont les soutiens venant de la France, de la Libye et de certains groupes rebelles soudanais (le JEM et le SLA-Unity).

Du côté de la France, les soutiens ont été de divers ordres au gré des dynamiques évolutives de l'attaque rebelle. Avec des soutiens diplomatiques, politiques et militaires, elle a activé plusieurs leviers afin de venir en aide au « soldat Déby ». Au niveau diplomatique et dans les premières heures de l'attaque rebelle, elle avait soumis une proposition auprès du Conseil de sécurité de l'ONU l'amenant à condamner l'attaque rebelle et à inviter « les États membres à apporter leur soutien au gouvernement du Tchad, ainsi qu'il l'a demandé et en conformité avec la Charte des Nations unies ».

Au niveau militaire, « l'attaché de Défense de l'ambassade de France à N'Djamena s'est fortement impliqué, comme il l'avait déjà fait en 2006, dans l'organisation de la défense de la présidence tchadienne et de la capitale. Ses efforts lui ont valu le surnom de “véritable chef d'État-major” de l'armée tchadienne » (Tubiana 2011, 19). En effet, la France a aidé le régime de Déby tant dans la fourniture de renseignements stratégiques sur les positions et l'avancement des groupes rebelles que dans la fourniture de matériels militaires (d'Ersu et Ploquin 2008 ; International Crisis Group 2008 ; Marchal 2016). La fourniture des renseignements s'est faite au travers des satellites français de l'opération Épervier ainsi que de ses avions (Mirage F1 et Breguet-Atlantique). Quant aux minutions, elles ont été fournies aux forces tchadiennes pour ses chars T-55, en passant par la Libye de Mouammar Kadhafi. Cela s'est opéré via l'aéroport Hassan-Djamous qui était sous supervision française. « Indispensable à l'évacuation, cet aéroport aura aussi un rôle stratégique dans les combats, puisqu'il permettra le décollage des hélicoptères d'attaque tchadiens, pilotés par des mercenaires » (d'Ersu et Ploquin 2008). S'inscrivant dans le même sens, Zecchini (2008) soutient qu'« en “sanctuarisant” l'aéroport de la capitale, Paris a permis à l'aviation

tchadienne de pilonner les rebelles et d'être ravitaillée par la Libye ». Pour Abderaman Koulamallah, le porte-parole de la rébellion, la France les « a bernés en gagnant du temps au palais présidentiel puis à l'aéroport de N'Djamena ». Profitant du rapatriement de ses ressortissants, entre Libreville et N'Djamena, en accord avec les troupes rebelles, des avions français « auraient acheminé des munitions à l'armée de Déby via la Libye » (International Crisis Group 2008, 20). En l'occurrence,

« un avion de transport français C-160 Transall a effectué une rotation sur Tripoli pour aller chercher des obus équipant les quelque 12 chars T-55 de l'armée tchadienne, alors que l'aviation libyenne effectuait deux autres rotations sur N'Djamena pour livrer des munitions et des pièces de rechange pour hélicoptères » (Zecchini 2008).

À cette fin, « les troupes françaises ont ouvert le feu à plusieurs reprises pour défendre l'aéroport de la capitale, et une fois au moins, le 3 février, un char français léger Sagaie a tiré trois obus sur les assaillants » (Zecchini 2008). Pour Marchal (2013, 216), elles auront contribué « de manière essentielle à la sanctuarisation de la présidence tchadienne et à la contre-offensive le dimanche 3 février ». Toujours selon Marchal (2013, 216), le soutien français s'est prolongé au-delà de la rébellion, en prenant « la forme de l'opération Eufor Tchad/RCA dont le seul véritable acquis aura été de donner à Idriss Déby le temps d'acheter de l'armement grâce aux revenus pétroliers et de former les hommes pour obtenir une suprématie militaire contre ses rebelles ». En effet, « military expenditures of Chad surged by 663 percent, between 2000 and 2009 » (Marchal 2016, 8). On comprend alors pourquoi les rebelles tchadiens, malgré la défaite, s'étaient « opposés à l'EUFOR, qu'ils ont vue comme une force française dirigée contre eux, mais ont soutenu la MINURCAT²⁷³, qu'ils ne voyaient pas comme une menace » (Tubiana 2011, 54).

Par-delà, il y a lieu de rappeler que face à l'avancée rapide des forces rebelles et leur encerclement du palais présidentiel, la France avait eu à proposer au président Déby de l'exfiltrer. Contrairement à Blaise Compaoré qui a accepté cette option en octobre 2014, il

²⁷³ Il faut dire que la MINURCAT (Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad) qui était une mission de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU était plus vue par les rebelles comme plus ou moins neutre et non comme une extension de la politique française d'appui au régime de Déby à travers l'EUFOR. Cette confiance à la MINURCAT aura d'ailleurs été marquée par l'acceptation de participation d'une délégation de l'UFR, conduite par son secrétaire général Abakar Tollimi, aux pourparlers de Genève en 2009, afin de dégager les principaux axes de dialogue avec le gouvernement tchadien et d'engagement du processus de paix.

ressort de cela qu'Idriss Déby l'a rejeté en déclarant : « Je préfère mourir au Tchad que de partir en exil ». « General Mahamat Ali Abdallah was inside the palace with Deby and two French military officers. France offered to evacuate President Deby; however, he refused the offer » (Hansen 2013, 584).

Plus d'un mois environ après l'échec de la rébellion, lors d'une interview sur France 24 en mars 2008, le président Déby nous éclairera sur cet épisode : « Je n'avais que 2 choix : soit laisser le pays dans le désordre, dans le chaos et dans la guerre civile ; soit, au prix du sacrifice suprême de ma vie même, défendre les acquis de dix-huit années. J'ai choisi de défendre les acquis de dix-huit années du Tchad ». Ainsi, « En avril 2006 comme en février 2008, il récusé les offres françaises d'une exfiltration avec ses proches et s'organise pour combattre jusqu'au bout. C'est sa détermination qui pousse d'ailleurs les Français à l'appuyer et à planifier la contre-offensive » (Marchal 2015, 51).

En plus de la France, un autre acteur extérieur, venu à la rescousse du président Déby, a été Mouammar Kadhafi de la Libye. Son apport principal à la victoire du président Déby a été la fourniture de matériels militaires et de munitions au profit des forces gouvernementales et des chars T-55 du régime. Comme susmentionné, contrairement à son prédécesseur Hissène Habré, qui n'a jamais été en odeur de sainteté avec le président Kadhafi au point d'en arriver à « la guerre des Toyota » en 1987²⁷⁴ ; Idriss Déby a su établir et maintenir un partenariat stratégique et pragmatique avec le guide libyen.

Outre les aides française et libyenne au président Déby, on note également les soutiens apportés par les rebelles soudanais du JEM et de la SLA. Ils ont particulièrement aidé le président Déby à repousser les rebelles jusqu'aux portes du Soudan qui leur servait de base arrière. « Le JEM a aidé l'armée tchadienne à repousser les rebelles jusqu'au Soudan et les

²⁷⁴ Elle est la dernière phase des dynamiques conflictuelles entre le Tchad et la Libye. Elle tire ses origines de l'éclatement de la guerre civile de 1965 ayant abouti à la chute du président Tombalbaye et des luttes politiques autour de la bande d'Aozou. La dénomination « guerre des Toyota » est liée au fait que les FAN (forces armées nationales), sous le règne d'Hissène Habré, avaient plus fait usage des pick-up de la marque Toyota, fournis par ses alliés français et américains, pour venir à bout des troupes du GUNT et de Mouammar Kadhafi (Janvier-Septembre 1987). Cette victoire avait occasionné beaucoup de pertes humaines et matérielles du côté des forces libyennes (environ le dixième de l'armée, des blindés, des avions, etc.), laissant le guide libyen avec un fort goût de revanche. La rébellion des troupes du MPS lui ouvrira donc la fenêtre d'opportunité à cet effet. Cependant, il convient de souligner que « si sur le plan personnel, le président Déby est l'acteur politique tchadien qui détient le record d'entrevues avec Kadhafi, il est aussi celui qui a causé le plus de pertes à l'armée libyenne à la fin de la décennie 1980, ayant été l'un des commandants des troupes de N'Djamena au cours de la guerre de reconquête du nord du Tchad » (International Crisis Group 2010, 11).

a combattus à Addé ainsi qu'à Am Zoer » (Frontier 2009, 231). Quant à la SLA, malgré sa fragmentation en raison des querelles intestines, elle avait aussi aidé dans la riposte contre les groupes rebelles pour davantage consolider la victoire militaire du régime Déby.

Ces soutiens militaires de la part d'alliés transnationaux (le JEM et la SLA) constituaient encore une fois une sorte de retour d'ascenseur apporté à un « parrain », un retour sur investissement²⁷⁵. Ces derniers ayant bénéficié d'importants soutiens militaires et financiers de la part du régime tchadien, leurs implications pourraient être perçues comme une stratégie de maintien de la confiance du président Déby. Par ailleurs, une chute de ce dernier constituerait un lourd handicap à leurs mouvements, et les priverait certainement de la garantie d'une base arrière sûre, notamment Am Djéress pour le JEM²⁷⁶.

Ainsi, suivant encore notre modèle, l'analyse de la rébellion de 2008 met clairement en évidence un impact direct de l'international dans le dénouement de la crise et la garantie de la survie du président Déby. À ce titre, on note trois interventions militaires extérieures décisives de la France, la Libye et des rebelles soudanais du JEM et de la SLA, en appui au président Déby (*sous-mécanismes opérationnels 1 et 3*). En l'espèce, la France est intervenue dans la fourniture des renseignements stratégiques, la sécurisation de l'aéroport et le transport de matériels militaires libyens, la participation à certaines attaques contre les forces rebelles, etc. (*sous-mécanismes opérationnels 1 et 3*). « France pretended that these movements were made up of mostly mercenaries paid for by Khartoum to Islamize and Arabize Chad in order to justify its support to a debatable regime » (Marchal 2016, 6). La Libye a, elle, participé dans la fourniture de matériels militaires et des munitions (*sous-mécanisme opérationnel 3*), tandis que les groupes rebelles du JEM et de la SLA ont aidé les forces de Déby dans le repoussement des rebelles jusqu'aux frontières soudanaises (*sous-mécanisme opérationnel 1*).

Après cette énième victoire du président Déby face aux groupes rebelles, soutenus par le Soudan, des voies de pacification entre les deux pays s'ouvriront à partir de 2009. Car,

²⁷⁵ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

²⁷⁶ À Am Djéress, les combattants du JEM bénéficient de nombreux services, entre autres, une piste d'atterrissage, un hôpital, une prison, un camp d'entraînement et de plusieurs bâtiments (Tubiana 2011).

comme le soutenait Tubiana (2011, 26), les deux gouvernements s'étant rendus compte de l'inefficacité et l'inefficience de leurs stratégies d'alliances transnationales interposées décideront de s'orienter vers un rétablissement de relations pacifiques. Cela aura pour conséquence de priver les groupes rebelles tchadiens à la fois de parrain et de base arrière stratégique. De cette privation, le régime de Déby connaîtra plus ou moins une accalmie de 2010 jusqu'à 2019 avant que n'interviennent successivement les rébellions de l'UFR en février 2019, et du FACT en avril 2021.

III. Se garantir l'accalmie à la gestion des rébellions de 2019 et 2021 : entre le renforcement des capacités répressives et l'instrumentalisation de la lutte contre le terrorisme.

Sous cette rubrique, il s'agit d'une part de mettre en exergue le poids des facteurs internationaux dans la garantie d'une certaine accalmie qu'a connu le régime de Déby de 2010 à 2019. Contrairement aux précédentes sections relevant un impact direct de l'international dans le sens de la suppléance des stratégies domestiques de résistance et/ou de riposte aux rébellions de 2006 et 2008. L'objectif ici est de mettre l'accent sur l'impact indirect de l'international dans la non-occurrence de telles menaces, avant d'aborder l'épreuve des rébellions de 2019 et 2021. En d'autres termes, il est plus question de voir dans l'accalmie un effet du renforcement des stratégies domestiques de survie politique par l'international. Un renforcement qui se traduit par la dissuasion des opposants politico-militaires à l'initiation de toute menace à la survie du leader. À la suite, nous analyserons les dernières rébellions de 2019 et de 2021 sous les mêmes lentilles que celles des rébellions de 2006 et 2008, pour y relever le poids des acteurs et facteurs internationaux à l'œuvre. Elles participent, par ailleurs, à une confirmation de l'impact indirect fondé sur le renforcement des stratégies domestiques de survie politique et la dissuasion qui le sous-tend.

Relativement à la période d'accalmie de 2010 à 2019, trois principaux facteurs sont à analyser. Il s'agit de l'accord de paix de 2010 conclu avec le Soudan, du renforcement des capacités militaires et répressives du président Déby, notamment avec la manne pétrolière, mais aussi, et surtout de son investissement stratégique dans le contre-terrorisme.

L'accord de paix de 2010 avec le Soudan est utile à relever à plus d'un titre. Car, comme le soutient Marchal (2016, 6), « Idriss Déby's political longevity has also been linked to his mastering of relations with Khartoum ». Certes, cet accord ne constitue pas le premier depuis la rupture des relations pacifiques entre lui et le président Béchir en 2005, mais il est de loin celui qui a été le plus décisif dans le recouvrement d'une relative paix entre les deux pays. Il aura été bien salubre au président Déby, d'autant plus que toutes les rébellions qui avaient menacé sa survie sont venues du Soudan. Et après cet accord, les rébellions qui ont suivi se sont constituées à partir de la Libye, notamment depuis la chute de Mouammar Kadhafi.

Avant 2010, il a existé beaucoup d'accords de paix entre les deux pays, mais qui ont toujours été violés à travers la reprise ou la poursuite des soutiens accordés par l'un ou l'autre des deux présidents, Déby et El-Béchir, aux groupes rebelles ennemis. Le dernier accord en date avant celui de 2010 fut celui conclu en mars 2008, soit deux mois après l'attaque de N'Djamena, au Sommet de l'organisation de la conférence islamique à Dakar (Sénégal). « C'était là leur sixième tentative de réconciliation en cinq ans. Mais l'accord a été rapidement rompu, cette fois-ci à cause d'un raid spectaculaire du JEM sur Khartoum en mai »²⁷⁷ (Tubiana 2011, 19). Ce raid a bénéficié de l'aide du régime tchadien en réponse au soutien dont ce dernier a pu bénéficier lors de l'attaque de N'Djamena deux mois plus tôt²⁷⁸.

Entre février 2008 et la mi-2009, le Tchad a donné au JEM des véhicules et des armes et l'a autorisé à établir des bases arrière sur son territoire. La principale base du JEM était Am Djéress, le village natal du clan Déby, situé au sud-est des montagnes de l'Ennedi et à près de cent kilomètres de la frontière du Darfour Nord (Tubiana 2011, 22).

En réponse au raid du JEM, le Soudan essayera sans succès de rétablir l'UFDD de Mahamat Nouri, avant d'apporter un soutien de poids (argent, véhicules, armes et munitions) à l'UFR de Timan Erdimi. Cela lui permettra de lancer un raid éclair en territoire tchadien le 3 mai 2009, sans pouvoir progresser jusqu'à N'Djamena (Tubiana 2011). Il sera en effet contraint au repli face à la supériorité de l'armée du président Déby qui s'était engagé dans une

²⁷⁷ Parmi ces accords, on peut citer l'accord de Tripoli (février 2006), Khartoum (août 2006), Cannes (février 2007), Téhéran (mars 2007), Riyad (mai 2007), Dakar (mars 2008).

²⁷⁸ Entretiens avec des acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

intense politique de réarmement avec la rente pétrolière depuis l'attaque de 2008. « L'armée tchadienne défit les rebelles à Am Dam, au sud d'Abéché, loin de la capitale » (Tubiana 2011, 25).

C'est ainsi qu'à la suite de plusieurs pourparlers un « accord de normalisation » sera signé en janvier 2010 à N'Djamena. Il permettra la réouverture des frontières entre les deux pays et la mise en place d'une force conjointe de surveillance de la frontière dont le commandement sera alternativement basé, de manière semestrielle, au Soudan (El Geneina) et au Tchad (Abéché). Ainsi, « Chad, Sudan and CAR have joined efforts to build a joint military force which mandate is to secure the three border area » (Marchal 2016, 8). Face à cette nouvelle donne, les frontières devenant moins perméables pour les groupes rebelles, certains se résoudront à la signature de cessez-le-feu pendant que d'autres se disloqueront purement et simplement. Des responsables rebelles seront expulsés vers des pays voisins (Libye) ou lointains comme le Qatar, dont Timan Erdimi et Mahamat Nouri. On note également des ralliements de certains rebelles à l'armée nationale et la démobilisation d'autres, en vue, de leur réintégration dans la vie civile. « Without support from Khartoum, the various rebel movements in Chad lost their main sponsor and supporter and, thus, much of their strength » (Hansen 2013, 589).

En plus de l'accord avec le Soudan, le président Déby, encouragé par la victoire in extremis en février 2008, s'engagera dans un processus de réarmement de son armée. Selon Hansen (2013, 589), « Internally, he utilised (...) three factors to increase his powers after the February 2008 attacks: military force, threats of violence and co-optation ». C'est à cette fin, comme indiqué plus haut, qu'il avait rejeté les termes initiaux de l'accord d'exploitation des recettes pétrolières conclu avec la Banque mondiale. « Idriss Déby decided not to keep oil money in foreign banks but use those funds to buy modern military hardware, expand his military apparatus and pay for mercenaries » (Marchal 2016, 2). Dans une interview au Figaro, le 17 avril 2006, il avait notamment déclaré : « Quel est le pays du monde qui, ayant des ressources, n'achèterait pas d'armes pour se défendre ? Pourquoi refuserait-on cela au Tchad ? Nous allons acheter des armes » (International Crisis Group 2009b, 13). Pour lui, il n'y a pas de développement sans paix. Or, pour qu'il y ait la

paix, il lui faut investir dans la sécurité contre toute menace rebelle et islamiste. Une excuse qui soutiendra la forte répression du régime après l'échec de la rébellion de février 2008.

On 15 August 2008, the Criminal Court in N' Djamena ordered the death sentence and the confiscation of the property of former President Hissène Habré and 11 of the major militarized opposition leaders (...) Thirty-one other rebel leaders were convicted and sentenced to lifetime prison. Thus, all major rebel leaders were found guilty of serious crimes against the state and convicted to life imprisonment or death by an official legal court in Chad (Hansen 2013, 591).

Dans la perspective du renforcement de son arsenal militaire, le président Déby se ravitaillera principalement auprès de la France et de l'Ukraine (Wezeman 2009). « By the end of 2010, the Chadian regime was militarily much better equipped to combat rebel attacks than it was in February 2008 » (Hansen 2013, 590).

À cela, il faut ajouter les multiples financements et formations dont a bénéficié son armée, principalement ses forces d'élite, au nom de la nécessaire stabilité du Tchad et de la lutte contre le terrorisme au Sahel. « France plays an important part in Chad's military defence. [It] delivers military training to the Chadian National Army, soldiers and officers. Senior armed forces personnel are offered military instruction in France » (Hansen 2013, 590)

En plus du renforcement des capacités répressives de ses forces armées, la lutte contre le terrorisme, et ses diverses retombées, a constitué un fort ressort de l'accalmie observée par le président Déby. À cet effet, trois facteurs ont favorablement milité à cet investissement stratégique : le volontarisme politique du président Déby, la position stratégique de son pays et la qualité de son armée.

Sur son volontarisme politique, Idriss Déby a su très rapidement se saisir de l'enjeu terroriste pour armer et sanctuariser son régime. Si Kadhafi jouait pratiquement le rôle de gendarme dans la région à travers ses multiples alliances politico-militaires transnationales, sa mort a laissé « une place vacante depuis 2011 (...) que N'Djamena s'efforce de mériter malgré l'absence de concurrence sérieuse » (Touré 2017). En effet,

si dans son combat contre la secte islamiste, le Tchad peut compter sur l'aide du Nigéria, du Niger, du Cameroun et du Bénin, sous la bannière de la Force mixte multinationale dont le quartier général est basé à N'Djamena, c'est bien

le pays d'Idriss Déby Itno qui tient les rênes et s'impose comme le nouveau gendarme du Sahel (Touré 2017).

Relativement à la position stratégique du Tchad, il faut rappeler qu'il est « à la charnière des espaces géopolitiques et des systèmes de conflits » (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015, 15). Suivant Luntumbue et Massock (2014, 2), « situé à la confluence des espaces géopolitiques de l'Ouest africain et du nord de l'Afrique centrale, le Tchad apparaît (...) comme l'État tampon, à la charnière des systèmes de conflits de la zone sahélo-saharienne, du bassin du Nil et de la Corne de l'Afrique ». Ainsi, faisant frontière avec la Libye et le Soudan, le président Déby a toujours présenté la stabilité du Tchad, et donc de son régime, comme le véritable bouclier contre la pénétration et la diffusion islamiste en Afrique noire.

Concernant la qualité de l'armée tchadienne, elle est reconnue en Afrique pour être parmi les plus aguerries dans la lutte contre le terrorisme. Il s'agit d'une armée éprouvée par de longues années de conflits armés à travers notamment les multiples rébellions depuis 1965, la guerre civile des années 1979, et les guerres contre la Libye des années 1980.

C'est à ces titres que le président Déby a été capable « de déployer dans de brefs délais 2 000 soldats formés à la guerre dans le désert pour faire face aux militants islamistes dans la région de l'Adrar des Ifoghas, dans le nord du Mali, lors de l'intervention multinationale de 2012 » (E. Ouédraogo 2014, 35). Bien que saluées par beaucoup d'experts, des responsables politiques africains et occidentaux, ces expéditions militaires ont rencontré une certaine désapprobation de la majorité des opposants tchadiens. Ils qualifient une telle politique d'aventuriste dans le seul et unique intérêt du président Déby lui-même²⁷⁹. Pour Tom Erdimi, cousin et opposant à Idriss Déby, « on envoie mourir les soldats tchadiens à l'étranger sans honneur et sans argent pour leurs familles » (International Crisis Group 2019). Un opposant renchérit en ces termes : « c'est aussi ça la méthode de Déby (...). L'argent des Nations unies n'est pas allé dans les poches des soldats, et c'est l'une des questions qu'on a toujours posées et qui est restée sans réponse. Voilà donc le mercenariat qui prévaut dans les interventions militaires de Déby »²⁸⁰.

²⁷⁹ Entretiens avec les acteurs politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

²⁸⁰ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

Outre-Atlantique, c'est un autre son de cloche. « Le Tchad est considéré (...) comme l'un des partenaires les plus solides des États-Unis en matière de lutte contre le terrorisme en Afrique centrale, certains médias américains parlant d'«allié vital» dans la région » (Oberti 2017). On comprend alors qu'il fasse partie des différents exercices militaires américains en Afrique, entre autres, Africom et le Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme (TSCTP) (Hansen 2013).

Il en résulte que la lutte antiterroriste aura permis au président Déby d'engranger principalement des retombées politiques et militaires. Sur le plan politique, elle lui a permis de se rendre incontournable tout en renforçant ses ressorts de légitimité externe, notamment vis-à-vis du duo franco-américain et également de ses pairs africains. À l'interne, bien que sa légitimité ait été fortement érodée par sa gouvernance plus autoritaire que démocratique, elle lui aura permis de se redonner une certaine légitimité. On rappellera que son élévation à « la dignité de maréchal du Tchad » est une des résultantes de « ses faits d'armes » tant à l'interne (dans la lutte contre les groupes armés et terroristes) qu'à l'externe (dans ses expéditions militaires dans différents foyers de crise). Ces différentes retombées politiques, le renforcement de sa légitimité à l'international et le regain d'une certaine légitimité interne traduisent une confirmation du *sous-mécanisme opérationnel 5* de notre modèle. Qui plus est, elles lui auront également permis de récolter des dividendes politiques et de placer plusieurs de ses affidés politiques à des postes internationaux stratégiques (*sous-mécanisme opérationnel 4*)²⁸¹.

Sur le plan militaire, la lutte contre le terrorisme, en plus de favoriser une certaine professionnalisation de son armée à l'épreuve du terrain, lui aura également permis de faire bénéficier à celle-ci de nombreux soutiens, entre autres, dans les armements, les renseignements et diverses formations militaires. De toute évidence, ce point est également ici révélateur du *sous-mécanisme opérationnel 4*.

On peut aisément se demander comment la lutte contre le terrorisme, en plus de l'accord de paix avec le Soudan, depuis 2010, ont contribué à l'accalmie observée de la décennie 2010 et, par ricochet, à la gestion de la « longue durée » par Idriss Déby.

²⁸¹ Pour rappel, les plus emblématiques sont les cas précités de Mahamat Saleh Annadif et Moussa Faki Mahamat.

D'une part, l'accord politique avec le Soudan, en plus de faciliter une certaine sécurisation des frontières, a beaucoup contribué dans la fragmentation et la fragilisation des groupes rebelles. Il les aura privés de soutiens politico-militaires décisifs et d'une base arrière fortement indispensable à tout mouvement rebelle (Tubiana 2011 ; Hansen 2013 ; Marchal 2016). Cela a eu pour conséquence un renforcement du déséquilibre des rapports de forces en faveur du président Déby, et un rééquilibrage régional. « A new regional order was emerging without peace for the population and without any vital threat to the regimes in Khartoum and N'Djamena » (Marchal 2016, 2).

D'autre part, la lutte contre le terrorisme, et les succès engrangés ont permis au président Déby de se garantir une légitimité internationale au détriment d'une démocratisation de son régime. En se positionnant comme un allié indispensable, tant vis-à-vis de ses pairs africains que de ses partenaires occidentaux, il s'est assuré une « sanctuarisation » de son régime pour faire de sa stabilité et de son maintien au pouvoir la rançon de son investissement dans la lutte contre le terrorisme. De fait, beaucoup d'opposants politiques tchadiens restaient convaincus de l'inamovibilité du président Déby aussi longtemps que perdurera l'enjeu terroriste au Sahel et dans le bassin du lac Tchad.

C'est évidemment une des implications du *sous-mécanisme opérationnel 4* de l'impact indirect de l'international qui est clairement mis en exergue. Il nous renseigne en effet sur la garantie d'un soutien militaire au bénéfice du leader (ici le « soldat Déby »), toutes les fois que celui-ci sera menacé dans sa survie politique, cela, en raison même de ses investissements politico-militaires internationaux. Dans le cas d'espèce, c'est l'investissement du président Déby dans la lutte contre le terrorisme qui lui en donnait la garantie, surtout de la part de la France.

La preuve d'une telle garantie du soutien militaire, notamment français, nous sera donnée lors de la tentative de rébellion de février 2019. Portée par une colonne des rebelles de l'UFR, composée de 40 pick-up, elle a en effet été vite stoppée, dans sa progression vers N'Djamena, par les forces françaises de l'opération Barkhane. « Selon l'armée française, l'opération a eu lieu en deux temps : d'abord une patrouille d'avertissement le matin, sans effet. Puis une seconde dans l'après-midi pour mener des frappes » (Radio France Internationale 2019a). Ce sont sept avions de combat, des Mirages 2000, dont cinq qui ont décollé à partir de N'Djamena et les deux autres de Niamey au Niger voisin.

Pour ce qui est de l'exposé de la genèse de cette rébellion, il y a lieu de retenir qu'elle ne se distingue pas, dans ses motivations, des rébellions antérieures : le renversement du président Déby en raison de ses dérives autoritaires et des multiples griefs liés aux considérations sociales, économiques, politiques, etc. C'est l'argument officiel qui a toujours été présenté au soutien des différentes rébellions, bien que plusieurs se fondent plus ou moins sur des enjeux de pouvoir, des frustrations et rivalités politico-ethniques. Par ailleurs, comme nous le rappelait un opposant politique, « au Tchad les rébellions restent toujours actives. Elles peuvent attaquer à tout moment »²⁸². Dès lors, leur activation en direction de N'Djamena dépend généralement de la perception, supposée ou réelle, des fenêtres d'opportunité par les groupes armés. Ici, le contexte de la dégradation sécuritaire de la Libye, les expéditions militaires extérieures des forces armées tchadiennes dans la lutte contre le terrorisme, et l'ampleur de la grogne sociale avaient laissé percevoir une opportunité d'action aux éléments de l'UFR. En plus, suivant International Crisis Group, « l'incursion de l'UFR au Tchad a sans doute été précipitée par l'offensive lancée mi-janvier par l'Armée nationale libyenne (ANL) de Khalifa Haftar qui cherche à étendre son emprise dans le sud de la Libye » (International Crisis Group 2019). Cette offensive aurait porté également sur des groupes rebelles tchadiens, dont l'UFR qui avait été « proche des milices de Misrata et des brigades de défense de Benghazi, des mouvements rivaux d'Haftar » (International Crisis Group 2019).

En rappel, l'UFR est une ancienne coalition de groupes rebelles, essentiellement composée de combattants Zaghawa, et dirigée par Timan Erdimi, neveu du président. Cette incursion était la troisième après les échecs successifs de ses tentatives de prise du pouvoir via les rébellions de 2008, puis de 2009. Depuis l'accord politique de 2010 avec Khartoum, et à la faveur du chaos résultant de la chute de Mouammar Kadhafi, ce mouvement rebelle et beaucoup d'autres groupes armés avaient migré en Libye. Certains se sont alignés soit derrière le maréchal Haftar, soit derrière les autorités du gouvernement d'union nationale de Favez al-Sarraj. C'est donc à partir du Sud libyen que les combattants de l'UFR ont initié leur progression vers N'Djamena. Ils opéraient dans le plateau de l'Ennedi à environ 400 km du territoire tchadien. Selon leur porte-parole, Youssouf Hamid Ishah, leur offensive visait à « renverser le président Idriss Déby et mettre en place un gouvernement

²⁸² Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

de transition réunissant toutes les forces vives du pays » (International Crisis Group 2019). L'intervention décisive de la France les aura empêchés de poursuivre leur attaque, les contraignant à abdiquer tout en enregistrant des pertes en vie humaine et plusieurs cas de reddition (250 environ) (*sous-mécanisme opérationnel 1*). « C'est l'armée française qui a pilonné nos hommes, nous les considérons comme des prisonniers de la France », déclarait ainsi Youssef Hamid Ishah (Radio France Internationale 2019c). Quant à l'opposition politique, elle « a critiqué l'intervention militaire française, la première au Tchad depuis 2008, qu'elle perçoit comme une nouvelle preuve du soutien inconditionnel de la France à Idriss Déby, tout en se disant opposée à une prise de pouvoir par les armes » (International Crisis Group 2019).

La France, à travers son ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a assumé l'intervention au motif qu'elle serait « intervenue militairement pour éviter un coup d'État (...) à la demande des autorités tchadiennes »²⁸³. Abondant dans le même sens, le colonel Patrick Steiger, porte-parole de l'état-major des armées françaises, soutient que l'opération était plus une réponse à la demande d'assistance des autorités tchadiennes. Elle ne reposait donc pas sur les principes de l'accord bilatéral technique entre les deux pays ni s'inscrivait dans le cadre de la lutte contre le terrorisme (Radio France Internationale 2019b). Mais une autre raison de l'intervention française, la plus déterminante, reposerait sur la nécessaire protection d'un « allié stratégique qui déploie son armée sur plusieurs théâtres d'opérations contre le terrorisme dans le Sahel et le bassin du lac Tchad » (International Crisis Group 2019).

Après cette énième défaite des groupes rebelles, 2 ans plus tard c'est au tour des rebelles du FACT de lancer, en avril 2021, une offensive contre le régime du président Déby. Parties de la Libye, les colonnes rebelles du FACT entreront par le nord du pays en progression vers le Sud. Elles arriveront jusqu'à la ville de Mao à environ 300 km de N'Djamena. Le 17 avril, le président Déby rejoindra le front de lutte dans la province du Kanem. À partir de là, la suite du déroulé des événements présente plusieurs lectures divergentes, dont deux principales :

²⁸³ Extraits de son intervention devant l'Assemblée nationale française le 12 février 2019.

Selon certains, le soir du dimanche 18, sa colonne tente de s'approcher au plus près de la ligne de front. Elle est arrêtée par des tirs d'armes lourdes contre les véhicules de tête, selon un témoin. Sorti du sien, Idriss Déby est touché, à la tête ou au tronc selon les versions, la poussière des 4x4 rendant la visibilité quasi nulle sur le champ de bataille. On l'évacue vers l'arrière, le temps qu'un hélicoptère arrive de N'Djamena, et l'embarque inanimé vers la capitale. À l'aube du lundi 19, l'appareil se pose dans l'enceinte de la présidence avec le corps sans vie du président à bord.

[Pour d'autres], Idriss Déby aurait été assassiné par un de ses compagnons d'armes. Il serait la victime d'un règlement de compte au sein de son clan, les Zaghawa (...). On évoque un conciliabule qui aurait mal tourné. Un membre de la famille de Yaya Dillo aurait vengé l'opposant. L'assaut contre sa résidence, le 27 février, lors duquel sa mère est tuée, aurait approfondi une fracture déjà existante entre les « zag » (Mazet 2021).

Bien que la seconde thèse soit officiellement rejetée comme étant une « fausse information », elle mérite à notre sens un grand intérêt, d'autant plus que les chances de succès de la rébellion étaient visiblement faibles. La France s'y était déjà impliquée en fournissant des renseignements aux forces gouvernementales et en menant des survols de dissuasion contre les forces rebelles (Mazet 2021). C'était certain que si la dissuasion ne fonctionnait pas jusqu'à l'hypothétique entrée des rebelles à N'Djamena, elle serait intervenue directement au sol ou dans les airs pour de nouveau sauver le « soldat Déby ». Hormis cette spéculation, les faits mettent déjà en évidence la défaite du FACT. En effet, ses éléments ont été battus en retraite par les forces gouvernementales à l'issue des combats où le président Déby aurait trouvé la mort. Preuve de cette défaite, ses éléments ont repris le chemin du Sud libyen et ses responsables ont accepté de participer avec d'autres mouvements rebelles, l'UFR, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République (CCMSR) et le Front de la Nation pour la Démocratie et la Justice au Tchad (FNDJT), aux discussions organisées sous l'égide du Togo en vue du dialogue national du Comité militaire de transition (CMT) dirigé par Mahamat Idriss Déby.

In fine, les dynamiques politico-militaires ci-dessus évoquées démontrent que la relative stabilité et accalmie du régime de Déby, entre 2010 et 2019, a principalement été soutenue par ses investissements dans la lutte contre le terrorisme, bien qu'on puisse également y retenir l'accord de paix de 2010 avec le Soudan. La lutte contre le terrorisme aura permis

au président Déby d'engranger des gains à la fois politiques et militaires qui auront contribué à sa gestion de la « longue durée ».

Ces gains ayant contribué au renforcement de ses stratégies domestiques de survie politique et ses ressorts de légitimité sont révélateurs des *sous-mécanismes opérationnels 4 et 5* de notre modèle. Ils ont également contribué dans ce sens au renforcement des capacités dissuasives du leader vis-à-vis des groupes rebelles dans l'initiation de toute tentative de déstabilisation du régime de Déby, entre 2010 et 2019.

L'intervention au Mali a été payante pour Déby alors qu'il était au plus bas dans l'opinion. Il est même remonté auprès des Africains qui ont quasiment tous jugé salutaire son intervention (...). Nous-mêmes de l'opposition tchadienne, avec les présidents des groupes parlementaires, lors de notre rencontre avec les autorités, je crois après l'envoi des soldats au Mali, on avait soutenu l'intervention parce qu'après une brève analyse on sait que c'est nous protéger nous-mêmes en allant aider le Mali. Mais à l'époque, on avait posé le problème de financement parce qu'on savait que nos finances étaient fragiles. Je ne voyais donc pas comment on allait trouver les moyens pour envoyer plus de 2000 hommes au Mali. Mais, les autorités ont balayé mon observation le lendemain en disant que quand la case du voisin brule il faut d'abord aller l'aider avant de chercher à savoir comment trouver le seau d'eau où, ainsi de suite²⁸⁴.

Cette déclaration d'un opposant politique tchadien conforte la thèse des gains politiques du président Déby dans sa lutte contre le terrorisme : le renforcement de sa légitimité internationale et plus ou moins interne. À cela, les dividendes politiques lui auront permis de placer quelques affidés politiques à des postes stratégiques au sein de certaines instances internationales²⁸⁵.

Les gains militaires sont observables dans le renforcement de ses capacités répressives et dissuasives. Dans sa dimension répressive, ils ont permis au président Déby, à la fois, de renforcer son arsenal militaire en faisant bénéficier à ses unités d'élite des formations opérationnelles et stratégiques. Quant à la dimension dissuasive, la lutte contre le terrorisme aura servi de paravent dans la stabilisation de son régime. Car, comme le postulait la majorité des leaders politiques et associatifs rencontrés, tant que persistera

²⁸⁴ Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

²⁸⁵ En l'occurrence, on peut rappeler les cas précités de Mahamat Saleh Annadif comme représentant spécial et chef de la Minusma et de Moussa Faki Mahamat à la présidence de la Commission de l'UA

l'enjeu terroriste, sa lutte servira toujours de « bonne excuse » au maintien *ad vitam* du président Déby²⁸⁶. Qui plus est, Paris serait toujours prêt « to use the fight against terrorism as an excuse to support Déby against his armed opponents » (Tubiana et Debos 2017, 18). La mise en échec de l'offensive des rebelles de l'UFR par les bombardements de la force Barkhane, ou encore l'implication française, à travers les renseignements et les survols de dissuasion, lors de l'offensive des éléments du FACT, venaient ainsi confirmer cette disposition française à sauver « le soldat Déby ». Ces épisodes sur la rébellion de l'UFR mettent ainsi en exergue les *sous-mécanismes opérationnels 1 et 3*. Quant à la rébellion du FACT, il ne connaîtra pas le même dénouement, car le président Déby y trouvera la mort, officiellement des suites de blessures au front.

Du reste, on retiendra que le président Déby a quitté le pouvoir comme il en est venu : par les armes. « Seule la force fera partir Déby », c'était la conviction de certains de ses opposants, surtout ceux armés, tandis que pour d'autres, « seul Dieu pourra faire partir Déby »²⁸⁷. L'un dans l'autre, c'est mort que le président Déby a quitté le pouvoir. Comme lui-même le répétait assez souvent, « on ne dira jamais Idriss Déby a fui ». Il n'aura donc pas fui, mais il est mort au front.

Conclusion partielle

En définitive, il résulte de tout ce qui précède que la gestion de la « longue durée » par Idriss Déby, quoique reposant sur certaines stratégies domestiques (la cooptation et le *coup-proofing*), s'est davantage fondée sur ses investissements politico-militaires internationaux et les retombées politiques, économiques et militaires qu'il en a tirés. Il a adossé sa politique internationale sur « la capacité de projection de l'armée et le déploiement d'une diplomatie volontariste pour se positionner comme interlocuteur incontournable dans l'espace sahélien et en Afrique centrale » (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015, 19). Il s'est en effet servi de l'international,

to bolster his regime and advance his ambitions to be seen as a major international player by courting Western and Middle Eastern support, denying his domestic foes foreign sanctuary, enhancing the capacity and reputation of

²⁸⁶ Entretiens avec des leaders politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

²⁸⁷ Entretiens avec des leaders politiques et associatifs tchadiens, N'Djamena, mai-juin 2018.

Chad's military, and bolstering the country's status as an active, interventionist regional power (Tubiana et Debos 2017, 16).

On comprend alors que pour cet acteur de la société civile, « le président Déby doit plus sa longévité à l'armée et à la France »²⁸⁸. À cet allié stratégique de toujours qu'a été la France, on ajoutera la Libye, les rebelles du JEM et du SLA au regard de l'analyse des rébellions de 2006 et 2008.

Si ces différents acteurs se sont montrés très intrusifs dans la gestion « au concret » des rébellions critiques à la survie du président Déby (2006, 2008, 2019 et 2021), les trois principales retombées (politiques, économiques et militaires) découlant de ses investissements politico-militaires lui auront permis de mieux renforcer (*impact positif indirect*) et, surtout, suppléer (*impact positif direct*) ses stratégies domestiques de survie politique. Primo, les retombées politiques lui ont permis de se construire une légitimité internationale, plus ou moins incontestable surtout auprès du duo franco-américain, et redorer à quelques égards celle domestique malgré ses dérives autoritaires. À travers les dividendes politiques, il a pu positionner certains thuriféraires de son régime à des postes internationaux et en rétribuer d'autres partisans. Secundo, les retombées économiques lui auront permis de renforcer ses capacités de cooptations orientées vers des pratiques de corruptions et de clientélismes politiques. D'une part, ces pratiques ont servi à la fragmentation et/ou à la fragilisation tant de l'opposition politique que celle armée ; d'autre part, elles ont facilité l'entretien et le renforcement de ses réseaux de loyautés internes. Tertio, les retombées militaires lui auront permis de mieux entretenir ses stratégies de *coup-proofing* à travers de meilleurs équipements et formations principalement adressées à la DGSSIE et la GNNT (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015 ; Marchal 2015 ; Tubiana et Debos 2017).

À l'épreuve de la gestion des menaces à sa survie politique, ces différentes retombées lui auront permis de mettre en échec les menaces critiques à sa survie : les rébellions de 2006, 2008 et 2019. Plus singulièrement, ces trois rébellions ont toutes été marquées par des interventions politico-militaires extérieures décisives. À ces occasions, en effet, il a toujours bénéficié du soutien politique et surtout militaire de la France, toujours, la Libye de Mouammar Kadhafi, le JEM et du SLA (pour les rébellions de 2006 et 2008). Mises

²⁸⁸ Entretien avec un acteur de la société civile tchadienne, N'Djamena, mai 2018.

ensemble, les interventions de ces acteurs extérieurs confirment les *sous-mécanismes opérationnels 1 et 3* de notre modèle d'analyse.

Au final, ces observations contrastent fortement avec les 8 ans de règne de son prédécesseur, Hissène Habré, moins investi à l'international, notamment dans les interventions politico-militaires directes en appui aux États, ou encore dans ses choix d'alliances transnationales. Les conséquences d'une telle posture, en plus de la mauvaise gestion de son environnement régional immédiat et de l'alliance stratégique avec la France, l'entraîneront à sa chute en décembre 1990 par la coalition du MPS d'Idriss Déby, soutenue par la France, la Lybie et le Soudan (Bangoura 2005 ; Adoum 2012). Il va sans dire que la fin de règne du président Habré est ici révélatrice de l'impact négatif de l'international (*sous-mécanisme opérationnel 6*) de notre modèle d'analyse. Ne pas faire de l'international une dimension intégrante de ses stratégies de survie politique s'est en effet révélé critique à sa survie politique.

CHAPITRE IV : SYNTHÈSE COMPARATIVE DES STRATÉGIES POLITICO-MILITAIRES ET LEURS IMPACTS VARIÉS DANS LA GESTION DE LA « LONGUE DURÉE » AU BURKINA FASO ET AU TCHAD.

Pour rappel, notre modèle d'analyse se fonde sur le rôle, sinon l'influence, des interventions politico-militaires directes en appui aux États et les alliances transnationales en appui aux groupes armés, dans la gestion de la « longue durée » des leaders politiques, notamment ceux personnalistes. À cet effet, notre recherche s'est inscrite dans une perspective comparative des règnes des présidents Sankara et Compaoré au Burkina Faso, Habré et Déby au Tchad. Toutefois, l'accent est particulièrement mis sur les deux leaders personnalistes présentant une longue survie politique, Blaise Compaoré (27 ans) et Idriss Déby (30 ans). Les deux autres, Thomas Sankara (4 ans) et Hissène Habré (8 ans) sont plus mis en relief dans une perspective de cas test, fondée sur leurs usages ou non des investissements politico-militaires internationaux retenus.

Ainsi, le présent chapitre fait la synthèse comparative des principales stratégies de survie politique chez les quatre leaders à l'étude (**Section I**), avant de mettre en évidence les impacts variés des investissements politico-militaires internationaux dans la gestion de leur « longue durée » (**Section II**).

Section I : Les usages variés des stratégies politico-militaires de survie politique.

Suivant notre modèle d'analyse, les leaders qui gèrent la « longue durée », avec plus ou moins de succès, s'investissent à l'interne, mais particulièrement à l'international, dans des stratégies politico-militaires bien déterminées ; la seconde sphère étant ici au service de la suppléance (impact direct) ou du renforcement (impact indirect) de la première.

À l'interne, il s'agit de la cooptation (**I**) entretenue par des pratiques de corruption et de clientélisme politiques, et du *coup-proofing* (**II**) caractérisé par plusieurs stratégies de gestion singulières de l'armée. À l'international, on distingue essentiellement les alliances militaires transnationales (**III**), en soutien aux groupes armés et/ou terroristes, et les interventions militaires directes (**IV**), en appui aux États.

I. De la cooptation à des fins de constitution de réseaux de loyauté internes.

De l'analyse qui précède, elle a été essentiellement usitée par les présidents Compaoré et Déby. Les deux autres leaders en ont moins fait usage, l'un étant plus porté vers la répression sous une forte dictature (cas du président Habré) et l'autre plus guidé par des orientations politiques internes moins commodes (cas du président Sankara).

En effet, la politique antiféodale et anticapitaliste du président Sankara l'a plus ou moins éloigné des pratiques de cooptation dans le sens de la gestion de sa survie politique. Il avait fait de la moralisation de la vie politique et de la lutte contre la corruption, un des leitmotifs de sa politique intérieure. Cela s'est traduit, entre autres, par la mise en place des TPR, une politique d'austérité et de lutte contre la « bourgeoisie d'État ». Aussi, s'était-il moins fait l'allié de certaines couches sociales stratégiques, à savoir les chefs coutumiers, religieux, et même les syndicats, dans le sens de la constitution de réseaux de loyauté internes, ce, au service de la gestion de sa « longue durée »²⁸⁹.

Quant au président Habré, la violence de sa dictature laissait peu de place à la cooptation d'acteurs civilo-politiques. Qui plus est, il a régné sous un régime de parti unique (UNIR), marqué par l'absence d'opposition politique officielle et d'organisations de la société civile officiellement reconnues. Cela a donc moins créé des nécessités de cooptation là où la répression semblait suffire à maîtriser, sinon neutraliser, les opposants civils et armés. Les moindres pratiques de cooptation du président Habré ont été orientées vers certaines élites militaires dans le but de renforcer ses capacités répressives et de fragiliser ses opposants armés.

Pour ce qui est des deux autres présidents les plus actifs dans la cooptation, Blaise Compaoré se présente comme étant celui qui en a le plus fait usage en la privilégiant au fil de son règne à l'arme répressive. Ce qui pourrait se comprendre avec sa quasi-maîtrise de l'armée renforcée par sa mainmise sur le RSP, sous la direction de son homme de confiance, le général Gilbert Diendéré. Dans ses pratiques de corruption et de clientélisme politiques, Blaise Compaoré a su faire des chefs coutumiers et religieux ses alliés sur le temps long. Tout le contraire de la politique antiféodale de son prédécesseur. En plus de

²⁸⁹ Entretiens avec les acteurs politiques et de la société civile burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018.

ces couches sociales stratégiques, il a su également coopter au sein des élites intellectuelles, administratives et politiques, des alliés stratégiques dans le sens de la création et de l'entretien de ses divers réseaux de loyauté internes. Somme toute, le président Compaoré a toujours puisé au niveau de la plupart des couches sociales de la société burkinabè des acteurs individuels et collectifs stratégiques pour mieux asseoir son régime, malgré les multiples contestations et dénonciations dont il a fait l'objet. Le vernis démocratique de son régime, avec la tenue régulière d'élections, cache difficilement ses 27 ans de pratiques néopatrimoniales avec un fort accent de cooptation nourrie de corruptions et de clientélismes politiques.

Bien qu'Idriss Déby fasse, tout comme Hissène Habré, usage de la répression dans sa gestion du pouvoir, la cooptation n'y a jamais été en reste. Elle a également constitué un des instruments stratégiques de sa survie politique. Cet instrument a eu une portée encore plus importante avec l'entrée du pays dans le cercle restreint des États rentiers (Hansen 2013). Il en a fait usage de façon stratégique au fil de sa gouvernance avec les élites politico-militaires, les opposants politiques et armés, les acteurs de la société civile. Cela s'est traduit par des va-et-vient de plusieurs élites et opposants entre l'opposition et le gouvernement, mais aussi par une forte fragmentation des groupes armés, dont il a su faire de certains ou de leurs chefs des alliés circonstanciels. Comme l'a déjà révélé l'International Crisis Group (2009a, 3),

« à la différence d'Hissène Habré qui répondait à toute dissidence, velléitaire ou ouverte, par une répression aveugle visant indistinctement l'ensemble du groupe ethnique concerné, Idriss Déby a tempéré l'usage de la force et a privilégié le recours aux moyens financiers pour diviser les groupes dissidents ».

	Cooptation
Thomas Sankara	-
Hissène Habré	-
Blaise Compaoré	X
Idriss Déby	X

Si l'usage de la cooptation par les quatre leaders présente un tableau bien différencié, celui du *coup-proofing* l'est moins avec seulement le président Sankara qui n'en aura pas fait usage.

II. Du *coup-proofing* fondé sur une instrumentalisation de l'armée

Portant principalement sur une gestion singulière de l'armée qui vise à s'assurer sa loyauté, ou une partie (les corps d'élite, généralement les gardes présidentielles en Afrique), vis-à-vis des menaces à la survie du leader, le *coup-proofing* est une pratique plus ou moins partagée par les leaders inscrits dans une perspective de résilience autoritaire.

Sous ce titre, à l'exception de Thomas Sankara, les trois autres leaders en ont particulièrement fait usage. De la constitution de corps d'élite essentiellement guidés par des missions prétoriennes, sur la base de traitements économiques singuliers ou encore de considérations identitaires, Blaise Compaoré, Hissène Habré et Idriss Déby se sont tous engagés dans des stratégies de *coup-proofing* quelque peu variées suivant les cas. Concernant le président Sankara, comme déjà indiqué, c'est à la suite d'un conseil des ministres du 14 octobre 1987 qu'il avait voulu mettre en place sa garde présidentielle, la FIMATS sous la direction d'un de ses fidèles soldats Vincent Sigué, dans le cadre d'un projet plus large de réorganisation du ministère de l'Administration territoriale et de la sécurité. Le lendemain, il sera assassiné par un coup d'État. « In fact, the creation of a new counterweight is associated with an increased risk of coups in the following year » (De Bruin 2018, 1434).

À son contraire, les trois autres leaders, Blaise Compaoré, Hissène Habré et Idriss Déby, s'engageront tous dans de telles stratégies, à travers la constitution de gardes présidentielles représentant les corps d'élite les plus armés et rétribués. À la mise en place des gardes présidentielles, les deux leaders tchadiens y ont ajouté des considérations ethniques (une armée à dominance gorane sous Hissène Habré et zaghawa avec Idriss Déby). Blaise Compaoré s'est plutôt limité à l'octroi de privilèges économiques fondés sur des traitements singuliers, en évitant une certaine « ethnicisation » de l'armée burkinabè, encore moins du RSP. Certes, les configurations socioethniques burkinabè, à l'avantage de son groupe ethnique d'appartenance (les Mossis), environ 55 % de la population, pourraient aisément laisser croire à une domination de son groupe. Dans le concret, il n'en

est rien. Le RSP, tout comme l'armée nationale burkinabè, était quelque peu diversifié dans sa composition. Une configuration toute différente au Tchad, où les Gorane et les Zaghawa, dont sont issus respectivement Hissène Habré et Idriss Déby, représentent des groupes ethniques très minoritaires. Cela de toute évidence s'est matérialisé par leur surreprésentation respective au sein de la DDS et de la DGSSIE.

Ainsi, nous pouvons retenir que parmi nos quatre leaders, trois, à l'exception du président Sankara, ont fait usage du *coup-proofing* dans des visées de gestion de la « longue durée ». Et parmi les trois actifs, seul Blaise Compaoré n'y a pas intégré véritablement des critères identitaires. Les configurations sociopolitiques et « l'ethnicisation » caractéristique de l'armée tchadienne (Debos 2013) ont fait de la variable ethnique (Gorane et/ou Zaghawa) une composante essentielle et déterminante des stratégies de *coup-proofing* des présidents Habré et Déby.

Dès lors, si les présidents Sankara et Compaoré présentent des logiques comportementales antithétiques vis-à-vis du *coup proofing*, Hissène Habré et Idriss Déby dégagent plutôt une forte homothétie.

	Constitution d'armée parallèle	Ethnicisation de l'armée	Privilèges économiques et matériels
Thomas Sankara	-	-	-
Hissène Habré	X	X	X
Blaise Compaoré	X	-	X
Idriss Déby	X	X	X

Au-delà de la sphère interne, qui n'épuise pas les stratégies de survie politique, l'international offre principalement deux stratégies politico-militaires, dont les alliances transnationales en appui aux groupes armés.

III. Des alliances transnationales en appui aux groupes armés.

Tout comme dans le cadre des stratégies de *coup-proofing*, Thomas Sankara est le seul leader en retrait dans l'entretien d'alliances militaires transnationales. Il s'est en effet refusé à nouer des alliances avec des groupes armés dans le sens de la déstabilisation d'autres régimes extérieurs ou du renforcement de leurs oppositions politiques et/ou militaires. Qui

plus est, à l'international, sa politique était plus guidée par son anti-impérialisme et son non-alignement (Fauré 1985 ; Englebert 1986). Cela s'est traduit par une politique internationale moins clientéliste, mais orientée vers la défense des intérêts de son pays sans entrave militaire et/ou armée à ses voisins régionaux.

Sous l'angle de l'entretien d'alliances transnationales, ce sont donc essentiellement les présidents Habré, Déby et Compaoré qui se sont les plus illustrés. Au Tchad, le contexte interne particulier, marqué par l'existence d'une multitude de groupes armés d'opposition, ajouté à un environnement régional plus ou moins instable avec des voisins quelque peu belliqueux ou fragiles (Libye, Soudan, et Centrafrique), a rendu l'entretien des alliances transnationales stratégiques, voire indispensables, pour ces deux leaders. Elles se fondent sur une double visée plus ou moins cumulative : s'allier aux groupes armés voisins, voire au-delà, pour en faire des soutiens stratégiques dans la lutte contre ses propres opposants armés et/ou politiques ; soutenir ces groupes dans la prise du pouvoir central dans leurs pays respectifs, afin d'y établir des régimes alliés.

Dans ce sens, Hissène Habré a noué des alliances avec des groupes armés soudanais et libyen. Il s'est agi essentiellement des Fours et du SPLA de John Garang au Soudan. Relativement à la Libye, il aura participé après la deuxième guerre contre la Libye en 1987, à la constitution et la formation de l'Armée Patriotique Libyenne (APL), encore appelée « Force Haftar ».

Quant au président Déby, il se présente comme étant celui qui a noué le plus d'alliances transnationales avec une multitude de groupes armés de différents pays (le Soudan, la Centrafrique, la Libye, les deux Congo, etc.). Il s'est surtout illustré dans des alliances avec des groupes armés intéressés par la prise du pouvoir central au sein de leurs pays respectifs, bien qu'il ait pu souvent s'en défaire pour privilégier des relations plus ou moins pacifiques et stratégiques avec les leaders desdits pays. Durant la période de rupture de ses relations pacifiques avec le Soudan (2005-2009), le président Déby s'est impliqué dans les actions de soutiens au JEM et au SML/A (Tubiana et Tanner 2007 ; Tubiana 2008 ; 2011). Concernant la Libye, deux observations, sinon deux moments, spécifiques sont à relever quant à la nature des relations d'Idriss Déby avec Mouammar Kadhafi. Avec ce dernier, le président Déby s'en est d'abord fait un allié transnational dans sa conquête du pouvoir central à N'Djamena. Par la suite, il entretiendra des relations privilégiées avec le guide

libyen, non plus spécifiquement dans le cadre d'une alliance transnationale, mais au service, à certains égards, de son entretien d'alliances transnationales, notamment avec les groupes rebelles soudanais. La particularité des liens entre les deux présidents, sous cet angle, réside dans le fait qu'elle fut d'abord de nature transnationale, pour ensuite évoluer vers un soutien stratégique au même type de relations, avec des groupes rebelles d'autres pays.

On retiendra également les relations particulières du président Déby avec le maréchal Khalifa Haftar, commandant en chef de l'ANL depuis 2015. Une alliance qui entendait faire du maréchal Haftar un rempart stratégique contre les groupes rebelles tchadiens ayant pris pied en Libye.

En plus de ces deux pays, le président Déby s'était aussi investi dans l'entretien d'alliances transnationales avec des groupes rebelles centrafricains. Du soutien aux groupes de François Bozizé dans sa prise du pouvoir en 2003 à l'appui apporté aux forces de la Seleka, le président Deby est impliqué dans la presque totalité des changements de pouvoirs en Centrafrique (Luntumbue et Massock 2014 ; Marchal 2016). On note pour finir, mais sans être exhaustif, ses appuis aux miliciens cobras de Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville (Soudan 2015).

À l'opposé de son prédécesseur, mais tout comme ses homologues tchadiens, Blaise Compaoré a adopté quasiment les mêmes types d'alliances transnationales. Il avait déjà commencé à tisser sa toile d'alliances transnationales, d'abord avec Charles Taylor et ses troupes du Front patriotique. Avec l'internationalisation du conflit libérien en 1991 qui débordera sur la Sierra Leone, il apportera également ses soutiens aux éléments du RUF de Foday Sankoh (Verschave 2000). On peut également évoquer le parrainage de la rébellion ivoirienne des années 2000. En plus de ces alliances avec les groupes armés, le président Compaoré s'est particulièrement distingué par l'entretien d'alliances transnationales plus ou moins implicites avec les groupes terroristes. On retient particulièrement celles avec des groupes djihadistes comme AQMI ou celles avec des groupes indépendantistes ou salafistes souvent complices ou alliés de tels groupes (le MNLA, Ansar Dine, etc.). Ces alliances ont particulièrement contribué à faire du président Compaoré un interlocuteur privilégié de ces groupes dans les processus de médiation pour la paix, mais aussi d'intermédiation dans la libération d'otages.

Il en résulte que parmi nos quatre leaders, seul le président Sankara ne s'est pas investi dans l'entretien d'alliances transnationales au service de sa survie politique. Parmi les trois autres, le président Déby a été le plus investi, ce, sur de nombreux fronts et avec plusieurs groupes. Toutefois, le président Compaoré se distingue en la matière des deux autres par l'entretien d'alliances plus ou moins implicites avec les groupes djihadistes.

	Alliances avec les groupes rebelles	Alliances avec les groupes djihadistes/terroristes
Thomas Sankara	-	-
Hissène Habré	x	-
Blaise Compaoré	x	X
Idriss Déby	x	-

Par-delà les alliances transnationales, nos quatre leaders présentent également de fortes divergences dans les investissements relatifs aux interventions politico-militaires directes.

IV. Des interventions politico-militaires directes en appui aux États.

Les interventions politico-militaires directes se traduisent par des actions offensives de lutte contre les groupes armés et/ou terroristes au profit des régimes ou régions menacés. À cette dimension, on peut également intégrer les activités de surveillance et de renseignements au service de la lutte contre de tels groupes.

Dès lors, sous cette rubrique, un des quatre leaders se dégage comme y ayant été le plus actifs : Idriss Déby. Moins porté vers les « bons offices » de médiation et/ou de facilitation, comme Blaise Compaoré, Idriss Déby s'est plus construit un statut de « gendarme du Sahel » par la force de son armée. Il a su en effet faire de son armée, représentée essentiellement par la DGSSIE et la GNNT, une force d'expédition incontournable dans la lutte contre le terrorisme au sein de l'espace Sahélo-Saharienne (Magrin 2013 ; Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité 2015 ; International Crisis Group 2016). Cet investissement politico-militaire prendra des allures plus décisives avec l'intervention de ses troupes au Mali en 2012. Par la suite, plusieurs autres importantes interventions sont à mettre à l'actif des troupes du président Déby. On peut citer ses interventions contre Boko

Haram, tant au Nigéria qu'au niveau des frontières tchadiennes (opération « Colère de Bohama »), et aussi dans les zones des trois frontières.

Toutefois, il y a lieu de souligner qu'avant la lutte contre le terrorisme, Idriss Déby a également servi dans certaines guerres *proxies* de défense du précarré français. Comme exemples, on note ses interventions auprès du régime Patassé dans les années 1990, ou encore dans les deux Congo en 1997, et ses soutiens en 1991 au président togolais Eyadema, etc.

Plus ou moins inactif dans les interventions militaires directes, Blaise Compaoré s'est illustré dans les appuis aux régimes à travers ses activités de « bons offices ». À travers ses multiples médiations, il s'est construit un statut de « médiateur » ou « facilitateur », ou encore s'est fait qualifier d'« apôtre de la paix » (Bolou 2012). Sanctionnées par plusieurs succès dans la pacification ou la désescalade des tensions sociopolitiques au sein de plusieurs États (Niger, Togo, Guinée-Conakry, Soudan, Côte d'Ivoire, Mali, etc.) ; « le premier gain politique de ces médiations est sans doute d'avoir réussi à masquer partiellement la face sombre d'un régime qui a apporté son soutien à des figures controversées de la scène internationale » (International Crisis Group 2013, 21). Elles lui auront également permis d'être un interlocuteur privilégié de certains groupes terroristes, marqué par quelques libérations d'otages. Dans le contre-terrorisme, il s'est plus illustré dans le renseignement et la surveillance, en appuis aux forces françaises et américaines (International Crisis Group 2013), sans être porté comme Idriss Déby dans des offensives militaires directes.

Quant à nos deux autres leaders, Thomas Sankara et Hissène Habré, ils se sont montrés les plus passifs dans les interventions militaires directes en appui aux États. D'une part, les orientations politiques internationales anti-impérialistes du président Sankara l'ont conduit à moins de clientélismes politiques, vis-à-vis des principales puissances occidentales (la France et les États-Unis). Certes, il était plus d'obédience communiste dans un contexte de bipolarité (1983-1987), mais il ne s'est véritablement, sinon officiellement, pas fait l'instrument d'aucunes des puissances communistes de l'époque (URSS, Chine, Cuba). On ne compte donc pas à son actif des participations à des guerres *proxies* ou dans la défense d'intérêts stratégiques étrangers. En plus, avec la non-ingérence comme un des crédos de sa politique internationale, il s'est empêché des intrusions militaires dans des enjeux de

sécurité extérieure ou régionale. Néanmoins, il a eu de manière plus symbolique qu'offensive, à apporter ses soutiens aux « peuples opprimés » et/ou aux peuples engagés dans des guerres de libération (la Palestine, l'Afrique du Sud, le Sahara occidental, entre autres).

Le président Habré était lui plus investi dans la défense et la préservation de son régime contre des groupes armés soutenus soit par le Soudan ou la Libye (plus particulièrement le GUNT), au point d'avoir un tableau quasi vide en termes d'interventions militaires directes en soutien aux États. Tout comme Thomas Sankara, mais moins pour les mêmes motifs, on ne compte à son actif aucun investissement stratégique en la matière.

TABLEAU COMPARATIF DES STRATÉGIES INTERNATIONALES DE SURVIE POLITIQUE

	<i>Interventions militaires contre les groupes armés</i>	<i>Interventions militaires contre les groupes terroristes</i>	<i>Alliances avec les groupes armés</i>	<i>Alliances avec les groupes terroristes</i>
Thomas Sankara	-	-	-	-
Hissène Habré	-	-	X	-
Blaise Compaoré	X	-	X	X
Idriss Déby	X	X	X	-

En définitive, cet exposé de l'usage ou non des quatre principales stratégies de survie politiques, avec un accent sur celles internationales, nous permet de dégager un tableau comparatif d'ensemble qui se présente comme suit :

	<i>Coup-proofing</i>	<i>Cooptation</i>	<i>Alliances transnationales</i>	<i>Interventions militaires directes</i>
Thomas Sankara	-	-	-	-
Hissène Habré	X	-	X	-
Blaise Compaoré	X	X	X	+/-

Idriss Déby	X	X	X	X
--------------------	---	---	---	---

À partir de ce tableau, on comprend alors assez aisément les règnes contrastés de ces quatre leaders en lien avec les impacts variés de leurs (non)investissements politico-militaires internationaux.

Section II. Impacts variés de l'international dans la gestion de la « longue durée » des leaders à l'étude.

Les règnes des quatre leaders burkinabè et tchadiens nous présentent clairement des contrastes quant à la durée de leur survie politique. Si l'insigne de la plus longue survie politique est à attribuer au président Déby, plus de 30 ans, celui de la plus courte est représenté par le président Sankara, 4 ans. Quant aux présidents Compaoré et Habré, ils comptent respectivement 27 et 8 ans de règne.

Au regard du tableau comparatif des stratégies politico-militaires, on peut affirmer que les plus longues survies politiques reviennent aux leaders (Blaise Compaoré et Idriss Déby) ayant le plus fait usage des quatre principales stratégies, avec un accent particulier sur celles internationales. Par contre, la plus courte survie politique revient au leader n'ayant eu recours à aucune desdites stratégies, avec notamment un refus quasi absolu de s'investir à l'international comme sphère de gestion de la « longue durée ».

Dès lors, comment l'international, sur le fondement des investissements politico-militaires retenus, a-t-il influencé la survie de ces quatre leaders ?

Notre modèle d'analyse distingue principalement deux types d'impacts de l'international dans la survie des leaders politiques : positif et négatif. Et l'impact positif s'y décline suivant deux sens : direct et indirect. Dans ce sens, pendant que la « longue durée » des présidents Déby et Compaoré a été davantage soutenue par les retombées politiques, économiques et militaires résultant de leurs investissements politico-militaires internationaux, le non investissement ou l'investissement limité de leurs prédécesseurs les a privés de ressorts décisifs en la matière. En effet, dans la gestion ou la gouvernance générale de leur régime, les présidents Déby et Compaoré ont su faire de ces retombées des ressources stratégiques au service du renforcement tant de leurs pratiques de cooptations et de clientélismes politiques, que d'entretien de leur *coop-proofing*.

À l'épreuve des menaces concrètes à leur survie politique, si la « longue durée » du président Déby met plus en relief un impact direct de l'international, celle du président Compaoré a plutôt bénéficié d'un impact indirect de l'international, notamment à l'épreuve des menaces à leur survie politique. Par contre, la gestion des menaces des présidents

Sankara et Habré est plus révélatrice de l'impact négatif de l'international avec des conséquences fort différentes : l'assassinat du premier et l'exil forcé du second. À l'œuvre, on relève des soutiens extérieurs plus ou moins implicites à un leader politico-militaire dans l'assassinat du président Sankara ; et clairement explicites à l'opposition armée dans l'exil forcé du président Habré.

L'impact négatif de l'international dans la survie du président Sankara est observable dans le récit de sa fin de règne qui relève des soutiens extérieurs plus ou moins implicites de la France et de la Côte d'Ivoire d'Houphouët Boigny. Des implications libériennes sont aussi évoquées dans le commando ayant exécuté l'assassinat le 15 octobre 1987. C'est dire que son assassinat porte des sceaux étrangers. Cependant à l'interne, après plus de 30 ans de silence et d'impunité sur cet assassinat, le procès du coup d'État a finalement fini par condamner, à la prison à vie, le président Compaoré, le général Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier de la présidence du Faso et chef du RSP, et Hyacinthe Kafando, ancien responsable de la sécurité du président Compaoré²⁹⁰.

On retiendra qu'en étant inactif sur les deux tableaux stratégiques, interne et surtout international, le président Sankara s'est montré moins « investisseur » au sens de Lacam (1988), afin de se garantir une « longue durée ». Aussi, les chances de succès des menaces à sa survie politique étaient-elles plus élevées, d'où le 15 octobre 1987.

Au Tchad, la chute du président Habré a, elle, été rendue possible par les soutiens décisifs et explicites de la France, de la Libye et du Soudan au côté de la coalition des forces du MPS. Ces soutiens extérieurs sont, à plusieurs égards, la résultante de ses orientations politiques internationales vis-à-vis de ces trois acteurs exogènes et notamment la France. Au fil de sa gouvernance, le président Habré s'en était détourné au triple plan économique, politique et militaire au profit d'un partenariat plus renforcé avec les États-Unis. Outre ces divergences mobilisatrices des soutiens français contre son régime, ses alliances transnationales avec les groupes soudanais (les Fours et le SPLA) et libyen (l'APL) ont aussi donné des arguments à ses deux voisins régionaux contre la survie de son régime.

Au niveau interne, ses stratégies de survie politique ayant été essentiellement limitées au *coup-proofing*, ont vite montré leurs limites. Par ailleurs, n'ayant pas fait usage de

²⁹⁰ Il faut retenir que ce procès avait inculpé 14 personnes, dont 3 qui seront finalement relaxés. Les 8 autres inculpés en dehors des 3 condamnés à la prison à vie ont reçu des peines allant de 3 à 20 ans.

véritables stratégies de cooptation, à l'égard des élites militaires, politiques et civiles, il a également manqué d'instrument de fragilisation et de fragmentation de ses opposants (armés, politiques, civils). Avec ces limites internes avérées, l'absence de réels investissements politico-militaires internationaux stratégiques et pragmatiques l'a alors privé d'appuis extérieurs décisifs dans le sens du renforcement ou de la suppléance de celles-ci, et par ricochet de la garantie de sa « longue durée ».

Relativement au président Compaoré, on peut affirmer que celui-ci a davantage bénéficié d'un impact indirect de l'international dans sa gouvernance générale et face aux menaces les plus crédibles à sa survie politique. En fin stratège depuis sa prise du pouvoir (Loada 1996), il a su tirer leçon des échecs stratégiques de son prédécesseur, pour faire de l'international une sphère d'investissements politico-militaires. Cela lui aura permis de se positionner comme un acteur incontournable du duo franco-américain. Vis-à-vis de ses pairs africains, il s'était fait craindre par certains en raison de ses capacités de nuisances, au travers de ses alliances transnationales, ou respecté par d'autres, notamment avec ses multiples médiations. Positionné à l'international avec un quasi-statut d'incontournable dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation dans la zone ouest-africaine, Blaise Compaoré avait su mobiliser de multiples soutiens extérieurs au profit de son régime, indépendamment des dynamiques politiques domestiques de son pays. Il s'est agi des soutiens militaires, économiques et politiques. Une telle captation a, à la fois, multiplié ses capacités de cooptation et renforcé ses stratégies de *coup-proofing*. Avec ces différents soutiens, il s'est donné les moyens d'un certain contrôle de l'opposition civile et politique. À cela, sa maîtrise plus ou moins incontestée de l'armée, à travers le RSP et la cooptation de l'essentiel des officiers supérieurs de l'armée nationale, lui aura permis d'amenuiser quelque peu les menaces à sa survie. Dès lors, les principales menaces à sa survie se sont quasiment limitées aux insurrections populaires. Face à cela, le succès, plus ou moins éprouvé sur le long terme, de ses stratégies internes a réduit l'indispensabilité des interventions militaires extérieures directes, de la part notamment de la France et/ou des États-Unis, à l'occasion des différentes menaces à sa survie. L'international y a plus été d'un impact indirect à travers plutôt un renforcement de ses stratégies internes de survie politique et de ses ressorts de légitimité (*cas 4 et 5 de l'impact indirect*).

Si l'évidence d'un tel renforcement est observable dans l'exercice de son pouvoir durant l'essentiel de ses phases de stabilité et de paix relative, elle l'a aussi été à l'occasion de certaines menaces à sa survie. Cela serait traduit à l'occasion de la longue crise née de l'affaire Norbert Zongo par des appuis français en matériels de répression²⁹¹. Des appuis libyens en argent et armement sont également évoqués, non pas directement pour la répression des insurgés, mais davantage pour mieux gérer les contraintes liées à la crise et l'embargo dont le pays faisait l'objet à l'époque. Par ailleurs, la crise ivoirienne et le rôle joué par le président Compaoré, notamment à travers l'opération « *Bayiri* » et l'Accord politique de Ouagadougou (2007), lui avaient également permis de se reconstruire une légitimité fortement érodée à l'interne à un moment crucial de la contestation de son régime depuis les événements de décembre 1998 (Banégas et Otayek 2003 ; Loada 2006). Ces observations mettent en relief les *cas 3 et 5*, relatifs à l'impact indirect de notre modèle, dans la gestion de ces principaux moments de crises.

À l'occasion de la dernière menace à sa survie politique, les insurrections populaires d'octobre 2014, on note également une double implication française. Bien que cela n'ait pas permis de sauver le président Compaoré de la chute, elle a permis d'une part son exfiltration pour la Côte d'Ivoire et, d'autre part, l'organisation des premières bases de l'ère post-Compaoré, pour s'en assurer une certaine continuité avec des collaborateurs jugés plus conformes ou fidèles aux orientations politiques du président Compaoré. Au final, l'intervention française n'aura servi qu'à « sauver la peau » du président Compaoré et non son pouvoir.

Avec le président Déby, qui a connu une fin de règne mortelle, on retiendra qu'il a toujours bénéficié principalement d'un impact direct de l'international dans la gestion de sa « longue durée ». En passant en revue les principales menaces à sa survie on se rend bien compte qu'il a toujours fallu une intervention décisive de la France, parfois de la Libye de Mouammar Kadhafi et des rebelles du JEM et SLA (2006 et 2008) pour le sauver d'une chute plus ou moins certaine. Il y a lieu de souligner que le contexte domestique et sous régional tchadien avec la présence d'une multitude d'opposants armés et des voisins

²⁹¹ Entretiens avec les acteurs civils et politiques burkinabè, Ouagadougou, février-avril 2018. Mais comme nous l'avons déjà souligné, la portée de cette affirmation reste limitée en raison de l'absence d'une pluralité de sources, notamment officielles et institutionnelles, à son appui.

belliqueux ou instables (Soudan, Libye et Centrafrique), favorable à la formation et à l'installation de groupes rebelles tchadiens, a davantage rendu armée et/ou militaire la nature des menaces à la survie du président Déby. Cela en plus de son manque de réel contrôle tant de ces groupes que de son armée en général, marqué par des instabilités et des allers-retours récurrents de certaines élites entre le régime et l'opposition armée, a très souvent montré les limites de ses stratégies internes de survie politique. Certes, le président Déby avait su à la fois allier la répression et la cooptation, avec une plus grande propension pour la première, dans la gestion de sa « longue durée », mais les dynamiques domestiques et régionales susmentionnées ont toujours rendu plus ou moins nécessaires ou indispensables les interventions internationales directes au secours de son régime à l'occasion des menaces critiques à sa survie politique.

Il en résulte que face aux défaillances de ses stratégies internes de survie politique, les investissements politico-militaires internationaux ont toujours constitué pour le président Déby un outil stratégique de gestion de la « longue durée ». En effet, si la gestion des phases critiques de son régime, marquées par les principales rébellions ci-dessus analysées, met clairement en exergue les *cas 1 et 3* de notre modèle d'analyse, celle des phases d'accalmie fait davantage échos aux *cas 4 et 5*. C'est dire qu'il a su se construire un statut d'incontournable vis-à-vis du duo franco-américain de par ses investissements politico-militaires en soutien aux États, plus singulièrement la lutte contre le terrorisme depuis la décennie 2010. Bien avant, ce fut plutôt ses interventions militaires directes dans certaines guerres contre-insurrectionnelles, en appui à des leaders et régimes amis (Centrafrique notamment), et/ou *proxies* dans la défense du pré carré français (les deux Congo par exemple). À côté de cela, il n'a pas fait l'économie de certaines alliances transnationales stratégiques, au Soudan, en Centrafrique et en Libye, afin de fragiliser et mieux contenir ses opposants armés.

	Impact négatif	Impact positif indirect	Impact positif direct
Thomas Sankara	X		
Hissène Habré	X		
Blaise Compaoré		X	
Idriss Déby			X

En définitive, on retiendra que suivant l'usage total, partiel ou non des investissements politico-militaires retenus, cela a eu des impacts variés dans la gestion de la « longue durée » chez nos quatre leaders à l'étude. Avec aucun investissement particulier, Thomas Sankara se distingue par la plus courte survie politique (4 ans), avec un impact négatif de l'international. Hissène Habré qui s'était principalement investi dans des alliances transnationales présente un règne de 8 ans avec également un impact négatif de l'international. Quant au président Compaoré, comptant la seconde plus « longue durée », il a su s'investir dans les deux principales actions politico-militaires internationales, tout en étant moins offensif dans les interventions militaires directes, pour bénéficier d'un impact indirect de l'international tant dans sa gouvernance politique qu'à l'occurrence des menaces à sa survie. Enfin, le président Déby, avec la plus longue survie politique, s'est investi dans toutes les stratégies de gestion de la « longue durée », avec un fort accent offensif dans les interventions militaires directes. À la différence de Blaise Compaoré, il a régulièrement bénéficié d'un impact direct de l'international à l'occasion des menaces à sa survie politique.

De tout ce qui précède, il ressort que les investissements politico-militaires internationaux ont un impact certain dans la gestion de la « longue durée ». Cet impact est d'autant plus affirmé quand le leader politique sait, souvent, se mettre au service, ou du moins ne pas se mettre en disgrâce, des principaux partenaires internationaux que sont la France et les États-Unis, dans la conduite de ses alliances transnationales en appui aux groupes armés et/ou ses interventions politico-militaires directes au profit des États. En la matière, et pour les leaders francophones, la France semble toujours être le partenaire le plus indiqué dont le patronage est très souvent une meilleure garantie de la « longue durée ». À ce titre, elle peut se révéler être aussi, comme nous l'affirmait un opposant politique tchadien, « un facteur bloquant n'incitant pas aux réformes de constructions institutionnelles visant à réduire les niveaux de violence »²⁹². Les présidents Sankara et Habré l'auraient plus ou moins appris à leurs dépens, contrairement à leurs successeurs Blaise Compaoré et Idriss Déby qui ont su apprendre de leurs erreurs stratégiques, pour faire de la France, tout au long de leur règne, un pivot de leurs investissements politico-militaires.

²⁹² Entretien avec un opposant politique tchadien, N'Djamena, mai 2018.

Somme toute, les conclusions de notre recherche confirment sans conteste notre principale hypothèse, qui nous invitait à aller au-delà de la sphère interne pour voir dans l'international, suivant le modèle du « politicien investisseur » de Lacam (1988), une source stratégique de gestion de la « longue durée ». Ainsi confirmées au travers de nos études de cas, quelles sont les principales discussions et limites que cela induit, ainsi que les contributions empiriques, théoriques et méthodologiques ?

CHAPITRE IV : CONCLUSION, APPORTS THÉORIQUES, EMPIRIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES.

L'argument central de cette thèse est fondé sur le postulat que les investissements politico-militaires internationaux, notamment les interventions politico-militaires directes en appui aux États et des alliances transnationales en appui aux groupes armés, affectent positivement la survie des leaders politiques, notamment ceux personnalistes. À cet effet, et s'inspirant de la thèse du politicien investisseur de Lacam (1988), nous sommes partis de l'idée d'appréhender l'international comme une sphère d'investissement de laquelle tout leader politique, engagé dans les deux types d'actions politico-militaires susmentionnées, peut tirer des retombées politiques, économiques et militaires au service de sa gestion de la « longue durée ». De façon plus spécifique, nous postulons que la captation stratégique des retombées découlant de ces investissements politico-militaires internationaux, en articulation avec les stratégies domestiques de survie politique, le *coup-proofing* et la cooptation, affectent ou influencent, de façon directe ou indirecte, la survie politique du leader. À ce titre, deux mécanismes principaux ont gouverné notre argumentaire : la suppléance des stratégies internes de survie politique à l'occurrence d'une menace manifeste (impact direct), et/ou le renforcement desdites stratégies à l'occurrence d'une menace manifeste ou dans la gouvernance générale du leader (impact indirect).

Aux termes de cette thèse, la confirmation de notre hypothèse de recherche s'impose. Cela s'est traduit « au concret » avec la mise en relief des impacts directs et indirects des investissements politico-militaires retenus, dans la longue survie politique des présidents Déby et Compaoré. Aussi, notre modèle d'analyse se trouve-t-il validé dans le sens de l'atteinte de notre objectif principal de *theory building*. Il serait donc une avenue de recherche heuristique qui devrait renforcer, au travers d'autres *theory testing*, en dehors des cas des présidents Sankara et Habré, la littérature scientifique relative à la survie politique, de manière spécifique, et aux résiliences autoritaires en général. Il y a en effet une corrélation positive entre les investissements politico-militaires internationaux et la « longue durée » des présidents Déby et Compaoré. On peut affirmer sans nul doute que l'échec et/ou la non-occurrence des différentes menaces (les rébellions, les insurrections populaires et les coups d'État), sur le long terme, à leur survie politique sont à plusieurs

égards dus à ceux-ci et les retombées y relatives. D'une part, celles-ci ont davantage affecté positivement leurs stratégies internes de survie politique, à travers le renforcement de leurs capacités et pratiques de cooptation, et l'entretien de leur *coop-proofing*. D'autre part, à l'épreuve des menaces manifestes, et leur mise en échec, elles se sont traduites en des soutiens militaires, principalement, économiques et politiques décisifs.

À cela, l'analyse comparative des règnes contrastés de leurs prédécesseurs immédiats, Thomas Sankara et Hissène Habré, a constitué des cas témoins et confirmateurs. On a pu relever dans les explications de la courte survie politique de ces derniers, 4 et 8 ans respectivement, le non-investissement du premier dans les actions politico-militaires internationales identifiées, et l'investissement limité du second en la matière.

Au sortir de ces études de cas, on pourrait affirmer que l'analyse « au concret » de l'impact des interventions politico-militaires directes et des alliances transnationales dans la « longue durée » des leaders personnalistes africains est révélatrice de plusieurs enseignements.

Aussi, la présente thèse nous permet-elle de dégager des apports pertinents au triple plan empirique (**Section I**), théorique (**Section II**) et méthodologique (**Section III**). En plus, elle nous offre des voies d'esquisse de quelques agendas de recherche (**Section V**) potentiellement heuristiques sur d'autres variables pouvant contribuer au renforcement de la littérature sur la survie politique et/ou les résiliences autoritaires. Mais avant l'esquisse de ces agendas de recherche, certaines limites de cette thèse méritent d'être relevées (**Section IV**).

Section I. Apports empiriques.

Il est commun d'observer que la majorité des écrits sur les résiliences autoritaires, depuis les années 2000, ont plus mis l'accent sur les considérations et stratégies internes (Brownlee 2002 ; Jensen et Wantchekon 2004 ; Lust-Okar 2006 ; Brownlee 2007 ; Gandhi et Przeworski 2007 ; Ulfelder 2007 ; Magaloni 2008 ; Arriola 2009 ; Levitsky et Way 2010 ; Bellin 2012). Sous l'angle sécuritaire, elles se sont davantage focalisées sur les stratégies de *coup-proofing* (Quinlivan 1999 ; Brownlee 2002 ; Roessler 2011 ; 2016 ; Harkness 2016 ; 2017), notamment au travers des gardes présidentielles en Afrique (Belkin

et Schofer 2003 ; Svolik 2009 ; 2012 ; E. Ouédraogo 2014), comme une des variables explicatives des autoritarismes. Bien qu'on note l'existence de quelques études qui font de certains facteurs et/ou acteurs internationaux une variable explicative des autoritarismes en Afrique (Clapham 1996 ; Reno 1999 ; Bayart 1999 ; Cooper 2018), celles-ci demeurent toutefois limitées dans les orientations générales qui les sous-tendent. D'une part, elles s'inscrivent dans les approches générales de l'extraversion et/ou de la dépendance²⁹³ (Banégas 1999 ; Bayart 1999 ; Chabal et Daloz 1999) ; et se fondent principalement sur les considérations d'ordre économiques et/ou financières (Cooper 1981 ; P. Collier 1991 ; Bayart 1999 ; Banégas 1999 ; Chabal et Daloz 1999 ; Hibou 2006 ; Bueno de Mesquita et Smith 2010 ; Cooper 2018), ou encore idéologico-militaires (Clapham 1996 ; Porteous 2003). D'autre part, elles portent plus sur les processus de centralisation politique et les stratégies d'accumulation économiques, et non spécifiquement sur la gestion de la survie politique par les leaders politiques, entendus au sens des présidents ou des Chefs d'État. En plus, elles mettent plus l'accent sur des considérations structurelles et font peu de place à l'agentivité de ces leaders investis à l'international dans des actions politico-militaires, orientées par des objectifs de *survival-seeking*, voire de *statut-seeking*.

Dès lors, se servir de l'Afrique et des cas de leaders burkinabè et tchadiens, dans une perspective comparative, est déjà un moyen d'inscrire davantage ce continent dans cette riche littérature sur les résiliences autoritaires. Qui plus est, ce continent n'en a pas encore fini ni avec les alternances irrégulières au pouvoir ni avec les leaders autoritaires intéressés par la « longue durée » (J. Powell, Lasley, et Schiel 2016 ; Dwyer 2017a ; Harkness 2017 ; Dorman 2018). Il est d'ailleurs depuis ces dernières années marqué par une vague de coups d'État (Harkness 2022). En plus, notre étude portant sur deux espaces géographiquement distincts, l'ouest et le centre de l'Afrique, bien que partageant le sahel en commun, nous permet d'observer les résiliences autoritaires par-delà les similitudes structurelles. Elle enseigne plus sur les similitudes stratégiques et sécuritaires de certains leaders à

²⁹³ La dépendance ici est appréhendée suivant une perspective qui place les États et/ou leaders africains en clients, certaines puissances et institutions internationales (les États-Unis, la France, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, etc.) en patrons. C'est dire qu'elle se distingue de la littérature sur la dépendance sous l'angle économique, fondée sur l'historicité des périphéries et les relations de ces dernières avec les centres occidentaux, avec des auteurs comme Immanuel Wallerstein, Andre Gunder Frank et Samir Amin.

l'international, via l'instrumentalisation des interventions politico-militaires directes et des alliances internationales au service de la gestion de la « longue durée ».

Suivant cette veine sécuritaire, la présente thèse est un dépassement des études africaines de la survie politique fondées sur les stratégies de *coup-proofing*, qui n'en constituent pas une garantie absolue, ou du moins durable. Dans un contexte africain où les facteurs exogènes ont des impacts certains sur les dynamiques politiques intérieures des États (Gleditsch 2007; Haacke et Williams 2008; Tamm 2016; Duursma et al. 2019; Duursma et Tamm 2021), les menaces à la survie des leaders autoritaires en plus d'être généralement irrégulières ont très souvent des ramifications extérieures. De telles ramifications, tout en posant la dimension internationale comme une réelle source de menaces, la rendent également stratégique dans l'évitement et/ou la mise en échec desdites menaces. Cela donne à notre modèle d'analyse toute sa portée heuristique dans le cadre africain. Alors, la gestion de la « longue durée » doit aussi s'observer au niveau international, à travers les usages stratégiques des retombées découlant des interventions politico-militaires directes et des alliances transnationales.

Par ailleurs, cette thèse nous renseigne, sous réserve de quelques *theory testing* dans d'autres régions comme l'Amérique latine et le MENA, sur la portée de telles actions politico-militaires internationales. Pour un leader, se positionner comme un *security provider*, notamment face à l'hydre terroriste, aux yeux de ses pairs africains et de certains partenaires extérieurs comme la France, surtout, et les États-Unis, peut-être une garantie de sa survie politique. Ce positionnement présente l'avantage de l'aider d'une part au renforcement, sinon à la suppléance, de ses stratégies internes de survie politique. D'autre part, il est constitutif d'une sorte de prime à l'impunité de celui-ci face à ses dérives autoritaires internes. Car, la stabilité et le rôle sécuritaire régional des leaders politiques semblent de plus en plus primer sur les considérations démocratiques et d'alternances politiques (Touré 2017).

Cette thèse est également une invitation à dépasser les perspectives principalement structurelles pour davantage donner de la place à celles portant sur l'agence au travers des capacités d'actions politico-militaires stratégiques des leaders à l'international. C'est dans ce sens qu'analyser les règnes de deux leaders d'un même pays, donc partageant un même contexte domestique, quoiqu'évolutif à certains égards, était d'une importance capitale

quant à l'observation des éventuelles divergences de leur survie politique. Distinguer les règnes de Blaise Compaoré et Thomas Sankara, ou encore d'Idriss Déby et Hissène Habré, nous a permis d'expliquer leurs différences de survie politique à l'aune de leurs stratégies politico-militaires, notamment à l'international. Ce qui relève plus de l'agentivité de ces leaders que de la seule structure des États concernés. Toutefois, on rappellera que certaines modifications contextuelles à l'international, notamment la fin de la bipolarité, le discours de la Baule et le terrorisme, ont quelque peu altéré la marge des « possibles » dans le déploiement et les investissements stratégiques de ces différents leaders. Néanmoins, cela n'enlève pas aux présidents Compaoré et Déby leur « intelligence stratégique » d'adaptation et de pragmatisme aux fins de gestion de la « longue durée ».

Au-delà de ces considérations empiriques générales, le choix particulier du Burkina Faso est aussi d'une contribution importante. La gouvernance du président Compaoré a très peu fait l'objet d'une analyse alliant sa diplomatie politico-militaire à sa survie politique. L'accent a plus porté sur sa gouvernance interne, à travers souvent le rôle déterminant et répressif du RSP. À l'international, c'est plus son statut de « bon élève » des institutions internationales qui a sous-tendu les explications sur les soutiens variés à l'endroit de son régime. Or à l'analyse, le président Compaoré a surtout construit sa légitimité et sa longévité politiques en se servant de l'international sous l'angle politico-militaire. Comme nous le rappelle Loada (1996, 23), « isolé diplomatiquement après sa prise du pouvoir sanglante en 1987, le président Compaoré a mené une politique extérieure active pour asseoir sa légitimité internationale ». Quant à son prédécesseur, le président Sankara, le focus a davantage porté sur la nature révolutionnaire de son régime ou les enjeux politico-judiciaires relatifs à son assassinat. À travers cette thèse, nous sommes donc allés au-delà de ces considérations, dans une perspective comparative, pour donner une plus grande valeur explicative à sa courte survie politique par rapport au président Compaoré.

Relativement au Tchad, certes, on note une pluralité d'écrits sur les régimes des présidents Déby et Habré, mais peu ont porté sur une perspective comparative de leur survie politique. À cet égard, analyser les différences de survie politique entre ces deux leaders est un pavé supplémentaire dans la bonne compréhension des dynamiques politico-militaires tchadiennes, notamment de certaines rébellions tant dans leur genèse que leur dénouement.

Au final, cette thèse et les possibilités de généralisations qu'elle induit, principalement en Afrique, au travers d'autres cas de leaders politiques africains, plus ou moins personnalistes (Paul Kagamé, Yoweri Museveni, José Eduardo dos Santos, Mouammar Kadhafi, Paul Biya, Denis Sassou-Nguesso, etc.), nous informent que les résiliences autoritaires africaines sont aussi observables sous l'angle des influences ou des rôles des investissements politico-militaires internationaux. Certes, l'Afrique a été un continent des coups d'État, et continue de l'être à certains égards (J. Powell, Lasley, et Schiel 2016) ; mais la présente étude nous a permis de porter l'analyse principalement sur les rébellions (Tchad) et les insurrections populaires (Burkina Faso) tant dans l'évitement de leur occurrence que dans leur mise en échec suivant les dynamiques de leur genèse à leur dénouement. C'est dire que l'étude des autoritarismes, toujours pertinente en Afrique, va au-delà des coups d'État avec les stratégies de *coup proofing* qui les sous-tendent.

Section II. Apports théoriques.

Comme déjà évoqué, le principal apport théorique de cette thèse est l'intégration de la dimension internationale, sous l'angle des interventions politico-militaires directes et des alliances transnationales, dans l'analyse de la survie politique. À ce titre, cette intégration contribue à un dépassement des limites inhérentes aux variables internes, ainsi que celles internationales relatives à l'extraversion et à la dépendance (Chabal et Daloz 1999 ; Bayart 1999 ; Banégas 1999). Elle met en relief les investissements politico-militaires internationaux et les impacts, sinon le rôle, des retombées diverses dont ils sont porteurs, dans la gestion de la « longue durée ».

En s'inspirant du « politicien investisseur » de Lacam (1988), elle met également en exergue l'agence dans l'analyse de la survie politique. C'est déjà là un des points de différenciation avec les approches beaucoup plus structurelles intégrant la dimension internationale dans l'analyse des autoritarismes en Afrique. En effet, les analyses portant sur l'impact du système international (Kalyvas et Balcells 2010 ; Clapham 1996 ; Reno 1999 ; Day et Reno 2014a), avec notamment la guerre froide, ou encore sur l'extraversion ou la dépendance (Bayart 1999 ; Chabal et Daloz 1999), font plus de place à la structure qu'à l'agence. Or, c'est l'agentivité des leaders qui fait ici le lit de leur « longue durée ». Ils ne sont donc pas de simples *security consumer*, mais plutôt des sortes

de *security provider*, notamment auprès de leurs pairs africains et aussi, voire surtout, de la France et souvent des États-Unis. Ils ne sont pas non plus inscrits dans une simple logique de dépendance vis-à-vis de ces derniers. Ils créent et entretiennent une sorte de dépendance de ces derniers vis-à-vis d'eux, notamment dans les enjeux de stabilisation et de sécurisation de leur espace régional, voire au-delà. On peut donc affirmer que notre étude contribue à un renforcement des études sur les agences. Toutefois, elle n'omet pas le poids de la structure en ce sens que les capacités stratégiques de l'agence sont ici appréhendées suivant l'usage stratégique qu'ils font de la structure. En l'occurrence, le président Déby s'est servi de la position stratégique de son pays, « à la charnière des espaces géopolitiques et des systèmes de conflits » (Luntumbue et Massock 2014, 8), pour se faire l'allié incontournable du duo franco-américain contre les menaces que représentent les groupes arabo-islamistes. En plus, l'environnement régional du Tchad, et ses dynamiques évolutives ont également dicté le choix de ses alliances transnationales, ses engagements dans des guerres *proxies* françaises ou encore dans la lutte contre le terrorisme. Il en est de même pour le président Compaoré qui a aussi su profiter de la position centrale du Burkina Faso à l'Ouest de l'Afrique, et des variations de l'environnement international, pour entretenir des alliances transnationales et aussi être un pivot stratégique du duo franco-américain, dans certains enjeux sécuritaires.

Aussi, notre analyse informe-t-elle sur les potentialités d'allier l'agence à la structure afin de donner une lecture plus ou moins complète des dynamiques de gestion de « la longue durée ».

Dans la même logique, elle allie les dimensions internationale et interne à travers une autre contribution à l'approfondissement des perspectives théoriques du réalisme néo-classique et du *two-level games*. En effet, c'est de la conjonction de ces deux dimensions qu'on est arrivé à identifier les deux principaux types d'impacts des investissements politico-militaires internationaux dans la gestion de la « longue durée ». Une telle approche nous a semblé plus heuristique que les approches essentiellement fondées, soit sur les variables internes, soit sur celles internationales. Elle est en effet plus révélatrice d'une meilleure articulation entre les dynamiques du « dedans » et du « dehors » dans l'appréhension des stratégies de gestion de la « longue durée ».

Par ailleurs, à travers cette étude, nous dépassons la théorie des États rentiers qui a jalonné la littérature sur la survie politique pour observer cette dernière dans des États non rentiers, au sens strict, comme le Burkina Faso. Bien qu'on puisse inscrire le Tchad dans le groupe des États rentiers depuis le déclenchement de l'exploitation pétrolière en 2003, la « longue survie » du président Déby va, et s'observe, au-delà d'une telle caractérisation. Les présidents Compaoré et Déby ont plus tiré profit de leurs investissements politico-militaires et de la position géographique de leur pays que de ses ressources naturelles propres. Cela fait échos à la thèse du *geo-strategic rents* que Brass (2008) développe dans son étude sur Djibouti et sa captation de plusieurs aides étrangères en raison de sa position stratégique ; et à certains égards au concept de *gatekeeper state* de Cooper (2018).

Par ailleurs, nous pouvons soutenir que la présente étude apporte un dépassement de la distinction entre le *status-seeking* et le *survival-seeking*. Au lieu d'être distinctes, ces motivations sont complémentaires et liées, l'une allant avec l'autre, notamment dans le cas des leaders autoritaires. Le statut d'incontournable contribue en effet à une certaine garantie de la survie. L'étude de Malejacq (2019) met en relief ces deux dimensions dans la survie de ceux qu'il qualifie de seigneurs de guerre en Afghanistan. Suivant son analyse ces derniers en se positionnant comme des protecteurs, des patrons, des sortes de *khan*²⁹⁴ et *malik*²⁹⁵, se construisent une certaine légitimité interne qui se trouve renforcée par leur réputation et leurs connexions internationales. « Afghan warlords have (...) developed strategies aimed at convincing first the international community, and then domestic actors, that they remain the most powerful actors on the local scene » (Malejacq 2019, 57). Dès lors, « The warlords' ability to mediate between different levels of politics is key to their authority (and to their ability to appear as indispensable) in the post-2001 era » (Malejacq 2019, 60). Une indispensabilité qui entretient une mobilisation de ressources diverses (politiques, économiques, militaires, sociales, symboliques, etc.) dont la conversion et la projection leur garantissent une « longue durée ».

²⁹⁴ Les *khans* sont des notables traditionnels qui exercent une influence liée à leur statut de propriétaire terrien ou de chef de tribu. À ce titre, ils jouent un déterminant rôle de médiation entre les différents segments sociaux (Malejacq 2019, 59).

²⁹⁵ Les *maliks* sont en quelque sorte des intermédiaires qui représentent les intérêts de la communauté vis-à-vis du monde extérieur et de la communauté internationale des donateurs (Malejacq 2019, 59).

Comme le démontre notre étude également, en s'investissant à l'international dans des actions politico-militaires définies, les présidents Compaoré et Déby étaient à la fois guidés par la quête d'un certain statut et la gestion de la « longue durée ». En l'occurrence, le premier a su se construire un statut de « médiateur » dans différents foyers de crise, bien qu'il ait également porté le costume de « pyromane » en raison de ses alliances transnationales. Quant au président Déby, il a su se présenter comme le « gendarme du Sahel » en essayant de positionner son pays comme une sorte de puissance régionale (Marchal 2016).

Il faut néanmoins rappeler ici que la modélisation de ces statuts se distingue de celles déjà existantes au sein de la littérature, à propos des grandes puissances (Wohlforth 2009 ; Larson et Shevchenko 2010 ; Paul, Larson, et Wohlforth 2014 ; Renshon 2017). Ces dernières font plus écho aux capacités militaires, économiques ou encore à la conduite des guerres, notamment celles interétatiques ; et sont plus en lien avec l'État et non le leader. Or, les statuts des présidents Compaoré et Déby sont appréhendés ici sous l'angle de leur reconnaissance par leurs pairs comme des *security provider*. Concernant les leaders francophones, ces statuts découlent également de la lecture que se fait le Quai d'Orsay de leur rôle dans les enjeux de sécurisation et plus ou moins de défense des intérêts français (Marchal 2015)²⁹⁶. En plus, ils sont quelquefois soutenus par l'intégration ou non du leader dans les stratégies sécuritaires du Pentagone.

Enfin, la thèse met également en relief l'approche sur l'apprentissage, plus ou moins développée dans les analyses de politiques publiques (Hecló 1974 ; Sabatier 1988 ; Sabatier et al. 2000). Suivant Sabatier (1988), cité par Sabatier et al. (2000, 210), l'apprentissage est défini comme un processus de « modifications relativement persistantes de la pensée ou des intentions de comportement résultant de l'expérience et concernant la réalisation ou la révision des objectifs de la politique ». En empruntant ainsi à Hecló (1974) son concept de *policy-oriented learning* fondé sur une appréhension instrumentale de l'apprentissage, les logiques comportementales et stratégiques des présidents Compaoré et

²⁹⁶ Pour une lecture beaucoup plus transversale et critique de la position du Quai d'Orsay, et des contradictions ou concurrences internes et intrafrançaises, sur le Tchad, l'article de Marchal (2015) en donne quelques grandes articulations.

Déby peuvent être appréhendées à plusieurs égards comme le résultat des leçons tirées des échecs de leurs prédécesseurs d'une part, et d'une meilleure appréhension de leur environnement à la fois interne et international pour asseoir leur pouvoir dans la « longue durée ». Par ailleurs, l'analyse de leurs stratégies de survie politique pourrait aussi constituer une source d'enseignements et donc d'apprentissage à tout leader intéressé par la « longue durée ».

Section III. Apports méthodologiques.

La présente thèse est également porteuse de quelques apports méthodologiques dans le sens d'une meilleure étude des résiliences autoritaires. Comme déjà mentionnée, elle se fonde à la fois sur une approche comparative et le *process tracing*. Pour ce faire, le *theory building process tracing* visait à mieux dégager les mécanismes causaux dans la survie politique de nos leaders à l'étude, à travers les impacts variés des investissements politico-militaires internationaux ; et l'approche comparative à sortir d'une simple monographie pour davantage ouvrir l'analyse à quatre leaders et renforcer ainsi la pertinence de notre modèle. Nous avons donc choisi de sortir de la simple narration historique des règnes de plusieurs leaders, pour identifier des événements clés et des dynamiques déterminantes de leur gestion de la « longue durée ». Nos conclusions constituent ici une confirmation du potentiel producteur de théorie de la méthode retenue, en ce sens que le *process tracing* à l'œuvre nous a permis de mettre en relief les influences positives des investissements politico-militaires dans la « longue durée », tant à l'épreuve des menaces à la survie des présidents Compaoré et Déby, que dans leur gouvernance générale. Cela contribue d'ailleurs, comme évoqué ci-dessus, à un renforcement des théories existantes sur les résiliences autoritaires.

À la suite, bien qu'il soit souvent reproché aux études de cas, notamment les monographies, des incapacités de généralisations, ou du moins des capacités limitées, l'intégration ici de la perspective comparative donne plus à nos conclusions des possibilités de généralisations. Elles donnent en effet lieu à l'ouverture des possibles aux *theories testing* sur d'autres cas de leaders aux longues survies politiques ou non.

Par ailleurs, les exigences de délimitation et de détails du *theory building process tracing* nous ont permis de mieux observer les configurations domestiques des pays à l'étude,

notamment dans leurs spécificités sur deux dimensions principales. D'une part, les configurations domestiques déterminent la nature des menaces irrégulières au pouvoir. Au Tchad, la présence d'une multitude de groupes armés, ajoutée à un environnement régional plus ou moins instable au plan politico-militaire, a fait des rébellions les menaces les plus récurrentes. Au Burkina Faso, la seule présence d'une opposition civile et politique a plus laissé la place aux révoltes et insurrections populaires comme les voies plausibles de contestation du président Compaoré. D'autre part, les configurations domestiques influent également sur le type d'impact de l'international à l'occurrence des menaces à la survie du leader. Aussi, est-il plus direct quand les menaces sont de nature armée à travers les rébellions, et indirect quand les menaces proviennent des révoltes populaires.

En plus de ces considérations, il y a lieu de relever que cette thèse fait siennes les recommandations Skocpol (1985) pour démontrer l'intérêt de combiner des cas concordants à des cas discordants et donner une plus-value à toute approche comparative. Si Blaise Compaoré et Idriss Déby présentent des similitudes en lien avec notre variable dépendante (la longue survie politique), le cas des présidents Sankara et Habré en constitue des différences. On retiendra également les contrastes de leurs stratégies politico-militaires.

Nonobstant ces différents apports au triple plan empirique, théorique et méthodologique, la présente thèse reste marquée par quelques limites.

Section IV. Des limites de la thèse.

Observables essentiellement dans sa dimension empirique, elles s'articulent ainsi qu'il suit. D'abord, il y a lieu de souligner que la conduite du terrain dans les deux pays a eu lieu dans des contextes bien spécifiques. À l'époque, de janvier à avril 2018, il était question au Burkina Faso du procès contre les putschistes de septembre 2015, composés essentiellement d'éléments de l'ex-RSP. Sous ce prétexte, beaucoup de militaires s'étaient montrés indisponibles ou avaient évoqué la nécessité de se tenir à carreau dans l'attente de la fin du procès.

Au Tchad, le contexte, de mai à juin 2018, était plutôt marqué par l'adoption et la promulgation de la Constitution du 4 mai 2018. Cette dernière venait ainsi renforcer les pouvoirs du président Déby avec la consécration d'une nouvelle présidentialisation de son

régime qui devait lui garantir légalement les pleins pouvoirs jusqu'en 2033. Il va sans dire que cela, tout le long de son processus et même après, a suscité beaucoup d'actions de contestations de la part des opposants et de verrouillage de la part du régime. Un tel contexte nous a dès lors rendu difficile l'obtention de certaines entrevues. Qui plus est, comme nous l'avait signifié un répondant : « parler du pouvoir, c'est comme parler contre le pouvoir ». La formule en elle-même résumait les difficultés qui peuvent sous-tendre toute étude de terrain axée sur les questions politico-militaires au Tchad. Dans ce sens, le « bon lieu » d'échanges trouvé par certains de nos répondants fut leur domicile. Ces lieux se seront révélés plus propices à des échanges ouverts qui nous auront d'ailleurs permis de tisser de bons liens avec certains répondants au domicile desquels, nous nous sommes rendus à plusieurs reprises.

Ensuite, l'un n'allant pas sans l'autre, notre échantillonnage présente une faible représentation de répondants appartenant aux FDS ou autres groupes armés. Comme susmentionnées, la particularité des contextes et la nature plus ou moins sensible de notre objet d'étude nous ont empêchés d'atteindre nos objectifs de départ d'entrevues avec au moins 10 éléments des FDS dans chacun des deux pays. Au final, notre échantillon présente 4 éléments des FDS pour le Burkina Faso et 2 pour le Tchad. On dira certainement dans le cas d'espèce que la « grande muette » s'est vraiment montrée muette à nos sollicitations dans le sens d'un meilleur approfondissement de nos collectes de données. Néanmoins, ce n'est pas faute de n'avoir pas fait le possible pour obtenir des rendez-vous.

Enfin, une dernière limite de cette thèse est l'absence d'entretien avec les partenaires stratégiques internationaux à l'œuvre, la France et les États-Unis. La conduite du terrain au travers d'entrevues avec certains acteurs clés français et/ou américains aurait donné une plus grande valeur à notre analyse. Il aurait été intéressant pour nous d'entendre les voix de ces acteurs qui donnent une réelle portée aux investissements politico-militaires internationaux retenus, plus singulièrement ceux de la France relativement aux leaders francophones. Cependant, pour des questions d'ordre matériel et financiers, il nous a été impossible de conduire le terrain au sein de ces pays, ou à tout le moins en France.

Toutefois, il ne s'est pas agi là d'une limite insurmontable, encore moins décisive, à la bonne conduite de la présente thèse. L'alternative trouvée à cette impossibilité de terrain en France a été de mettre l'accent, entre autres, sur la revue de la littérature spécifique à

nos cas d'études et leurs relations avec ces deux partenaires internationaux stratégiques, ainsi que sur des sources secondaires. Cela nous aura permis de dégager leurs perceptions et regards croisés à la fois vis-à-vis des deux pays, que des principaux leaders à l'étude. En l'occurrence, concernant le Tchad, l'article de Marchal (2015), « Petites et grandes controverses de la politique française et européenne au Tchad », identifie trois écoles de pensées françaises relatives au Tchad et au président Déby. Par ailleurs, lors du « *Tchad bashing* » en 2016, la lecture de beaucoup d'articles y relatifs aura permis de dégager certaines voix américaines concernant le président Déby et ses investissements politico-militaires. Quant au président Compaoré, les révélations de certaines données de câbles WikiLeaks ont également permis d'avoir une certaine lecture de l'appréciation que les responsables français et américains se faisaient de sa personne et de sa gouvernance (Carayol 2011 ; Jeune Afrique 2014). Outre ces différentes lectures, une certaine incursion dans la littérature sur la Françafrique renseigne également sur les différentes postures françaises vis-à-vis des leaders africains, notamment francophones, les logiques et intérêts stratégiques qui les sous-tendent.

Somme toute, on retiendra que malgré ces limites, les conclusions de notre thèse, les apports et leçons qui le sous-tendent nous permettent d'esquisser quelques agendas de recherche.

Section V. Esquisses de quelques agendas de recherche.

Partant du postulat des investissements politico-militaires internationaux comme facteurs influençant positivement la « longue durée » des leaders personnalistes, il en découle un certain nombre d'avenues de recherche potentiellement heuristiques. Celles-ci s'articulent autour des principaux points ainsi qu'il suit.

I. Configurations oppositionnelles internes et stratégies de survie politique.

Il ressort de l'étude que les configurations oppositionnelles internes constituent des variables déterminant dans le choix des stratégies de survie politique. Elles peuvent être essentiellement politico-civiles (cas du Burkina Faso) ou encore politico-militaires ou armées (cas du Tchad). Il en résulte que la présence d'une opposition militaire ou armée

est un facteur déterminant des choix optimaux ou pertinents que peut, ou devrait, opérer tout leader intéressé par la « longue durée ». Une telle configuration semble en effet plus contraindre le leader à développer, de manière plus ou moins cumulative, les principales stratégies de *coup-proofing*, avec un accent plus porté à la répression qu'à la cooptation. Au contraire, l'absence d'une opposition militaire/armée laisse plus de marge de manœuvre au leader dans la mise en place et le choix de ses stratégies de *coup-proofing*, avec un usage davantage stratégique de la cooptation. Dans un tel environnement, la cooptation peut se révéler, à elle seule, être un fort outil d'instrumentalisation et d'achat d'une certaine stabilité ou d'une paix négative au sens de Johan Galtung. Elle pourrait avoir l'avantage d'amenuiser sans grandes critiques, comme il en serait de la répression, les capacités déstabilisatrices de l'opposition sur fond de fragmentation et de fragilisation. Ce qui pourrait à la fin servir une gestion, plus ou moins réussie, de la « longue durée » par le leader qui s'y investit.

II. Opposition interne armée et impact positif direct des investissements politico-militaires internationaux.

Suivant les configurations oppositionnelles internes, on pourrait en effet davantage fonder l'analyse sur les impacts positifs des investissements politico-militaires dans la gestion de la « longue durée ». En l'occurrence, la présence d'une opposition militaire/armée induit une double perspective. D'une part, elle rend encore plus vulnérable la survie de tout leader intéressé par la « longue durée ». D'autre part, elle rend plus indispensable l'intégration de la dimension internationale dans ses stratégies de survie politique. Dès lors, il serait davantage intéressant de questionner les stratégies contre-insurrectionnelles de tels leaders à l'occurrence des menaces à leur survie politique (Byman et al. 2001; Galula 2006; Staniland 2012; Hervouet et Campana 2013; Day et Reno 2014a; Bakke 2014; Elias 2018). Car, les configurations oppositionnelles armées internes mettent très souvent à défaut les forces loyalistes du leader, en raison soit des défections (Lutscher 2016; Dahl 2016; Dworschak 2020; McLauchlin 2021) ou des faiblesses inhérentes aux capacités opérationnelles d'une armée soumise au *coup-proofing* (Pilster et Böhmelt 2011; Roessler 2011; J. Powell 2012; Makara 2013; Talmadge 2015; Roessler 2016). Par conséquent, à l'occurrence des menaces à sa survie deux hypothèses s'imposent : soit le

leader se voit contraint de faire appel aux acteurs ou facteurs extérieurs pour garantir sa survie, soit ce sont ses alliés extérieurs qui se voient contraints de venir à son secours (Byman et al. 2001; Bakke 2014; Duursma et Tamm 2021). L'analyse du règne du président Déby et les dynamiques de dénouement des principales menaces à sa survie politique en constituent un fort révélateur. En comparaison, Blaise Compaoré, à l'exception de la tentative de rébellion, sinon de soulèvement, des éléments du Bataillon d'intervention aéroporté (BIA) des suites du coup d'État d'octobre 1987, n'a jamais connu de rébellion armée au point de nécessiter une intervention militaire extérieure directe. C'est pourquoi il nous semble pertinent d'approfondir cette perspective mettant en corrélation les configurations oppositionnelles internes armées et les interventions internationales armées directes. Bien que des études comme celles de Duursma et Tamm (2021) mettent en exergue les implications exogènes dans les conflits internes, au travers du concept de *Mutual interventions* (MIs), notre perspective invite à aller au-delà du cadre des guerres par soutiens interposés impliquant des groupes armés. Néanmoins, leur perspective serait plus caractéristique des relations conflictuelles ayant marqué le Tchad et le Soudan entre 2005 et 2010 (Janszky et Janszky 2007 ; Tubiana 2008 ; 2011 ; Tubiana et Debos 2017).

III. Environnement international et dynamique des investissements politico-militaires.

La nature de l'environnement international constitue en effet un facteur affectant les pratiques des leaders intéressés par « la longue durée ». Sans tomber dans un structuralisme absolu, nous soutenons que la nature dynamique et conflictuelle de l'environnement international oriente la voie des possibles du leader en termes d'investissements. Une telle lecture conforte Lacam (1988) quand il évoque dans la quête des ressources par les politiciens des nécessités de restructurations stratégiques en raison « du double mouvement de déclassement et d'innovation » auquel sont soumises les ressources. C'est dire ici que le leader doit savoir s'adapter à l'environnement international et suivre ses dynamiques évolutives pour faire le choix des investissements pertinents en vue de la captation des retombées stratégiques dans sa gestion de la « longue durée ».

Ainsi, suivant la nature conflictuelle de l'extérieur à travers les menaces dont sont, ou peuvent être, porteurs les voisins régionaux, certains leaders politiques s'investissent

généralement dans des alliances transnationales. Les cas de plusieurs leaders en Afrique centrale (Paul Kagamé, José Eduardo dos Santos, Yoweri Museveni, etc.) informent sur de telles pratiques. Elles visent à se trouver des alliés armés en vue de lutter contre ses opposants intérieurs d'une part, et à aider à l'établissement de régimes alliés ou clients, d'autre part (Prunier 1999; Emizet 2000; Perrot 1999; Tamm 2016; Duursma et al. 2019). Dans une autre perspective, l'environnement international offre également des possibilités d'engagement dans des interventions politico-militaires directes en appui aux États. En l'occurrence, la menace terroriste au Sahel a offert au président Déby l'opportunité de s'investir dans la lutte antiterroriste pour davantage soutenir son rôle d'allier du duo franco-américain et de « gendarme du Sahel » (Magrin 2013 ; Tisseron 2015 ; International Crisis Group 2016 ; Marchal 2016). De la même manière, elle a permis au président Compaoré de tisser des alliances transnationales implicites avec certains groupes terroristes, lui ayant permis de mener avec plus de succès ses libérations d'otages, mais aussi de « sanctuariser » son pays contre toute menace terroriste.

On pourrait d'ailleurs y voir une spécificité régionale qui expliquerait la portée de nos deux investissements politico-militaires dans la gestion de la « longue durée ». Les esquisses de *theory testing* dans d'autres espaces régionaux devraient en donner une meilleure lecture, et éventuellement une délimitation ou non de la portée des investissements politico-militaires retenus.

Autrement dit, l'environnement international conflictuel, plus précisément terroriste, ne constituerait-il pas un guide des investissements politico-militaires ? Par ailleurs, l'agentivité du leader n'est-elle pas très souvent déterminée par les configurations structurelles qui l'entourent, par-delà ses configurations internes armées ou non ?

IV. Terrorisme et résiliences autoritaires en Afrique.

S'il ressort clairement de la thèse que l'enjeu terroriste, au travers des opportunités d'investissements politico-militaires internationaux qu'il offre, constitue une ressource stratégique de gestion de la « longue durée », il pourrait encore être une source de plus en plus crédible de production et de diffusion des autoritarismes (BAEV 2004 ; Whitaker 2010 ; Hetherington et Suhay 2011 ; Campana 2013). À l'évidence, les pratiques des principaux partenaires internationaux qui plus est, ceux considérés comme des

référentiels de démocratie, la France et les États-Unis, indiquent une certaine prévalence des considérations sécuritaires sur les impératifs de démocratisation des régimes en Afrique (Schraeder et Crouzel 2005 ; d'Ersu et Ploquin 2008 ; Francis 2010 ; Bat 2011 ; Tubiana et Debos 2017 ; Debos et Powell 2017). Aussi, les enjeux terroristes donnent-ils des arguments de prise de pouvoir, notamment aux militaires, ou de résilience aux leaders déjà établis. En l'occurrence, ce sont de tels arguments qui ont prévalu dans le renversement des gouvernements de Bah Ndaw au Mali par le colonel Assimi Goita²⁹⁷, de Roch Marc Christian Kaboré au Burkina Faso par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui-même renversé par la suite par le capitaine Ibrahim Traoré. C'est également au nom du contre-terrorisme que fut reçue sans quasiment aucune contestation internationale, la prise, ou du moins la continuité, du pouvoir de Mahamat Déby suite à la mort de son père au Tchad. Bien que ces prises de pouvoir n'aient pas reçu la même mesure au niveau de la « Communauté internationale » (Gwet 2021), en première ligne la France, elles témoignent à la fois d'un certain retour du militarisme des régimes politiques et/ou du renforcement des pratiques autoritaires au nom de la lutte contre le terrorisme (Magnani et Vircoulon 2019 ; Cheeseman et Smith 2019). Par exemple, là où la prise de pouvoir de Mahamat Déby est appréciée du côté de la France au nom du « ferme attachement à la stabilité et à l'intégrité territoriale du Tchad », celle d'Assimi Goita y est décriée par « sa ferme condamnation du coup d'État ayant abouti à la démission forcée du président Bah N'Daw et de son Premier ministre » (Gwet 2021). Nonobstant les postures divergentes qu'on pourrait observer dans ces pratiques, l'analyse des changements irréguliers du pouvoir et des résiliences autoritaires à l'aune du terrorisme reste sans doute un autre champ d'observation heuristique. Car, comme le soutiennent Hetherington et Suhay (2011, 551), il nous semble pas que « perceptions of threat from terrorism and authoritarianism are separable ».

²⁹⁷ Il s'agit du nouveau président intérimaire du Mali. Ancien responsable d'une unité d'élite, il fut d'abord président du Comité national pour le salut du peuple (août 2020-janvier 2021), qui a perpétré le coup d'État contre le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), puis vice-président de la Transition, avant d'être investi président intérimaire en mai 2021, à la suite d'un nouveau coup d'État contre le président de la Transition Bah Ndaw.

V. Sous-traitance politico-militaire et survie politique.

Sous ce volet, l'agenda de recherche peut s'inscrire dans une double dimension qualitative et quantitative. Dans un contexte international où les ingérences politico-militaires sont de plus en plus dénoncées ou rejetées en Afrique, surtout celles françaises, les sous-traitances politico-militaires se présentent comme des alternatives stratégiques à la disposition des partenaires extérieurs. Elles consisteraient en une sorte de délégation d'agendas politico-militaires par ces partenaires à des leaders politiques internes, de laquelle ces derniers récolteraient des ressources diverses au service de leur survie politique. En s'investissant dans la gestion d'enjeux politico-militaires régionaux en appui aux États, suivant l'agenda des partenaires extérieurs, le leader devrait en tirer un double avantage : la garantie du soutien de ces partenaires extérieurs et le renforcement de sa légitimité internationale, notamment auprès de ses pairs et souvent d'une certaine opinion publique africaine. En l'occurrence, l'implication du président Déby dans la lutte contre le terrorisme, bien qu'elle ne fût pas de la sous-traitance sans y être incompatible, était fortement saluée à la fois par les partenaires stratégiques que sont la France et les États-Unis, ses pairs et une majorité de l'opinion publique africaine. À l'opposé, si l'intervention française sous Serval a été bien saluée, notamment par les Maliens, celle sous Barkhane fait l'objet de plusieurs rejets et dénonciations (Griffin 2015 ; Charbonneau 2017 ; Hanne 2017). C'est dire que les interventions militaires, dans le cadre de la contre-insurrection et/ou du contre-terrorisme, conduites par des leaders africains, sont plus susceptibles de connaître une certaine reconnaissance des populations que celles étrangères, notamment françaises. Cela pourrait se comprendre dans une logique d'alignement au fameux appel : « des solutions africaines aux problèmes ». Mais, en attendant une réelle effectivité de l'architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS), ou encore une meilleure régionalisation des réponses militaires africaines (Clament 2016), une avenue semble ouverte aux leaders intéressés par la « longue durée », d'être en quelque sorte des entrepreneurs de l'insécurité au service de leur survie politique.

Dès lors, les sous-traitances comme envisagées ici consisteraient à éviter, sinon contourner, l'exécution directe d'agendas politico-militaires français très souvent soumis à de fortes critiques ou des rejets quand ils s'enlisent ou s'inscrivent sur le long terme. Qui plus est, les contextes nationaux (de dénonciation ou de rejet des interventions extérieures,

notamment françaises), régionaux (de la persistance d'enjeux sécuritaires et d'inaffectivité de certaines réponses sécuritaires) et internationaux (de dénonciation ou de critiques des logiques interventionnistes directes, surtout celles françaises) témoignent la pertinence de cet agenda de recherche de la sous-traitance politico-militaire. Ne serait-elle pas une alternative pour les puissances étrangères traditionnelles comme la France de toujours garder ses pieds en Afrique sans y être explicitement ? Ne serait-elle pas une fenêtre d'opportunité de survie politique au profit de certains leaders aux ambitions autoritaires ?

VI. Régionalisation du *security provider* et garantie de la dyade démocratie et sécurité.

Au regard de la multiplicité des foyers de crises politico-militaires, et l'ampleur grandissante du terrorisme qui menace la stabilité de l'ensemble de la zone sahélo-saharienne, la mise en place d'un véritable *security provider* régional pourrait constituer un rempart contre les dérives autoritaires et une meilleure garantie de démocratisation. Elle pourrait se faire au travers d'un G5-Sahel doublement renforcé, dans ses membres et ses missions. Sortir des logiques individualistes du *security provider* pourrait enlever aux partenaires internationaux leur propension à sécuriser ou secourir des régimes avec des leaders personnalistes considérés comme des « gendarmes » ou des indispensables de la stabilisation et de la sécurisation de leur région. Faire reposer la sécurisation des États et des espaces régionaux sur une institution régionale véritablement opérationnelle et indépendante des intérêts privatistes de ces leaders, les rendrait moins incontournables et indispensables. Une telle logique régionale permuterait donc les cibles de protection des leaders aux États en tant qu'institution. Elle permettrait ainsi de facilement allier la dyade sécurité et démocratie, les leaders n'étant plus incontournables, les alternances démocratiques deviennent plus plausibles. Toutefois, cela passe par une véritable institutionnalisation du *security provider* régional au travers de sa militarisation effective, porteuse d'avantages considérables. Elle devrait permettre, entre autres, d'éviter les logiques de *free riders* (de la part de certains États), de partager les coûts de la stabilisation et de la sécurisation de la région, d'atténuer la récurrence des alliances transnationales et internationales instrumentalisées à des fins de survie politique. En plus, elle contribuera au développement, chez les différentes forces armées nationales, d'un réel « éthos républicain » et d'une réelle professionnalisation (Huntington 1959 ; Janowitz 1960).

Au final, s'il est vrai que le défi d'une régionalisation effective de la réponse contre le terrorisme a très souvent été évoqué, il a été moins présenté sous l'angle de la garantie de la dyade sécurité et démocratie, ou encore moins sous l'angle des résiliences autoritaires. C'est pourquoi l'appropriation et la responsabilisation régionales des défis sécuritaires pourraient s'inspirer à certains égards, sur le plan théorique, des études sur « la paix démocratique » (Russett 1995 ; Brown, Lynn-Jones, et Miller 1996 ; Zakaria 1998). Et, si l'insécurité régionale est une source d'enrichissement, de militarisation et de légitimation au service de la survie des leaders personnalistes, l'appropriation et la responsabilisation régionales constitueraient un réel frein à ces logiques d'entrepreneurs de l'insécurité (Perrot 1999).

BIBLIOGRAPHIE

- Aberbach, Joel D., et Bert A. Rockman. 2002. « Conducting and Coding Elite Interviews ». *PS: Political Science* 35 (4): 673-76. <https://doi.org/10.1017/S1049096502001142>.
- Adoum, Souleymane Abdoulaye. 2012. « Tchad: des guerres interminables aux conséquences incalculables ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* 248 (4): 45. <https://doi.org/10.3917/gmcc.248.0045>.
- Albrecht, Holger. 2015. « Does Coup-Proofing Work? Political–Military Relations in Authoritarian Regimes amid the Arab Uprisings ». *Mediterranean Politics* 20 (1): 36-54. <https://doi.org/10.1080/13629395.2014.932537>.
- Albrecht, Holger, et Dorothy Ohl. 2016. « Exit, Resistance, Loyalty: Military Behavior during Unrest in Authoritarian Regimes ». *Perspectives on Politics* 14 (1): 38-52. <https://doi.org/10.1017/S1537592715003217>.
- Amnesty international. 2001. « Tchad: L'héritage Habré ». Index AI AFR 20/004/2001.
- Anderson, Lisa. 1987. « The State in the Middle East and North Africa ». *Comparative Politics* 20 (1): 1-18. <https://doi.org/10.2307/421917>.
- Andreasson, Stefan. 2018. « Energy producers in sub-Saharan Africa: beyond the gatekeeper state? ». *Third World Thematics: A TWQ Journal* 3 (3): 381-97. <https://doi.org/10.1080/23802014.2018.1448716>.
- Arriola, Leonardo R. 2009. « Patronage and Political Stability in Africa ». *Comparative Political Studies* 42 (10): 1339-62. <https://doi.org/10.1177/0010414009332126>.
- Azam, Jean-Paul. 1995. « How to Pay for the Peace? A Theoretical Framework with References to African Countries ». *Public Choice* 83 (1/2): 173-84.
- Azam, Jean-Paul, et Alice Mesnard. 2003. « Civil War and the Social Contract ». *Public Choice* 115 (3/4): 455-75.
- Bach, Daniel C., et Mamoudou Gazibo, éd. 2012. *Neopatrimonialism in Africa and Beyond*. London: Routledge.
- BAEV, PAVEL K. 2004. « Instrumentalizing Counterterrorism for Regime Consolidation in Putin's Russia ». *Studies in Conflict & Terrorism* 27 (4): 337-52. <https://doi.org/10.1080/10576100490461114>.
- Bagayoko, Niagalé. 2016. « La dissolution du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) au Burkina Faso : l'enjeu de l'avenir des effectifs des gardes présidentielles africaines ».

- International Security Sector Advisory Team (ISSAT)/DCAF* (blog). 29 mars 2016.
- . 2017. « Vers une réforme du système de sécurité burkinabè? » *Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel*, Fondation pour la recherche stratégique, septembre.
- Bakke, Kristin M. 2014. « Help Wanted? The Mixed Record of Foreign Fighters in Domestic Insurgencies. » *International Security* 38 (4): 150-87.
- Balandier, Georges. 2004. *Sens et puissance: les dynamiques sociales*. 4. Aufl. Quadrige. Paris: Presses universitaires de France.
- Banégas, Richard. 1999. « Les aléas d'une stratégie d'extraversion ». *Politique africaine* 75 (3): 5. <https://doi.org/10.3917/polaf.075.0005>.
- , éd. 2006. *Le Burkina Faso: l'alternance impossible*. *Politique africaine*, 101. Paris: Éd. Karthala.
- Banégas, Richard, Roland Marchal, et Julien Meimon. 2007. « La fin du pacte colonial? La politique africaine de la France sous J. Chirac et après ». *Politique africaine* 105 (1): 7. <https://doi.org/10.3917/polaf.105.0007>.
- Banégas, Richard, et René Otayek. 2003. « Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne: Effets d'aubaine et incertitudes politiques ». *Politique africaine* 89 (1): 71. <https://doi.org/10.3917/polaf.089.0071>.
- Bangoura, Dominique. 1996. « État et sécurité en Afrique ». *Politique africaine*, n° 61: 39-53.
- Bangoura, Mohamed Tétémedi. 2005. *Violence politique et conflits en Afrique: le cas du Tchad*. Études africaines. Paris, France: L'Harmattan.
- Barry, Newton Ahmed. 2014. « Révision constitutionnelle: Blaise veut 15 ans supplémentaires" ». *L'Événement*, 25 octobre 2014.
- Bat, Jean-Pierre. 2011a. « France's Role After African Independence: Jacques Foccart and the Pax Gallica ». *Afrique contemporaine*, n° 235 (mars): 43-52.
- . 2011b. « Le rôle de la France après les indépendances: Jacques Foccart et la pax gallica ». *Afrique contemporaine* n°235 (3): 43-52. <https://doi.org/10.3917/afco.235.0043>.
- Bayart, Jean-François. 1990. « France-Afrique: la fin du pacte colonial ». *Politique africaine* 39: 47-53.
- . 1999. « L'Afrique dans le monde: une histoire d'extraversion ». *Critique internationale* 5 (1): 97-120. <https://doi.org/10.3406/criti.1999.1505>.

- Bayart, Jean-François, Stephen Ellis, et Béatrice Hibou. 1997. *La criminalisation de l'État en Afrique*. Espace international 23. Bruxelles: Éditions Complexe.
- Bayart, Jean-François, Achille Mbembe, et Comi M. Toulabor, éd. 1992. *Le Politique par le bas en Afrique noire: contributions à une problématique de la démocratie*. Les Afriques. Paris: Karthala.
- Beach, Derek, et Rasmus Brun Pedersen. 2013. *Process-Tracing Methods: Foundations and Guidelines*. University of Michigan Press.
- Beblawi, Hazem, et Giacomo Luciani. 1987a. « Introduction ». In *The Rentier State*, Beblawi Hazem et Luciani Giacomo. Londres: Croom Helm.
- , éd. 1987b. *The Rentier State*. Londres: Croom Helm.
- Belkin, Aaron, et Evan Schofer. 2003. « Toward a Structural Understanding of Coup Risk ». *Journal of Conflict Resolution* 47 (5): 594-620. <https://doi.org/10.1177/0022002703258197>.
- . 2005. « Coup Risk, Counterbalancing, and International Conflict ». *Security Studies* 14 (1): 140-77. <https://doi.org/10.1080/09636410591002527>.
- Bellin, Eva. 2012. « Reconsidering the Robustness of Authoritarianism in the Middle East: Lessons from the Arab Spring ». *Comparative Politics* 44 (2): 127-49. <https://doi.org/10.5129/001041512798838021>.
- Benchenane, Mustapha. 1983a. *Les armées africaines*. Paris: Publisud.
- . 1983b. *Les coups d'État en Afrique*. Paris: Publisud.
- Bennafla, Karine. 1997. « Entre Afrique noire et monde arabe : nouvelles tendances des échanges "informels" tchadiens ». *Tiers-Monde* 38 (152): 879-96. <https://doi.org/10.3406/tiers.1997.5201>.
- Bennett, Andrew. 2010. « Process Tracing and Causal Inference ». In *Rethinking Social Inquiry: Diverse Tools, Shared Standards*, 2e édition, 207-20. Lanham, Md: Rowman & Littlefield Publishers.
- Berry, Jeffrey M. 2002. « Validity and Reliability Issues In Elite Interviewing ». *PS: Political Science & Politics* 35 (4): 679-82. <https://doi.org/10.1017/S1049096502001166>.
- Beucher, Benoît. 2010. « Le Mythe de l'"Empire Mossi", l'affirmation des royautés comme force d'accompagnement ou de rejet des nouveaux pouvoirs centraux, 1897-

- 1991 ». In *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire: le cas du Burkina Faso*, Hilgers Mathieu et Mazzocchetti Jachinte. Paris: Karthala.
- Biarnès, Pierre. 1987. *Les Français en Afrique noire, de Richelieu à Mitterrand: 350 ans de présence française au sud du Sahara*. Paris: A. Colin.
- Boggero, Marco. 2009. « Darfur and Chad: A Fragmented Ethnic Mosaic ». *Journal of Contemporary African Studies* 27 (1): 21-35. <https://doi.org/10.1080/02589000802576673>.
- Boisbouvier, Christophe. 2008. « La bataille de N'Djamena ». *Jeune Afrique*, 11 février 2008.
- Bolle, Stéphane. 2001. « La conditionnalité démocratique dans la politique africaine de la France ». *Afrilex*, n° 2.
- Bolou, Paul César. 2012. « Les médiations de Blaise Compaoré: “Une méthode singulière qui fait recette” ». *Lefaso.net*, 23 avril 2012.
- Boulding, Kenneth E. 1992. *Three Faces of Power*. Nachdr. Newbury Park, Calif.: Sage Publ.
- Bourgi, Albert. 2002. « L'évolution du constitutionnalisme en Afrique : du formalisme à l'effectivité ». *Revue française de droit constitutionnel* 52 (4): 721-48.
- Bourmaud, Daniel. 1997. *La politique en Afrique*. Clefs politiques. Paris: Montchrestien.
- Boutton, Andrew. 2019. « Coup-Proofing in the Shadow of Intervention: Alliances, Moral Hazard, and Violence in Authoritarian Regimes ». *International Studies Quarterly* 63 (1): 43-57. <https://doi.org/10.1093/isq/sqy056>.
- Brady, Henry E., et David Collier, éd. 2010. *Rethinking Social Inquiry: Diverse Tools, Shared Standards*. 2nd edition. Lanham, Md: Rowman & Littlefield Publishers.
- Brass, Jennifer N. 2008. « Djibouti's Unusual Resource Curse ». *The Journal of Modern African Studies* 46 (4): 523-45. <https://doi.org/10.1017/S0022278X08003479>.
- Brinton, Crane. 1965. *The Anatomy of Revolution*. Rev. and exp. Ed. A Vintage Book History. New York: Random House.
- Brooks, Risa. 1998. *Political-Military Relations and the Stability of Arab Regimes*. Adelphi Paper 324. London: International Institute for Strategic Studies.
- . 1999. *Political-Military Relations and the Stability of Arab Regimes*. 1 edition. Oxford; New York: Routledge.

- Brown, Michael E., Sean M. Lynn-Jones, et Steven E. Miller, éd., 1996. *Debating the democratic peace*. International security readers. Cambridge, Mass: MIT Press.
- Brownlee, Jason. 2002. « ...And yet They Persist: Explaining Survival and Transition in Neopatrimonial Regimes ». *Studies in Comparative International Development* 37 (3): 35-63. <https://doi.org/10.1007/BF02686230>.
- . 2007. *Authoritarianism in an age of democratization*. Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press.
- Bucumi, Guy. 2019. « Quelques paradoxes contemporains de la laïcité de l'État au Tchad ». *Revue du droit des religions*, n° 8 (novembre): 155-73. <https://doi.org/10.4000/rdr.437>.
- Bueno de Mesquita, Bruce Bueno, et Alastair Smith. 2009. « Political Survival and Endogenous Institutional Change ». *Comparative Political Studies* 42 (2): 167-97. <https://doi.org/10.1177/0010414008323330>.
- . 2010. « Leader Survival, Revolutions, and the Nature of Government Finance ». *American Journal of Political Science* 54 (4): 936-50. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2010.00463.x>.
- Buijtenhuijs, Robert. 1987. *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984): la révolution introuvable*. Hommes et sociétés. Paris, France : Leiden, Pays-Bas, Karthala ; Afrika-Studiecentrum.
- Byman, Daniel, Peter Chalk, Bruce Hoffman, William Rosenau, et David Brannan. 2001. *Trends in Outside Support for Insurgent Movements*. Rand Corporation.
- Cai, Yong Shun. 2008. « Power Structure and Regime Resilience: Contentious Politics in China ». 2008.
- Campana, Aurelie. 2013. « Beyond norms: the incomplete de-securitization of the Russian counterterrorism frame ». *Critical Studies on Terrorism* 6 (3): 457-72. <https://doi.org/10.1080/17539153.2013.836308>.
- Carayol, R. 2011. « WikiLeaks - Burkina Faso : Compaoré le séducteur ». *Jeune Afrique*, 14 septembre 2011.
- . 2014a. « Armée burkinabè: Gilbert Diendéré, la discrétion assurée ». *Jeune Afrique*, 2014.
- . 2014b. « Interventions armées : l'Afrique de papa revient, vive l'ingérence? »

- Jeune Afrique*, 13 octobre 2014.
- . 2014c. « Armée burkinabè : Gilbert Diendéré, la discrétion assurée ». *Jeune Afrique*, 5 novembre 2014.
- Carayol, R., et B. Roger. 2014. « Burkina: le récit de la chute de Compaoré, heure par heure ». *Jeune Afrique*, 18 novembre 2014.
- Carothers, Thomas. 2000. « The Clinton Record on Democracy Promotion ». Carnegie Working Paper 16.
- Cederman, Lars-Erik, Andreas Wimmer, et Brian Min. 2010. « Why Do Ethnic Groups Rebel? New Data and Analysis ». *World Politics* 62 (1): 87-119.
- Chabal, Patrick, et Jean-Pascal Daloz. 1999. *L'Afrique est partie! du désordre comme instrument politique*. Collection Analyse politique. Paris: Economica.
- Champin, Christophe. 2000. « Taylor et Compaoré accusés d'aider les rebelles ». *Radio France Internationale*, 21 décembre 2000.
- . 2014. « Francis Kpatindé : “Compaoré a été le pompier pyromane de la région” ». *Radio France Internationale*, 31 octobre 2014.
- Charbonneau, Bruno. 2008. *France and the new imperialism: security policy in Sub-Saharan Africa*. Aldershot, England; Burlington, VT: Ashgate.
- . 2017. « De Serval à Barkhane: les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel ». *Les Temps Modernes* 693-694 (2): 322. <https://doi.org/10.3917/ltm.693.0322>.
- Cheeseman, Nic, et Jeffrey Smith. 2019. « The Retreat of African Democracy », 17 janvier 2019.
- Chehabi, H. E., et Juan J. Linz, éd. 1998. *Sultanistic regimes*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Cheibub, Jose Antonio, Adam Przeworski, Limongi Neto, Fernando Papaterra, et Michael M. Alvarez. 1996. « What Makes Democracies Endure? » *Journal of Democracy* 7 (1): 39-55. <https://doi.org/10.1353/jod.1996.0016>.
- Chenoweth, Erica, et Maria J. Stephan. 2011. *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press.
- Chouli, Lila. 2013. « Les mouvements sociaux de 1998 et 2011 au Burkina Faso comme indices et réponses à la crise de la représentation ». Dakar.
- Clament, Jean-Marie. 2016. « Les régionalisations des réponses aux crises africaines ».

Revue Defense Nationale 792 (7): 23-28.

Clapham, Christopher. 1996. *Africa and the International System: The Politics of State Survival*. Cambridge University Press.

Clark, John Frank. 2007. « The Decline of the African Military Coup ». *Journal of Democracy* 18 (3): 141-55. <https://doi.org/10.1353/jod.2007.0044>.

Collier, David. 2011. « Understanding Process Tracing ». *PS: Political Science & Politics* 44 (4): 823-30. <https://doi.org/10.1017/S1049096511001429>.

Collier, Paul. 1991. « Africa's External Economic Relations: 1960-90 ». *African Affairs* 90 (360): 339-56.

Commission of Inquiry. 1992. « Chad: Report of the Commission of Inquiry into the crimes and misappropriations committed by Ex-Président Habré, his Accomplices and/or Accessories. » N'Djamena.

Conseil National de la Révolution. 1983. « Discours d'orientation politique ».

Cooper, Frederick. 1981. « Africa and the World Economy ». *African Studies Review* 24 (2/3): 1-86. <https://doi.org/10.2307/523902>.

———. 2018. « Gatekeeping practices, gatekeeper states and beyond ». *Third World Thematics: A TWQ Journal* 3 (3): 455-68. <https://doi.org/10.1080/23802014.2018.1557959>.

Cunningham, David E. 2016. « Preventing Civil War ». *World Politics* 68 (02): 307-40. <https://doi.org/10.1017/S0043887115000404>.

Dafoe, Allan, Jonathan Renshon, et Paul Huth. 2014. « Reputation and Status as Motives for War ». *Annual Review of Political Science* 17 (1): 371-93. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-071112-213421>.

Daguzan, Jean-François, et Stéphane Valter, éd. 2014. *Les forces armées arabes et moyen-orientales (après les printemps arabes)*. Paris: Eska.

Dahl, Marianne. 2016. « Military Defection ». Policy Brief 18. Peace Research Institute Oslo. Oslo, Norway.

Daley, Patricia. 2006. « Ethnicity and political violence in Africa: The challenge to the Burundi state ». *Political Geography* 25 (6): 657-79. <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2006.05.007>.

Daniel, Serge. 2014. *Les mafias du Mali: trafics et terrorisme au Sahel*. Paris: Descartes

& Cie.

Davenport, Christian. 2007. « State Repression and Political Order ». *Annual Review of Political Science* 10 (1): 1-23. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.10.101405.143216>.

David, Charles-Philippe. 2013. *La guerre et la paix: approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*. Paris: Sciences Po, Les Presses.

David, Steven R. 1991. « Explaining Third World Alignment ». *World Politics* 43 (2): 233-56. <https://doi.org/10.2307/2010472>.

Day, Christopher R., et William S. Reno. 2014a. « In Harm's Way: African Counter-Insurgency and Patronage Politics ». *Civil Wars* 16 (2): 105-26. <https://doi.org/10.1080/13698249.2014.927699>.

———. 2014b. « In Harm's Way: African Counter-Insurgency and Patronage Politics ». *Civil Wars* 16 (2): 105-26. <https://doi.org/10.1080/13698249.2014.927699>.

De Bruin, Erica. 2018. « Preventing Coups d'État: How Counterbalancing Works ». *Journal of Conflict Resolution* 62 (7): 1433-58. <https://doi.org/10.1177/0022002717692652>.

De Waal, Alex. 2006. « Chad in the Firing Line ». *Index on Censorship* 35 (1): 58-65. <https://doi.org/10.1080/03064220600555776>.

Debos, Marielle. 2008. « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad ». *Politique africaine* 109 (1): 167. <https://doi.org/10.3917/polaf.109.0167>.

———. 2013. *Le métier des armes au Tchad: le gouvernement de l'entre-guerres*. Les Afriques. Paris: Éditions Karthala.

Debos, Marielle, et Joël Glasman. 2013. « Politique des corps habillés. État, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique ». *Politique africaine*, n° 128 (février): 5-23.

Debos, Marielle, et Nathaniel Powell. 2017. « L'autre pays des "guerres sans fin". Une histoire de la France militaire au Tchad (1960-2016) ». *Les Temps Modernes* 2 (693-694): 221-66.

Decalo, Samuel. 1973. « Military Coups and Military Regimes in Africa ». *The Journal of Modern African Studies* 11 (1): 105-27.

———. 1986. « African Studies and Military Coups in Africa ». *Journal of Contemporary African Studies* 5 (1-2): 3-25. <https://doi.org/10.1080/02589008608729452>.

- Diallo, Hamidou. 1996. « Gauche marxiste et pouvoir militaire de 1983 à 1991 ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, Karthala. Paris.
- Diamond, Larry Jay. 2002. « Thinking About Hybrid Regimes ». *Journal of Democracy* 13 (2): 21-35. <https://doi.org/10.1353/jod.2002.0025>.
- Dietrich, Chris. 2000. « The Commercialisation of Military Deployment in Africa ». *African Security Review* 9 (1): 3-17. <https://doi.org/10.1080/10246029.2000.9628032>.
- Dingammadji, Arnaud. 2011. *Les gouvernements du Tchad: de Gabriel Lisette à Idriss Déby Itno, 1957-2010*. Paris : N'Djaména: Harmattan ; Centre culturel Al Mouna.
- Dobry, Michel. 2009. *Sociologie des crises politiques: la dynamique des mobilisations multisectorielles*. 3. éd. revue et augm. D'une préface inéd. Fait politique. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Dorman, Sara Rich. 2018. « Beyond the Gatekeeper state? Studying Africa's states and state systems in the twenty-first century ». *Third World Thematics: A TWQ Journal* 3 (3): 311-24. <https://doi.org/10.1080/23802014.2018.1556968>.
- Dumont, Gérard-François. 2007a. « Géopolitique et populations au Tchad ». *Outre-Terre* n° 20 (3): 263-88.
- . 2007b. « Géopolitique et populations au Tchad ». *Outre-Terre* 20 (3): 263. <https://doi.org/10.3917/oute.020.0263>.
- Duursma, Allard, et Henning Tamm. 2021. « Mutual Interventions in Africa ». *International Studies Quarterly* 65 (4): 1077-86. <https://doi.org/10.1093/isq/sqab023>.
- Duursma, Allard, Noel Twagiramungu, Mulugeta Gebrehiwot Berhe, et Alex De Waal. 2019. « Introducing the Transnational Conflict in Africa Dataset ». Monograph. Somerville, MA: World Peace Foundation. 27 août 2019. <http://eprints.lse.ac.uk/101658/>.
- Dworschak, Christoph. 2020. « Jumping on the Bandwagon: Differentiation and Security Defection during Conflict ». *Journal of Conflict Resolution* 64 (7-8): 1335-57. <https://doi.org/10.1177/0022002720904763>.
- Dwyer, Maggie. 2017a. *Soldiers in revolt: army mutinies in Africa*. Oxford; New York: Oxford University Press.
- . 2017b. « Situating Soldiers' Demands: Mutinies and Protests in Burkina Faso ». *Third World Quarterly* 38 (1): 219-34. <https://doi.org/10.1080/01436597.2016.1141661>.
- Easton, David. 1976. « Theoretical Approaches to Political Support ». *Canadian Journal*

- of Political Science / Revue canadienne de science politique* 9 (3): 431-48.
- Eizenga, Daniel. 2020. « Chad's Escalating Fight against Boko Haram ». Spotlight. Africa Center for Strategic Studies. Washington, D.C.
- El-Alaoui, Hicham Ben Abdallah. 2008. « Les régimes arabes modernisent...l'autoritarisme », avril 2008, Le Monde diplomatique édition.
- Elias, Barbara. 2018. « The Big Problem of Small Allies: New Data and Theory on Defiant Local Counterinsurgency Partners in Afghanistan and Iraq ». *Security Studies* 27 (2): 233-62. <https://doi.org/10.1080/09636412.2017.1386935>.
- Emizet, Kisangani N. F. 2000. « Explaining the Rise and Fall of Military Regimes: Civil-Military Relations in the Congo ». *Armed Forces & Society* 26 (2): 203-27. <https://doi.org/10.1177/0095327X0002600203>.
- Englebert, Pierre. 1986. *La révolution burkinabè*. Collection « Points de vue ». Paris: L'Harmattan.
- Enough Team. 2009. « Chad's Domestic Crisis, The Achilles heel for Peacemaking in Darfur ». Report.
- Ersu, Laurent d', et Jean-Christophe Ploquin. 2008. « La France a permis à Idriss Déby de sauver son régime », 7 février 2008, La Croix édition.
- Escribà-Folch, Abel. 2013. « Repression, Political Threats, and Survival under Autocracy ». *International Political Science Review* 34 (5): 543-60. <https://doi.org/10.1177/0192512113488259>.
- Eyebiyi Eliet. 2014. « Fin d'autoritarisme et revendications démocratiques en Afrique. Regard décentré sur les événements en cours au Burkina Faso. » Note d'analyse politique 19. Institut de Recherche et d'Enseignement sur la Paix.
- Fadoul Khidir, Zakaria. 2017. *Violences et événements au Tchad: une approche d'anthropologie politique*. Paris: Les impliqués éditeurs.
- Fauré, Y. A. 1985. « Ouaga-Abidjan: divorce à l'africaine? Les raisons contre la raison », *Politique africaine*, n° 20 (décembre): 78-86.
- Fearon, James D., et David D. Laitin. 2003. « Ethnicity, Insurgency, and Civil War ». *The American Political Science Review* 97 (1): 75-90.
- Ferrié, Jean-Noël. 2012. « Dispositifs autoritaires et changements politiques. Les cas de l'Égypte et du Maroc ». *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 19 (4): 93-110.

- Fjelde, Hanne, et Indra De Soysa. 2009. « Coercion, Co-Optation, or Cooperation? State Capacity and the Risk of Civil War, 1961—2004 * ». *Conflict Management and Peace Science* 26 (1): 5-25. <https://doi.org/10.1177/0738894208097664>.
- Foucher, Vincent. 2009. « Difficiles successions en Afrique subsaharienne: Persistance et reconstruction ». *Pouvoirs*, n° 129: 127-37.
- Francis, David J., éd. 2010. *US strategy in Africa: AFRICOM, terrorism and security challenges*. Routledge global security studies. London; New York: Routledge.
- Frantz, Erica, Andrea Kendall-Taylor, Joseph Wright, et Xu Xu. 2020a. « Personalization of Power and Repression in Dictatorships ». *The Journal of Politics* 82 (1): 372-77. <https://doi.org/10.1086/706049>.
- . 2020b. « Personalization of Power and Repression in Dictatorships ». *The Journal of Politics* 82 (1): 372-77. <https://doi.org/10.1086/706049>.
- Frère, Marie-Soleil, et Pierre Englebert. 2015. « Briefing: Burkina Faso—the Fall of Blaise Compaoré ». *African Affairs* 114 (455): 295-307. <https://doi.org/10.1093/afraf/adv010>.
- Frere, M.-S., et P. Englebert. 2015. « Briefing: Burkina Faso--the Fall of Blaise Compaore ». *African Affairs* 114 (455): 295-307. <https://doi.org/10.1093/afraf/adv010>.
- Frontier, Marc. 2009. *Le Darfour: organisations internationales et crise régionale, 2003–2008*. L'Harmattan. Paris.
- Galula, David. 2006. *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*. Greenwood Publishing Group.
- Gandhi, Jennifer. 2010. *Political Institutions under Dictatorship*. 1. paperback ed. Cambridge: Cambridge University Press.
- Gandhi, Jennifer, et Adam Przeworski. 2007. « Authoritarian Institutions and the Survival of Autocrats ». *Comparative Political Studies* 40 (11): 1279-1301. <https://doi.org/10.1177/0010414007305817>.
- Gates, Scott. 2002. « Recruitment and Allegiance: The Microfoundations of Rebellion ». *The Journal of Conflict Resolution* 46 (1): 111-30.
- Gaub, Florence. 2013. « The Libyan Armed Forces between Coup-proofing and Repression ». *Journal of Strategic Studies* 36 (2): 221-44. <https://doi.org/10.1080/01402390.2012.742010>.
- Gazibo, Mamoudou. 2010. *Introduction à la politique africaine*. Montréal [Que.: Presses

- de l'Université de Montréal. <http://site.ebrary.com/id/10442617>.
- Gazibo, Mamoudou, et Jane Jenson. 2015. *La politique comparée: fondements, enjeux et approches théoriques*. <http://www.deslibris.ca/ID/468138>.
- Geddes, Barbara. 1990. « How the Cases You Choose Affect the Answers You Get: Selection Bias in Comparative Politics ». *Political Analysis* 2 (Janvier): 131-50. <https://doi.org/10.1093/pan/2.1.131>.
- Geddes, Barbara, Joseph Wright, et Erica Frantz. 2014. « Autocratic Breakdown and Regime Transitions: A New Data Set ». *Perspectives on Politics* 12 (2): 313-31. <https://doi.org/10.1017/S1537592714000851>.
- . 2018. *How dictatorships work: power, personalization, and collapse*. Cambridge, United Kingdom: New York, NY: Cambridge University Press.
- George, Alexander L., et Andrew Bennett. 2005. *Case studies and theory development in the social sciences*. BCSIA studies in international security. Cambridge, Mass: MIT Press.
- Gerschewski, Johannes. 2013. « The three pillars of stability: legitimation, repression, and co-optation in autocratic regimes ». *Democratization* 20 (1): 13-38. <https://doi.org/10.1080/13510347.2013.738860>.
- Gleditsch, Kristian Skrede. 2007. « Transnational Dimensions of Civil War ». *Journal of Peace Research* 44 (3): 293-309. <https://doi.org/10.1177/0022343307076637>.
- Glez, Damien. 2011. « Compaoré et la théorie du chaos ». *Slate Afrique*, 29 avril 2011.
- Goemans, H. E. 2000. « Fighting for Survival: The Fate of Leaders and the Duration of War ». *The Journal of Conflict Resolution* 44 (5): 555-79.
- Goemans, H. E., K. S. Gleditsch, et G. Chiozza. 2009. « Introducing Archigos: A Dataset of Political Leaders ». *Journal of Peace Research* 46 (2): 269-83. <https://doi.org/10.1177/0022343308100719>.
- Grauvogel, Julia, et Christian von Soest. 2014. « Claims to Legitimacy Count: Why Sanctions Fail to Instigate Democratisation in Authoritarian Regimes ». *European Journal of Political Research* 53 (4): 635-53. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12065>.
- Grawert, Elke. 2008. « Cross-Border Dynamics of Violent Conflict: The Case of Sudan and Chad ». *Journal of Asian and African Studies* 43 (6): 595-614. <https://doi.org/10.1177/0021909608096656>.
- Greene, Kenneth F. 2007. *Why Dominant Parties Lose Mexico's Democratization in*

Comparative Perspective. Cambridge: Cambridge University Press.

Griffin, Christopher. 2015. « Operation Barkhane and Boko Haram: French counterterrorism and military cooperation in the Sahel ». In *Trends Research & Advisory*. Vol. 5. Abu Dhabi.

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité. 2015. « Tchad: un hégémon aux pieds d'argile ». Note 19. Bruxelles.

———. 2016. « Tchad: enjeux électoraux et risques politiques clés à surveiller ». Note 28. Bruxelles.

Gwet, Yann. 2021. « Mali-Tchad: les deux poids, deux mesures de la communauté internationale ». *Jeune Afrique*, 26 juin 2021.

Haacke, Jürgen, et Paul D. Williams. 2008. « Regional Arrangements, Securitization, and Transnational Security Challenges: The African Union and the Association of Southeast Asian Nations Compared ». *Security Studies* 17 (4): 775-809. <https://doi.org/10.1080/09636410802508014>.

Hachemaoui, Mohammed. 2012. « La rente entrave-t-elle vraiment la démocratie? Réexamen critique des théories de « l'État rentier » et de la « malédiction des ressources » ». *Revue française de science politique* 62 (2): 207. <https://doi.org/10.3917/rfsp.622.0207>.

Hagberg, Sten, Ludovic Kibora, Sidi Barry, Siaka Gnessi, et Adjara Konkobo. 2017. « Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016. Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans “un Burkina Faso nouveau” ». *Uppsala Papers in Africa Studies* 2. Uppsala University. Sweden.

Hagberg, Sten, Ludovic Kibora, Fatoumata Ouattara, et Adjara Konkobo. 2015. « Au cœur de la révolution burkinabè ». *Anthropologie & développement*, n° 42-43 (septembre): 199-224. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.499>.

Handy, Paul-Simon. 2008. « Chad: Democratization Challenges and Limits of International Intervention ». *Elcano Newsletter*, juin, 7 p.

Hanne, Olivier. 2017. « L'opération « Barkhane » devant l'évolution des risques dans la Bande sahélo-saharienne ». *Outre-Terre* 51 (2): 225. <https://doi.org/10.3917/oute1.051.0225>.

Hansen, Ketil Fred. 2013. « A democratic dictator's success: how Chad's President Deby

defeated the military opposition in three years (2008-2011) », *Journal of Contemporary African Studies*, 31 (4): 583-99.

———. 2017. « Regime Security in Chad. How The Western War on Terror Saved the Chadian Dictatorial Regime ». *Ante Portas-Studia nad Bezpieczenstwem* 9 (2).

Harkness, Kristen A. 2016. « The Ethnic Army and the State: Explaining Coup Traps and the Difficulties of Democratization in Africa ». *Journal of Conflict Resolution* 60 (4): 587-616. <https://doi.org/10.1177/0022002714545332>.

———. 2017. « Military loyalty and the failure of democratization in Africa: how ethnic armies shape the capacity of presidents to defy term limits ». *Democratization* 24 (5): 801-18. <https://doi.org/10.1080/13510347.2016.1241244>.

———. 2022. « Africa has had eight coup attempts in recent months. What's behind the "coup epidemic"? » *Washington Post*, 9 février 2022.

Harsch, Ernest. 2017. *Burkina Faso: A History of Power, Protest and Revolution*. London: Zed Books Ltd.

Hasseye, Aliou. 2014. « Mali: "L'ex président du Burkina, Blaise Compaoré, a soutenu d'une manière assez claire les rebelles du MNL" ». *Maliactu.net*, 3 novembre 2014.

Heclo, Hugh. 1974. *Social Policy in Britain and Sweden*. New Haven: Yale University Press.

Herbst, Jeffrey. 2000. *States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control*. STU-Student edition. Princeton University Press. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt7rrtj>.

Hervouet, Gérard, et Aurélie Campana, éd. 2013. *Terrorisme et insurrection: évolution des dynamiques conflictuelles et réponses des États*. Québec (Québec): Presses de l'Université du Québec.

Hetherington, Marc, et Elizabeth Suhay. 2011. « Authoritarianism, Threat, and Americans' Support for the War on Terror ». *American Journal of Political Science* 55 (3): 546-60. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2011.00514.x>.

Hibou, Béatrice. 2006. « Domination & control in Tunisia: Economic levers for the exercise of authoritarian power ». *Review of African Political Economy* 33 (108): 185-206. <https://doi.org/10.1080/03056240600842628>.

Hilgers, Mathieu, et Augustin Loada. 2013a. « Tensions et protestations dans un régime

- semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso ». *Politique africaine* 131 (3): 187. <https://doi.org/10.3917/polaf.131.0187>.
- . 2013b. « Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso ». *Politique africaine*, n° 131 (novembre): 187-208.
- Hilgers, Mathieu, et Jacinthe Mazzocchetti. 2006. « L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles ». *Politique africaine* 101 (1): 5-18. <https://doi.org/10.3917/polaf.101.0005>.
- , éd. 2010. *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire: le cas du Burkina Faso*. Hommes et sociétés. Paris: Karthala.
- Hugon, Philippe. 2006. « Conflictualité Armée en Afrique: le Rôle des Facteurs Economiques ». *European Journal of Development Research* 18 (2): 255-74. <https://doi.org/10.1080/09578810600708304>.
- . 2009. « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains ». *Herodote* n° 134 (3): 63-79.
- Human Rights Watch. 2005. « Tchad: Les victimes de Hissène Habré toujours en attente de justice ». Vol. 17, n° 10(A).
- Huntington, Samuel P. 1959. *The soldier and the state: the theory and politics of civil-military relations*. Mass: Belknap Press of Havard University Press. Cambridge: Cambridge, Mass.: Belknap Press of Havard University Press.
- . 1991. « How Countries Democratize ». *Political Science Quarterly* 106 (4): 579-616. <https://doi.org/10.2307/2151795>.
- International Crisis Group. 2006. « Tchad: vers le retour de la guerre? » Rapport Afrique 111. Dakar/Bruxelles.
- . 2008. « Tchad: Un nouveau cadre de résolution du conflit ». Rapport Afrique 144. Brussels, Belgium.
- . 2009a. « Tchad: la poudrière de l'Est ». Rapport Afrique 149. Nairobi/Brussels.
- . 2009b. « Tchad: sortir du piège pétrolier ». Briefing Afrique 65. Nairobi/Bruxelles.
- . 2010. « Libye/Tchad: au-delà d'une politique d'influence ». Rapport Afrique 71. Brussels, Belgium.

- . 2011. « L’Afrique sans Kadhafi: Le cas du Tchad ». Rapport Afrique 180. Brussels, Belgium.
- . 2013. « Burkina Faso: avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes ». Rapport Afrique 205. Brussels, Belgium.
- . 2015. « Burkina Faso: neuf mois pour achever la transition ». Rapport Afrique 222. Dakar/Bruxelles.
- . 2016. « Tchad: entre ambitions et fragilités ». Rapport Afrique 233. Brussels, Belgium.
- . 2017. « Nord du Burkina Faso: ce que cache le jihad ». Rapport Afrique 254. Ouagadougou/Dakar.
- . 2019. « Au Tchad, l’incursion des rebelles dévoile les fragilités du pouvoir ». Q&A/Africa. Tchad/Bruxelles.
- Jackman, Robert W., Rosemary H. T. O’Kane, Thomas H. Johnson, Pat McGowan, et Robert O. Slater. 1986. « Explaining African Coups d’Etat ». *The American Political Science Review* 80 (1): 225-49. <https://doi.org/10.2307/1957092>.
- Jackowska, Jonathan. 2007. « La crise du Darfour, une aubaine pour N’Djamena? Le point de vue des associations tchadiennes de défense des droits de l’homme et ses conséquences ». *Outre-Terre* n° 20 (3): 317. <https://doi.org/10.3917/oute.020.0317>.
- Jackson, Robert H., et Carl Gustav Rosberg. 1982. *Personal Rule in Black Africa: Prince, Autocrat, Prophet, Tyrant*. University of California Press.
- Jaffré, Bruno. 1989. *Les années Sankara: De la Révolution à la Rectification*. Éditions l’Harmattan. Paris.
- Janowitz, Morris. 1960. *The professional soldier: a social and political portrait*. Scotland: Glencoe: Free Press.
- Janszky, Babett, et Tim Janszky. 2007. « Tchad/Soudan: des alliances changeantes ». *Outre-Terre* 20 (3): 289-300. <https://doi.org/10.3917/oute.020.0289>.
- Jensen, Nathan, et Leonard Wantchekon. 2004. « Resource Wealth and Political Regimes in Africa ». *Comparative Political Studies* 37 (7): 816-41. <https://doi.org/10.1177/0010414004266867>.
- Jeune Afrique. 2014. « WikiLeaks - Burkina Faso: comment les États-Unis jugent Blaise Compaoré? » *Jeune Afrique*, 14 septembre 2014.

- Jeune Afrique, et AFP. 2017a. « Le Tchad exprime son sentiment d'injustice après le décret migratoire de Donald Trump ». *Jeune Afrique*, 26 septembre 2017.
- . 2017b. « Tchad : après le décret migratoire américain, la France “surprise”, l'Union africaine “perplexe” », 27 septembre 2017.
- Johnson, Thomas H., Robert O. Slater, et Pat McGowan. 1984. « Explaining African Military Coups d'Etat, 1960-1982 ». *The American Political Science Review* 78 (3): 622-40. <https://doi.org/10.2307/1961833>.
- Kalyvas, Stathis N. 2006. *The logic of violence in civil war*. Cambridge studies in comparative politics. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- Kalyvas, Stathis N., et Laia Balcels. 2010. « International System and Technologies of Rebellion: How the End of the Cold War Shaped Internal Conflict ». *American Political Science Review* 104 (03): 415-29. <https://doi.org/10.1017/S0003055410000286>.
- Kane, Mahamadou. 2019. « Burkina : réactions à Roch Marc Kaboré qui dénonce le rôle de l'ancien RSP ». *Deutsche Welle*, 25 février 2019.
- Kauffmann, Elisabeth. 2014. « « Les trois types purs de la domination légitime » de Max Weber : les paradoxes de la domination et de la liberté, Max Weber's “The three pure types of legitimate domination” : the paradoxes of domination and freedom ». *Sociologie* 5 (3): 307-17. <https://doi.org/10.3917/socio.053.0307>.
- Klen, Michel. 2016. « Le Tchad face à son destin (juillet 1996) ». *Revue Defense Nationale* N° 792 (7): 176-85.
- Labazée, Pascal. 1989. « Discours et contrôle politique: Les avatars du Sankarisme ». *Politique africaine*, n° 33 (mars): 11-26.
- Lacam, Jean-Patrice. 1988. « Le politicien investisseur. Un modèle d'interprétation de la gestion des ressources politiques ». *Revue française de science politique* 38 (1): 23-47. <https://doi.org/10.3406/rfsp.1988.411120>.
- Landry, Pierre F. 2008. *Decentralized authoritarianism in China: the Communist Party's control of local elites in the post-Mao era*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- LaPalombara, Joseph, et Myron Weiner. 2015. *Political parties and political development*. 1 online resource vol. Princeton legacy library. Princeton, New Jersey: Princeton University Press. <https://doi.org/10.1515/9781400875337>.

- Larson, Deborah Welch, et Alexei Shevchenko. 2010. « Status Seekers: Chinese and Russian Responses to U.S. Primacy ». *International Security* 34 (4): 63-95. <https://doi.org/10.1162/isec.2010.34.4.63>.
- Laurent, Pierre-Joseph. 2003. *Les pentecôtistes du Burkina Faso. Mariage, pouvoir et guérison*. Karthala. Paris.
- Le Monde. 2011. « Tunisie : les propos “effrayants” d’Alliot-Marie suscitent la polémique ». *Le Monde*, 13 janvier 2011.
- Le Point Afrique. 2020. « Bassin du lac Tchad : Idriss Déby Itno se retire des opérations antidjihadistes ». *Le Point*, 12 avril 2020.
- Lee, Terence. 2009. « The Armed Forces and Transitions from Authoritarian Rule: Explaining the Role of the Military in 1986 Philippines and 1998 Indonesia ». *Comparative Political Studies* 42 (5): 640-69. <https://doi.org/10.1177/0010414008328640>.
- Lemarchand, René. 2006. « Où va le Tchad? Abstract ». *Afrique contemporaine*, n° 215 (janvier): 117-28.
- Levitsky, Steven, et Lucan A. Way. 2010. *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*. Cambridge University Press.
- Lindemann, Thomas. 2010. *Causes of war: the struggle for recognition*. Colchester: ECPR Press.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy ». *American Political Science Review* 53 (1): 69-105.
- Loada, Augustin. 1996. « Blaise Compaoré ou l’architecte d’un nouvel ordre politique ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, Karthala. Paris.
- . 1998. « Les élections législatives burkinabè du 11 mai 1997: des “élections pas comme les autres”? » *Politique africaine*, n° 69: 62-74.
- . 1999. « Réflexions sur la société civile en Afrique : Le Burkina de l’après-Zongo ». *Politique africaine* 4 (76): 136-51.
- . 2003. « La limitation du nombre de mandats présidentiels en Afrique francophone ». *Afrilex*, n° 03: 139-74.
- . 2006. « L’élection présidentielle du 13 novembre 2005 : un plébiscite par défaut ». *Politique africaine* 101 (1): 19. <https://doi.org/10.3917/polaf.101.0019>.

- Londregan, John, Henry Bienen, et Nicolas van de Walle. 1995. « Ethnicity and Leadership Succession in Africa ». *International Studies Quarterly* 39 (1): 1-25. <https://doi.org/10.2307/2600721>.
- Lordon, Frédéric. 2018. « Fin de monde? » *Le Monde diplomatique*, 5 décembre 2018.
- Luciani, Giacomo. 1987. « Allocation vs. production states: A theoretical framework ». In *The Rentier State*, Beblawi Hazem et Luciani Giacomo. Londres: Croom Helm.
- Luntumbue, Michel, et Simon Massock. 2014. « Afrique centrale: Risques et envers de la pax tchadiana ». Note d'analyse du GRIP. Bruxelles.
- Lust-Okar, Ellen. 2006. « Elections under authoritarianism: Preliminary lessons from Jordan ». *Democratization* 13 (3): 456-71. <https://doi.org/10.1080/13510340600579359>.
- Lutscher, Philipp M. 2016. « The More Fragmented the Better? - The Impact of Armed Forces Structure on Defection during Nonviolent Popular Uprisings ». *International Interactions* 42 (2): 350-75. <https://doi.org/10.1080/03050629.2016.1093476>.
- Luttwak, Edward N. 2010. *Le grand livre de la stratégie [de la paix à la guerre]*. Paris: O. Jacob.
- Magaloni, Beatriz. 2008a. « Credible Power-Sharing and the Longevity of Authoritarian Rule ». *Comparative Political Studies* 41 (4-5): 715-41. <https://doi.org/10.1177/0010414007313124>.
- . 2008b. « Credible Power-Sharing and the Longevity of Authoritarian Rule ». *Comparative Political Studies* 41 (4-5): 715-41. <https://doi.org/10.1177/0010414007313124>.
- Magnani, Victor, et Thierry Vircoulon. 2019. « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique? » *Politique étrangère*, n° 2 (juin): 9-23.
- Magrin, Géraud. 2003. « Le pétrole contre l'enclavement : un enjeu de la mondialisation au sud du Tchad ». *Labyrinthe*, n° 16 (décembre): 19-34. <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.308>.
- . 2013. « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013) ». *EchoGéo*, juin. <https://doi.org/10.4000/echogeo.13444>.
- Mahdavy, Hossein. 1970. « The patterns and problems of economic development in rentier states: the case of Iran ». In *Studies in the Economic History of the Middle East. From the rise of Islam to the present day*, 526. London: Oxford University Press: Michael Cook.

- Makara, Michael. 2013. « Coup-Proofing, Military Defection, and the Arab Spring ». *Democracy and Security* 9 (4): 334-59. <https://doi.org/10.1080/17419166.2013.802983>.
- Malafosse, Antoine. 2008. « Tchad, une continuité de conflits ». *Études* Tome 409 (7): 19-29.
- Malejacq, Romain. 2019. *Warlord survival: the delusion of state building in Afghanistan*. Ithaca [New York]: Cornell University Press.
- Marchal, Roland. 2006. « Tchad/Darfour: vers un système de conflits ». *Politique africaine* 102 (2): 135. <https://doi.org/10.3917/polaf.102.0135>.
- . 2012. « Tchad/Darfour : vers un système de conflits ». *Politique africaine*, n° 102 (novembre): 135-54.
- . 2013. « Le Tchad entre deux guerres ? Remarques sur un présumé complot ». *Politique africaine*, n° 130 (août): 213-23.
- . 2015. « Petites et grandes controverses de la politique française et européenne au Tchad ». Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation.
- . 2016. « An emerging military power in Central Africa? Chad under Idris Déby ». *Sociétés politiques comparées* 40 (décembre).
- Marchal, Roland, Comfort Ero, et Mariane Ferme. 2012. « Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? » *Politique africaine*, n° 88 (novembre): 5-12.
- Mareczko, Pierre. 2014. « Burkina: plusieurs cadres historiques du CDP démissionnent en signe de défiance envers Compaoré ». *Jeune Afrique*, janvier 2014.
- Martens, Ludo, et Hilde Meesters. 1989. *Sankara, Compaoré et la révolution burkinabè*. Anvers: Éditions EPO.
- Mascré, David. 2012. « Tchad-Darfour, les dessous d'une crise, Abstract ». *Géoéconomie*, n° 43 (juillet): 105-25.
- Matsunaga, Yasuyuki. 2000. « L'État Rentier Est-Il Réfractaire à La Démocratie? ». SSRN Scholarly Paper 2610478. Rochester, NY: Social Science Research Network. <https://papers.ssrn.com/abstract=2610478>.
- Mazet, François. 2021. « Tchad: trois mois plus tard, ce que l'on sait de la mort du président Idriss Déby Itno ». *Radio France Internationale*, 20 juillet 2021.
- Mbainaissem, Doual. 2006a. « Conflits au Tchad et au Darfour ». *Outre-Terre* 17 (4): 357. <https://doi.org/10.3917/oute.017.0357>.

- . 2006b. « Conflits au Tchad et au Darfour ». *Outre-Terre* 4 (17): 357-70.
- MBDHP. 2003. « Rapport sur l'état des droits humains au Burkina Faso: période, 1996-2002 ». Ouagadougou, Burkina Faso.
- McGillivray, Fiona, et Alastair Smith. 2006. « Credibility in Compliance and Punishment: Leader Specific Punishments and Credibility ». *The Journal of Politics* 68 (2): 248-58. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2508.2006.00403.x>.
- McLauchlin, Theodore. 2010. « Loyalty Strategies and Military Defection in Rebellion ». *Comparative Politics* 42 (3): 333-50. <https://doi.org/10.5129/001041510X12911363509792>.
- . 2021. « State Breakdown and Army-Splinter Rebellions ». Manuscrit. Université de Montréal.
- McManus, Roseanne W. 2018. « Making It Personal: The Role of Leader-Specific Signals in Extended Deterrence ». *The Journal of Politics* 80 (3): 982-95. <https://doi.org/10.1086/697462>.
- Médard, Jean-François. 1991. « Autoritarismes et démocraties en Afrique noire », *Politique africaine*, 43: 92-104.
- Morency-Laflamme, Julien, et Theodore McLauchlin. 2020. « The Efficacy of Ethnic Stacking: Military Defection during Uprisings in Africa ». *Journal of Global Security Studies* 5 (4): 695-702. <https://doi.org/10.1093/jogss/ogz015>.
- Morrison, Kevin M. 2009. « Oil, Nontax Revenue, and the Redistributive Foundations of Regime Stability ». *International Organization* 63 (1): 107-38. <https://doi.org/10.1017/S0020818309090043>.
- Moses, Jonathon Wayne, et Torbjørn L. Knutsen. 2012. *Ways of knowing: competing methodologies in social and political research*. 2nd ed. Houndmills, Basingstoke, Hampshire: New York: Palgrave Macmillan.
- Muase, Charles Kabeya. 1989. « Un pouvoir des travailleurs peut-il être contre les syndicats? » *Politique africaine*, n° 33 (mars): 50-58.
- Mueller, John. 2004. *The Remnants of War*. 1^{re} éd. Cornell University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt7z7d7>.
- Najmabadi, Afsaneh. 1987. « Depoliticisation of a rentier state: The case of Pahlavi Iran ». In *The Rentier State*, Beblawi Hazem et Luciani Giacomo. Londres: Croom Helm.

- Ncubé, Jérémie. 2014. « La part d'ombre de Blaise Compaoré ». *Slate Afrique*, 30 octobre 2014.
- Nepstad, Sharon Erickson. 2013. « Mutiny and Nonviolence in the Arab Spring: Exploring Military Defections and Loyalty in Egypt, Bahrain, and Syria ». *Journal of Peace Research* 50 (3): 337-49. <https://doi.org/10.1177/0022343313476529>.
- Notin, Jean-Christophe. 2014. *La guerre de la France au Mali*. Paris: Tallandier.
- Oberti, Charlotte. 2017. « Le Tchad visé par le décret anti-immigration de Trump : “une décision arbitraire, une erreur” ». *Jeune Afrique*, 26 septembre 2017.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 2008. *La rigueur du qualitatif: les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Anthropologie prospective, no 3. Louvain-La-Neuve: Academia-Bruylant.
- Otayek, René. 1986. *La politique africaine de la Libye: 1969-1985*. Les Afriques. Paris: Karthala.
- . 1989. « Rectification ». *Politique africaine*, n° 33 (mars): 2-10.
- . 1998. « Les élections sont-elles un objet scientifique pertinent? » *Politique africaine*, n° 69 (mars): 3-11.
- Otayek, René, F. Michel Sawadogo, et Jean-Pierre Guingané, éd. 1996. *Le Burkina entre révolution et démocratie, 1983-1993: ordre politique et changement social en Afrique subsaharienne*. Collection « Hommes et sociétés ». Paris: Karthala.
- Ouattara, Vincent. 2006. *L'ère Compaoré: crimes, politique et gestion du pouvoir*. Paris: Klanba éditions.
- Ouédraogo, Émile. 2014a. « Pour la professionnalisation des forces armées en Afrique ». Centre d'études stratégiques de l'Afrique.
- . 2014b. « Pour la professionnalisation des forces armées en Afrique ». Papier de recherche 6. Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Washington, D.C.
- Ouédraogo, Jean. 1999. « Burkina Faso: Autour de l'affaire Zongo ». *Politique africaine*, n° 74: 164-84.
- Ouédraogo, N. Boureïma. 2015. « L'armée et l'exercice du pouvoir au Burkina Faso. Enseignements de l'insurrection populaire du 30-31 octobre 2014 ». Notes internationales 106. CIDOB-Barcelona Centre for International Affairs. Barcelona.
- Ouédraogo, Sayouba, Yvan Comeau, et Luu Thuy-Diep. 2006. *Collectif des organisations*

- démocratiques de masse et de partis politiques contre l'impunité au Burkina Faso*. Montréal: CRISES, Centre de recherche sur les innovations sociales.
- Oulon, Serge Atiana. 2018. *Le Général Gairbert Dienderé parle*. Presses universitaires de Ouagadougou. Ouagadougou-Burkina Faso.
- Palm, Jean-Marc D. 2017. *Maurice Yaméogo, Blaise Compaoré, Un destin croisé?* Mercury Edition. Ouagadougou-Burkina Faso.
- Paul, T. V., Deborah Welch Larson, et William C. Wohlforth. 2014. *Status in World Politics*. Cambridge University Press.
- Perrot, Sandrine. 1999. « Entrepreneurs de l'insécurité: La face cachée de l'armée ougandaise ». *Politique africaine* 75 (3): 60. <https://doi.org/10.3917/polaf.075.0060>.
- Pilster, Ulrich, et Tobias Böhmelt. 2011. « Coup-Proofing and Military Effectiveness in Interstate Wars, 1967–99 ». *Conflict Management and Peace Science* 28 (4): 331-50. <https://doi.org/10.1177/0738894211413062>.
- Porteous, Tom. 2003. « L'évolution des conflits en Afrique subsaharienne ». Traduit par Christophe Jaquet. *Politique étrangère* 68 (2): 307-20. <https://doi.org/10.3406/polit.2003.1208>.
- Powell, Jonathan. 2012. « Determinants of the Attempting and Outcome of Coups d'état ». *Journal of Conflict Resolution* 56 (6): 1017-40. <https://doi.org/10.1177/0022002712445732>.
- . 2014. « Trading coups for civil war ». *African Security Review* 23 (4): 329-38. <https://doi.org/10.1080/10246029.2014.944196>.
- Powell, Jonathan, Trace Lasley, et Rebecca Schiel. 2016. « Combating Coups d'état in Africa, 1950–2014 ». *Studies in Comparative International Development* 51 (4): 482-502. <https://doi.org/10.1007/s12116-015-9210-6>.
- Prier, Pierre. 2011. « La garde tchadienne au secours du colonel Kadhafi ». *Le Figaro*, 23 février 2011.
- Prunier, Gérard. 1999. « L'Ouganda et les guerres congolaises ». *Politique africaine* 75 (3): 43. <https://doi.org/10.3917/polaf.075.0043>.
- Putnam, Robert D. 1988. « Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games ». *International Organization* 42 (3): 427-60. <https://doi.org/10.2307/2706785>.
- Pye, Lucian W. 1971. « The Legitimacy Crisis ». In *Crises and Sequences in Political*

Development, Princeton University Press, 135-58. Princeton, N.J.: Leonard Binder and Joseph La Palombara.

Quinlivan, James T. 1999a. « Coup-Proofing: Its Practice and Consequences in the Middle East ». *International Security* 24 (2): 131-65.

———. 1999b. « Coup-proofing: Its Practice and Consequences in the Middle East ». *International Security* 24 (2): 131-65. <https://doi.org/10.1162/016228899560202>.

Radio France Internationale. 2008. « Prince Johnson: C'est Compaoré qui a fait tuer Sankara, avec l'aval d'Houphouët-Boigny ». *Radio France Internationale*, 27 octobre 2008.

———. 2019a. « Raid français contre l'UFR au Tchad: deux versions s'affrontent ». *Radio France Internationale*, 5 février 2019.

———. 2019b. « Raids contre l'UFR au Tchad: l'armée française tire un premier bilan ». *Radio France Internationale*, 7 février 2019.

———. 2019c. « Tchad: nouvelle reddition de rebelles de l'UFR ». *Radio France Internationale*, 9 février 2019.

Reno, William. 1999. *Warlord Politics and African States*. New edition. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers Inc.

Renshon, Jonathan. 2016. « Status Deficits and War ». *International Organization* 70 (03): 513-50. <https://doi.org/10.1017/S0020818316000163>.

———. 2017. *Fighting for Status: Hierarchy and Conflict in World Politics*. Princeton University Press.

Renshon, Jonathan, Allan Dafoe, et Paul Huth. 2018. « Leader Influence and Reputation Formation in World Politics ». *American Journal of Political Science* 62 (2): 325-39. <https://doi.org/10.1111/ajps.12335>.

Rivera, Sharon Werning, Polina M. Kozyreva, et Eduard G. Sarovskii. 2002. « Interviewing Political Elites: Lessons from Russia ». *PS: Political Science & Politics* 35 (4): 683-88. <https://doi.org/10.1017/S1049096502001178>.

Robert Buijtenhuijs. 1984. « Le Frolinat à l'épreuve du pouvoir: l'échec d'une révolution africaine ». *Politique africaine* N° 16 (décembre).

Roessler, Philip. G. 2011. « The Enemy Within: Personal Rule, Coups, and Civil War in Africa ». *World Politics* 63 (2): 300-346. <https://doi.org/10.1017/S0043887111000049>.

- Roessler, Philip G. 2016. *Ethnic politics and state power in Africa: the logic of the coup-civil war trap*. Cambridge, United Kingdom; New York, NY: Cambridge University Press.
- Roger, Benjamin. 2015. « Il y a trente ans éclatait la “guerre de Noël” entre le Mali et le Burkina Faso ». *Jeune Afrique*, 25 décembre 2015.
- . 2017. « Burkina : Blaise Compaoré sort du silence et dément tout lien avec les jihadistes sahéliens ». *Jeune Afrique*, 17 novembre 2017.
- Rose, Elihu. 1982. « The Anatomy of Mutiny ». *Armed Forces & Society* 8 (4): 561-74. <https://doi.org/10.1177/0095327X8200800403>.
- Rose, Gideon. 1998. « Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy ». *World Politics* 51 (1): 144-72. <https://doi.org/10.1017/S0043887100007814>.
- Ross, Michael L. 1999. « The Political Economy of the Resource Curse ». *World Politics* 51 (2): 297-322. <https://doi.org/10.1017/S0043887100008200>.
- . 2001. « Does Oil Hinder Democracy? » *World Politics* 53 (3): 325-61. <https://doi.org/10.1353/wp.2001.0011>.
- Russett, Bruce M. 1995. *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*. 2. printing, with New preface and corr. for The paperback ed. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- Sabatier, Paul A. 1988. « An Advocacy Coalition Framework of Policy Change and the Role of Policy-Oriented Learning Therein ». *Policy Sciences* 21 (2): 129-68. <https://doi.org/10.1007/BF00136406>.
- Sabatier, Paul A., Edella Schlager, Daniel Charron, et Pierre Muller. 2000. « Les approches cognitives des politiques publiques : perspectives américaines ». *Revue française de science politique* 50 (2): 209-34.
- Sachs, Jeffrey D., et Andrew M. Warner. 1995. « Natural Resource Abundance and Economic Growth ». Working Paper 5398. National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w5398>.
- Saideman, Stephen M., et Marie-Joëlle Zahar, éd. 2008. *Intra-state conflict, governments and security: dilemmas of deterrence and assurance*. Contemporary security studies. London; New York: Routledge.
- Saleh, M. Ibni Oumar Mahamat. 2007. « Le Tchad objet d’un double enjeu ». *Nouvelles Fondations* n° 5 (1): 134-38.

- Sambanis, Nicholas. 2001. « Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes? A Theoretical and Empirical Inquiry (Part 1) ». *The Journal of Conflict Resolution* 45 (3): 259-82.
- Sawyer, Katherine, Kathleen Gallagher Cunningham, et William Reed. 2015. « The Role of External Support in Civil War Termination ». *Journal of Conflict Resolution*, septembre, 0022002715600761. <https://doi.org/10.1177/0022002715600761>.
- Schedler, Andreas. 2006. *Electoral Authoritarianism: The Dynamics of Unfree Competition*. Lynne Rienner Publishers, Inc.
- Schmidt, Elizabeth. 2013. *Foreign intervention in Africa: from the Cold War to the War on Terror*. New approaches to African history 7. Cambridge: Cambridge University Press.
- Schraeder, Peter J., et Ivan Crouzel. 2005. « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique, The war against terrorism and America's African policy ». *Politique africaine*, n° 98: 42-62. <https://doi.org/10.3917/polaf.098.0042>.
- Schweller, Randall L. 2004. « Unanswered Threats: A Neoclassical Realist Theory of Underbalancing ». *International Security* 29 (2): 159-201. <https://doi.org/10.2307/4137589>.
- Seymour, Lee J.M. 2014. « Why Factions Switch Sides in Civil Wars: Rivalry, Patronage, and Realignment in Sudan ». *International Security* 39 (2): 92-131. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00179.
- Skocpol, Theda. 1982. « Rentier State and Shi'a Islam in the Iranian Revolution ». *Theory and Society* 11 (3): 265-83.
- . 1985. *États et révolutions sociales: la révolution en France en Russie et en Chine*. Paris: Fayard.
- Smith, Benjamin. 2004. « Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960–1999 ». *American Journal of Political Science* 48 (2): 232-46. <https://doi.org/10.1111/j.0092-5853.2004.00067.x>.
- Snyder, Richard. 1998. « Paths out of Sultanistic Regimes: Combining Structural and Voluntarist Perspectives ». In *Sultanistic regimes*, 49-84. Baltimore: H. E. Chehabi and J. Linz.
- Somé, Valère D. 1990. *Thomas Sankara: l'espoir assassiné*. Paris: L'Harmattan.
- Somé, Valère D. 2015. *Les nuits froides de décembre, l'exil ou...la mort*. Les éditions du

Millénium. Ouagadougou, Burkina Faso.

Soudan, François. 2015. « Tchad : Idriss Déby Itno, le boss du Sahel ». *Jeune Afrique*, 9 mars 2015.

Staniland, Paul. 2012. « Organizing Insurgency: Networks, Resources, and Rebellion in South Asia ». *International Security* 37 (1): 142-77. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00091.

Stephan, Maria J., et Erica Chenoweth. 2008. « Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict ». *International Security* 33 (1): 7-44. <https://doi.org/10.1162/isec.2008.33.1.7>.

Sudduth, Jun Koga. 2017. « Coup Risk, Coup-Proofing and Leader Survival ». *Journal of Peace Research* 54 (1): 3-15. <https://doi.org/10.1177/0022343316676885>.

Svolik, Milan W. 2009. « Power Sharing and Leadership Dynamics in Authoritarian Regimes », *American Journal of Political Science*, 53 (2): 477-94.

———. 2012. *The Politics of Authoritarian Rule*. Cambridge University Press.

Talmadge, Caitlin. 2015. *The Dictator's Army: Battlefield Effectiveness in Authoritarian Regimes*. <https://www.degruyter.com/doi/book/10.7591/9781501701764>.

Tamm, Henning. 2016. « The Origins of Transnational Alliances: Rulers, Rebels, and Political Survival in the Congo Wars ». *International Security* 41 (1): 147-81. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00252.

Tansey, Oisín. 2007. « Process Tracing and Elite Interviewing: A Case for Non-probability Sampling ». *PS: Political Science & Politics* 40 (4): 765-72. <https://doi.org/10.1017/S1049096507071211>.

Thomas, Yanis. 2015. « Les opérations Sabre et Barkhane en violation de la Constitution ». *Survie* (blog). 3 février 2015.

Tir, Jaroslav, et Michael Jasinski. 2008. « Domestic-Level Diversionary Theory of War: Targeting Ethnic Minorities ». *The Journal of Conflict Resolution* 52 (5): 641-64.

Tisseron, Antonin. 2015. « Tchad: L'émergence d'une puissance régionale? » Note d'actualité 34. Institut Thomas More. Paris, France.

Touré, Souha. 2017. « Le Tchad bashing nuit à la lutte contre le terrorisme ». *Jeune Afrique*, 2 janvier 2017.

Trampusch, Christine, et Bruno Palier. 2016. « Between X and Y: how process tracing

- contributes to opening the black box of causality ». *New Political Economy* 21 (5): 437-54. <https://doi.org/10.1080/13563467.2015.1134465>.
- Tubiana, Jérôme. 2008. « La guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan et la “darfourisation” du Tchad: Mythes et réalité ». Document de travail sur le Soudan. Small Arms Survey. Genève: Institut de hautes études internationales.
- . 2011. *Laisser tomber les rebelles: dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan*.
- Tubiana, Jérôme, et Marielle Debos. 2017. « Déby’s Chad, Political manipulation at home, Military intervention abroad, Challenging times ahead ». *Peaceworks* 136. Washington, D.C: United States Institute of Peace.
- Tubiana, Jérôme, et Victor Tanner. 2007. « Au Tchad, un second Darfour ? » *Outre-Terre* 20 (3): 301. <https://doi.org/10.3917/oute.020.0301>.
- Tulipe, Simon. 2008. « Tchad: lettre à M. Sarkozy au sujet de la crise et du rôle de la France ». *mouvements.info/tchad*, 8 février 2008.
- Ulfelder, Jay. 2007. « Natural-Resource Wealth and the Survival of Autocracy ». *Comparative Political Studies* 40 (8): 995-1018. <https://doi.org/10.1177/0010414006287238>.
- Vaissière, François de. 2003. « La coopération entre la France et l’Afrique en matière de sécurité et de défense. Quelles perspectives pour l’avenir? Pour un partenariat renforcé ». *Revue internationale et stratégique* 49 (1): 13. <https://doi.org/10.3917/ris.049.0013>.
- Verschave, François-Xavier. 2000. *Noir silence: qui arrêtera la Françafrique*. Paris: Arènes.
- Villepin, Xavier de. 2002. « La politique française en Afrique à l’aube du nouveau siècle ». *Revue internationale et stratégique* 2 (46): 143-48.
- Villers, Gauthier de. 2005. « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa ». *Afrique contemporaine* 215 (3): 47. <https://doi.org/10.3917/afco.215.0047>.
- Vink, Gidéon, et Boubacar Sangaré, réal. 2015. *Une révolution africaine, les 10 jours qui ont fait chuter Blaise Compaoré*.
- Walt, Stephen M. 1987. *The Origins of Alliance*. Cornell University Press. <http://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt32b5fc>.
- Waltz, Kenneth Neal. 2010. *Theory of International Politics*. Reissued. Long Grove, Ill:

Waveland Press.

Weisiger, Alex, et Keren Yarhi-Milo. 2015. « Revisiting Reputation: How Past Actions Matter in International Politics ». *International Organization* 69 (2): 473-95. <https://doi.org/10.1017/S0020818314000393>.

Wezeman, Pieter D. 2009. « Arms flows to the conflict in Chad ». Background Paper. Sweden: SIPRI.

Whitaker, Beth Elise. 2010. « Compliance among weak states: Africa and the counter-terrorism regime ». *Review of International Studies* 36 (3): 639-62. <https://doi.org/10.1017/S0260210510000641>.

Wohlforth, William C. 2009. « Unipolarity, Status Competition, and Great Power War ». *World Politics* 61 (1): 28-57. <https://doi.org/10.1017/S0043887109000021>.

Wolf, Reinhard. 2011. « Respect and disrespect in international politics: the significance of status recognition ». *International Theory* 3 (1): 105-42. <https://doi.org/10.1017/S1752971910000308>.

Wright, Joseph, et Abel Escribà-Folch. 2012. « Authoritarian Institutions and Regime Survival: Transitions to Democracy and Subsequent Autocracy ». *British Journal of Political Science* 42 (2): 283-309. <https://doi.org/10.1017/S0007123411000317>.

Xu, Xu. 2021. « To Repress or to Co-Opt? Authoritarian Control in the Age of Digital Surveillance ». *American Journal of Political Science* 65 (2): 309-25. <https://doi.org/10.1111/ajps.12514>.

Zakaria, Fareed. 1998. « De la démocratie illibérale ». *Le Débat* 99 (2): 17. <https://doi.org/10.3917/deba.099.0017>.

———. 2011. « Realism and Domestic Politics: A Review Essay ». *International Security* 17 (1): 177-98.

Zecchini, Laurent. 2008. « Les militaires français tirent les leçons de la “bataille de N’Djamena” », 12 mars 2008, Le Monde Afrique édition.

Zida, Yacouba Isaac. 2018. *Témoignages, Je sais qui je suis*. Golan éditions. Ouagadougou, Burkina Faso.

Ziegler, Jean. 1986. *Thomas Sankara, un nouveau pouvoir africain*. Collection Les Grands entretiens. Lausanne, Suisse : Paris, France: P.-M. Favre ; ABC.

Zoethout, Carla M, Marlies E Pietermaat-Kros, et P. W. C Akkermans. 1996.

Constitutionalism in Africa: A Quest for Autochthonous Principles. Rotterdam]; Deventer: Sanders Instituut ; Gouda Quint.

Zongo, Mahamadou. 2003. « La diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire: trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapport avec le pays d'origine ». 2003. https://www.jstor.org/stable/43657703?seq=1#page_scan_tab_contents.

Zongo, Norbert. 2000. *Le sens d'un combat. Recueil d'éditoriaux*. Centre national de presse Norbert Zongo. Ouagadougou, Burkina Faso.

Zougmore, de Mernepth Noufou. 2013. « Jean Baptiste Lingani et Henri Zongo : le parcours de deux chefs oubliés de la Révolution ». *Mutations*, 15 octobre 2013.

Zoure, Abdou. 2012. « Me Bénéwendé Sankara : “Blaise Compaoré, un habile trafiquant d'otage” ». *Burkina24*, 30 avril 2012.

ANNEXES

I. Carte du Burkina Faso avec les pays limitrophes.



II. Carte du Tchad avec les pays limitrophes.



III. Tableau catégoriel des répondants.

Burkina Faso

Catégorie	Nombre	Période (Janvier-Avril)
– Acteurs politiques	10	
– Acteurs des OSC	9	
– Acteurs militaires	4	
– Autres (enseignants, experts, journalistes, etc.)	9	
Total	32	

Tchad

Catégorie	Nombre	Date (Mai-Juin)
– Acteurs politiques	11	
– Acteurs des OSC	8	
– Acteurs militaires	2	
– Autres (enseignants, experts, journalistes, etc.)	9	
Total	30	